

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 1974

[2007/201245]

2 FEVRIER 2007. — Décret fixant le statut des directeurs

Le Parlement de la Communauté française a adopté et nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique à l'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, ordinaire et spécialisé, de plein exercice ou en alternance, secondaire artistique à horaire réduit ou de promotion sociale, organisé ou subventionné par la Communauté française, à l'exception des sections 4 et 5 des Chapitres I^{er}, II et III du Titre III.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1^o « directeur » : le membre du personnel titulaire, à quelque titre que ce soit, de la fonction de promotion de directeur d'école maternelle, de directeur d'école primaire, de directeur d'école fondamentale, de directeur de l'enseignement secondaire inférieur, de préfet des études ou directeur, telles qu'énumérées aux articles 3 et 4, 1^o et 2^o, du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, de directeur d'établissement de promotion sociale telle que prévue à l'article 6^{ter}, 6^o a) de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ou de directeur de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit tel que prévu à l'article 50, 2^o du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

2^o « équipe éducative » : l'ensemble des membres du personnel exerçant toute ou partie de leur(s) fonction(s) dans un même établissement ou dans une même implantation, à l'exclusion du personnel administratif, et du personnel de maîtrise, gens de métier et de service.

§ 2. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

TITRE II. — Des dispositions communes aux directeurs de tous les réseaux

CHAPITRE I^{er}. — Des missions du directeur

Section I^{re}. — Disposition générale

Art. 3. § 1^{er}. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le directeur exerce sa mission générale et ses missions spécifiques conformément au contenu de la lettre de mission visée au chapitre III du présent titre.

Dans l'enseignement subventionné, le directeur exerce sa mission générale et ses missions spécifiques selon le mandat que lui donne le pouvoir organisateur. Celui-ci est spécifié dans la lettre de mission visée au chapitre III du présent titre.

§ 2. Le directeur doit tout mettre en œuvre pour accomplir au mieux les missions visées au présent chapitre dans le respect de la lettre de mission qui lui est confiée et dans le cadre des moyens qui sont mis à sa disposition.

Section II. — Mission générale

Art. 4. Le directeur met en œuvre au sein de l'établissement le projet pédagogique de son pouvoir organisateur dans le cadre de la politique éducative de la Communauté française.

Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le directeur est l'interlocuteur et le collaborateur privilégié des services du Gouvernement et du service général d'inspection.

Dans l'enseignement subventionné, le directeur est le représentant du pouvoir organisateur, auprès des services du Gouvernement et du service général d'inspection.

Art. 5. Le directeur a une compétence générale d'organisation de l'établissement.

Il analyse régulièrement la situation de l'établissement et promeut les adaptations nécessaires.

Art. 6. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le directeur d'une école maternelle, primaire ou fondamentale annexée, assume ses missions sans préjudice des missions confiées au directeur de l'établissement auquel son école est annexée.

Section III. — Missions spécifiques

Sous-section I^{re}. — L'axe relationnel

Art. 7. Le directeur assure la gestion et la coordination de l'équipe éducative.

Dans ce cadre, il organise notamment les services de l'ensemble des personnels, coordonne leur travail et leur fixe des objectifs en fonction de leurs compétences et des textes qui régissent leurs missions.

Dans cette optique, le directeur suscite l'esprit d'équipe, veille au développement de la communication et du dialogue avec l'ensemble des acteurs de l'établissement scolaire et gère les conflits. Il veille également à l'accueil et l'intégration des nouveaux personnels, ainsi qu'à l'accompagnement des personnels en difficulté.

Il suscite et gère la participation des membres du personnel aux formations en cours de carrière, obligatoires ou volontaires.

Art. 8. Le directeur est responsable des relations de l'établissement scolaire avec les élèves, les parents et les tiers.

Dans ce cadre, le directeur veille notamment à développer l'accueil et le dialogue vis-à-vis des élèves, des parents et des tiers.

Il vise à l'intégration de tous les élèves, favorise leur bonne orientation et encourage le développement de leur expression citoyenne.

Il fait respecter le règlement d'ordre intérieur de l'établissement scolaire et prend, le cas échéant, les mesures nécessaires.

Art. 9. Le directeur représente son établissement dans le cadre de ses relations extérieures.

Dans cette optique, il s'efforce, selon ses possibilités, d'entretenir et de favoriser ces dernières et assure les relations publiques de son école. Il assure la coordination des actions à mener notamment avec les centres psycho-médico-sociaux (P.M.S.) et peut établir des partenariats

Il peut également nouer des contacts avec le monde économique et socioculturel local, de même qu'avec des organismes de protection de la jeunesse, d'aide à l'enfance et d'aide à la jeunesse.

Dans l'enseignement de promotion sociale, il peut être appelé à collaborer au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle, à conclure des conventions avec des partenaires et à participer aux travaux des instances prévues par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Sous-section II. — L'axe administratif, matériel et financier

Art. 10. Le directeur organise les horaires et les attributions des membres du personnel dans le cadre de la législation existante. Il gère les dossiers des élèves et des membres du personnel.

Il veille, le cas échéant, à la bonne organisation des organes de concertation et des conseils de classe prévus par les lois, décrets et règlements.

Le directeur gère les ressources matérielles et financières de l'établissement.

Dans l'enseignement subventionné, il le fait selon l'étendue du mandat qui lui a été confié par le pouvoir organisateur.

Il veille par ailleurs à l'application des consignes de sécurité et d'hygiène au sein de l'établissement.

Sous section III. — L'axe pédagogique et éducatif

Art. 11. Le directeur assure la gestion de l'établissement scolaire sur le plan pédagogique et éducatif.

Dans cette optique, il anime la politique pédagogique et éducative de l'établissement et évalue la pertinence des attitudes, des méthodes et des moyens mis en œuvre par les membres de l'équipe éducative. Il met en œuvre et pilote le projet d'établissement, et veille à l'actualiser.

Le directeur s'assure de l'adéquation entre les apprentissages, les socles de compétences, les compétences terminales, les profils de formation et les programmes ou les dossiers pédagogiques. Il veille à la bonne organisation des évaluations certificatives et des évaluations externes au sein de l'école.

Dans le respect de la liberté en matière de méthodes pédagogiques, le directeur collabore avec le service général d'inspection et les autres services pédagogiques.

CHAPITRE II. — De la formation initiale des directeurs

Section I^{re}. — De l'objet de la formation initiale des directeurs

Art. 12. La formation initiale du directeur a pour objet de permettre au directeur d'acquérir les compétences nécessaires à l'accomplissement des missions décrites au chapitre I^{er}.

Art. 13. Pour l'accomplissement des missions relevant de l'axe relationnel, la formation du directeur vise à développer chez ce dernier des aptitudes relationnelles, en particulier la gestion des ressources humaines.

Art. 14. Pour l'accomplissement des missions relevant de l'axe administratif, matériel et financier, la formation du directeur vise à développer chez ce dernier l'aptitude à la maîtrise des matières législatives et réglementaires et les capacités de gestion administrative, logistique et financière de l'école ou de l'établissement.

Art. 15. Pour l'accomplissement des missions relevant de l'axe pédagogique et éducatif, la formation du directeur qui exerce ses fonctions dans l'enseignement obligatoire vise à développer chez ce dernier des aptitudes pédagogiques et porte notamment sur les objectifs généraux de l'enseignement, leur mise en œuvre, les socles de compétences, les compétences terminales, les profils de formation, les compétences transversales, la pédagogie différenciée, l'évaluation formative et certificative, la sanction des études ainsi que sur les courants actuels de la pédagogie, l'enseignement spécialisé et l'enseignement à horaire réduit, les discriminations positives, la prévention de la violence, la problématique des élèves majeurs, l'évaluation d'une séquence pédagogique et de l'efficacité des membres du personnel.

Le contenu et les thèmes de la formation sont adaptés, selon le niveau d'enseignement de la fonction de directeur concernée.

Pour l'accomplissement des missions relevant de l'axe pédagogique et éducatif, la formation du directeur qui exerce ses fonctions dans l'enseignement de promotion sociale, vise à développer chez ce dernier des aptitudes pédagogiques et porte notamment sur les objectifs généraux de l'enseignement de promotion sociale, leur mise en œuvre, les socles de compétences, les compétences transversales, la pédagogie adaptée aux adultes (andragogie), la connaissance de la psychologie du jeune adulte et de l'adulte, les discriminations positives, la prévention de la violence, l'évaluation d'une séquence pédagogique et la connaissance du monde du travail et des professions.

Pour l'accomplissement des missions relevant de l'axe pédagogique et éducatif, la formation du directeur qui exerce ses fonctions dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, vise à développer chez ce dernier des aptitudes pédagogiques et porte notamment sur les objectifs de l'enseignement artistique, leur mise en œuvre, les socles

de compétences, les compétences transversales, les évaluations, les courants actuels de la pédagogie et de la création artistique, la pluridisciplinarité, la transdisciplinarité, l'histoire de l'art, la philosophie de l'art, l'éthique, la connaissance de la psychologie de l'enfant, de l'adolescent et de l'adulte, les discriminations positives, la prévention de la violence et l'évaluation d'une séquence pédagogique et de l'efficacité des membres du personnel.

Section II. — De l'organisation et de la certification de la formation des directeurs

Sous-section I^{re}. — Dispositions générales

Art. 16. La formation initiale des directeurs comprend deux volets :

- 1° un volet commun à l'ensemble des réseaux;
- 2° un volet propre à chaque réseau ou à chaque pouvoir organisateur si celui-ci n'adhère pas à un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs.

Art. 17. § 1^{er}. La formation relative au volet commun à l'ensemble des réseaux compte soixante heures. Elle est composée de trois modules qui visent respectivement à l'acquisition :

- a) des compétences de l'axe relationnel visées à l'article 13;
- b) des compétences de l'axe administratif, matériel et financier communes à l'ensemble des réseaux visées à l'article 14;
- c) des compétences de l'axe pédagogique et éducatif communes à l'ensemble des réseaux, c'est-à-dire, pour l'enseignement obligatoire, notamment la maîtrise des articles 6 à 11 et aux articles 12 à 16, 21 à 24, 30, 34, 40 à 42, 53, 54, 59 et 67 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, pour l'enseignement de promotion sociale, notamment la maîtrise des missions propres à l'enseignement de promotion sociale telles que prévues par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, et pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, notamment la maîtrise des missions et objectifs propres à cet enseignement telles que prévues à l'article 3 et aux §§ 2 et 3 de l'article 4 du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Le module visé à l'alinéa 1^{er}, point c) compte entre 30 et 40 heures.

§ 2. Sur la base d'une proposition formulée par l'Institut de la formation en cours de carrière, le Gouvernement détermine un plan de formation relatif au volet commun à l'ensemble des réseaux qui fixe, notamment :

- a) le contenu et les objectifs de la formation et les compétences à acquérir;
- b) la répartition, entre les trois modules, du nombre d'heures de formation.

Art. 18. § 1^{er}. La formation relative au volet propre à chaque réseau ou à chaque pouvoir organisateur si celui-ci n'adhère pas à un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs compte 60 heures. Elle est composée de deux modules qui visent respectivement à l'acquisition :

- a) des compétences de l'axe administratif, matériel et financier spécifiques à chaque réseau ou à chaque pouvoir organisateur si celui-ci n'adhère pas à un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs, visées à l'article 14;
- b) des compétences de l'axe pédagogique et éducatif visées à l'article 15 complémentaires à celles visées à l'article 17, § 1^{er}, c) et notamment des compétences liées à la mise en œuvre des projets éducatif et pédagogique de son pouvoir organisateur et de son réseau.

Le module visé à l'alinéa 1^{er}, point b) compte entre 30 et 40 heures.

§ 2. La commission permanente visée à l'article 22 du décret du 4 janvier 1999, et chaque organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs ou chaque pouvoir organisateur non affilié déterminent chacun un plan de formation relative au volet visé au § 1^{er}, qui fixe :

- a) le contenu et les objectifs de la formation et les compétences à acquérir;
- b) la répartition, entre les deux modules, du nombre d'heures de formation.
- c) les critères de base servant à la délivrance des attestations de réussite sanctionnant la formation conformément à l'article 21, § 1^{er}.

Chaque plan de formation visé au présent paragraphe est soumis, selon les modalités qu'il détermine, à l'approbation du Gouvernement.

Art. 19. La formation initiale de directeur est gratuite. Sauf nécessité liée à son contenu, elle est organisée en dehors des périodes normales de fonctionnement des établissements scolaires. Les membres du personnel qui suivent une formation sont considérés comme en activité de service.

Art. 20. § 1^{er}. Chaque module de formation visé aux articles 17 et 18 se clôture par une épreuve sanctionnée par une attestation de réussite.

§ 2. Nul ne peut s'inscrire à l'un des modules de la formation si à la date de l'introduction de sa demande de participation, il ne satisfait pas ou ne satisfait plus à toutes les conditions énoncées :

- a) selon les cas à l'article 8, alinéa 1^{er}, à l'exception du point 6° du décret du 4 janvier 1999 précité ou à l'article 97, alinéa 1^{er}, à l'exception du point 8° de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, pour les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française. Toutefois, l'ancienneté de service requise, visée à l'article 8, alinéa 1^{er}, 2° du décret du 4 janvier 1999 précité ou à l'article 97, alinéa 1^{er}, 3° de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, pour l'inscription à l'un des modules de la formation est respectivement de 6 ans ou de 1200 jours;

- b) à l'article 57, 1° à 3° du présent décret pour les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné. Toutefois, l'ancienneté de service requise, visée à l'article 57, 1°, pour l'inscription à l'un des modules de la formation est de cinq ans;

- c) à l'article 80, 1° à 3° du présent décret pour les membres du personnel de l'enseignement libre subventionné. Toutefois, l'ancienneté de service requise, visée à l'article 80, 1°, pour l'inscription à l'un des modules de la formation est de cinq ans.

§ 3. Tous les candidats qui ont suivi un module de formation reçoivent une attestation de fréquentation. Seuls les candidats qui fournissent une attestation prouvant qu'ils ont effectivement suivi au moins 75 % de la durée du module sont admis à présenter l'épreuve qui le sanctionne.

§ 4. Le module de formation relatif à l'axe relationnel et l'épreuve qui le sanctionne sont organisés en commun pour l'ensemble des fonctions de directeur visées à l'article 2.

Les modules de formation relatifs à l'axe administratif, matériel et financier et à l'axe pédagogique et les épreuves qui les sanctionnent sont organisés en commun pour les fonctions :

- 1° de préfet des études, directeur et de directeur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur.
- 2° de directeur d'école maternelle, directeur d'école primaire et directeur d'école fondamentale.
- 3° de directeur d'établissement d'enseignement de promotion sociale.
- 4° de directeur de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Art. 21. § 1^{er}. Pour ce qui concerne le volet propre à chaque réseau ou à chaque pouvoir organisateur si celui-ci n'adhère pas à un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs, les modules de formation visés à l'article 18, § 1^{er} sont sanctionnés respectivement par les épreuves suivantes :

a) un entretien portant sur l'acquisition des compétences de l'axe pédagogique et éducatif visées à l'article 15 complémentaires à celles visées à l'article 17, § 1^{er}, c) et en une critique orale de leçon. Pour les fonctions de préfet des études, directeur, de directeur dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, de directeur d'un établissement d'enseignement de promotion sociale et de directeur de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, la critique orale de leçon porte sur une matière hors de la spécialité du candidat.

b) une épreuve écrite à livre ouvert et visant à la résolution de cas concrets, portant sur l'acquisition des compétences spécifiques à chaque réseau ou à chaque pouvoir organisateur si celui-ci n'adhère pas à un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs, de l'axe administratif, matériel et financier visées à l'article 14.

§ 2. Pour chaque épreuve, les candidats sont soit admis, soit refusés. Nul classement n'est établi.

§ 3. Les attestations de réussite des épreuves visées à l'article 20, § 1^{er}, ont une durée de validité de dix ans.

Sous-section II. — De l'organisation et de la certification

Art. 22. § 1^{er}. La formation commune à l'ensemble des réseaux est organisée et certifiée, sur la base du plan de formation élaboré par le Gouvernement sur proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière visé à l'article 17, § 2, par :

- 1° les universités;
- 2° les hautes écoles;
- 3° les établissements d'enseignement de promotion sociale.

§ 2. La formation propre à chaque réseau ou à chaque pouvoir organisateur si celui-ci n'adhère pas à un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs et les épreuves qui sanctionnent les modules de formation sont organisées, sur la base du plan de formation approuvé par le Gouvernement à l'article 18, § 2 :

a) par les Services du Gouvernement sur proposition de la commission permanente visée à l'article 22 du décret du 4 janvier 1999 précité pour les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française;

b) par les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs ou par chaque pouvoir organisateur non affilié à un de ces organes pour les membres du personnel de l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Chaque organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs peut déléguer sa compétence d'organisation et de certification de la formation visée au présent paragraphe à un ou plusieurs pouvoirs organisateurs affiliés auprès de lui. Dans ce cas, le ou les pouvoirs organisateurs concernés assument les obligations décrites aux articles suivants des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs.

Art. 23. § 1^{er}. Pour l'organisation de la formation propre à chaque réseau ou à chaque pouvoir organisateur si celui-ci n'adhère pas à un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs, le Gouvernement peut agréer les opérateurs de formation suivants :

1. l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique
2. l'Administration générale des Personnels de l'Enseignement;
3. les Universités;
4. les Hautes Ecoles;
5. les Ecoles et Instituts supérieurs pédagogiques;
6. les établissements d'enseignement de promotion sociale;
7. les centres de formation des réseaux.;

§ 2. Le Gouvernement fixe les conditions auxquelles doivent en outre répondre les opérateurs de formation visés au § 1^{er}, 7. afin de vérifier leur capacité à dispenser des formations. Ces conditions auront notamment trait à l'expérience de l'opérateur, aux formations qu'il a déjà dispensées, aux garanties professionnelles et financières qu'il présente.

§ 3. Un membre du personnel exerçant ses fonctions auprès d'une Haute Ecole ou d'un établissement d'enseignement de promotion sociale ne peut suivre de volet de formation au sein de celle-ci/celui-ci.

Art. 24. Les épreuves de certification des modules de formation sont organisées au moins une fois tous les deux ans.

Art. 25. § 1^{er}. Pour ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française :

a) Pour les formations organisées par les opérateurs de formation visés à l'article 23, § 1^{er}, points 1. et 2. les attestations sanctionnant les épreuves visées à l'article 21, § 1^{er} sont délivrées par des jurys dont la composition et le fonctionnement sont fixés par le Gouvernement.

b) Les formations organisées par les opérateurs de formation visés à l'article 23, § 1^{er}, points 3. à 6. sont certifiées par lesdits opérateurs de formation.

c) Les membres du personnel qui obtiennent les attestations de réussite relatives aux cinq épreuves des modules visés aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er} sont titulaires du brevet en rapport avec la fonction tel que visé à l'article 8, alinéa 1^{er}, 6^o du décret du 4 janvier 1999 précité.

§ 2. Pour ce qui concerne l'enseignement subventionné,

a) Les formations propres à chaque réseau ou à chaque pouvoir organisateur si celui-ci n'adhère pas à un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs organisées par les opérateurs de formation visés à l'article 23, § 1^{er}, points 3. à 6. sont certifiées par lesdits opérateurs de formation.

b) Pour les formations propres à chaque réseau ou à chaque pouvoir organisateur si celui-ci n'adhère pas à un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs organisées par les opérateurs de formation visés à l'article 23, § 1^{er}, 7. le Gouvernement fixe les conditions et détermine les modalités selon lesquelles lesdits opérateurs de formation délivrent les attestations de réussite.

c) Les membres du personnel qui obtiennent les attestations de réussite relatives aux cinq épreuves des modules visés aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er} sont titulaires du brevet en rapport avec la fonction, constitué de cinq attestations de réussite telles qu'exigées conformément aux dispositions du Titre III et du Titre VI, Chapitre III du présent décret.

Art. 26. § 1^{er}. Pour tenir compte du portefeuille de compétences des candidats, les organes certificateurs visés à l'article 22, § 1^{er} peuvent les dispenser du suivi de un ou plusieurs module(s) du volet commun et des épreuves y relatives :

1^o soit s'ils sont titulaires d'un autre brevet relatif à une fonction de sélection ou de promotion;

2^o soit s'ils fournissent la preuve qu'ils ont suivi, et le cas échéant réussi, des formations équivalentes.

Les membres du personnel nommés à la fonction de proviseur ou sous-directeur, de directeur de l'enseignement secondaire inférieur, de sous-directeur de l'enseignement secondaire inférieur, de chef de travaux d'atelier ou administrateur ou ayant exercé, à titre temporaire, cette fonction pendant 600 jours répartis sur trois années scolaires au moins, détenteurs du brevet organisé conformément au décret du 4 janvier 1999 précité en rapport avec cette fonction et candidats à la fonction de préfet des études ou directeur sont réputés avoir réussi le module du volet commun de la formation, tel que visé à l'article 17, § 1^{er}, a).

§ 2. Les opérateurs de formations visés à l'article 23, § 1^{er} ainsi que le Gouvernement sur proposition de la Commission permanente visée à l'article 22 du décret du 4 janvier 1999 peuvent, selon les conditions fixées au § 1^{er}, dispenser les candidats du suivi d'un ou plusieurs module(s) du volet propre à chaque réseau et des épreuves y relatives.

Art. 27. Le service général de l'inspection et les services de vérification, chacun pour ce qui le concerne, sont chargés du contrôle, selon les modalités fixées par le Gouvernement de la mise en œuvre, dans le respect des dispositions du présent chapitre, des plans de formations visés aux articles 17 et 18.

Art. 28. L'Institut de la formation en cours de carrière, la Commission permanente visée à l'article 22 du décret du 4 janvier 1999, les organes certificateurs visés à l'article 22, § 1^{er}, chaque organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs et chaque pouvoir organisateur non affilié à un de ces organes, chacun pour ce qui le concerne, remettent, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, des avis sur l'application des articles organisant les formations et les épreuves qui les sanctionnent conformément au présent chapitre, chacun pour ce qui le concerne.

Art. 29. Chaque année, l'Institut de la formation en cours de carrière, la Commission permanente visée à l'article 22 du décret du 4 janvier 1999, chaque organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs et chaque pouvoir organisateur non affilié à un de ces organes, chacun pour ce qui le concerne, transmet à la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, un rapport d'évaluation sur l'organisation et la certification de la formation initiale des directeurs, conformément au présent chapitre.

La Commission de pilotage peut, dans son rapport annuel, remettre un avis ou formuler des propositions au Gouvernement quant à la cohérence de l'organisation et de la certification de la formation initiale des directeurs organisée conformément au présent chapitre.

CHAPITRE III. — *De la lettre de mission*

Art. 30. § 1^{er}. Dès l'entrée en fonction du directeur, le Gouvernement ou le pouvoir organisateur lui confie une lettre de mission.

Le Gouvernement, sur proposition de la Commission d'évaluation des directeurs visée à l'article 37, ou le pouvoir organisateur, y spécifie les missions du directeur et les priorités qui lui sont assignées, en fonction des besoins de l'établissement au sein duquel le directeur est affecté.

Préalablement à la rédaction de la lettre de mission, la Commission d'évaluation, à l'intermédiaire d'un de ses membres délégué à cet effet consulte le comité de concertation de base dans le réseau de la Communauté française, le pouvoir organisateur consulte la commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné, le conseil d'entreprise ou, à défaut, l'instance de concertation locale ou, à défaut, la délégation syndicale dans l'enseignement libre subventionné.

Le projet de lettre de mission rédigé à la suite de ces consultations est soumis à tout candidat directeur ou à défaut à l'avis préalable du directeur.

§ 2. Dans l'enseignement subventionné, la lettre de mission comprend un volet spécifique aux délégations du pouvoir organisateur.

Art. 31. § 1^{er}. La lettre de mission a une durée de six ans.

§ 2. Le contenu de la lettre de mission peut être modifié notamment en raison de l'évolution du fonctionnement ou des besoins de l'établissement avant son échéance, au plus tôt après deux ans, par le Gouvernement ou le pouvoir organisateur, soit d'initiative, soit à la demande du directeur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le contenu de la lettre de mission des directeurs stagiaires peut être modifié au plus tôt après six mois.

Par dérogation au même alinéa, le contenu de la lettre de mission peut être modifié avant son échéance, de commun accord entre le directeur et le Gouvernement ou le pouvoir organisateur.

§ 3. Pour toute nouvelle lettre de mission ou modification de celle-ci, la procédure de consultation visée à l'article 30, § 1^{er}, alinéa 3, doit être respectée.

Art. 32. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 30, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le Gouvernement ou le pouvoir organisateur, si besoin en est, peut confier une lettre de mission au membre du personnel désigné à titre temporaire dans la fonction de directeur.

Le Gouvernement ou le pouvoir organisateur confie d'office une lettre de mission au membre du personnel désigné à titre temporaire dans la fonction de directeur pour une durée égale ou supérieure à un an, ou lorsque la durée de la désignation atteint au moins un an.

§ 2. La lettre de mission visée au présent article peut consister dans la confirmation de la lettre de mission du directeur faisant l'objet d'un remplacement ou dans un nouveau document.

Dans l'hypothèse où le Gouvernement ou le pouvoir organisateur n'estime pas nécessaire de confier une nouvelle lettre de mission au membre du personnel désigné à titre temporaire dans la fonction de directeur pour une durée inférieure à un an, la lettre de mission confiée au directeur remplacé est alors présumée confirmée.

§ 3. La procédure visée à l'article 30, § 1^{er}, alinéas 3 et 4 doit être respectée en cas de rédaction d'une nouvelle lettre de mission conformément au présent article. L'article 31 s'applique mutatis mutandis à cette dernière.

CHAPITRE IV. — *Du déroulement du stage des directeurs*

Art. 33. § 1^{er}. Sans préjudice du § 3, le stage de directeur a une durée de deux ans.

L'admission au stage à la fonction de directeur ne peut avoir lieu qu'en cas de vacance d'emploi de la fonction à conférer.

Pendant la durée du stage, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé ou engagé à titre définitif, le cas échéant auprès de son pouvoir organisateur d'origine. Sauf disposition contraire, le membre du personnel admis au stage est assimilé à un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction de directeur.

Pendant la durée de son stage, l'obligation de formation qui s'impose au membre du personnel en vertu soit du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire soit du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les Centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière soit du décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale, soit du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française est centrée spécifiquement sur sa qualité de directeur stagiaire.

§ 2. En fin de première année de stage, la Commission d'évaluation visée à l'article 37 ou le pouvoir organisateur procède à l'évaluation du directeur stagiaire.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur peut s'entourer d'experts.

L'évaluation se fonde sur l'exécution de la lettre de mission visée au chapitre III et sur la mise en pratique des compétences acquises dans le cadre des articles 13, 14 et 15.

Elle tient compte du contexte global dans lequel est amené à évoluer le directeur stagiaire et des moyens qui sont mis à sa disposition.

Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles l'évaluation se déroule et fixe le modèle du rapport d'évaluation. L'évaluation aboutit à l'attribution d'une des mentions suivantes :

- 1^o « favorable »;
- 2^o « réservée »;
- 3^o « défavorable ».

Lorsque l'évaluation aboutit à l'attribution de la mention « réservée », la mention attribuée lors de l'évaluation suivante, est soit « favorable » soit « défavorable ».

La mention obtenue par le directeur stagiaire est portée à la connaissance de ce dernier soit par lettre recommandée, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception.

§ 3. *a)* Le directeur stagiaire qui a obtenu la mention « favorable » en fin de première année de stage, est à nouveau évalué en fin de seconde année du stage, selon les mêmes modalités qu'au § 2.

Le directeur est nommé ou engagé à titre définitif s'il obtient la mention « favorable » à l'issue de cette seconde évaluation. Toutefois, dans ce cas, à la demande du directeur, le stage peut être prolongé d'un an par le Gouvernement ou le pouvoir organisateur.

Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention « défavorable » à l'issue de cette seconde évaluation.

Le stage du directeur est prolongé de six mois si le directeur obtient la mention « réservée » à l'issue de la seconde évaluation. Dans ce cas, une dernière évaluation a lieu à l'issue de cette période.

Le directeur est nommé ou engagé à titre définitif s'il obtient la mention « favorable » à l'issue de cette dernière évaluation. Toutefois, dans ce cas, à la demande du directeur, le stage peut être prolongé d'un an par le Gouvernement ou le pouvoir organisateur. Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention « défavorable » à l'issue de cette dernière évaluation.

b) Le directeur stagiaire qui a obtenu la mention « réservée » en fin de première année de stage, est à nouveau évalué en fin de seconde année du stage, selon les mêmes modalités qu'au § 2.

Le directeur est nommé ou engagé à titre définitif s'il obtient la mention « favorable » à l'issue de cette seconde évaluation. Toutefois, dans ce cas, à la demande du directeur, le stage peut être prolongé d'un an par le Gouvernement ou le pouvoir organisateur.

Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention « défavorable » à l'issue de cette seconde évaluation.

c) Il est mis fin d'office au stage du directeur stagiaire qui a obtenu la mention « défavorable » en fin de première année de stage.

§ 4. L'attribution d'une mention « réservée » en cours de stage peut conduire le Gouvernement ou le pouvoir organisateur à adapter la lettre de mission et à préciser ses attentes au directeur.

§ 5. Le directeur stagiaire qui se voit attribuer une mention « défavorable » peut introduire par recommandé une réclamation écrite contre cette mention dans les dix jours de sa notification, selon le cas auprès de la chambre de recours respectivement créée par :

a) le chapitre IX, section 2 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, selon les cas, le directeur stagiaire est entendu par le 5^e, 7^e, 9^e ou 14^e comité visé à l'article 136 de l'arrêté royal du 22 mars 1969;

b) le chapitre X du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

c) le chapitre IX, section 3 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le membre du personnel introduit son recours par la voie hiérarchique. Dans l'enseignement subventionné, il notifie immédiatement au pouvoir organisateur copie de son recours.

Les règles de procédure et de fonctionnement prévues par ces dispositions s'appliquent au recours organisé en vertu du présent paragraphe. Un membre de la Chambre de recours ne peut participer aux travaux de cette dernière pour l'examen d'un recours introduit par le directeur stagiaire chargé de la direction de l'établissement où il est affecté. Il est dans ce cas remplacé, pour l'examen de ce recours, par son suppléant.

La Chambre de recours visée à l'alinéa 1^{er}, a), b), ou c) remet son avis respectivement au Gouvernement ou au pouvoir organisateur dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception du recours. Le Gouvernement ou le pouvoir organisateur prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au directeur stagiaire dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis.

§ 6. Dans l'enseignement libre subventionné, le pouvoir organisateur motive l'attribution d'une mention « défavorable » au directeur stagiaire au sens de l'article 3, § 11 du décret du 1^{er} février 1993 précité.

§ 7. Sans préjudice du présent article, le membre du personnel n'est pas nommé ou engagé à titre définitif comme directeur si au plus tard à l'issue de son stage, il n'est pas titulaire des cinq attestations de réussite aux épreuves visées à l'article 20, § 1^{er}. Dans ce cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction et son affectation d'origine.

Dans les établissements comptant moins de 51 élèves, si le membre du personnel n'est pas titulaire des cinq attestations de réussite aux épreuves visées à l'article 20, § 1^{er} à l'issue de son stage, celui-ci est prolongé d'un an au plus. Sans préjudice des autres conditions de nomination ou d'engagement à titre définitif, le membre du personnel peut être nommé ou engagé à titre définitif comme directeur dès qu'il est titulaire des cinq attestations de réussite.

Art. 34. § 1^{er}. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, tout membre du personnel admis au stage ou désigné à titre temporaire dans une fonction de directeur, conformément à l'article 35 peut renoncer à sa désignation à quelque moment que ce soit. Dans ce cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction et son affectation d'origine et, sauf circonstances exceptionnelles dûment motivées, ne pourra être désigné pour une nouvelle affectation qu'après avoir répondu à un nouvel appel lancé conformément à l'article 35, § 1^{er}.

Dans l'enseignement subventionné, il peut être mis fin au stage du directeur à sa demande à quelque moment que ce soit. Dans ce cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction et son affectation d'origine.

En cas d'absence de réaction du Gouvernement ou du pouvoir organisateur dans les trente jours calendrier à dater de la demande du membre du personnel, celle-ci est réputée acceptée.

§ 2. Le Gouvernement ou le pouvoir organisateur peut, pour assurer la continuité dans la fonction de direction ou afin de ne pas perturber la stabilité des équipes pédagogiques, reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction et son affectation d'origine de maximum 6 mois à dater de la demande du membre du personnel ou de la fin d'office du stage. Durant ce délai, le directeur stagiaire continue à prêter ses fonctions de directeur.

§ 3. Dans l'enseignement libre subventionné, le présent chapitre s'applique sans préjudice des dispositions du chapitre VIII du décret du 1^{er} février 1993 précité.

TITRE III. — Des dispositions spécifiques à chaque réseau

CHAPITRE I^{er}. — De l'enseignement organisé par la Communauté française

Section I^{re}. — Conditions générales d'accès et de dévolution des emplois de directeur

Art. 35. § 1^{er}. Le Gouvernement invite, au moins tous les deux ans, les membres du personnel répondant aux conditions de l'article 8, alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o, du décret du 4 janvier 1999 précité et selon la fonction concernée aux conditions de l'article 9, 13 ou 15 du même décret, à introduire leur candidature en précisant les établissements où ils souhaitent être affectés.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} doivent être détenteurs d'au moins 3 attestations de réussite des modules de formation visés aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er}.

Il invite également, pour l'enseignement de promotion sociale, les membres du personnel répondant aux conditions de l'article 97 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité à introduire leur candidature en précisant les établissements où ils souhaitent être affectés.

Ces candidats sont classés, pour chaque établissement choisi, selon le nombre d'attestations de réussite dont ils sont détenteurs, puis selon leur ancienneté de service. Ils sont désignés, selon l'ordre de ce classement, d'abord dans les emplois vacants et à défaut, dans d'autres emplois disponibles. Les candidats ne peuvent pas indiquer d'ordre de priorité parmi les établissements auxquels ils souhaitent être affectés.

Sont également invités à répondre à cet appel aux candidats, les membres du personnel qui répondent aux conditions de l'article 8, alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o, du décret du 4 janvier 1999 précité et pas aux conditions de l'alinéa 2 du présent article et, selon la fonction concernée, aux conditions de l'article 9, 13 ou 15 du décret du 4 janvier 1999 précité ou, pour l'enseignement de promotion sociale, aux conditions de l'article 97 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, à l'exception de l'alinéa 1^{er}, 8^o;

Les membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 5 introduisent leur candidature en précisant les établissements où ils souhaitent être affectés. Ils ne peuvent pas indiquer d'ordre de priorité parmi les établissements auxquels ils souhaitent être affectés.

§ 2. Lorsque aucun membre du personnel répondant aux conditions du § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, ou, pour l'enseignement de promotion sociale, à l'article 97, alinéa 1^{er}, 8^o de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité ne s'est porté candidat à un emploi de la fonction concernée dans un établissement, le Gouvernement désigne un membre du personnel parmi les candidats visés au § 1^{er}, alinéa 5. Ces candidats sont classés, pour chaque établissement choisi, selon leur ancienneté de service. Ils sont désignés, selon l'ordre de ce classement, d'abord dans les emplois vacants et à défaut, dans d'autres emplois disponibles.

A défaut de candidat remplissant les conditions fixées au § 1^{er}, alinéa 5, le Gouvernement désigne un membre du personnel d'un établissement de la Communauté française qui remplit les autres conditions visées à l'article 8, alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o du décret du 4 janvier 1999 précité ou, pour l'enseignement de promotion sociale les autres conditions de l'article 97 de l'arrêté royal du 22 mars 1969.

Le membre du personnel désigné conformément au présent paragraphe devient prioritaire sur tout autre candidat à la fonction de directeur pour l'établissement visé lorsqu'il devient détenteur du brevet et pour autant que l'emploi n'ait pas été, dans l'intervalle, attribué par réaffectation, rappel à l'activité de service, changement d'affectation ou désignation d'un candidat titulaire du brevet en rapport avec la fonction. Toutefois, le membre du personnel visé au § 3, alinéa 1^{er} a priorité sur celui visé au présent paragraphe.

§ 3. Lorsque l'emploi occupé par un membre du personnel détenteur du brevet est attribué par réaffectation, rappel à l'activité de service ou changement d'affectation ou encore lorsque le titulaire de l'emploi reprend ses fonctions, le membre du personnel concerné est de nouveau affecté à un emploi pour lequel il s'était porté candidat, par priorité sur tout autre candidat.

Au cas où plusieurs titulaires du brevet qui ont subi une interruption de leur affectation conformément aux dispositions de l'alinéa 1^{er} sont candidats au même emploi, ils sont désignés dans l'ordre de leur ancienneté de service.

Art. 36. § 1^{er}. Le membre du personnel visé à l'article 35 détenteur d'au moins trois attestations de réussite des modules de formation visés aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er}, est admis au stage le 1^{er} janvier dans l'emploi qu'il occupe si celui-ci est vacant, sous réserve qu'il ait été disponible pour une réaffectation ou un changement d'affectation à titre définitif dans le cadre de la procédure lancée au mois d'octobre précédent.

Le membre du personnel visé à l'article 35 détenteur d'au moins 3 attestations de réussite des modules de formation visés aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er} qui ne peut pas être admis au stage dans l'emploi qu'il occupe peut solliciter son admission au stage dans un emploi vacant autre que celui où il est affecté, pour autant que cet emploi ne soit pas attribué par réaffectation ou changement d'affectation ni déjà conféré à un autre titulaire du brevet.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le membre du personnel prioritaire au sens de l'article 35, § 2, alinéa 3 à la date du 1^{er} janvier, est nommé à cette date dans l'emploi qu'il occupe si celui-ci est vacant, sous réserve qu'il ait été disponible pour une réaffectation ou un changement d'affectation à titre définitif dans le cadre de la procédure lancée au mois d'octobre précédent, à condition :

1^o d'avoir été désigné à titre temporaire de manière ininterrompue depuis 2 ans au moins à la date du 1^{er} janvier dans l'emploi considéré;

2^o d'avoir fait l'objet d'au moins deux évaluations, dont la dernière a conduit à l'attribution de la mention « favorable ». A cette fin et sans préjudice de l'article 40, le membre du personnel prioritaire au sens de l'article 35, § 2, alinéa 3 est d'office évalué une première fois au bout d'un an à dater de sa désignation, ainsi qu'une seconde fois avant le 1^{er} janvier visé à l'alinéa premier, en appliquant les règles contenues à l'article 33, § 2 à § 5;

3^o d'être titulaire des 5 attestations de réussite des modules de formation visés aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er}.

Le membre du personnel qui remplit les conditions fixées à l'alinéa 1^{er} qui ne peut pas être nommé dans l'emploi qu'il occupe peut solliciter sa nomination dans un emploi vacant autre que celui où il est affecté, pour autant que cet emploi ne soit pas attribué par réaffectation ou changement d'affectation ni déjà conféré à un autre titulaire du brevet.

Le membre du personnel visé au présent paragraphe peut cependant, à sa demande, être admis au stage dans l'emploi vacant visé à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2. Dans ce cas le stage a une durée d'un an.

Toutefois, le membre du personnel visé au présent paragraphe est d'office admis au stage dans l'emploi vacant visé à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2 s'il a précédemment à sa dernière évaluation obtenu une fois la mention « réservée ». Dans ce cas, le stage a une durée d'un an, à l'issue de laquelle a lieu une dernière évaluation. Le membre du personnel est nommé dans l'emploi vacant visé à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2 s'il obtient la mention « favorable » lors de cette dernière évaluation.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, le membre du personnel désigné à titre temporaire dans un emploi non vacant pour une durée de plus de quinze semaines dans le respect de l'article 35, est nommé dans l'emploi qu'il occupe si celui-ci devient vacant, sous réserve qu'il ait été disponible pour un changement d'affectation à titre définitif dans le cadre de la procédure lancée au mois d'octobre précédent à condition :

1^o d'avoir été désigné à titre temporaire de manière ininterrompue depuis deux ans au moins à la date du 1^{er} janvier dans l'emploi considéré;

2^o d'avoir fait l'objet d'au moins deux évaluations, dont la dernière a conduit à l'attribution de la mention « favorable ». A cette fin et sans préjudice de l'article 40, le membre du personnel visé au présent paragraphe est d'office évalué une première fois au bout d'un an à dater de sa désignation, ainsi qu'une seconde fois avant le 1^{er} janvier visé à l'alinéa premier un an après cette première évaluation, en appliquant les règles contenues à l'article 33, §§ 2 à 5.

3^o d'être titulaire du brevet :

le membre du personnel visé au présent paragraphe peut cependant, à sa demande, être admis au stage dans l'emploi vacant visé à l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas le stage a une durée d'un an.

Toutefois, le membre du personnel visé au présent paragraphe est d'office admis au stage dans l'emploi vacant visé à l'alinéa 1^{er} s'il a précédemment à sa dernière évaluation obtenu une fois la mention « réservée ». Dans ce cas, le stage a une durée d'un an, à l'issue de laquelle a lieu une dernière évaluation. Le membre du personnel est nommé dans l'emploi vacant visé à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2 s'il obtient la mention « favorable » lors de cette dernière évaluation.

Section II. — De la Commission d'évaluation des directeurs

Art. 37. § 1^{er}. Il est créé une Commission d'évaluation des directeurs, ci-après dénommée « la Commission ». La Commission est composée comme suit :

1^o 4 fonctionnaires généraux ou leurs délégués;

2^o un Inspecteur général ou son délégué;

3° a) 3 chargés de missions chargés de la coordination de zone dont celui de la zone concernée, désignés par le Gouvernement, lorsque la Commission exerce ses missions à propos d'un membre du personnel de l'enseignement secondaire;

b) 3 présidents de zones de l'enseignement fondamental dont celui de la zone concernée, désignés par le Gouvernement lorsque la Commission exerce ses missions à propos d'un membre du personnel de l'enseignement fondamental.

Lorsque la Commission exerce ses missions à propos d'un président de zone, le Gouvernement désigne un autre président de zone comme membre de la Commission.

Les délégués des fonctionnaires généraux visés au point 1° de l'alinéa 2 sont des agents de rang 12 au moins. Le délégué de l'Inspecteur général visé au point 2° est un inspecteur qui a exercé une fonction de directeur, sauf en cas d'empêchement.

c) 3 présidents de zone de l'enseignement de promotion sociale dont celui de la zone concernée, désignés par le Gouvernement lorsque la Commission exerce ses missions à propos d'un membre du personnel de l'enseignement de promotion sociale.

§ 2. Le Gouvernement désigne les membres de la Commission visés aux points 2° et 3° sur proposition du fonctionnaire général qu'il désigne.

§ 3. La Commission est présidée par un fonctionnaire général désigné par le Gouvernement. En cas d'absence, le Président désigne un des autres fonctionnaires généraux visés au § 1^{er}, 1° pour le remplacer.

§ 4. La Commission est assistée par un secrétariat assuré par un ou des membres du personnel des Services du Gouvernement.

§ 5. La Commission prend ses décisions à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

§ 6. Sur proposition de la Commission, le Gouvernement fixe les autres modalités de fonctionnement de celle-ci ainsi que son règlement d'ordre intérieur.

§ 7. Lorsque la Commission se prononce sur le dossier d'un directeur exerçant ses fonctions en promotion sociale, un des fonctionnaires généraux visé § 1^{er}, 1° est un représentant de la Promotion sociale, tandis que l'Inspecteur coordonnateur remplace l'inspecteur général ou son délégué visé au § 1^{er}, 5°.

Art. 38. La Commission est compétente dans l'enseignement organisé par la Communauté française :

a) pour élaborer et transmettre au Gouvernement une proposition de lettre de mission, conformément à l'article 30;

b) pour procéder aux évaluations des directeurs stagiaires, conformément à l'article 33;

c) pour procéder aux évaluations des directeurs nommés et des membres du personnel désignés à titre temporaire dans une fonction de directeur pour une durée égale ou supérieure à un an, ou dont la durée de la désignation a atteint au moins un an, conformément à la section 3 du présent chapitre;

d) pour l'approbation préalable de la lettre de mission confiée par le directeur, conformément à l'article 28ter du décret du 4 janvier 1999 précité, aux membres du personnel visé à l'article 28bis du même décret.

Section III. — De l'évaluation formative des directeurs

Art. 39. Cette section s'applique aux directeurs nommés à titre définitif.

Elle s'applique également au membre du personnel désigné à titre temporaire dans la fonction de directeur pour une durée égale ou supérieure à un an, ou pour une désignation dont la durée atteint au moins un an. La dénomination « directeur » visée à la présente section vise également ce membre du personnel.

Art. 40. Tous les cinq ans à dater de sa nomination à titre définitif ou de sa désignation à titre temporaire, chaque directeur fait l'objet d'une évaluation réalisée par la Commission d'évaluation des directeurs visée à l'article 37.

Si le Gouvernement le juge utile, il peut charger la Commission de procéder plus tôt à une évaluation du directeur.

Toutefois, le directeur ne peut faire l'objet de plus de deux évaluations par période de 10 ans.

Art. 41. L'évaluation se fonde sur l'exécution de la lettre de mission visée au chapitre III du titre I^{er} et, le cas échéant, sur la mise en pratique des compétences acquises dans le cadre des articles 13, 14 et 15.

Elle tient compte du contexte global dans lequel est amené à évoluer le directeur et des moyens qui sont mis à sa disposition.

La Commission d'évaluation prend notamment en considération les dispositions du décret du 24 juillet 1997 précité pour l'enseignement obligatoire et du décret du 16 avril 1991 précité pour l'enseignement de promotion sociale, le projet éducatif, le projet pédagogique et le projet d'établissement.

Art. 42. En fonction de cette évaluation, le Gouvernement convient avec le directeur, sur proposition de la Commission d'évaluation des directeurs à la suite de l'entretien d'évaluation, des améliorations à apporter.

Art. 43. Moyennant un préavis de 15 jours, le Gouvernement peut mettre fin à la désignation d'un membre du personnel désigné à titre temporaire dans une fonction de directeur.

Préalablement à toute décision du Gouvernement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou son délégué.

La convocation à l'audition, ainsi que les motifs en raison desquels le Gouvernement envisage de mettre fin à la désignation du membre du personnel lui sont notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste, soit par la remise d'une lettre de la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale représentant les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française affiliée à des organisations siégeant au Conseil national du Travail. L'audition fait l'objet d'un procès-verbal. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Le Gouvernement prend sa décision dans les 10 jours de la transmission du procès-verbal dressé par l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou son délégué.

Section IV. — Des passerelles entre fonctions de promotion, de sélection et de recrutement

Art. 44. Dans l'article 14^{ter}, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par le décret du 29 mars 2001, il est ajouté un point 9^o libellé comme suit :

« 9^o en matière de nouvelle affectation, conformément à l'article 50, § 2, b), § 3 et § 4. »

Art. 45. Dans l'article 14^{quater}, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, modifié par le décret du 29 mars 2001, il est ajouté un point 6^o libellé comme suit :

« 6^o en matière de nouvelle affectation, conformément à l'article 50, § 2, a), § 4 et § 5, a). »

Art. 46. Dans l'article 46, § 3 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993, est ajouté l'alinéa suivant :

« Une nouvelle affectation dans une fonction de recrutement conformément à l'article 50, ne peut être accordée dans un emploi occupé par un temporaire prioritaire. »

Art. 47. L'article 49 du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 et rétabli par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 1994 est complété par les termes suivants : « et sur le membre du personnel visé à l'article 50, § 5, a). »

Art. 48. L'article 50 du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993, est rétabli et inséré dans une nouvelle Section 3^{bis} libellée comme suit :

« Section 3^{bis}. — Des passerelles entre fonctions de recrutement, de sélection et de promotion.

Article 50. § 1^{er}. Un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion peut, à sa demande, obtenir une nouvelle affectation dans un emploi vacant d'une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion qui donne accès à sa fonction actuelle.

Le membre du personnel qui bénéficie du présent mécanisme ne peut plus se porter candidat à l'exercice de la fonction qu'il a quittée, sauf dérogation justifiée par des circonstances exceptionnelles et accordée par le Gouvernement, durant un délai de dix ans débutant au jour d'introduction de sa demande prévue au § 2.

§ 2. a) Le membre du personnel qui désire obtenir une nouvelle affectation conformément au § 1^{er} dans une fonction de recrutement ou de sélection, dans un établissement de la zone au sein de laquelle il est affecté, introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Gouvernement dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation compétente.

Le Gouvernement accorde la nouvelle affectation si le membre du personnel remplit toutes les conditions d'accès à la fonction concernée et moyennant avis favorable de la commission précitée. Cette nouvelle affectation produit ses effets le 1^{er} juillet suivant.

b) Le membre du personnel qui désire obtenir une nouvelle affectation conformément au § 1^{er} dans une fonction de recrutement ou de sélection, dans un établissement d'une autre zone introduit, par pli recommandé, une demande motivée par les circonstances exceptionnelles auprès du Gouvernement dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation compétente.

Le Gouvernement accorde la nouvelle affectation si le membre du personnel remplit toutes les conditions d'accès à la fonction concernée et moyennant avis favorable de la commission précitée.

Cette nouvelle affectation produit ses effets le 1^{er} juillet suivant.

c) Le membre du personnel visé au présent paragraphe auquel le Gouvernement accorde une nouvelle affectation dans une fonction de recrutement conformément au § 1^{er} est appelé en service avant toute désignation en qualité de temporaire prioritaire, telle que prévue à l'article 37.

§ 3. Le membre du personnel qui désire obtenir une nouvelle affectation conformément au § 1^{er} dans une fonction de promotion autre que celle dans laquelle il est nommé à titre définitif d'un établissement de la même zone ou d'une autre zone, introduit, par pli recommandé, une demande motivée par les circonstances exceptionnelles auprès du Gouvernement dans le courant du mois d'octobre. Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation compétente.

Le Gouvernement accorde la nouvelle affectation si le membre du personnel remplit toutes les conditions d'accès à la fonction concernée et moyennant avis favorable de la commission précitée.

Cette nouvelle affectation produit ses effets le 1^{er} janvier suivant.

Le présent paragraphe ne s'applique pas au personnel du service d'inspection.

§ 4. Une nouvelle affectation conformément au § 1^{er} peut s'opérer provisoirement dans un emploi non vacant, si cet emploi est libéré pour une année scolaire au moins.

La nouvelle affectation dans un emploi non vacant s'opère selon les modalités définies respectivement au § 2 et au § 3.

§ 5. Le membre du personnel qui a bénéficié de l'application du § 4 est définitivement affecté au sein de l'établissement dans un emploi vacant de la fonction :

a) le 1^{er} septembre qui suit la notification visée à l'article 17^{bis}, pour autant que la commission zonale d'affectation et la commission interzonale d'affectation se soient réunies entre la date de la notification précitée et le 1^{er} septembre, si la nouvelle affectation a lieu dans une fonction de recrutement;

b) le 1^{er} jour du mois qui suit la notification visée à l'article 17^{bis} si la nouvelle affectation a lieu dans une fonction de sélection ou de promotion.

§ 6. L'emploi dont était titulaire un membre du personnel affecté conformément au § 4 est vacant si celui-ci ne réintègre pas cet emploi après deux années scolaires consécutives. La vacance est notifiée conformément à l'article 17^{bis}.

Article 50. Le membre du personnel visé à l'article 50 se voit attribuer l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté conformément à cette disposition.

Toutefois, le membre du personnel visé à l'article 50, qui a exercé à titre définitif pendant au moins dix ans la fonction de sélection ou de promotion qu'il quitte, bénéficie d'un mécanisme dégressif d'échelles de traitement pour rejoindre à partir de la 3^e année l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté conformément à l'article 50, fixé comme suit :

a) Au cours de la première année qui suit sa nouvelle affectation, le membre du personnel bénéficie de l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté, augmentée d'un montant équivalent à 66 % de la différence entre d'une part l'échelle de traitement dont il bénéficiait dans la fonction qu'il a quittée et d'autre part l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté;

b) Au cours de la deuxième année qui suit sa nouvelle affectation, le membre du personnel bénéficie de l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté, augmentée d'un montant équivalent à 33 % de la différence entre d'une part l'échelle de traitement dont il bénéficiait dans la fonction qu'il a quittée et d'autre part l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté. »

Art. 49. L'article 78, alinéa 3 du même arrêté est complété par les termes suivants : « ou par application de l'article 50. »

Art. 50. L'article 92, alinéa 2 du même arrêté est complété par les termes suivants : « ou par application de l'article 50. »

Section V. — Dispositions modificatives

Art. 51. Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, sont apportées les modifications suivantes :

a) L'article 78, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983, par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 est complété par les alinéas suivants :

« Moyennant un préavis de quinze jours, le Gouvernement peut, soit sur proposition du directeur, soit d'initiative, mettre fin à la désignation d'un membre du personnel exerçant une fonction de sélection désigné à titre temporaire.

Préalablement à toute décision du Gouvernement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou son délégué lorsque la décision est prise d'initiative, par le directeur lorsque ce dernier est à la base de proposition.

La convocation à l'audition, ainsi que les motifs en raison desquels le Gouvernement envisage de mettre fin à la désignation du membre du personnel ou en raison desquels le directeur envisage d'en faire la proposition au Gouvernement, lui sont notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale représentant les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française affiliée à des organisations siégeant au Conseil national du Travail. L'audition fait l'objet d'un procès-verbal. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Lorsque la proposition est formulée par le directeur, elle est soumise au membre du personnel au moment où elle est formulée. Ce dernier vise et date la proposition. Il la restitue le jour même. S'il estime que la proposition n'est pas fondée, il la vise en conséquence, la date et la restitue dans le même délai. Le directeur transmet, le jour même, la proposition au Gouvernement.

Le Gouvernement prend sa décision dans les dix jours de cette transmission ou de la transmission du procès-verbal dressé par l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou son délégué ».

b) L'alinéa 1^{er} de l'article 83, tel que modifié par le décret du 3 mars 2004, est modifié comme suit :

1. au 3^o bis, les termes « 3 000 jours » sont remplacés par les termes « 1 800 jours »;

2. au 4^o, les termes « 1 800 jours » sont remplacés par les termes « 600 jours ».

c) Les articles 78 à 91 du chapitre VII, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993 forment une section intitulée « Section 1^{re}. — Dispositions générales ».

d) Une section 2, intitulée « Section 2. — De la lettre de mission et de l'évaluation de certaines fonctions de sélection de l'enseignement de promotion sociale », rédigée comme suit, est insérée entre l'article 91 et l'article 92 :

« Section 2. — De la lettre de mission et de l'évaluation de certaines fonctions de sélection de l'enseignement de promotion sociale.

Article 91bis. § 1^{er}. La présente section s'applique aux membres du personnel titulaires d'une fonction de sélection telle que visée à l'article 6ter, 6^o, b de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements dans l'enseignement de plein exercice.

§ 2. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par « directeur » le membre du personnel titulaire, à quelque titre que ce soit, de la fonction de promotion de directeur d'établissement de promotion sociale telle que prévue à l'article 6ter, 6^o, a de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements dans l'enseignement de plein exercice.

Sous-section 1^{re}. — De la lettre de mission

Article 91ter. Dès l'entrée en fonction du membre du personnel visé à l'article 91bis du présent arrêté, le directeur lui confie une lettre de mission, approuvée préalablement par la Commission d'évaluation visée à l'article 37 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Le directeur y spécifie les missions du membre du personnel visé à l'article 91bis et les priorités qui lui sont assignées, en fonction des besoins de l'établissement au sein duquel il est affecté et en fonction des objectifs contenus dans la lettre de mission que ce dernier a lui-même reçue, conformément au chapitre III du titre II du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Article 91^{quater}. § 1^{er}. La lettre de mission a une durée de six ans.

§ 2. Le contenu de la lettre de mission peut être modifié avant son échéance, au plus tôt après deux ans, par le directeur, en raison de l'évolution des besoins et du fonctionnement de l'établissement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le contenu de la lettre de mission peut être modifié avant son échéance, de commun accord entre le directeur et le membre du personnel visé à l'article 91^{bis}.

Article 91^{quinquies}. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 91^{ter}, alinéa 1^{er}, le directeur, si besoin est, peut confier une lettre de mission au membre du personnel désigné à titre temporaire dans l'exercice d'une fonction visée à l'article 91^{bis} du présent décret.

Le directeur confie d'office une lettre de mission au membre du personnel désigné à titre temporaire dans l'exercice d'une fonction visée à l'article 91^{bis} pour une durée égale ou supérieure à un an, ou dont la durée de la désignation a atteint au moins un an.

§ 2. La lettre de mission visée au présent article peut consister dans la confirmation de la lettre de mission du membre du personnel visé à l'article 91^{bis} faisant l'objet d'un remplacement ou dans un nouveau document.

Sous-section II. — De l'évaluation formative

Article 91^{sexies}. Cette section s'applique au membre du personnel nommé à titre définitif.

Elle s'applique également au membre du personnel désigné à titre temporaire dans l'exercice d'une fonction visée à l'article 91^{bis} pour une durée égale ou supérieure à un an, ou dont la durée de la désignation a atteint au moins un an. La dénomination « membre du personnel » visée à la présente section vise également ce membre du personnel.

Article 91^{septies}. Tous les cinq ans à dater de sa nomination à titre définitif ou de sa désignation à titre temporaire, chaque membre du personnel fait l'objet d'une évaluation effectuée conjointement par le directeur et la Commission d'évaluation visée à l'article 37 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Si ce dernier le juge utile, il peut procéder, plus tôt, à une évaluation du membre du personnel.

Toutefois, sans préjudice de l'article 91^{octies}, le membre du personnel ne peut faire l'objet de plus de deux évaluations par période de dix ans.

Article 91^{octies}. L'évaluation se fonde sur l'exécution de la lettre de mission visée à la section I du présent chapitre et, le cas échéant, sur la mise en pratique des compétences acquises dans le cadre des formations visées au présent arrêté.

Elle tient compte du contexte global dans lequel est amené à évoluer le membre du personnel et des moyens qui sont mis à sa disposition.

Article 91^{novies}. En fonction de cette évaluation, le directeur convient avec le membre du personnel des améliorations à apporter. »

a) L'article 92 modifié par l'arrêté royal du 16 février 1983, par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 est complété comme suit :

« Moyennant un préavis de quinze jours, le Gouvernement peut mettre fin à la désignation d'un membre du personnel exerçant une fonction de promotion désigné à titre temporaire.

Préalablement à toute décision du Gouvernement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou son délégué.

La convocation à l'audition, ainsi que les motifs en raison desquels le directeur envisage de mettre fin à la désignation du membre du personnel lui sont notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française ou par un représentant d'une organisation syndicale représentant les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française affiliée à des organisations siégeant au Conseil national du Travail. L'audition fait l'objet d'un procès-verbal. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Le Gouvernement prend sa décision dans les dix jours de la transmission du procès-verbal dressé par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou son délégué ».

b) A l'article 94, § 1^{er}, tel que modifié par le décret du 1^{er} juillet 2005, un nouvel alinéa 2, rédigé comme suit, est inséré :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, le membre du personnel titulaire d'une fonction de promotion ne peut demander de changement d'affectation qu'après avoir exercé ses fonctions dans l'emploi qu'il occupe durant un délai de trois ans ».

c) L'article 97, tel que modifié par le décret du 3 mars 2004, est modifié comme suit :

— à l'alinéa 1^{er}, 3^o, les termes « 3 000 jours » sont remplacés par les termes « 2 400 jours »;

— à l'alinéa 1^{er}, 8^o, les termes « ou, en ce qui concerne les membres du personnel nommés à titre définitif dans l'enseignement de plein exercice visés à l'alinéa 3, du brevet de préfet des études et de directeurs » sont supprimés;

— l'alinéa 3 est supprimé.

Art. 52. Dans le décret du 4 janvier 1999 précité, sont apportées les modifications suivantes :

a) L'article 7 est abrogé;

b) A l'alinéa 1^{er} de l'article 8, les termes « porteur du titre requis pour la fonction à laquelle il est nommé » sont remplacés par les termes « porteur d'un titre requis pour l'exercice d'une fonction donnant accès à la fonction de promotion ou de sélection considérée »;

c) L'article 8, alinéa 1^{er}, 1^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o exercer une fonction comprenant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes »

d) L'article 8, alinéa 1^{er}, 2^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o compter l'ancienneté de service et l'ancienneté de fonction suivantes :

— pour l'accès à une fonction de sélection, respectivement six ans et deux ans;

— pour l'accès à une fonction de promotion, respectivement huit ans et six ans. »

e) A l'article 10, alinéa 1^{er}, 2^o, les termes « porteur du titre requis pour cette fonction de recrutement » sont remplacés par les termes « porteur d'un titre requis pour l'exercice d'une fonction de recrutement visée au 1^o »;

f) A l'article 11, 2^o, les termes « porteur du titre requis pour cette fonction de recrutement » sont remplacés par les termes « porteur d'un titre requis pour l'exercice d'une fonction de recrutement visée au 1^o »;

g) A l'article 12, 2^o, les termes « porteur du titre requis pour la fonction visée au 1^o » sont remplacés par les termes « porteur d'un titre requis pour l'exercice d'une fonction visée au 1^o »;

h) A l'article 12bis, 2^o, les termes « porteur du titre requis pour la fonction visée au 1^o » sont remplacés par les termes « porteur d'un titre requis pour l'exercice d'une fonction visée au 1^o »;

i) A l'article 13, alinéa 1^{er}, 2^o, les termes « porteur du titre requis pour la fonction visée au 1^o » sont remplacés par les termes « porteur d'un titre requis pour l'exercice d'une fonction visée au 1^o »;

j) dans l'article 13, alinéa 2, les termes « du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou d'un titre du niveau supérieur du deuxième degré » sont remplacés par les termes « d'un titre du niveau supérieur »;

k) A l'article 14, 2^o, les termes « porteur du titre requis pour la fonction visée au 1^o » sont remplacés par les termes « porteur d'un titre requis pour l'exercice d'une fonction visée au 1^o »;

l) A l'article 15, 2^o, les termes « porteur du titre requis pour la fonction visée au 1^o » sont remplacés par les termes « porteur d'un titre requis pour l'exercice d'une fonction visée au 1^o »;

m) dans l'article 15, 3^o, les termes « du deuxième degré ou du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur » sont supprimés;

n) l'article 18 est complété par l'alinéa suivant : « Le présent article ne s'applique pas aux fonctions de directeur telles que visées à l'article 2, § 1^{er}, 1^o du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs. ».

o) Dans l'article 19, alinéa 1^{er}, les termes « de directeur d'école maternelle, de directeur d'école primaire, de directeur d'école fondamentale », « de préfet des études ou directeur » et « de directeur dans l'enseignement secondaire inférieur » sont supprimés.

p) A l'article 22, un § 5 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 5. La Commission permanente remplit également les fonctions qui lui sont attribuées conformément au chapitre II du titre II du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ».

q) A l'article 23, l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Tout membre du personnel est admis à la formation à laquelle il désire s'inscrire sauf si, à la date de l'introduction de sa demande de participation, l'intéressé ne satisfait pas ou plus à toutes les conditions énoncées à l'article 8, alinéa 1^{er}, à l'exception du point 6^o, ou à l'alinéa 2, 1^o et 2^o du même article. Toutefois, l'ancienneté de service requise, visée à l'article 8, alinéa 1^{er}, 2^o pour l'admission à la formation est de quatre ans pour les formations donnant accès à une fonction de sélection et de 6 ans pour les formations donnant accès à une fonction de promotion. »

r) Dans l'article 24, alinéa 6, les termes « de niveau 1 » sont remplacés par les termes « de niveau 2 au moins »;

s) Dans l'article 25, les alinéas 1^{er} et 2 sont supprimés;

t) L'article 26 est remplacé par la disposition suivante :

« Les membres du personnel qui satisfont aux trois épreuves sont titulaires du brevet en rapport avec la fonction »

u) Dans l'article 28, § 1^{er}, les termes « à l'article 27 » sont remplacés par les termes « aux articles 9, 13, 15 et 27 ».

v) L'article 28, § 1^{er}, alinéa 6 est complété comme suit : « Le Gouvernement peut, pour assurer la continuité dans la fonction de sélection ou de promotion ou afin de ne pas perturber la stabilité des équipes pédagogiques, reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction d'origine de maximum six mois à dater de la demande du membre du personnel. »

w) Il est inséré un chapitre IVbis libellé comme suit :

« CHAPITRE IVbis. — *De la lettre de mission et de l'évaluation de certaines fonctions de promotion et de sélection*

Article 28bis. § 1^{er}. Le présent chapitre s'applique aux membres du personnel titulaires d'une fonction de promotion ou de sélection telle que visée à l'article 4, 3^o et à l'article 5, 1^o et 2^o du présent décret ainsi qu'à l'article 7, c, 12^o de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements dans l'enseignement de plein exercice.

§ 2. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par « directeur » le membre du personnel titulaire, à quelque titre que ce soit, de la fonction de promotion de directeur d'école maternelle, de directeur d'école primaire, de directeur d'école fondamentale, de directeur de l'enseignement secondaire inférieur ou de préfet des études ou directeur, telles qu'énumérées aux articles 3 et 4, 1^o et 2^o du présent décret.

§ 3. Pour l'application du présent chapitre aux administrateurs, il faut entendre par « Commission » la Commission d'évaluation visée à l'article 37 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, à l'exception de l'article 28ter, dans lequel par « directeur » il faut entendre le Gouvernement de la Communauté française, sur proposition de la Commission d'évaluation.

Section I^{re}. — *De la lettre de mission*

Article 28ter. Dès l'entrée en fonction du membre du personnel visé à l'article 28bis du présent décret, le directeur lui confie une lettre de mission, approuvée préalablement par la Commission d'évaluation visée à l'article 37 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Le directeur y spécifie les missions du membre du personnel visé à l'article 28bis et les priorités qui lui sont assignées, en tenant compte des profils de fonction tels que repris à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2002 précisant les attributions et définissant les profils de fonction des titulaires d'une fonction de promotion et de sélection en application de l'article 18 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection en fonction des besoins de l'établissement au sein duquel il est affecté et en fonction des objectifs contenus dans la lettre de mission que ce dernier a lui-même reçue, conformément au chapitre III du titre II du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Article 28^{quater}. § 1^{er}. La lettre de mission a une durée de six ans.

§ 2. Le contenu de la lettre de mission peut être modifié avant son échéance, au plus tôt après deux ans, par le directeur, en raison de l'évolution des besoins et du fonctionnement de l'établissement. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le contenu de la lettre de mission peut être modifié avant son échéance, de commun accord entre le directeur et le membre du personnel visé à l'article 28^{bis}.

Article 28^{quinquies}. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 28^{ter}, alinéa 1^{er}, le directeur, si besoin est, peut confier une lettre de mission au membre du personnel désigné à titre temporaire dans l'exercice d'une fonction visée à l'article 28^{bis} du présent décret.

Le directeur confie d'office une lettre de mission au membre du personnel désigné à titre temporaire dans l'exercice d'une fonction visée à l'article 28^{bis} pour une durée égale ou supérieure à un an, ou dont la durée de la désignation a atteint au moins un an.

§ 2. La lettre de mission visée au présent article peut consister dans la confirmation de la lettre de mission du membre du personnel visé à l'article 28^{bis} faisant l'objet d'un remplacement ou dans un nouveau document.

Section II. — De l'évaluation formative

Article 28^{sexies}. Cette section s'applique au membre du personnel nommé à titre définitif.

Elle s'applique également au membre du personnel désigné à titre temporaire dans l'exercice d'une fonction visée à l'article 28^{bis} pour une durée égale ou supérieure à un an, ou dont la durée de la désignation a atteint au moins un an. La dénomination « membre du personnel » visée à la présente section vise également ce membre du personnel.

Article 28^{septies}. Tous les cinq ans à dater de sa nomination à titre définitif ou de sa désignation à titre temporaire, chaque membre du personnel fait l'objet d'une évaluation effectuée conjointement par le directeur et la Commission d'évaluation visée à l'article 37 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Si ce dernier le juge utile, il peut procéder, plus tôt, à une évaluation du membre du personnel.

Toutefois, sans préjudice de l'article 28^{octies}, le membre du personnel ne peut faire l'objet de plus de deux évaluations par période de dix ans.

Article 28^{octies}. L'évaluation se fonde sur l'exécution de la lettre de mission visée à la section I^{re} du présent chapitre et, le cas échéant, sur la mise en pratique des compétences acquises dans le cadre des formations visées au présent décret.

Elle tient compte du contexte global dans lequel est amené à évoluer le membre du personnel et des moyens qui sont mis à sa disposition.

Article 28^{novies}. En fonction de cette évaluation, le directeur convient avec le membre du personnel des améliorations à apporter. »

x) L'article 43 est complété comme suit :

« Les membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire à la date d'entrée en vigueur du présent décret dans l'enseignement secondaire du degré inférieur ou dans l'enseignement secondaire du degré supérieur, à la fonction de chef d'atelier ou à la fonction de chef de travaux d'atelier, sont réputés à la date d'entrée en vigueur du présent décret, être désignés ou engagés à titre temporaire à la fonction de chef d'atelier ou de chef de travaux d'atelier. »

Art. 53. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 avril 1999 pris en application de l'article 8 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de sélection et de promotion, est abrogé.

Art. 54. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2002 précisant les attributions et définissant les profils de fonction des titulaires d'une fonction de promotion et de sélection en application de l'article 18 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, les articles 1^{er} et 2, ainsi que les annexes 1^{re} et 2 sont abrogés.

Art. 55. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2002 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21, accordant des dispenses et organisant les épreuves sanctionnant les formations, en application des articles 23, 24 et 25 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection et constituant les différents jurys chargés de délivrer les brevets y afférents, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'article 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er}, les termes « de préfet des études ou directeur ou directeur dans l'enseignement secondaire inférieur » et les termes « de directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale » sont supprimés;

b) à l'article 1^{er}, § 3, alinéa 2, les termes « de préfet des études ou directeur ou directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, de directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale » sont supprimés;

c) à l'article 4, § 1^{er}, le premier tiret est supprimé;

d) à l'article 6, le § 3 et le § 4, 1^o et 2^o sont supprimés;

e) à l'article 9, 2^o, les lettres a) et b) sont supprimés;

f) à l'article 10, § 2, le 1^o et 2^o sont supprimés;

g) à l'article 13, le 1^o et le 5^o sont supprimés.

CHAPITRE II. — De l'enseignement officiel subventionné

Section I^{re}. — Conditions générales d'accès au stage et de dévolution des emplois de directeur

Art. 56. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur qui doit admettre au stage à la fonction de promotion de directeur :

1^o consulte la commission paritaire locale sur le profil de la fonction de directeur à pourvoir;

2^o reçoit des membres du personnel toute information que ceux-ci jugent utile de lui communiquer en vue de l'admission au stage.

§ 2. Le pouvoir organisateur après application du § 1^{er} :

1^o arrête le profil de la fonction de directeur à pourvoir. Dans ce cadre, le pouvoir organisateur peut ajouter des critères complémentaires aux conditions d'admission au stage visées à l'article 57 du présent décret;

2^o lance un appel aux candidats selon les formes déterminées par le Gouvernement, sur proposition de la commission paritaire centrale.

Art. 57. Nul ne peut être admis au stage à la fonction de promotion de directeur s'il ne répond, au moment de l'admission au stage, aux conditions suivantes :

1° avoir acquis une ancienneté de service de sept ans au sein du pouvoir organisateur dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause, calculée selon les modalités fixées à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité;

2° être titulaire, à titre définitif, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné;

3° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du présent décret;

4° avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 56, § 2, 2°;

5° avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation visés aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er} du présent décret.

Dans l'enseignement fondamental, l'ancienneté visée à l'alinéa 1^{er}, 1° doit avoir été acquise au niveau fondamental.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, la condition de l'exercice d'une fonction comportant au moins une demi-charge est remplie si celle-ci est prestée dans l'enseignement organisé au sein d'un ou de plusieurs pouvoirs organisateurs.

Art. 58. § 1^{er}. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément à l'article 57, peut admettre au stage :

a) soit un membre de son personnel nommé à titre définitif remplissant les conditions visées à l'article 57, 1° à 3°.

Ce membre du personnel est admis par priorité aux différents modules de formation.

b) soit un membre du personnel nommé à titre définitif relevant d'un autre pouvoir organisateur officiel subventionné et remplissant au sein de ce dernier, l'ensemble des conditions visées à l'article 57, 1° à 3° et 5°.

§ 2. Tout pouvoir organisateur qui démontre n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions de l'article 57, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions du § 1^{er} du présent article. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions du § 1^{er}, du présent article, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

Art. 59. § 1^{er}. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément à l'article 57 ou à l'article 58, peut admettre au stage un membre de son personnel nommé à titre définitif, remplissant les conditions suivantes :

1° être titulaire, à titre définitif, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné;

2° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du présent décret.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément à l'article 57 et n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions de l'article 58, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

§ 2. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément à l'article 57 ou à l'article 58 ou au § 1^{er} du présent article, peut admettre au stage :

a) soit un membre de son personnel temporaire prioritaire, remplissant les conditions suivantes :

1° être titulaire, à titre temporaire, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné;

2° exercer à titre temporaire une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du présent décret.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} qui, à l'issue de son stage, ne remplit pas la condition exigée à l'article 57, alinéa 1^{er}, 1°, voit son stage prolongé jusqu'à ce qu'il remplisse ladite condition.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} est réputé nommé dans sa fonction de recrutement, de sélection ou de promotion d'origine dès qu'il est nommé dans sa fonction de directeur.

b) soit un membre du personnel nommé à titre définitif relevant d'un autre pouvoir organisateur officiel subventionné, remplissant les conditions suivantes :

1° exercer au sein de cet autre pouvoir organisateur une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement;

2° exercer à titre définitif une ou des fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité, conformément à l'article 102 du présent décret.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément aux articles 57 et 58 et n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions du § 1^{er} du présent article, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

§ 3. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément à l'article 57, à l'article 58 ou aux §§ 1^{er} et 2 du présent article, peut admettre au stage un membre de son personnel temporaire, remplissant les conditions suivantes :

1° être titulaire, à titre temporaire, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné;

2° exercer à titre temporaire une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du présent décret.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} qui, à l'issue de son stage, ne remplit pas la condition exigée à l'article 57, alinéa 1^{er}, 1°, voit son stage prolongé jusqu'à ce qu'il remplisse ladite condition.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} est réputé nommé dans sa fonction de recrutement, de sélection ou de promotion d'origine dès qu'il est nommé dans sa fonction de directeur.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément aux articles 57 et 58 et au § 1^{er} du présent article, et n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions du § 2 du présent article, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

§ 4. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage dans une fonction de directeur d'un établissement maternel, primaire ou fondamental, conformément à l'article 57, à l'article 58 ou aux §§ 1^{er} à 3 du présent article, peut admettre au stage dans ladite fonction, un membre du personnel remplissant les conditions suivantes :

1° avoir acquis une ancienneté de service de sept ans au sein du pouvoir organisateur dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause, calculée selon les modalités fixées à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité;

2° être titulaire, à titre définitif, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné;

3° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions dans l'enseignement secondaire du degré inférieur et être porteur d'un diplôme d'AESI, pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour la fonction exercée.

4° avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 56, § 2, 2°;

5° avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation visés aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er} du présent décret.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément aux articles 57 et 58 et aux §§ 1^{er} et 2 du présent article, et n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions du § 3 du présent article, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

§ 5. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage dans une fonction de directeur d'un établissement de promotion sociale, conformément à l'article 57, à l'article 58 ou aux §§ 1^{er} à 3 du présent article, peut admettre au stage dans ladite fonction, un membre du personnel remplissant les conditions suivantes :

1° avoir acquis une ancienneté de service de sept ans au sein du pouvoir organisateur dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause, calculée selon les modalités fixées à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité;

2° être titulaire, à titre définitif, d'une fonction ou plusieurs fonctions comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné;

3° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions dans l'enseignement secondaire et/ou dans une Haute Ecole, et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du présent décret;

4° avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 56, § 2, 2°;

5° avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation visés aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er} du présent décret.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément aux articles 57 et 58 et aux §§ 1^{er} et 2 du présent article, et n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions du § 3 du présent article, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

§ 6. Par dérogation à l'article 20, § 2, le membre du personnel admis au stage conformément au présent article est admis par priorité aux différents modules de formation.

Section II. — De la désignation à titre temporaire dans un emploi de directeur

Art. 60. § 1^{er}. La fonction de directeur peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant toutes les conditions visées à l'article 57 :

1° si le titulaire de la fonction est temporairement absent;

2° dans l'hypothèse visée à l'article 47 du décret du 6 juin 1994 précité;

Pendant cette période, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé à titre définitif.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour toute désignation d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines, les conditions visées à l'article 57, 4° et 5°, ne sont pas exigées. Par ailleurs, les autorités visées à l'article 27bis du décret du 6 juin 1994 précité sont habilitées à effectuer ces désignations d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines.

Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, la fonction de directeur peut être confiée temporairement à un membre du personnel dans les conditions de l'alinéa 1^{er} en cas de décès du directeur titulaire de l'emploi, pendant le temps nécessaire à l'admission au stage d'un directeur stagiaire dans le cadre de la procédure visée à la section I^{re} du présent chapitre. Cette désignation prend fin d'office à la date de l'admission au stage qui a lieu à l'issue de cette procédure et au plus tard après quinze semaines.

§ 3. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement la fonction de promotion de directeur à un membre de son personnel répondant aux conditions de l'article 57 peut confier temporairement la fonction de promotion de directeur à un membre de son personnel dans le respect des articles 58 et 59.

§ 4. Par dérogation à l'article 57, le membre du personnel désigné à titre temporaire dans un emploi non vacant pour une durée de plus de quinze semaines est nommé dans l'emploi qu'il occupe si celui-ci devient vacant, dans le respect des dispositions contenues à l'article 37 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné à condition :

1° d'avoir été désigné à titre temporaire de manière ininterrompue depuis 2 ans au moins à la date à laquelle l'emploi est devenu vacant;

2° d'avoir fait l'objet d'au moins deux évaluations, dont la dernière a conduit à l'attribution de la mention « favorable ». A cette fin et sans préjudice de l'article 63, le membre du personnel visé au présent paragraphe est évalué en appliquant les règles contenues à l'article 33, §§ 2 à 5.

Le membre du personnel visé au présent paragraphe peut cependant, à sa demande, être admis au stage dans l'emploi vacant visé à l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas le stage a une durée d'un an.

Toutefois, le membre du personnel visé au présent paragraphe est d'office admis au stage dans l'emploi vacant visé à l'alinéa 1^{er} s'il a précédemment à sa dernière évaluation obtenu une fois la mention « réservée ». Dans ce cas, le stage a une durée d'un an, à l'issue de laquelle a lieu une dernière évaluation. Le membre du personnel est nommé dans l'emploi vacant visé à l'alinéa 1^{er} s'il obtient la mention « favorable » lors de cette dernière évaluation.

Art. 61. § 1^{er}. Toute désignation temporaire dans un emploi de directeur est établie par écrit, en reprenant les mentions visées à l'article 21 du décret du 6 juin 1994 précité, à l'exception du 7°.

§ 2. Le pouvoir organisateur ne peut procéder à une désignation temporaire dans un emploi de directeur s'il est tenu, par les dispositions relatives à la réaffectation, de conférer cet emploi à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi.

§ 3. Une désignation temporaire dans un emploi de directeur prend fin :

a) d'un commun accord;

b) par décision du pouvoir organisateur :

— suite à la procédure visée au § 4 du présent article pour le membre du personnel désigné à titre temporaire dans une fonction de directeur pour une durée de moins d'un an.

c) ou par application de l'article 22, alinéa 1^{er} du décret du 6 juin 1994 précité.

Toutefois, la fin de l'année scolaire est sans incidence sur la désignation temporaire dans un emploi de directeur.

§ 4. Moyennant un préavis de quinze jours, le pouvoir organisateur peut mettre fin à la désignation d'un membre du personnel désigné à titre temporaire dans une fonction de directeur.

Préalablement à la notification de toute décision de fin de désignation, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur.

La convocation à l'audition, ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage de mettre fin à la désignation du membre du personnel lui sont notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement officiel subventionné ou par un représentant d'une organisation syndicale représentant les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné affiliée à des organisations siégeant au Conseil national du Travail. L'audition fait l'objet d'un procès-verbal. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Section III. — De l'évaluation formative des directeurs nommés ou désignés à titre temporaire pour une durée égale ou supérieure à un an ou dont la durée de la désignation a atteint au moins un an

Art. 62. Cette section s'applique aux directeurs nommés à titre définitif.

Elle s'applique également au membre du personnel désigné à titre temporaire dans la fonction de directeur pour une durée égale ou supérieure à un an ou dont la durée de la désignation a atteint au moins un an. La dénomination « directeur » visée à la présente section vise également ce membre du personnel.

Art. 63. Tous les cinq ans à dater de sa nomination à titre définitif ou de sa désignation à titre temporaire, chaque directeur fait l'objet d'une évaluation par le pouvoir organisateur.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur peut s'entourer d'experts.

Si le pouvoir organisateur le juge utile, il peut procéder plus tôt à une évaluation du directeur.

Toutefois, le directeur ne peut faire l'objet de plus de deux évaluations par période de dix ans.

Art. 64. L'évaluation se fonde sur l'exécution de la lettre de mission visée au chapitre III du titre II et sur la mise en pratique des compétences acquises dans le cadre des articles 13, 14 et 15.

Elle tient compte du contexte global dans lequel est amené à évoluer le directeur et des moyens qui sont mis à sa disposition.

Dans ce cadre, le pouvoir organisateur prend notamment en considération les dispositions du décret du 24 juillet 1997 précité pour l'enseignement obligatoire, du décret du 16 avril 1991 précité pour l'enseignement de promotion sociale et pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit le décret du 2 juin 1998 précité, le projet éducatif, le projet pédagogique et le projet d'établissement.

Art. 65. En fonction de cette évaluation, le pouvoir organisateur convient avec le directeur des améliorations à apporter.

Section IV. — Des passerelles entre fonctions de promotion, de sélection et de recrutement

Art. 66. Dans l'article 22, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, sont ajoutés les points *cbis*) et *cter*) libellés comme suit :

« *cbis*) par application de l'article 29*bis*, § 1^{er};

cter) par application de l'article 29*bis*, § 2; ».

Art. 67. Dans l'article 28 du même décret, est ajouté un point 3^o libellé comme suit :

« 3^o s'il a déjà attribué l'emploi conformément aux dispositions prévues à l'article 29*bis*. ».

Art. 68. Un article 29*bis* et un article 29*ter* libellés comme suit sont insérés dans le même décret :

« Article 29*bis*. § 1^{er}. Un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion auprès d'un pouvoir organisateur peut, s'il le demande et avec l'accord du pouvoir organisateur, être nommé à titre définitif dans un emploi définitivement vacant d'une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion par un pouvoir organisateur auprès duquel il a déjà bénéficié d'une nomination à titre définitif dans une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion qui donne accès à sa fonction actuelle.

Le passage d'un emploi à l'autre conformément au présent paragraphe doit se faire sans interruption.

Les modalités de la nomination en vertu du présent paragraphe, sont, pour le surplus, fixées par les commissions paritaires locales.

§ 2. Un membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion auprès d'un pouvoir organisateur peut, s'il le demande et avec l'accord du pouvoir organisateur être nommé à titre définitif dans un emploi définitivement vacant d'une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion qui donne accès à sa fonction actuelle, par un pouvoir organisateur autre que ceux visés au § 1^{er}, si aucun des membres de ce dernier n'est prioritaire.

Le membre du personnel qui bénéficie de l'application du présent paragraphe doit démissionner dans le pouvoir organisateur qu'il quitte pour la fonction de sélection ou de promotion qu'il y exerce.

Le passage d'un emploi à l'autre conformément au présent paragraphe doit se faire sans interruption.

Les modalités de la nomination en vertu du présent paragraphe sont, pour le surplus, fixées par la commission paritaire locale constituée au sein du pouvoir organisateur qui accueille l'agent.

§ 3. Pour l'application des §§ 1^{er} et 2 et sans préjudice de l'article 28, 1^o, la nomination à titre définitif peut avoir lieu quelle que soit la date. Elle ne peut être accordée que pour autant que le membre du personnel remplisse toutes les conditions prévues, selon le cas :

a) à l'article 30, à l'exception du 8^o, du 9^o en ce qui concerne l'ancienneté de fonction et des 10^o et 11^o;

b) à l'article 40, alinéa 1^{er}, à l'exception du 5^o;

c) à l'article 49, alinéa 1^{er}, à l'exception du 4^o;

d) à l'article 57 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, à l'exception du 4^o.

Pour l'application des points *b*), *c*) et *d*) de l'alinéa 1^{er}, l'exigence du suivi de la formation relative à une fonction déterminée est d'office réputée remplie si le membre du personnel a été titulaire à titre définitif de cette fonction avant l'exercice de sa fonction actuelle.

Article 29*ter*. Le membre du personnel visé à l'article 29*bis* se voit attribuer l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est nommé à titre définitif conformément à cette disposition.

Toutefois, le membre du personnel visé à l'article 29*bis*, qui a exercé à titre définitif pendant au moins dix ans la fonction de sélection ou de promotion qu'il quitte, bénéficie d'un mécanisme dégressif d'échelles de traitement pour rejoindre à partir de la 3^e année l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est nommé à titre définitif conformément à l'article 29*bis*, fixé comme suit :

a) Au cours de la première année qui suit sa nouvelle affectation, le membre du personnel bénéficie de l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté, augmentée d'un montant équivalent à 66 % de la différence entre d'une part l'échelle de traitement dont il bénéficiait dans la fonction qu'il a quittée et d'autre part l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté;

b) Au cours de la deuxième année qui suit sa nouvelle affectation, le membre du personnel bénéficie de l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté, augmentée d'un montant équivalent à 33 % de la différence entre d'une part l'échelle de traitement dont il bénéficiait dans la fonction qu'il a quittée et d'autre part l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté. »

Art. 69. Dans l'article 37 du même décret est ajouté un point 3^o libellé comme suit :

« 3^o s'il a déjà attribué l'emploi par application des dispositions prévues à l'article 29*bis*. »

Art. 70. Dans l'article 45 du même décret est ajouté un point 3^o libellé comme suit :

« 3^o s'il a déjà attribué l'emploi par application des dispositions prévues à l'article 29*bis*. »

Section V. — Dispositions modificatives

Art. 71. Un article 39*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 6 juin 1994 précité :

« Article 39*bis*. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur qui doit nommer à titre définitif un membre du personnel dans une fonction de sélection :

1^o consulte la commission paritaire locale sur le profil de la fonction de sélection à pourvoir;

2^o reçoit des membres du personnel toute information que ceux-ci jugent utile de lui communiquer en vue de la nomination à titre définitif.

§ 2. Le pouvoir organisateur après application du § 1^{er} :

1^o arrête le profil de la fonction de sélection à pourvoir. Dans ce cadre, le pouvoir organisateur peut ajouter des critères complémentaires aux conditions de nomination à titre définitif visées à l'article 40;

2° lance un appel aux candidats selon les formes déterminées par le Gouvernement sur proposition de la commission paritaire centrale. »

Art. 72. Dans l'article 40 du décret du 6 juin 1994 précité, sont apportées les modifications suivantes :

a) au point 2° de l'alinéa 1^{er}, les termes « depuis deux ans au moins » sont supprimés.

b) le point 3° de l'alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° être titulaire, à titre définitif, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné; »

c) le point 4° de l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« 4° exercer à titre définitif au sein du pouvoir organisateur une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs; »

d) le point 5° de l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« 5° répondre à un appel dont la forme sera déterminée par le Gouvernement, sur proposition de la commission paritaire locale. »

e) le 3^e alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 3°, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, la condition de l'exercice d'une fonction comportant au moins une demi-charge est remplie si celle-ci est prestée dans l'enseignement organisé au sein d'un ou de plusieurs pouvoirs organisateurs. »

Art. 73. Les articles 42 à 44 du même décret sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 42. § 1^{er}. Une fonction de sélection peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant toutes les conditions de l'article 40 :

1° si le titulaire de la fonction est temporairement absent;

2° dans l'hypothèse visée à l'article 39. Pendant cette période le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé définitivement.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour toute désignation d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines, les conditions visées à l'article 40, 5° et 6°, ne sont pas exigées.

Article 43. Une fonction de sélection peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant toutes les conditions visées à l'article 40, dans l'attente d'une nomination définitive.

Pendant cette période, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé à titre définitif.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} est nommé à titre définitif dans la fonction de sélection au plus tard au terme d'un délai de deux ans si le pouvoir organisateur ne l'en a pas déchargé.

Article 44. § 1^{er}. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de sélection à un membre de son personnel répondant aux conditions visées à l'article 40, peut confier temporairement la fonction de sélection à un membre de son personnel nommé à titre définitif et remplissant les conditions suivantes :

1° être titulaire, à titre définitif, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné;

2° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Pendant la période durant laquelle il exerce temporairement la fonction de sélection, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé à titre définitif.

Tout pouvoir organisateur qui démontre n'avoir qu'un seul membre du personnel répondant aux conditions de l'article 40, peut mettre en concurrence sa candidature avec celles de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

L'application de l'alinéa 1^{er} ou de l'alinéa 3 ne dispense pas le pouvoir organisateur de lancer un appel aux candidats à la nomination définitive à la fonction de sélection au cours des trois exercices qui suivent celui au cours duquel la fonction de sélection a fait l'objet d'une désignation temporaire en application de l'alinéa 1^{er}.

Toutefois, si au terme des trois exercices visés à l'alinéa précédent, le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement la fonction de sélection en application de l'alinéa 1^{er} ne remplit pas encore la condition visée à l'article 40, alinéa 1^{er}, 6°, le pouvoir organisateur doit procéder chaque année à un appel aux candidats à la nomination définitive à la fonction de sélection.

Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de sélection en application du présent paragraphe peut être déchargé de ladite fonction par le pouvoir organisateur.

Les dispositions des alinéas 3 et 4 ne sont pas applicables dans les hypothèses visées à l'article 42, § 1^{er}, 1° et 2°.

§ 2. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de sélection à un membre de son personnel nommé à titre définitif conformément aux dispositions qui précèdent, peut confier temporairement ladite fonction à un membre de son personnel temporaire prioritaire, remplissant les conditions suivantes :

1° être titulaire, à titre temporaire, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné;

2° exercer à titre temporaire une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de sélection à un membre de son personnel répondant aux conditions de l'article 40 et n'avoir qu'un seul membre du personnel répondant aux conditions du § 1^{er}, peut mettre en concurrence sa candidature avec celles de membres du

personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

L'application de l'alinéa 1^{er} ou de l'alinéa 2 ne dispense pas le pouvoir organisateur de lancer chaque année un appel aux candidats à la nomination définitive à la fonction de sélection.

Le membre du personnel temporaire prioritaire désigné conformément au présent article sera réputé remplir la condition exigée à l'article 40, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, à l'expiration d'un délai de six années d'exercice temporaire de la fonction de sélection.

Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de sélection en application du présent paragraphe peut être déchargé de ladite fonction par le pouvoir organisateur.

§ 3. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de sélection à un membre de son personnel nommé à titre définitif ou temporaire prioritaire conformément aux dispositions qui précèdent, peut faire appel à un membre du personnel nommé à titre définitif relevant d'un autre pouvoir organisateur officiel subventionné et remplissant les conditions suivantes :

1^o être titulaire, à titre définitif, au sein de cet autre pouvoir organisateur d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes;

2^o exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Pendant la période durant laquelle il exerce temporairement la fonction de sélection, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé à titre définitif au sein de son pouvoir organisateur d'origine.

Le membre du personnel désigné temporairement dans une fonction de sélection en vertu du présent paragraphe est nommé à titre définitif dans ladite fonction au terme d'un délai de six années s'il remplit à ce moment les conditions prescrites par l'article 40, alinéa 1^{er}, 5^o et 6^o, et si le pouvoir organisateur ne l'en a pas déchargé.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de sélection à un membre de son personnel répondant aux conditions de l'article 40 et du § 1^{er} du présent article, et n'avoir qu'un seul membre du personnel répondant aux conditions du § 2, peut mettre en concurrence sa candidature avec celles de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

L'application de l'alinéa 1^{er} ou de l'alinéa 4 ne dispense pas le pouvoir organisateur de lancer un appel aux candidats à la nomination définitive à la fonction de sélection au cours des trois exercices qui suivent celui au cours duquel la fonction de sélection a fait l'objet d'une désignation temporaire en application de l'alinéa 1^{er}.

Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de sélection en application du présent paragraphe peut être déchargé de ladite fonction par le pouvoir organisateur.

Les dispositions des alinéas 3 et 4 ne sont pas applicables dans les hypothèses visées à l'article 42, § 1^{er}, 1^o et 2^o.

§ 4. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de sélection à un membre de son personnel conformément aux dispositions qui précèdent, peut confier temporairement ladite fonction à un membre de son personnel temporaire, remplissant les conditions suivantes :

1^o être titulaire, à titre temporaire, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné;

2^o exercer à titre temporaire une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de sélection à un membre de son personnel répondant aux conditions de l'article 40, du § 1^{er} et du § 2 du présent article, et n'avoir qu'un seul membre du personnel répondant aux conditions du § 3, peut mettre en concurrence sa candidature avec celles de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

L'application de l'alinéa 1^{er} ou de l'alinéa 2 ne dispense pas le pouvoir organisateur de lancer chaque année un appel aux candidats à la nomination définitive à la fonction de sélection.

Le membre du personnel temporaire désigné conformément au présent article sera réputé remplir la condition exigée à l'article 40, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, à l'expiration d'un délai de six années d'exercice temporaire de la fonction de sélection.

Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de sélection en application du présent paragraphe peut être déchargé de ladite fonction par le pouvoir organisateur.

Article 44bis. § 1^{er}. Toute désignation temporaire dans un emploi de sélection est établie par écrit, en reprenant les mentions visées à l'article 21, à l'exception du 7^o.

§ 2. Le pouvoir organisateur ne peut procéder à une désignation temporaire dans un emploi de sélection s'il est tenu, par les dispositions relatives à la réaffectation, de conférer cet emploi à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi.

§ 3. Une désignation temporaire dans un emploi de sélection prend fin :

a) d'un commun accord;

b) par décision du pouvoir organisateur suite à la procédure visée au § 4 du présent article ou pour ce qui concerne le membre du personnel de l'enseignement de plein exercice suite à l'application des dispositions du chapitre Vbis.

c) ou par application de l'article 22, alinéa 1^{er}.

Toutefois, la fin de l'année scolaire est sans incidence sur la désignation temporaire dans un emploi de sélection.

§ 4. Moyennant un préavis de quinze jours, le pouvoir organisateur soit sur proposition du directeur, soit d'initiative peut mettre fin à la désignation d'un membre du personnel désigné à titre temporaire dans une fonction de sélection.

Préalablement à la notification de toute décision de fin de désignation, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur.

La convocation à l'audition, ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage de mettre fin à la désignation du membre du personnel lui sont notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement officiel subventionné ou par un représentant d'une organisation syndicale représentant les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné affiliée à des organisations siégeant au Conseil national du Travail. L'audition fait l'objet d'un procès-verbal. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Article 44ter. Tout membre du personnel peut renoncer à sa nomination en vertu de l'article 40 dans les six cents jours qui suivent sa première entrée en fonction dans une fonction de sélection. Dans ce cas, il réintègre à titre définitif sa fonction d'origine.

Le pouvoir organisateur peut, pour assurer la continuité dans la fonction de sélection ou afin de ne pas perturber la stabilité des équipes pédagogiques, reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction d'origine de maximum six mois à dater de la demande du membre du personnel.

Art. 74. A l'article 46 du même décret, un alinéa 2, rédigé comme suit, est ajouté :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, le membre du personnel titulaire d'une fonction de promotion ne peut demander de changement d'affectation qu'après avoir exercé ses fonctions dans l'emploi qu'il occupe durant un délai de trois ans ».

Art. 75. Un article 48bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 48bis. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur qui doit nommer à titre définitif un membre du personnel dans une fonction de promotion :

1° consulte la commission paritaire locale sur le profil de la fonction de promotion à pourvoir;

2° reçoit des membres du personnel toute information que ceux-ci jugent utile de lui communiquer en vue de la nomination à titre définitif.

§ 2. Le pouvoir organisateur après application du § 1^{er} :

1° arrête le profil de la fonction de promotion à pourvoir. Dans ce cadre, le pouvoir organisateur peut ajouter des critères complémentaires aux conditions de nomination à titre définitif visées à l'article 49;

2° lance un appel aux candidats selon les formes déterminées par le Gouvernement sur proposition de la commission paritaire centrale. »

Art. 76. Dans l'article 49 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans le point 1° de l'alinéa 1^{er}, les termes « avoir acquis à titre définitif une ancienneté de service de six ans » sont remplacés par les termes « avoir acquis une ancienneté de service de sept ans »

b) le point 2° de l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« 2° être titulaire, à titre définitif, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné »

c) le point 3° de l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« 3° exercer au sein du pouvoir organisateur une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de promotion à conférer et être porteur d'un titre de capacité, conformément à l'article 102 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs. »

d) le point 4° de l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« 4° répondre à un appel dont la forme sera déterminée par le Gouvernement, sur proposition de la commission paritaire locale. »

e) l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 3°, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, la condition de l'exercice d'une fonction comportant au moins une demi-charge est remplie si celle-ci est prestée dans l'enseignement organisé au sein d'un ou de plusieurs pouvoirs organisateurs. ».

Art. 77. Les articles 50 à 52 du même décret sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 50. § 1^{er}. Une fonction de promotion peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant toutes les conditions de l'article 49 :

1° si le titulaire de la fonction est temporairement absent;

2° dans l'hypothèse visée à l'article 47;

Pendant cette période le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé définitivement.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour toute désignation d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines, les conditions visées à l'article 49, 4° et 5°, ne sont pas exigées. Le Pouvoir organisateur, après consultation de la commission paritaire locale, fixe la procédure de désignation.

Article 51. Une fonction de promotion peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant toutes les conditions visées à l'article 49, dans l'attente d'une nomination définitive.

Pendant cette période, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé à titre définitif.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} est nommé à titre définitif dans la fonction de promotion au plus tard au terme d'un délai de deux ans si le pouvoir organisateur ne l'en a pas déchargé.

Article 52. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de promotion à un membre de son personnel remplissant les conditions visées à l'article 49, peut confier temporairement la fonction de promotion à un membre de son personnel nommé à titre définitif et remplissant les conditions suivantes :

1° être titulaire, à titre définitif, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné;

2° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de promotion à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Pendant la période durant laquelle il exerce temporairement la fonction de promotion, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé à titre définitif.

Tout pouvoir organisateur qui démontre n'avoir qu'un seul membre du personnel répondant aux conditions de l'article 49, peut mettre en concurrence sa candidature avec celles de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

L'application de l'alinéa 1^{er} ou de l'alinéa 3 ne dispense pas le pouvoir organisateur de lancer un appel aux candidats à la nomination définitive à la fonction de promotion au cours des trois exercices qui suivent celui au cours duquel la fonction de promotion a fait l'objet d'une désignation temporaire en application de l'alinéa 1^{er}.

Toutefois, si au terme des trois exercices visés à l'alinéa précédent, le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement la fonction de promotion en application de l'alinéa 1^{er} ne remplit pas encore la condition visée à l'article 49, alinéa 1^{er}, 5°, le pouvoir organisateur doit procéder chaque année à un appel aux candidats à la nomination définitive à la fonction de promotion.

Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de promotion en application du présent paragraphe peut être déchargé de ladite fonction par le pouvoir organisateur.

Les dispositions des alinéas 3 et 4 ne sont pas applicables dans les hypothèses visées à l'article 50, § 1^{er}, 1° et 2°.

§ 2. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de promotion à un membre de son personnel nommé à titre définitif conformément aux dispositions qui précèdent, peut confier temporairement ladite fonction à un membre de son personnel temporaire prioritaire, remplissant les conditions suivantes :

1° être titulaire, à titre temporaire, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné;

2° exercer à titre temporaire une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de promotion à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de promotion à un membre de son personnel répondant aux conditions de l'article 49 et n'avoir qu'un seul membre du personnel répondant aux conditions du § 1^{er}, peut mettre en concurrence sa candidature avec celles de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

L'application de l'alinéa 1^{er} ou de l'alinéa 2 ne dispense pas le pouvoir organisateur de lancer chaque année un appel aux candidats à la nomination définitive à la fonction de promotion.

Le membre du personnel temporaire prioritaire désigné conformément au présent article sera réputé remplir la condition exigée à l'article 49, alinéa 1^{er}, 1°, à l'expiration d'un délai de six années d'exercice temporaire de la fonction de promotion.

Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de promotion en application du présent paragraphe peut être déchargé de ladite fonction par le pouvoir organisateur.

§ 3. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de promotion à un membre de son personnel nommé titre définitif ou temporaire prioritaire conformément aux dispositions qui précèdent, peut faire appel à un membre du personnel nommé à titre définitif relevant d'un autre pouvoir organisateur officiel subventionné remplissant les conditions suivantes :

1° être titulaire, à titre définitif, au sein de cet autre pouvoir organisateur d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes;

2° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de promotion à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Pendant la période durant laquelle il exerce temporairement la fonction de promotion, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé à titre définitif au sein de son pouvoir organisateur d'origine.

Le membre du personnel désigné temporairement dans une fonction de promotion en vertu du présent paragraphe est nommé à titre définitif dans ladite fonction au terme d'un délai de six années s'il remplit à ce moment les conditions prescrites par l'article 49, alinéa 1^{er}, 4° et 5°, et si le pouvoir organisateur ne l'en a pas déchargé.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de promotion à un membre de son personnel répondant aux conditions de l'article 49 et du § 1^{er} du présent article, et n'avoir qu'un seul membre du personnel répondant aux conditions du § 2, peut mettre en concurrence sa candidature avec celles de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

L'application de l'alinéa 1^{er} ou de l'alinéa 4 ne dispense pas le pouvoir organisateur de lancer un appel aux candidats à la nomination définitive à la fonction de promotion au cours des trois exercices qui suivent celui au cours duquel la fonction de promotion a fait l'objet d'une désignation temporaire en application de l'alinéa 1^{er}.

Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de promotion en application du présent paragraphe peut être déchargé de ladite fonction par le pouvoir organisateur.

Les dispositions des alinéas 2 et 3 ne sont pas applicables dans les hypothèses visées à l'article 50, § 1^{er}, 1° et 2°.

§ 4. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de promotion à un membre de son personnel conformément aux dispositions qui précèdent, peut confier temporairement ladite fonction à un membre de son personnel temporaire, remplissant les conditions suivantes :

1° être titulaire, à titre temporaire, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné;

2° exercer à titre temporaire une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de promotion à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de promotion à un membre de son personnel répondant aux conditions de l'article 49, du § 1^{er} et du § 2 du présent article, et n'avoit qu'un seul membre du personnel répondant aux conditions du § 3, peut mettre en concurrence sa candidature avec celles de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

L'application de l'alinéa 1^{er} ou de l'alinéa 2 ne dispense pas le pouvoir organisateur de lancer chaque année un appel aux candidats à la nomination définitive à la fonction de promotion.

Le membre du personnel temporaire désigné conformément au présent article sera réputé remplir la condition exigée à l'article 40, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, à l'expiration d'un délai de six années d'exercice temporaire de la fonction de promotion.

Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de promotion en application du présent paragraphe peut être déchargé de ladite fonction par le pouvoir organisateur. »

§ 5. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de promotion dans un établissement de promotion sociale un à un membre du personnel, conformément aux dispositions qui précèdent, peut confier temporairement ladite fonction à un membre du personnel remplissant les conditions suivantes :

1° avoir acquis une ancienneté de service de sept ans au sein du pouvoir organisateur dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause, calculée selon les modalités fixées à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité;

2° être titulaire, à titre définitif, d'une fonction ou plusieurs fonctions comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné;

3° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions dans l'enseignement secondaire et/ou dans une Haute Ecole, et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs;

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de promotion à un membre de son personnel répondant aux conditions de l'article 49, du § 1^{er} et du § 2 du présent article, et n'avoit qu'un seul membre du personnel répondant aux conditions du § 3, peut mettre en concurrence sa candidature avec celles de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel. »

Article 52bis. § 1^{er}. Toute désignation temporaire dans un emploi de promotion est établie par écrit, en reprenant les mentions visées à l'article 21, à l'exception du 7^o.

§ 2. Le pouvoir organisateur ne peut procéder à une désignation temporaire dans un emploi de promotion s'il est tenu, par les dispositions relatives à la réaffectation, de conférer cet emploi à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi.

§ 3. Une désignation temporaire dans un emploi de promotion prend fin :

- a) d'un commun accord;
- b) par décision du pouvoir organisateur suite à la procédure visée au § 4 du présent article ou à la suite de l'application des dispositions du chapitre Vbis;
- c) ou par application de l'article 22, alinéa 1^{er}.

Toutefois, la fin de l'année scolaire est sans incidence sur la désignation temporaire dans un emploi de promotion.

§ 4. Moyennant un préavis de quinze jours, le pouvoir organisateur peut mettre fin à la désignation d'un membre du personnel désigné à titre temporaire dans une fonction de promotion.

Préalablement à la notification de toute décision de fin de désignation, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur.

La convocation à l'audition, ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage de mettre fin à la désignation du membre du personnel lui sont notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement officiel subventionné ou par un représentant d'une organisation syndicale représentant les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné affiliée à des organisations siégeant au Conseil national du Travail. L'audition fait l'objet d'un procès-verbal. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Article 52ter. Tout membre du personnel peut renoncer à sa nomination en vertu de l'article 49 dans les six cents jours qui suivent sa première entrée en fonction de promotion. Dans ce cas, il réintègre à titre définitif sa fonction d'origine.

Le pouvoir organisateur peut, pour assurer la continuité dans la fonction de promotion ou afin de ne pas perturber la stabilité des équipes pédagogiques, reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction d'origine de maximum six mois à dater de la demande du membre du personnel.

Article 52quater. Les articles 49 à 52ter ne s'appliquent pas aux fonctions de promotion de directeur d'école maternelle, directeur d'école primaire, directeur d'école fondamentale, directeur de l'enseignement secondaire inférieur ou de préfet des études ou directeur, régies par le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs. »

Art. 78. Il est inséré dans le même décret un chapitre *Vbis* libellé comme suit :

« CHAPITRE *Vbis*. — De la lettre de mission, de l'évaluation et de la fin de l'exercice de certaines fonctions de promotion et de sélection

Article *52quinquies*. § 1^{er}. Le présent chapitre s'applique aux membres du personnel titulaires d'une fonction de promotion ou de sélection telle que visée aux articles 4, 3^o et 5, 1^o et 2^o du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection dans l'enseignement de plein exercice, et à l'article 50 du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

Elle s'applique également aux membres du personnel titulaires d'une fonction de sélection telle que visée à l'article *6ter*, 6^o, *b*, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements dans l'enseignement de plein exercice.

§ 2. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par « directeur » le membre du personnel titulaire, à quelquel titre que ce soit, de la fonction de promotion de directeur d'école maternelle, de directeur d'école primaire, de directeur d'école fondamentale, de directeur de l'enseignement secondaire inférieur ou de préfet des études ou directeur, telles qu'énumérées aux articles 3 et 4, 1^o et 2^o du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection ou de la fonction de promotion de directeur d'établissement de promotion sociale telle que prévue à l'article *6ter*, 6^o, *a* de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements dans l'enseignement de plein exercice.

Section 1^{re}. — De la lettre de mission

Article *52sexies*. Dès l'entrée en fonction du membre du personnel visé à l'article *52quinquies* du présent décret, le directeur lui confie une lettre de mission approuvée préalablement par le pouvoir organisateur.

Celle-ci spécifie les missions du membre du personnel visé à l'article *52quinquies* et les priorités qui lui sont assignées, en fonction des besoins de l'établissement au sein duquel il est affecté et en fonction des objectifs contenus dans la lettre de mission que le directeur a lui-même reçue, conformément au chapitre III du titre II du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Article *52septies*. § 1^{er}. La lettre de mission a une durée de six ans.

§ 2. Le contenu de la lettre de mission peut être modifié avant son échéance, au plus tôt après deux ans, par le directeur, en raison de l'évolution des besoins et du fonctionnement de l'établissement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le contenu de la lettre de mission peut être modifié avant son échéance, de commun accord entre le directeur et le membre du personnel visé à l'article *52quinquies*.

La lettre de mission modifiée est soumise à l'approbation du pouvoir organisateur.

Article *52octies*. § 1^{er}. Par dérogation à l'article *52sexies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le directeur, si besoin est et moyennant approbation préalable du pouvoir organisateur, peut confier une lettre de mission au membre du personnel désigné à titre temporaire dans l'exercice d'une fonction visée à l'article *52quinquies* du présent décret.

Le directeur confie d'office une lettre de mission, approuvée préalablement par le pouvoir organisateur, au membre du personnel désigné à titre temporaire dans l'exercice d'une fonction visée à l'article *52quinquies* pour une durée égale ou supérieure à un an, ou dont la durée de la désignation a atteint au moins un an.

§ 2. La lettre de mission visée au présent article peut consister dans la confirmation de la lettre de mission du membre du personnel visé à l'article *52quinquies* faisant l'objet d'un remplacement ou dans un nouveau document.

Section 2. — De l'évaluation formative

Article *52novies*. Cette section s'applique au membre du personnel nommé à titre définitif.

Elle s'applique également au membre du personnel désigné à titre temporaire dans l'exercice d'une fonction visée à l'article *52quinquies* pour une durée égale ou supérieure à un an, ou dont la durée de la désignation a atteint au moins un an. La dénomination « membre du personnel » visée à la présente section vise également ce membre du personnel.

Article *52decies*. Tous les cinq ans à dater de sa nomination à titre définitif ou de sa désignation à titre temporaire, chaque membre du personnel fait l'objet d'une évaluation effectuée conjointement par le pouvoir organisateur et le directeur.

Si ces derniers le jugent utile, ils peuvent procéder, plus tôt, à une évaluation du membre du personnel.

Toutefois, le membre du personnel ne peut faire l'objet de plus de deux évaluations par période de dix ans.

Article *52undecies*. L'évaluation se fonde sur l'exécution de la lettre de mission visée à la section I^{re} du présent chapitre et sur la mise en pratique des compétences acquises dans le cadre des formations visées par l'article 40, 6^o du présent décret en ce qui concerne les fonctions de sélection et à l'article 49, 5^o du présent décret pour les fonctions de promotion.

Elle tient compte du contexte global dans lequel est amené à évoluer le membre du personnel et des moyens qui sont mis à sa disposition.

Article *52duodecies*. En fonction de cette évaluation, le pouvoir organisateur et le directeur conviennent avec le membre du personnel des améliorations à apporter.

Section 3. — De la fin de l'exercice de certaines fonctions de promotion et de sélection par les membres du personnel enseignant désignés à titre temporaire

Article *52terdecies*. Moyennant un préavis de quinze jours, le pouvoir organisateur peut, soit sur proposition du directeur, soit d'initiative, mettre fin à la désignation d'un membre du personnel visé à l'article *52quinquies* désigné à titre temporaire.

Préalablement à la notification de toute décision de fin de désignation, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur.

La convocation à l'audition, ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage de mettre fin à la désignation du membre du personnel ou en raison desquels le directeur envisage d'en faire la proposition au pouvoir organisateur lui sont notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement officiel subventionné ou par un représentant d'une organisation syndicale représentant les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné affiliée à des organisations siégeant au Conseil national du Travail. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté. ».

CHAPITRE III. — *De l'enseignement libre subventionné*

Section 1^{re}. — Conditions générales d'accès au stage et de dévolution des emplois de directeur

Art. 79. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur qui doit admettre au stage à la fonction de promotion de directeur :

1° consulte selon le cas le conseil d'entreprise, l'instance de concertation locale, ou à défaut, la délégation syndicale, sur le profil de la fonction de directeur à pourvoir;

2° reçoit des membres du personnel toute information que ceux-ci jugent utile de lui communiquer en vue de l'admission au stage.

§ 2. Le pouvoir organisateur après application du § 1^{er} :

1° arrête le profil de la fonction de directeur à pourvoir. Dans ce cadre, le pouvoir organisateur peut ajouter des critères complémentaires aux conditions d'admission au stage visées à l'article 80 du présent décret;

2° lance un appel aux candidats selon les formes déterminées par le Gouvernement, sur proposition de la commission paritaire centrale.

§ 3. Le pouvoir organisateur communique aux candidats les motifs de son choix du directeur stagiaire eu égard aux critères fixés dans le profil de la fonction déterminé conformément au présent article.

Art. 80. Nul ne peut être admis au stage à la fonction de promotion de directeur s'il ne répond, au moment de l'admission au stage, aux conditions suivantes :

1° être titulaire depuis sept ans au moins au sein de l'enseignement libre subventionné du caractère concerné, d'une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause. Cette ancienneté est calculée selon les modalités fixées à l'article 29bis ou 29ter du décret du 1^{er} février 1993 précité;

2° être titulaire, à titre définitif, avant l'admission au stage, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement libre subventionné du caractère concerné;

3° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du présent décret.

4° avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation visés aux articles 17 § 1^{er} et 18 § 1^{er} du présent décret.

5° avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 79, § 2, 2°.

Dans l'enseignement fondamental, l'ancienneté visée à l'alinéa 1^{er}, 1° doit avoir été acquise au niveau fondamental.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, dans l'enseignement artistique à horaire réduit, la condition de l'exercice d'une fonction comportant au moins une demi-charge est remplie si celle-ci est prestée dans l'enseignement organisé au sein d'un ou de plusieurs pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné.

Art. 81. § 1^{er}. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément à l'article 80 peut admettre au stage :

a) soit un membre du personnel répondant à toutes les conditions de l'article 80 sauf à celle visée à l'alinéa 1^{er}, 4° et 5°.

Ce membre du personnel est admis par priorité aux différents modules de formation.

b) soit un membre du personnel remplissant les conditions suivantes :

1° être titulaire depuis sept ans au moins dans l'enseignement subventionné d'une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause. Cette ancienneté est calculée selon les modalités fixées à l'article 29bis ou 29ter du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné;

2° être titulaire, à titre définitif, avant l'admission au stage, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement subventionné;

3° exercer à titre définitif un ou des fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité, conformément à l'article 102 du présent décret;

4° avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation visées aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er} du présent décret.

Dans l'enseignement fondamental, l'ancienneté visée à l'alinéa 1^{er}, b), 1° doit avoir été acquise au niveau fondamental.

§ 2. Tout pouvoir organisateur qui démontre n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions de l'article 80, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions du § 1^{er} du présent article. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions du § 1^{er}, du présent article, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

Art. 82. § 1^{er}. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément à l'article 80 ou à l'article 81, peut admettre au stage un membre du personnel engagé à titre définitif, remplissant les conditions suivantes :

1^o être titulaire, à titre définitif, avant l'admission au stage, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement libre subventionné du caractère concerné;

2^o exercer à titre définitif une ou des fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité, conformément à l'article 102 du présent décret.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément à l'article 80 et n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions de l'article 81, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

§ 2. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément à l'article 80, à l'article 81 ou au § 1^{er} du présent article, peut admettre au stage :

a) soit un membre du personnel temporaire prioritaire au sens de l'article 34, § 1^{er} du décret du 1^{er} février 1993 précité, remplissant les conditions suivantes :

1^o être titulaire, à titre temporaire, avant l'admission au stage, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement libre subventionné du caractère concerné;

2^o exercer à titre temporaire une ou des fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité, conformément à l'article 102 du présent décret.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} qui, à l'issue de son stage, ne remplit pas la condition exigée à l'article 80, alinéa 1^{er}, 1^o, voit son stage prolongé jusqu'à ce qu'il remplisse ladite condition.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} est réputé nommé dans sa fonction de recrutement, de sélection ou de promotion d'origine dès qu'il est nommé dans sa fonction de directeur.

b) soit un membre du personnel engagé à titre définitif, remplissant les conditions suivantes :

1^o être titulaire, à titre définitif, avant l'admission au stage, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement subventionné;

2^o exercer à titre définitif une ou des fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité, conformément à l'article 102 du présent décret.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément à l'article 80 et 81 et n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions du § 1^{er} du présent article, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

§ 3. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément à l'article 80, à l'article 81 ou aux § 1 et 2 du présent article, peut admettre au stage :

a) soit un membre du personnel temporaire, remplissant les conditions suivantes :

1^o être titulaire, à titre temporaire, avant l'admission au stage, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement libre subventionné du caractère concerné;

2^o exercer à titre temporaire une ou des fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité, conformément à l'article 102 du présent décret.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} qui, à l'issue de son stage, ne remplit pas la condition exigée à l'article 80, alinéa 1^{er}, 1^o, voit son stage prolongé jusqu'à ce qu'il remplisse ladite condition.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} est réputé nommé dans sa fonction de recrutement, de sélection ou de promotion d'origine dès qu'il est nommé dans sa fonction de directeur.

b) soit un membre du personnel titulaire à titre définitif depuis six ans au moins, d'une fonction de recrutement ou de sélection comportant au moins une demi-charge dans un centre psycho-médico-social subventionné, pour autant qu'il soit détenteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du présent décret.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément aux articles 80, 81 et au § 1^{er} du présent article, et n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions du § 2 du présent article, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

§ 4. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage dans une fonction de directeur d'un établissement maternel, primaire ou fondamental, conformément à l'article 80, à l'article 81 ou aux § 1^{er} à 3 du présent article, peut admettre au stage dans ladite fonction, un membre du personnel remplissant les conditions suivantes :

1^o être titulaire depuis sept ans au moins au sein de l'enseignement libre subventionné du caractère concerné, d'une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause. Cette ancienneté est calculée selon les modalités fixées à l'article 29bis du décret du 1^{er} février 1993 précité;

2^o être titulaire, à titre définitif, avant l'admission au stage, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement libre subventionné du caractère concerné;

3^o exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions dans l'enseignement secondaire du degré inférieur et être porteur d'un diplôme d'AESI, pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour la fonction exercée;

4° avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation visés aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er} du présent décret;

5° avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 79 § 2, 2°.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément aux articles 80, 81 et aux § 1^{er} et 2 du présent article, et n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions du § 3 du présent article, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

§ 5. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage dans une fonction de directeur d'un établissement de promotion sociale, conformément à l'article 80, à l'article 81 ou aux § 1^{er} à 3 du présent article, peut admettre au stage dans ladite fonction, un membre du personnel remplissant les conditions suivantes :

1° être titulaire depuis sept ans au moins au sein de l'enseignement libre subventionné du caractère concerné, d'une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause. Cette ancienneté est calculée selon les modalités fixées à l'article 29bis du décret du 1^{er} février 1993 précité;

2° être titulaire, à titre définitif, avant l'admission au stage, d'une ou plusieurs fonctions comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement libre subventionné du caractère concerné;

3° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions dans l'enseignement secondaire et/ou dans une Haute Ecole, et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du présent décret;

4° avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation visés aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er} du présent décret;

5° avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 79 § 2, 2°.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir admettre un membre du personnel au stage conformément aux articles 83, 84 et aux § 1^{er} et 2 du présent article, et n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions du § 3 du présent article, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

§ 6. Par dérogation à l'article 20, § 2, le membre du personnel admis au stage conformément au présent article est admis par priorité aux différents modules de formation.

Section II. — De l'engagement à titre temporaire dans un emploi de directeur

Art. 83. § 1^{er}. La fonction de directeur peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant toutes les conditions visées à l'article 80 :

1° si le titulaire de la fonction est temporairement absent;

2° dans l'hypothèse visée à l'article 57 du décret du 1^{er} février 1993 précité.

Pendant cette période, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est engagé à titre définitif.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour tout engagement d'une durée égale ou inférieure à 15 semaines, la condition visée à l'article 80, alinéa 1^{er}, 4° et 5°, n'est pas exigée.

Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, la fonction de directeur peut être confiée temporairement à un membre du personnel dans les conditions de l'alinéa 1^{er} en cas de décès du directeur titulaire de l'emploi, pendant le temps nécessaire à l'admission au stage d'un directeur stagiaire dans le cadre de la procédure visée à la section 1^{re} du présent chapitre. Cette désignation prend fin d'office à la date de l'admission au stage qui a lieu à l'issue de cette procédure et au plus tard après quinze semaines.

§ 3. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement la fonction de promotion de directeur à un membre de son personnel engagé à titre définitif remplissant toutes les conditions visées à l'article 80 peut confier temporairement la fonction de promotion de directeur à un membre du personnel dans le respect des articles 81 et 82.

§ 4. Par dérogation à l'article 80, le membre du personnel désigné à titre temporaire dans un emploi non vacant pour une durée de plus de 15 semaines est engagé à titre définitif dans l'emploi qu'il occupe si celui-ci devient vacant, dans le respect des dispositions contenues à l'article 55 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné à condition :

1° d'avoir été désigné à titre temporaire de manière ininterrompue depuis 2 ans au moins à la date à laquelle l'emploi est devenu vacant;

2° d'avoir fait l'objet d'au moins deux évaluations, dont la dernière a conduit à l'attribution de la mention « favorable ». A cette fin et sans préjudice de l'article 86, le membre du personnel visé au présent paragraphe est d'office évalué une première fois au bout d'un an à dater de sa désignation, ainsi qu'une seconde fois un an après cette première évaluation, en appliquant les règles contenues à l'article 33, § 2 à § 5.

Le membre du personnel visé au présent paragraphe peut cependant, à sa demande, être admis au stage dans l'emploi vacant visé à l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas le stage a une durée d'un an.

Toutefois, le membre du personnel visé au présent paragraphe est d'office admis au stage dans l'emploi vacant visé à l'alinéa 1^{er} s'il a précédemment à sa dernière évaluation obtenu une fois la mention « réservée ». Dans ce cas, le stage a une durée d'un an, à l'issue de laquelle a lieu une dernière évaluation. Le membre du personnel est engagé dans l'emploi vacant visé à l'alinéa 1^{er} s'il obtient la mention « favorable » lors de cette dernière évaluation.

Art. 84. § 1^{er} Tout engagement temporaire dans un emploi de directeur est établi par écrit, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret du 1^{er} février 1993 précité, à l'exception du 8°.

§ 2 L'engagement temporaire dans un emploi de directeur n'est possible qu'après application par le pouvoir organisateur de la disposition de l'article 55, 1° du décret du 1^{er} février 1993 précité.

§ 3. Un engagement temporaire dans un emploi de directeur prend fin conformément à l'article 71nonies du décret du 1^{er} février 1993 précité.

La fin de l'année scolaire est sans incidence sur l'engagement temporaire dans un emploi de directeur.

Section III. — De l'évaluation formative des directeurs engagés à titre définitif ou désignés à titre temporaire pour une durée égale ou supérieure à un an, ou dont la durée de la désignation a atteint au moins un an

Art. 85. Cette section s'applique aux directeurs engagés à titre définitif.

Elle s'applique également au membre du personnel auquel est confiée à titre temporaire une fonction de directeur pour une durée égale ou supérieure à un an, ou dont la durée de la désignation a atteint au moins un an. La dénomination « directeur » visée à la présente section vise également ce membre du personnel.

Art. 86. Tous les cinq ans à dater de son engagement à titre définitif ou de son engagement à titre temporaire, chaque directeur fait l'objet d'une évaluation par le pouvoir organisateur.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur peut s'entourer d'experts.

Si le pouvoir organisateur le juge utile, il peut procéder plus tôt à une évaluation du directeur.

Toutefois, le directeur ne peut faire l'objet de plus de deux évaluations par période de dix ans.

Art. 87. L'évaluation se fonde sur l'exécution de la lettre de mission visée au Chapitre III du Titre II et sur la mise en pratique des compétences acquises dans le cadre des articles 12, 13 et 14.

Elle tient compte du contexte global dans lequel est amené à évoluer le directeur et des moyens qui sont mis à sa disposition.

Dans ce cadre, le pouvoir organisateur prend notamment en considération les dispositions du décret du 24 juillet 1997 précité pour l'enseignement obligatoire, du décret du 16 avril 1991 précité pour l'enseignement de promotion sociale et pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit le décret du 2 juin 1998 précité, le projet éducatif, le projet pédagogique et le projet d'établissement.

Art. 88. En fonction de cette évaluation, le pouvoir organisateur convient avec le directeur des améliorations à apporter.

Section IV. — Des passerelles entre fonctions de promotion, de sélection et de recrutement

Art. 89. L'article 41^{ter} du décret du 1^{er} février 1993, inséré par le décret du 10 avril 1995 et modifié par le décret du 19 décembre 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 41^{ter}. Un membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion auprès d'un pouvoir organisateur peut, s'il le demande et avec l'accord du pouvoir organisateur, être engagé à titre définitif dans un emploi définitivement vacant d'une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion qui donne accès à sa fonction actuelle par un pouvoir organisateur auprès duquel il a déjà bénéficié d'un engagement à titre définitif dans une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion conformément aux dispositions de l'article 29^{quater}, 1^o.

Un membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion auprès d'un pouvoir organisateur peut, s'il le demande et avec l'accord du pouvoir organisateur être engagé à titre définitif dans un emploi définitivement vacant d'une fonction de recrutement, de sélection ou de promotion qui donne accès à sa fonction actuelle par un pouvoir organisateur autre que ceux visés à l'alinéa 1^{er}, conformément aux dispositions de l'article 29^{quater}, 3^o.

Pour l'application des alinéas 1^{er} et 2 et sans préjudice de l'article 29^{quinquies}, l'engagement peut avoir lieu quelle que soit la date. Il ne peut être accordé que pour autant que le membre remplisse toutes les conditions prévues selon le cas :

a) à l'article 42, § 1^{er}, à l'exception du 8^o en ce qui concerne l'ancienneté de fonction et des 10^o et 12^o;

b) à l'article 51, les conditions devant être remplies dans l'enseignement subventionné;

c) à l'article 59, les conditions devant être remplies dans l'enseignement subventionné;

d) à l'article 80 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, les conditions devant être remplies dans l'enseignement subventionné.

Pour l'application des points b), c) et d) de l'alinéa 3, l'exigence du suivi de la formation relative à une fonction déterminée est d'office réputée remplie si le membre du personnel a été titulaire à titre définitif de cette fonction avant l'exercice de sa fonction actuelle.

Le membre du personnel visé au présent article se voit attribuer l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est engagé à titre définitif conformément à cette disposition.

Toutefois, le membre du personnel visé au présent article, qui a exercé pendant au moins dix ans à titre définitif la fonction de sélection ou de promotion qu'il quitte, bénéficie d'un mécanisme dégressif d'échelles de traitement pour rejoindre à partir de la 3^{ème} année l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est engagé à titre définitif conformément au présent article fixé comme suit :

a) Au cours de la première année qui suit sa nouvelle affectation, le membre du personnel bénéficie de l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté, augmentée d'un montant équivalent à 66 % de la différence entre d'une part l'échelle de traitement dont il bénéficiait dans la fonction qu'il a quittée et d'autre part l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté;

b) Au cours de la deuxième année qui suit sa nouvelle affectation, le membre du personnel bénéficie de l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté, augmentée d'un montant équivalent à 33 % de la différence entre d'une part l'échelle de traitement dont il bénéficiait dans la fonction qu'il a quittée et d'autre part l'échelle de traitement de la fonction dans laquelle il est affecté. »

Art. 90. Le point 2^o de l'article 48 du même décret est complété par les termes suivants : « ou est engagé dans cet emploi conformément à l'article 41^{ter}. ».

Art. 91. Le point 2° de l'article 55 du même décret est complété par les termes suivants : « ou est engagé dans cet emploi conformément à l'article 41^{ter}. ».

Section V. — Dispositions modificatives

Art. 92. Un article 50^{bis}, rédigé comme suit, est ajouté au décret du 1^{er} février 1993 précité :

« Article 50^{bis}. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur qui doit engager à titre définitif un membre du personnel dans une fonction de sélection :

1° consulte le directeur de l'établissement ainsi que, selon le cas, le conseil d'entreprise, l'instance de concertation locale, ou à défaut, la délégation syndicale sur le profil de la fonction de sélection à pourvoir;

2° reçoit des membres du personnel toute information que ceux-ci jugent utile de lui communiquer en vue de l'engagement à titre définitif.

§ 2. Le pouvoir organisateur après application du § 1^{er} :

1° arrête le profil de la fonction de sélection à pourvoir. Dans ce cadre, le pouvoir organisateur peut ajouter des critères complémentaires aux conditions d'engagement à titre définitif visées à l'article 51;

2° lance un appel aux candidats selon les formes déterminées par le Gouvernement.

§ 3. Le pouvoir organisateur communique aux candidats les motifs de son choix du membre du personnel engagé à titre définitif dans la fonction de sélection eu égard aux critères fixés dans le profil de la fonction déterminé conformément au présent article ».

Art. 93. L'article 51 du décret du 1^{er} février 1993 précité est remplacé par la disposition suivante :

« Article 51. Nul ne peut être engagé à titre définitif dans une fonction de sélection s'il ne répond au moment de l'engagement aux conditions suivantes :

1° Avoir acquis une ancienneté de service de six ans au sein de l'enseignement subventionné, dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause calculée selon les modalités fixées à l'article 29^{bis};

2° Etre engagé à titre définitif dans une de ces fonctions dans l'enseignement libre subventionné du caractère concerné;

3° Etre titulaire, à titre définitif, avant cet engagement, d'une fonction comportant au moins une demi-charge dans l'enseignement libre subventionné du caractère concerné;

4° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs;

5° avoir suivi au préalable une formation spécifique sanctionnée par un certificat de fréquentation;

6° avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 50^{bis} ».

Art. 94. Les articles 53 à 54 du même décret sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 53. § 1^{er}. Une fonction de sélection peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant toutes les conditions de l'article 51 au moment de l'engagement :

1° si le titulaire de la fonction est temporairement absent;

2° dans le cas visé à l'article 50.

Pendant cette période, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est engagé à titre définitif le cas échéant auprès de son pouvoir organisateur d'origine.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour tout engagement d'une durée égale ou inférieure à 15 semaines, les conditions visées à l'article 51, 5° et 6°, ne sont pas exigées.

Article 54. Une fonction de sélection peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant toutes les conditions de l'article 51 dans l'attente d'un engagement à titre définitif.

Pendant cette période, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est engagé à titre définitif le cas échéant auprès de son pouvoir organisateur d'origine.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} est engagé à titre définitif dans la fonction de sélection au plus tard au terme d'un délai de deux ans si le pouvoir organisateur ne l'a pas licencié de cette fonction de sélection selon les dispositions du chapitre VIII.

Article 54^{bis}. § 1^{er}. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement la fonction de sélection à un membre du personnel remplissant toutes les conditions d'accès à la fonction de sélection visées à l'article 51, peut confier temporairement la fonction de sélection à un membre du personnel engagé à titre définitif remplissant les conditions suivantes :

1° Etre titulaire, à titre définitif, avant cet engagement d'une fonction comportant au moins une demi-charge dans un pouvoir organisateur de l'enseignement subventionné du caractère concerné;

2° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Pendant la période durant laquelle il exerce temporairement la fonction de sélection, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est engagé à titre définitif, le cas échéant auprès de son pouvoir organisateur d'origine.

Tout pouvoir organisateur qui démontre n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions de l'article 51, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de sélection en application du présent paragraphe peut être licencié de ladite fonction par le pouvoir organisateur conformément aux dispositions du chapitre VIII.

§ 2. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de sélection à un membre du personnel engagé à titre définitif conformément aux dispositions qui précèdent, peut confier temporairement ladite fonction à un membre du personnel temporaire prioritaire de l'enseignement subventionné du caractère concerné remplissant les conditions suivantes :

1° Etre titulaire, à titre temporaire, avant cet engagement d'une fonction comportant au moins une demi-charge dans un pouvoir organisateur de l'enseignement subventionné du caractère concerné;

2° exercer à titre temporaire une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de sélection à un membre de son personnel répondant aux conditions de l'article 51 et n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions du § 1^{er}, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 3 sera réputé remplir la condition exigée à l'article 51, 1^o et 2^o à l'expiration d'un délai de six années d'exercice temporaire de la fonction de sélection.

Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de sélection en application du présent paragraphe peut être licencié de ladite fonction par le pouvoir organisateur conformément aux dispositions du chapitre VIII.

§ 3. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de sélection à un membre du personnel engagé à titre définitif ou temporaire prioritaire conformément aux dispositions qui précèdent, peut faire appel à un membre du personnel engagé à titre définitif dans l'enseignement subventionné et remplissant, les conditions suivantes :

1° Etre titulaire, à titre définitif, avant cet engagement d'une fonction comportant au moins une demi-charge dans l'enseignement subventionné;

2° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs

Pendant la période durant laquelle il exerce temporairement la fonction de sélection, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est engagé à titre définitif au sein de son pouvoir organisateur d'origine.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de sélection à un membre de son personnel répondant aux conditions de l'article 51 et du § 1^{er} du présent article, et n'avoir qu'un seul candidat à l'admission au stage répondant aux conditions du § 2, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

Le membre du personnel désigné temporairement dans une fonction de sélection en vertu du présent paragraphe est engagé à titre définitif dans ladite fonction au terme d'un délai de six années s'il remplit à ce moment la condition prescrite par l'article 51, 5^o, et si le pouvoir organisateur ne l'a pas licencié de cette fonction de sélection selon les dispositions du chapitre VIII.

Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de sélection en application du présent paragraphe peut être licencié de ladite fonction par le pouvoir organisateur conformément aux dispositions du chapitre VIII.

§ 4. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de sélection à un membre de son personnel conformément aux dispositions qui précèdent, peut confier temporairement ladite fonction :

a) soit à un membre de son personnel temporaire, remplissant les conditions suivantes :

1° Etre titulaire, à titre temporaire, avant cet engagement d'une fonction comportant au moins une demi-charge dans un pouvoir organisateur de l'enseignement subventionné du caractère concerné;

2° exercer à titre temporaire une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

b) soit à un membre du personnel titulaire à titre définitif depuis six ans au moins, d'une fonction de recrutement ou de sélection comportant au moins une demi-charge dans un centre psycho-médico-social subventionné et porteur d'un des titres visés à l'article 51, 4^o.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, point a), sera réputé remplir la condition exigée à l'article 51, 1^o et 2^o à l'expiration d'un délai de six années d'exercice temporaire de la fonction de sélection.

Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de sélection en application du présent paragraphe peut être déchargé de ladite fonction par le pouvoir organisateur conformément aux dispositions du chapitre VIII.

Pendant la période durant laquelle il exerce temporairement la fonction de sélection, le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, point b), reste titulaire de son emploi d'origine dans lequel il est engagé à titre définitif.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de sélection à un membre de son personnel répondant aux conditions de l'article 51, du § 1^{er} et du § 2 du présent article, et n'avoir qu'un seul membre du personnel répondant aux conditions du § 3, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

Le membre du personnel désigné temporairement dans une fonction de sélection en vertu de l'alinéa 1^{er}, point b), est engagé à titre définitif dans ladite fonction au terme d'un délai de quatre années s'il remplit à ce moment la condition prescrite par l'article 51, 5^o, et si le pouvoir organisateur ne l'a pas licencié de cette fonction de sélection selon les dispositions du chapitre VIII.

Article 54ter. Tout engagement temporaire dans un emploi de sélection est établi par écrit, conformément aux dispositions de l'article 31, à l'exception du 8^o.

Un engagement temporaire dans un emploi de sélection prend fin d'un commun accord, par décision du pouvoir organisateur, ou par application du chapitre VIII. Toutefois, la fin de l'année scolaire est sans incidence sur l'engagement temporaire dans un emploi de sélection.

L'engagement temporaire dans une fonction de sélection n'est possible qu'après application par le pouvoir organisateur de la disposition de l'article 48, 1^o.

Article 54^{quater}. Tout membre du personnel peut renoncer à son engagement à titre définitif en vertu de l'article 51 dans les 720 jours qui suivent sa première entrée en fonction dans une fonction de sélection. Dans ce cas, il réintègre à titre définitif sa fonction d'origine.

Le pouvoir organisateur peut, pour assurer la continuité dans la fonction de sélection ou afin de ne pas perturber la stabilité des équipes pédagogiques, reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction d'origine de maximum 6 mois à dater de la demande du membre du personnel.

Art. 95. A l'article 56 du même décret, un nouvel alinéa 3, rédigé comme suit, est inséré :

« Par dérogation aux alinéas précédents, le membre du personnel titulaire d'une fonction de promotion ne peut demander de mutation ou de changement d'affectation qu'après avoir exercé ses fonctions dans l'emploi qu'il occupe durant un délai de trois ans ».

Art. 96. Un article 58^{bis}, rédigé comme suit, est ajouté au décret du 1^{er} février 1993 précité :

« Article 58^{bis}. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur qui doit engager à titre définitif un membre du personnel dans une fonction de promotion :

1^o consulte le directeur de l'établissement ainsi que, selon le cas, le conseil d'entreprise, l'instance de concertation locale, ou à défaut, la délégation syndicale sur le profil de la fonction de promotion à pourvoir;

2^o reçoit des membres du personnel toute information que ceux-ci jugent utile de lui communiquer en vue de l'engagement à titre définitif.

§ 2. Le pouvoir organisateur après application du § 1^{er} :

1^o arrête le profil de la fonction de promotion à pourvoir. Dans ce cadre, le pouvoir organisateur peut ajouter des critères complémentaires aux conditions d'engagement à titre définitif visées à l'article 59;

2^o lance un appel aux candidats selon les formes déterminées par le Gouvernement, sur proposition de la commission paritaire centrale.

§ 3. Le pouvoir organisateur communique aux candidats les motifs de son choix du membre du personnel engagé à titre définitif dans la fonction de promotion eu égard aux critères fixés dans le profil de la fonction déterminé conformément au présent article. ».

Art. 97. Les articles 59 à 61 du même décret sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 59. Nul ne peut être engagé à titre définitif dans une fonction de promotion s'il ne répond au moment de l'engagement aux conditions suivantes :

1^o Etre titulaire depuis sept ans au moins au sein de l'enseignement subventionné du caractère concerné, d'une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause. Cette ancienneté est calculée conformément à l'article 29^{bis};

2^o Etre titulaire, à titre définitif, avant cet engagement d'une fonction comportant au moins une demi-charge dans l'enseignement subventionné du caractère concerné;

3^o exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de promotion à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

4^o avoir suivi au préalable une formation spécifique sanctionnée par un certificat de fréquentation.

5^o avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 58^{bis}.

Les conditions fixées à l'alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o pour ce qui concerne l'ancienneté acquise à titre définitif, 4^o et 5^o ne sont pas requises pour la fonction de chef de travaux d'atelier.

Article 60. § 1^{er}. Une fonction de promotion peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant toutes les conditions de l'article 59 :

1^o si le titulaire de la fonction est temporairement absent;

2^o dans le cas visé à l'article 57.

Pendant cette période, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est engagé à titre définitif.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, pour tout engagement d'une durée égale ou inférieure à 15 semaines, la condition visée à l'article 59, alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o, n'est pas exigée.

Article 61. Une fonction de promotion peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant toutes les conditions de l'article 59 dans l'attente d'un engagement à titre définitif.

Pendant cette période, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est engagé à titre définitif.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} est engagé à titre définitif dans la fonction de promotion au plus tard au terme d'un délai de deux ans si le pouvoir organisateur ne l'a pas licencié de cette fonction de promotion selon les dispositions du chapitre VIII.

Article 61^{bis}. § 1^{er}. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de promotion à un membre du personnel remplissant toutes les conditions d'accès à la fonction de promotion visées à l'article 59, peut confier temporairement la fonction de promotion à un membre du personnel engagé à titre définitif remplissant les conditions suivantes :

1^o Etre titulaire, à titre définitif, avant cet engagement d'une fonction comportant au moins une demi-charge dans l'enseignement subventionné du caractère concerné;

2^o exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de promotion à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Pendant la période durant laquelle il exerce temporairement la fonction de promotion, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est engagé à titre définitif, le cas échéant auprès de son pouvoir organisateur d'origine.

Tout pouvoir organisateur qui démontre n'avoir qu'un seul membre du personnel répondant aux conditions de l'article 59, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de promotion en application du présent paragraphe peut être licencié de ladite fonction par le pouvoir organisateur en vertu des dispositions du chapitre VIII.

§ 2. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de promotion à un membre du personnel engagé à titre définitif conformément aux dispositions qui précèdent, peut confier temporairement ladite fonction à un membre du personnel temporaire prioritaire remplissant les conditions suivantes :

1° Etre titulaire, à titre temporaire, avant cet engagement d'une fonction comportant au moins une demi-charge dans l'enseignement subventionné du caractère concerné;

2° exercer à titre temporaire une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de promotion à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de promotion à un membre de son personnel répondant aux conditions de l'article 59 et n'avoir qu'un seul membre du personnel répondant aux conditions du § 1^{er}, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} ou à l'alinéa 2 sera réputé remplir la condition exigée à l'article 59, alinéa 1^{er}, 1° à l'expiration d'un délai de six années d'exercice temporaire de la fonction de promotion.

Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de promotion en application du présent paragraphe peut être licencié de ladite fonction par le pouvoir organisateur en vertu des dispositions du chapitre VIII.

§ 3. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de promotion à un membre du personnel engagé à titre définitif ou temporaire prioritaire conformément aux dispositions qui précèdent, peut faire appel à un membre du personnel engagé à titre définitif dans l'enseignement subventionné et remplissant les conditions suivantes :

1° Etre titulaire, à titre définitif, avant cet engagement d'une fonction comportant au moins une demi-charge dans l'enseignement subventionné;

2° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de promotion à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Pendant la période durant laquelle il exerce temporairement la fonction de promotion, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est engagé à titre définitif au sein de son pouvoir organisateur d'origine.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de promotion à un membre de son personnel répondant aux conditions de l'article 59 et du § 1^{er} du présent article, et n'avoir qu'un seul membre du personnel répondant aux conditions du § 2, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

Le membre du personnel désigné temporairement dans une fonction de promotion en vertu du présent paragraphe est engagé à titre définitif dans ladite fonction au terme d'un délai de six années s'il remplit à ce moment la condition prescrite par l'article 59, alinéa 1^{er}, 4°, et si le pouvoir organisateur ne l'a pas licencié de cette fonction de promotion selon les dispositions du chapitre VIII.

Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de promotion en application du présent paragraphe peut être licencié de ladite fonction par le pouvoir organisateur en vertu des dispositions du chapitre VIII.

§ 4. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de promotion à un membre de son personnel conformément aux dispositions qui précèdent, peut confier temporairement ladite fonction :

a) soit à un membre de son personnel temporaire, remplissant les conditions suivantes :

1° Etre titulaire, à titre temporaire, avant cet engagement d'une fonction comportant au moins une demi-charge dans l'enseignement subventionné du caractère concerné;

2° exercer à titre temporaire une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de promotion à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

b) soit à un membre du personnel titulaire à titre définitif depuis six ans au moins, d'une fonction de recrutement ou de sélection comportant au moins une demi-charge dans un centre psycho-médico-social subventionné et porteur d'un des titres visés à l'article 59, alinéa 1^{er}, 3°.

Le membre du personnel temporaire désigné conformément à l'alinéa 1^{er}, point a), sera réputé remplir la condition exigée à l'article 51, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, à l'expiration d'un délai de six années d'exercice temporaire de la fonction de promotion.

Le membre du personnel qui s'est vu confier temporairement une fonction de promotion en application du présent paragraphe peut être déchargé de ladite fonction par le pouvoir organisateur.

Pendant la période durant laquelle il exerce temporairement la fonction de promotion, le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, point b), reste titulaire de son emploi d'origine dans lequel il est engagé à titre définitif.

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de promotion à un membre de son personnel répondant aux conditions de l'article 59, du § 1^{er} et du § 2 du présent article, et n'avoir qu'un seul membre du personnel répondant aux conditions du § 3, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

Le membre du personnel désigné temporairement dans une fonction de promotion en vertu de l'alinéa 1^{er}, point b), est engagé à titre définitif dans ladite fonction au terme d'un délai de quatre années, s'il remplit à ce moment la condition prescrite par l'article 59, alinéa 1^{er}, 4^o, et si le pouvoir organisateur ne l'a pas licencié de cette fonction de promotion selon les dispositions du chapitre VIII.

§ 5. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de directeur d'un établissement de promotion sociale à un membre du personnel, conformément aux dispositions qui précèdent, peut confier temporairement ladite fonction à un membre du personnel remplissant les conditions suivantes :

1^o être titulaire depuis sept ans au moins au sein de l'enseignement libre subventionné du caractère concerné, d'une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause. Cette ancienneté est calculée selon les modalités fixées à l'article 29bis du décret du 1^{er} février 1993 précité;

2^o être titulaire, à titre définitif, avant l'admission au stage, d'une ou plusieurs fonctions comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement libre subventionné du caractère concerné;

3^o exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions dans l'enseignement secondaire et/ou dans une Haute Ecole, et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs;

Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir confier temporairement une fonction de promotion à un membre de son personnel répondant aux conditions de l'article 59, du § 1^{er} et du § 2 du présent article, et n'avoir qu'un seul membre du personnel répondant aux conditions du § 3, peut mettre en concurrence sa candidature avec celle de membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, il lance un nouvel appel aux candidats à destination des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1^{er}, sauf si lesdits membres du personnel étaient déjà visés par l'appel aux candidats originel.

Article 61ter. Tout engagement temporaire dans un emploi de promotion est établi par écrit, conformément aux dispositions de l'article 31, à l'exception du 8^o.

Un engagement temporaire dans un emploi de promotion prend fin d'un commun accord, par décision du pouvoir organisateur, ou par application du chapitre VIII. Toutefois, la fin de l'année scolaire est sans incidence sur l'engagement temporaire dans un emploi de promotion.

L'engagement temporaire dans une fonction de promotion n'est possible qu'après application par le pouvoir organisateur de la disposition de l'article 55, 1^o.

Article 61quater. Tout membre du personnel peut renoncer à son engagement à titre définitif en vertu de l'article 59 dans les 720 jours qui suivent sa première entrée en fonction de sélection. Dans ce cas, il réintègre à titre définitif sa fonction d'origine.

Le pouvoir organisateur peut, pour assurer la continuité dans la fonction de promotion ou afin de ne pas perturber la stabilité des équipes pédagogiques, reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction d'origine de maximum six mois à dater de la demande du membre du personnel.

Article 61quinquies. Les articles 58bis à 61quater ne s'appliquent pas aux fonctions de promotion de directeur d'école maternelle, directeur d'école primaire, directeur d'école fondamentale, directeur de l'enseignement secondaire inférieur ou de préfet des études ou directeur, régies par le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs. »

Art. 98. Il est inséré un Chapitre Vbis libellé comme suit :

« CHAPITRE Vbis. — De la lettre de mission et de l'évaluation de certaines fonctions de promotion et de sélection

Article 61sexies. § 1^{er}. Le présent chapitre s'applique aux membres du personnel titulaires d'une fonction de promotion ou de sélection telle que visée à l'article 4, 3^o et à l'article 5, 1^o et 2^o du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection dans l'enseignement de plein exercice.

Elle s'applique également aux membres du personnel titulaires d'une fonction de sélection telle que visée à l'article 6ter, 6^o, b) de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements dans l'enseignement de plein exercice.

§ 2. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par « directeur » le membre du personnel titulaire, à quelque titre que ce soit, de la fonction de promotion de directeur d'école maternelle, de directeur d'école primaire, de directeur d'école fondamentale, de directeur de l'enseignement secondaire inférieur ou de préfet des études ou directeur, telles qu'énumérées aux articles 3 et 4, 1^o et 2^o du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection ou de la fonction de promotion de directeur d'établissement de promotion sociale telle que prévue à l'article 6ter, 6^o, a de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements dans l'enseignement de plein exercice..

Section I^{re}. — De la lettre de mission

Article 61septies. Dès l'entrée en fonction du membre du personnel visé à l'article 61sexies du présent décret, le directeur lui confie une lettre de mission approuvée préalablement par le pouvoir organisateur.

Celle-ci spécifie les missions du membre du personnel visé à l'article 61sexies et les priorités qui lui sont assignées, en fonction des besoins de l'établissement au sein duquel il est affecté et en fonction des objectifs contenus dans la lettre de mission que le directeur a lui-même reçue, conformément au chapitre III du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Article 61octies. § 1^{er}. La lettre de mission a une durée de six ans.

§ 2. Le contenu de la lettre de mission peut être modifié avant son échéance, au plus tôt après deux ans, par le directeur, en raison de l'évolution des besoins et du fonctionnement de l'établissement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le contenu de la lettre de mission peut être modifié avant son échéance, de commun accord entre le directeur et le membre du personnel visé à l'article 61sexies.

La lettre de mission modifiée est soumise à l'approbation du pouvoir organisateur.

Article 61*nonies*. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 61*septies*, alinéa 1^{er}, le directeur, si besoin est et moyennant approbation préalable du pouvoir organisateur, peut confier une lettre de mission au membre du personnel engagé à titre temporaire dans l'exercice d'une fonction visée à l'article 61*sexies* du présent décret.

Le directeur confie d'office une lettre de mission approuvée préalablement par le pouvoir organisateur au membre du personnel engagé à titre temporaire dans l'exercice d'une fonction visée à l'article 61*sexies* pour une durée égale ou supérieure à un an, ou dont la durée de la désignation a atteint au moins un an.

§ 2. La lettre de mission visée au présent article peut consister dans la confirmation de la lettre de mission du membre du personnel visé à l'article 61*sexies* faisant l'objet d'un remplacement ou dans un nouveau document.

Section II. — De l'évaluation formative

Article 61*decies*. Cette section s'applique au membre du personnel engagé à titre définitif.

Elle s'applique également au membre du personnel engagé à titre temporaire dans l'exercice d'une fonction visée à l'article 61*sexies* pour une durée égale ou supérieure à un an. La dénomination « membre du personnel » visée à la présente section vise également ce membre du personnel.

Article 61*undecies*. Tous les cinq ans à dater de son engagement à titre définitif ou de son engagement à titre temporaire, chaque membre du personnel fait l'objet d'une évaluation effectuée conjointement par le pouvoir organisateur et le directeur.

Si ces derniers le jugent utile, ils peuvent procéder, plus tôt, à une évaluation du membre du personnel.

Toutefois, sans préjudice de l'article 61*terdecies*, le membre du personnel ne peut faire l'objet de plus de deux évaluations par période de dix ans.

Article 61*duodecies*. — L'évaluation se fonde sur l'exécution de la lettre de mission visée à la section I du présent chapitre et sur la mise en pratique des compétences acquises dans le cadre des formations visées par l'article 51, § 1^{er}, 5^o du présent décret en ce qui concerne les fonctions de sélection et à l'article 59, § 1^{er}, 4^o du présent décret pour les fonctions de promotion.

Elle tient compte du contexte global dans lequel est amené à évoluer le membre du personnel et des moyens qui sont mis à sa disposition.

Le directeur motive sa décision au sens de l'article 3, § 11 du présent décret.

Article 61*terdecies*. En fonction de cette évaluation, le pouvoir organisateur et le directeur conviennent avec le membre du personnel des améliorations à apporter.

TITRE IV. — De l'accès aux fonctions de sélection et de promotion dans l'enseignement subventionné

Art. 99. Pour l'application du présent titre, les niveaux de titres y mentionnés sont déterminés en référence aux articles 2 et 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements.

Toutefois, les titres du niveau supérieur du premier degré, de candidat, de cours normaux techniques moyens, d'instituteur primaire, d'instituteur gardien, d'instituteur maternel, d'instituteur préscolaire et d'éducateur spécialisé visés à l'article 2, point 3, *b), c), e), h), i)* et *j)* de l'arrêté susmentionné n'entrent en ligne de compte que pour autant qu'ils soient spécifiquement mentionnés.

Art. 100. Pour l'application du présent titre, il y a lieu d'entendre par « titre pédagogique » les titres suivants :

- a)* bachelier - instituteur préscolaire ou diplôme d'instituteur gardien ou maternel ou préscolaire;
- b)* bachelier - instituteur primaire ou diplôme d'instituteur primaire;
- c)* bachelier - agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (AESI) ou diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (AESI);
- d)* bachelier - agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (AESS) ou diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (AESS);
- e)* certificat d'aptitude pédagogique (CAP);
- f)* diplôme d'aptitude pédagogique ou diplôme d'aptitudes pédagogiques (DAP);
- g)* certificat des cours normaux techniques moyens (CNTM);
- h)* certificat des cours normaux d'aptitude à l'enseignement spécialisé;
- i)* certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES);
- j)* certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement (CAPE);
- k)* diplôme d'aptitude pédagogique à l'enseignement (DAPE).

Art. 101. Les titres de capacité et les fonctions visés à l'article 40, alinéa 1^{er}, 4^o, et à l'article 44, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et § 3, alinéa 1^{er}, 2^o du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, pour la fonction de sélection reprise à la colonne 1 du tableau qui suit (tableau I) ont ceux et celles figurant en regard de ladite fonction dans les colonnes 2 et 3 du même tableau.

Les titres de capacité et les fonctions visés à l'article 51, 4^o, et à l'article 54*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et § 3, alinéa 1^{er}, 2^o du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné, pour la fonction de sélection reprise à la colonne 1 du tableau qui suit (voir tableau I) sont ceux et celles figurants en regard de ladite fonction dans les colonnes 2 et 3 du même tableau.

Art. 102. Les titres de capacité et les fonctions visés à l'article 57, alinéa 1^{er}, 3^o, à l'article 59, § 1^{er}, 2^o, à l'article 59, § 2, alinéa 1^{er}, *a)*, 2^o et *b)*, 2^o, et à l'article 59, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o, du présent décret et à l'article 49, alinéa 1^{er}, 3^o, à l'article 52, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et § 3 alinéa 1^{er}, 2^o du décret du 6 juin 1994 précité, pour la fonction de promotion reprise à la colonne 1 du tableau qui suit (voir tableau II) sont ceux et celles figurant en regard de ladite fonction dans les colonnes 2 et 3 du même tableau.

Les titres de capacité et les fonctions visés à l'article 80, alinéa 1^{er}, 3^o, à l'article 81, alinéa 1^{er}, b), 3^o, à l'article 82 § 1^{er}, 2^o, à l'article 82 § 2, alinéa 1^{er}, a), 2^o et b), 2^o, et à l'article 83, § 3, a), 2^o et b) du présent décret et à l'article 59, alinéa 1^{er}, 3^o, à l'article 61bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et § 3, alinéa 1^{er}, 2^o du décret du 1^{er} février 1993 précité, pour la fonction de promotion reprise à la colonne 1 du tableau qui suit (voir tableau II), sont ceux et celles figurant en regard de ladite fonction dans les colonnes 2 et 3 du même tableau.

Art. 103. A l'article 2 de l'arrêté royal du 17 mars 1967 fixant les titres de capacité jugés suffisants pour les membres du personnel des établissements libres d'enseignement moyen et normal, sont apportées les modifications suivantes :

- a) au point 1, a), les mots « directeur, sous-directeur et » sont supprimés;
- b) au point 3, les mots « directeur, sous-directeur et » sont supprimés.

Art. 104. A l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o La section II du chapitre II est supprimée.
- 2^o Le § 1^{er} de l'article 13 est remplacé comme suit :

« La subvention-traitement du membre du personnel exerçant une fonction de promotion est calculée d'après les modalités prévues dans la présente section. »

- 3^o Le § 2 de l'article 13 est supprimé.

Art. 105. Les articles 12, § 1^{er} et 13, § 1^{er} de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements d'enseignement subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale sont supprimés.

Art. 106. Les articles 12, § 1^{er} et 13, § 1^{er} de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels sont supprimés.

Art. 107. Les articles 12, § 1^{er} et 13, § 1^{er} de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique sont supprimés.

TITRE V. — De l'aide spécifique aux directions d'écoles maternelles, primaires et fondamentales de l'enseignement ordinaire et spécialisé

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions de l'aide spécifique aux directions d'écoles maternelles, primaires et fondamentales

Art. 108. Les dispositions du présent titre s'appliquent à l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé organisé et subventionné par la Communauté française.

Art. 109. Pour l'application du présent titre, on entend par :

- 1^o aide spécifique aux directions d'écoles maternelles, primaires et fondamentales : toute forme de soutien mise en oeuvre dans le cadre de la gestion d'un établissement scolaire, à l'exception des tâches pédagogiques.
- 2^o école dans l'enseignement organisé par la Communauté française : école autonome ou annexée.

CHAPITRE II. — De l'octroi et de l'utilisation des moyens alloués à l'aide spécifique aux directions d'écoles maternelles, primaires et fondamentales sans classe

Section I^{re}. — Octroi des moyens

Art. 110. § 1^{er}. Le Gouvernement alloue, par élève régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement maternel, primaire et fondamental ordinaire comptant au moins 180 élèves ou dans un établissement d'enseignement maternel, primaire et fondamental spécialisé comptant au moins 60 élèves au 15 janvier 2007, au moins les moyens suivants pour l'organisation de l'aide spécifique aux directions d'écoles maternelles, primaires et fondamentales :

- pour l'année scolaire 2007-2008 : 2,08 euros;
- pour l'année scolaire 2008-2009 : 12,80 euros;
- à partir de l'année scolaire 2009-2010 : 20,78 euros.

Ces montants sont indexés, dans la limite des moyens budgétaires disponibles, chaque année civile, sur l'indice général des prix à la consommation à la date du 1^{er} janvier.

§ 2. Les moyens visés par le paragraphe précédent ne peuvent être employés que dans le cadre de l'article 109. A défaut, les montants irrégulièrement investis sont récupérés par la Communauté française.

§ 3. Le comptage du nombre d'élèves effectué au 15 janvier 2007 vaut pour une période de six ans à partir du 1^{er} septembre 2007. Un nouveau comptage est effectué au 15 janvier 2013 pour une nouvelle période de six années débutant le 1^{er} septembre 2013, et ainsi de suite.

§ 4. Par dérogation au § 3, l'établissement d'enseignement maternel, primaire ou fondamental ordinaire dont le nombre d'élèves au 15 janvier passe en-dessous de 180 au cours de la période de six ans, et l'établissement d'enseignement maternel, primaire et fondamental spécialisé dont le nombre d'élèves au 15 janvier passe en-dessous de 60 élèves au cours de la période de six ans, ne bénéficie plus des moyens visés à la présente section dès le 1^{er} septembre suivant.

§ 5. Par dérogation au § 3, l'établissement d'enseignement maternel, primaire ou fondamental ordinaire dont le nombre d'élèves au 15 janvier passe au-dessus de 180 au cours de la période de 6 ans, et l'établissement d'enseignement maternel, primaire et fondamental spécialisé dont le nombre d'élèves au 15 janvier passe au-dessus de 60 élèves au cours de la période de six ans, bénéficie des moyens visés à la présente section dès le 1^{er} septembre suivant, jusqu'à la fin de la période de six ans en cours.

Art. 111. Pour ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française, les moyens définis à l'article 110, § 1^{er} sont alloués à chaque établissement.

Art. 112. § 1^{er}. Pour ce qui concerne l'enseignement subventionné, les moyens définis à l'article 110, § 1^{er} sont alloués à chaque pouvoir organisateur.

§ 2. Chaque organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs, chacun pour ce qui le concerne, peut définir des mécanismes de solidarité entre les niveaux d'enseignement fondamental et secondaire pour compléter ces moyens.

Un organe de représentation et de coordination qui n'affilie pas de pouvoirs organisateurs organisant des établissements scolaires d'enseignement secondaire peut déterminer avec un autre organe de représentation et de coordination du même réseau les modalités de tels mécanismes de solidarité.

Il appartient à chaque pouvoir organisateur de déterminer s'il adhère aux mécanismes de solidarité mis en place.

Section II. — Utilisation des montants alloués

Art. 113. § 1^{er}. Chaque chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française et chaque pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné détermine, après avoir consulté les directions concernées, la forme que prend l'aide spécifique aux directions d'écoles maternelles, primaires et fondamentales de l'enseignement ordinaire et spécialisé.

§ 2. Le Gouvernement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et chaque pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, définissent les modalités de l'utilisation des moyens alloués selon la forme que prend l'aide spécifique telle que déterminée au § 1^{er}.

§ 3. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, le comité de concertation de base est informé des modalités d'utilisation des moyens visés à l'article 110, § 1^{er} au sein de l'établissement.

Dans l'enseignement officiel subventionné, la commission paritaire locale est informée des modalités d'utilisation des moyens visés à l'article 110, § 1^{er} au sein de l'établissement au sein des établissements qui la concernent.

Dans l'enseignement libre subventionné, le conseil d'entreprise ou, à défaut, le comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, l'instance de concertation locale ou, à défaut, les délégations syndicales est (sont) informé(es) des modalités d'utilisation des moyens visés à l'article 110, § 1^{er} au sein de l'(des)établissement(s) qui le(s) concerne(nt).

CHAPITRE III. — Des centres de gestion

Section I^{re}. — Création

Art. 114. § 1^{er}. Afin d'optimiser l'utilisation des moyens alloués à chaque pouvoir organisateur ou à chaque direction d'établissement autonome ou annexé organisé par la Communauté française dans le cadre du présent décret, un partenariat entre pouvoirs organisateurs, dans l'enseignement subventionné, ou entre établissements, dans l'enseignement organisé par la Communauté, peut être créé sur une base volontaire. Ce partenariat a pour but de gérer les moyens disponibles d'une manière plus efficace et d'assurer un meilleur management des établissements scolaires.

§ 2. Chaque pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné, chaque chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française décide de l'adhésion de son ou de ses établissements à un centre de gestion étant entendu que tous les établissements relevant d'un même pouvoir organisateur ou d'un même chef d'établissement sont liés par la décision d'adhérer ou non au centre de gestion.

Art. 115. § 1^{er}. Un centre de gestion est créé par voie de convention :

1^o pour l'enseignement subventionné, entre des pouvoirs organisateurs différents appartenant au même réseau d'enseignement au sein d'une même entité telle que créée par l'article 10 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, étant entendu qu'un centre de gestion comprend, au moins, aussi bien le niveau enseignement maternel que le niveau enseignement primaire;

2^o pour l'enseignement organisé par la Communauté française, entre des chefs d'établissement différents appartenant à ce réseau d'enseignement au sein d'une même zone telle que créée par l'article 13 du décret du 14 mars 1995 précité, étant entendu qu'un centre de gestion comprend, au moins, aussi bien le niveau enseignement maternel que le niveau enseignement primaire;

§ 2. La convention règle l'organisation et le fonctionnement du centre de gestion et détermine notamment le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement chargé d'assurer la coordination du centre de gestion.

§ 3. La convention entre en vigueur le 1^{er} septembre et porte chaque fois sur une période de six années scolaires. La première période de six années scolaires commence au 1^{er} septembre 2007. Chaque période suivante de six années scolaires commence six ans ou un multiple de six ans après le 1^{er} septembre 2007.

§ 4. Par dérogation au § 3, les conventions entrant en vigueur au cours d'une période de six années scolaires telle que visée au § 3 prennent fin au terme des six années scolaires en question.

§ 5. La convention reprenant entre autre la liste des différents pouvoirs organisateurs ou des établissements de la Communauté française est transmise pour information à l'Administration générale de l'enseignement obligatoire avant le 15 juin précédant la date de son entrée en vigueur.

Art. 116. § 1^{er}. Un pouvoir organisateur ou un chef d'établissement qui n'a pas adhéré à un centre de gestion peut adhérer à un de ceux-ci à tout moment pendant la période de six ans couverte par la convention. Toutefois l'adhésion d'un nouveau pouvoir organisateur ne peut entraîner la renégociation de la convention.

Dans ce cas, seule la liste reprenant les différents pouvoirs organisateurs ou établissements organisés par la Communauté française actualisée par l'ajout du pouvoir organisateur ou de l'établissement de la Communauté française doit être transmise à l'administration et ce, avant le 15 juin de chaque année.

§ 2. Un pouvoir organisateur ou une direction d'établissement qui a adhéré à un centre de gestion ne peut s'en désolidariser durant la période couverte par la convention.

Section II. — Critères pour la constitution de centres de gestion

Art. 117. § 1^{er}. Tout centre de gestion compte au moins 1 000 élèves le 15 janvier précédant le démarrage du centre de gestion, chaque élève comptant pour une unité de comptage.

§ 2. Le comptage effectué pour remplir la norme de création du centre de gestion vaut pour une période de six années scolaires.

§ 3. Par dérogation au § 2, lorsqu'un pouvoir organisateur ou un chef d'établissement adhère à un centre de gestion selon la modalité prévue à l'article 116, § 1^{er}, le nombre d'élèves du ou des établissements de ce pouvoir organisateur ou de la direction d'établissement, au 15 janvier précédant l'entrée en vigueur de la convention pour la période prévue, est ajouté à celui du centre de gestion.

§ 4. Par dérogation au § 2, pour ce qui concerne les conventions ou décisions entrant en vigueur au cours d'une période de six années scolaires, telles que visées à l'article 115, § 4, le comptage effectué pour remplir la norme de création du centre de gestion est valable jusqu'à la fin des six années scolaires.

Art. 118. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 115, § 1^{er}, 1^o et 2^o, s'il n'est pas possible de constituer un centre de gestion de 1 000 élèves au sein d'une même entité pour l'enseignement subventionné ou d'une même zone pour l'enseignement organisé par la Communauté française, le centre de gestion peut réunir des établissements de pouvoirs organisateurs d'entités différentes ou des établissements de direction d'établissement de zones différentes.

§ 2. Par dérogation à l'article 115, § 1^{er}, 1^o et 2, des pouvoirs organisateurs d'entités voisines peuvent également décider de constituer ensemble un centre de gestion pour autant que le nombre d'élèves pris en compte ne dépassent pas 10 000, sauf dérogation approuvée par le Gouvernement.

Section III. — Compétences du centre de gestion

Art. 119. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 113, § 1^{er}, lorsque des pouvoirs organisateurs ou des chefs d'établissement ont adhéré à un centre de gestion, c'est la convention qui détermine la forme que prend l'aide spécifique aux directions d'écoles maternelles, primaires et fondamentales.

§ 2. Par dérogation à l'article 113, § 2, le Gouvernement, pour les conventions relevant de l'enseignement organisé par la Communauté française, et chaque groupe de pouvoirs organisateurs liés par une convention, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, définissent les modalités de l'utilisation des moyens alloués selon la forme que prend l'aide spécifique telle que déterminée au § 1^{er}.

Art. 120. Les pouvoirs organisateurs ou les chefs d'établissement ayant adhéré à un centre de gestion peuvent lui attribuer des compétences supplémentaires, sauf disposition contraire. Les compétences supplémentaires attribuées sont reprises dans la convention.

Section IV. — De l'utilisation des moyens alloués

Art. 121. Par dérogation aux articles 112 et 113, lorsque des pouvoirs organisateurs ou des chefs d'établissement ont adhéré à un centre de gestion, les moyens sont alloués au pouvoir organisateur ou au chef d'établissement qui assure la coordination du centre de gestion qui les gère dans le respect des modalités reprises dans la convention prévue à l'article 115, § 1^{er} du présent décret.

Art. 122. Chaque chef d'établissement et chaque pouvoir organisateur, ayant adhéré à un centre de gestion informe les organes de concertation respectifs des modalités d'utilisation des moyens dont question à l'article 110 du présent décret.

TITRE VI. — Dispositions modificatives, transitoires et finales

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 123. Le mécanisme d'évaluation prévu aux articles 33, 40, 63 et 86 du présent décret et 28septies du décret du 4 janvier 1999 précité, 52decies du 6 juin 1994 précité et 61duodécies du 1^{er} février 1993 précité fera l'objet d'une évaluation au cours de la 4^{ème} année qui suit l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 124. Dans l'enseignement subventionné, une école n'est admise aux subventions que si le membre du personnel qui en assume la direction au sens de l'article 2 du présent décret est un membre du personnel subsidié et rémunéré par une subvention-traitement.

CHAPITRE II. — Dispositions modificatives

Art. 125. A l'article 9 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié par le décret du 8 mai 2003, le littéra *b*) est remplacé comme suit :

« *b*) pour accomplir un stage dans un autre emploi de l'Etat, d'une Communauté, d'une Région, des provinces, des communes, d'un établissement public assimilé, d'un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et ce, pour une période correspondant à la durée normale du stage prescrit; ».

Art. 126. § 1^{er}. Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, sont apportées les modifications suivantes :

1^o) dans l'article 21^{quater}, inséré par le décret du 2 avril 1996, et modifié par les décrets du 24 juillet 1997 et du 4 janvier 1999, est inséré un troisième alinéa 3 nouveau libellé comme suit :

« Les emplois de sous-directeur peuvent être confiés à deux membres du personnel qui sont chargés chacun d'une demi charge, après avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord. »

2^o) dans l'article 21^{quinquies}, inséré par le décret du 4 janvier 1999, est inséré un § 5 nouveau libellé comme suit :

« § 5. Les emplois de chef d'atelier peuvent être confiés à deux membres du personnel qui sont chargés chacun d'une demi charge, après avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord. »

§ 2. A l'article 55 du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, est inséré un § 3 nouveau, libellé comme suit :

« § 3. Les emplois de sous-directeur peuvent être confiés à deux membres du personnel qui sont chargés chacun d'une demi charge, après avis préalable, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord.

Art. 127. L'alinéa 1^{er} du § 1^{er} de l'article 45 du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés est remplacé par la disposition suivante :

« Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir désigner un candidat remplissant toutes les conditions d'accès à la fonction de promotion de directeur visées à l'article 42, peut confier temporairement la fonction de promotion de directeur à un membre de son personnel technique nommé à titre définitif et porteur du titre requis pour exercer la fonction de recrutement de conseiller psycho-pédagogique ».

Art. 128. Dans le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, les modifications suivantes sont apportées :

a) L'article 47 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 47. Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir engager un candidat, membre de son personnel technique, qui satisfait aux conditions de l'article 43, peut engager, à sa demande, un membre du personnel technique d'un centre du même caractère qui satisfait aux conditions de l'article 43, à l'exception des 8^o et 10^o ».

b) L'alinéa 1^{er} du § 1^{er} de l'article 57 est remplacé par la disposition suivante :

« Tout pouvoir organisateur qui démontre l'impossibilité de pouvoir désigner un candidat remplissant toutes les conditions d'accès à la fonction de promotion de directeur visées à l'article 54, peut confier temporairement la fonction de promotion de directeur à un membre de son personnel technique engagé à titre définitif et porteur du titre requis pour exercer la fonction de recrutement de conseiller psycho-pédagogique. Pendant la période durant laquelle il exerce temporairement la fonction de promotion de directeur, le membre du personnel technique reste titulaire de l'emploi dans lequel il est engagé à titre définitif ».

Art. 129. Dans l'article 26, § 1^{er} du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les Centres psycho-médicosociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, sont apportées les modifications suivantes :

au point 7^o, sont ajoutés les termes « à l'exception des fonctions de directeur telles que visées à l'article 2, § 1^{er}, 1^o du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs. »;

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires

Section I^{re}. — Dispositions communes

Art. 130. Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif en qualité de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o du présent décret, ou dans une fonction de sélection ou de promotion telle que visée à l'article 4, 3^o et à l'article 5, 1^o et 2^o du décret du 4 janvier 1999 précité ainsi qu'à l'article 7, c), 12^o de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 précité, avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, sont réputés nommés ou engagés à titre définitif en vertu des dispositions contenues dans le présent décret.

Art. 131. § 1^{er}. Pour les directeurs nommés ou engagés à titre définitif et les membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire dans une fonction de directeur pour une durée égale ou supérieure à un an lors de l'entrée en vigueur du présent décret, le Gouvernement ou le pouvoir organisateur élabore une lettre de mission conformément à l'article 30.

§ 2. Pour les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif dans une fonction de sélection ou de promotion telle que visée à l'article 4, 3^o et à l'article 5, 1^o et 2^o du décret du 4 janvier 1999 précité ainsi qu'à l'article 7, c), 12^o de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 précité et les membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire dans une fonction de sélection ou de promotion telle que visée à l'article 4, 3^o et à l'article 5, 1^o et 2^o du décret du 4 janvier 1999 précité ainsi qu'à l'article 7, c), 12^o de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 précité pour une durée égale ou supérieure à un an lors de l'entrée en vigueur du présent décret, visés à la section I^{re} du chapitre IVbis du décret du 4 janvier 1999 précité, à la section I^{re} du chapitre Vbis du décret du 6 juin 1994 précité et à la section I^{re} du chapitre Vbis du décret du 1^{er} février 1993 précité, le directeur élabore une lettre de mission conformément à ces dispositions. Dans ce cas, le projet de lettre de mission est soumis pour approbation, respectivement à la Commission d'évaluation ou au pouvoir organisateur.

Section II. — De l'enseignement organisé par la Communauté française

Art. 132. Les membres du personnel titulaires d'un brevet en rapport avec une des fonctions de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, délivré avant l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés détenteurs des attestations de réussite relatives aux cinq modules de formation visés à l'article 20 du présent décret pour la fonction considérée.

Art. 133. Le membre du personnel désigné à titre temporaire dans une fonction de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, avant l'entrée en vigueur du présent décret en application de l'article 28, § 1^{er}, alinéa 2 du décret du 4 janvier 1999 précité et prioritaire en vertu du § 1^{er}, alinéa 3 du même article, est réputé prioritaire au sens de l'article 35, § 2, alinéa 3 du présent décret.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, désigné à titre temporaire de manière ininterrompue depuis deux ans au moins à la date d'entrée en vigueur du présent décret est réputé avoir fait l'objet de deux évaluations dont la dernière a conduit à l'attribution de la mention « favorable ».

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, désigné à titre temporaire de manière ininterrompue depuis un an au moins à la date d'entrée en vigueur du présent décret est réputé avoir fait l'objet d'une évaluation ayant conduit à l'attribution de la mention « favorable ». Il est d'office évalué une seconde fois au bout de deux ans à dater de sa désignation initiale à titre temporaire.

Pour le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, désigné à titre temporaire de manière ininterrompue depuis moins d'un an à la date d'entrée en vigueur du présent décret la première évaluation visée à l'article 36 § 2, a lieu au bout d'un an à dater de sa désignation initiale à titre temporaire.

Section III. — De l'enseignement subventionné

Art. 134. Les membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire dans une fonction de promotion ou de sélection avant la date d'entrée en vigueur du présent décret et qui ne peuvent bénéficier des dispositions prévues aux articles 135 et 136 peuvent continuer à bénéficier de l'exercice de leur désignation ou engagement à titre temporaire.

Art. 135. § 1^{er}. Par dérogation aux dispositions du présent décret, le membre du personnel désigné à titre temporaire, avant l'entrée en vigueur du présent décret, dans l'enseignement officiel subventionné dans une fonction de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, en vertu des conditions de désignation à titre temporaire pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret, qui compte dans cette dernière une ancienneté de fonction de 600 jours au moins acquise dans l'enseignement de plein exercice et/ou dans l'enseignement de promotion sociale à la date d'entrée en vigueur du présent décret, est nommé dans l'emploi qu'il occupe dès qu'il remplit les conditions de nomination à titre définitif pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret

§ 2. Par dérogation aux dispositions du décret du 6 juin 1994 précité, telles que modifiées par le présent décret, le membre du personnel désigné à titre temporaire avant l'entrée en vigueur du présent décret, dans l'enseignement officiel subventionné dans une fonction de sélection en vertu des conditions de désignation à titre temporaire pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret, qui compte dans cette dernière une ancienneté de fonction de 600 jours au moins à la date d'entrée en vigueur du présent décret, est nommé dans l'emploi qu'il occupe dès qu'il remplit les conditions de nomination à titre définitif pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Pour la fonction de chef d'atelier dans l'enseignement de promotion sociale le membre du personnel visé à l'alinéa qui précède bénéficie également de cette disposition s'il répond aux conditions de titre visées à l'article 101 du présent décret.

Par dérogation aux dispositions du décret du 6 juin 1994 précité, telles que modifiées par le présent décret, le membre du personnel désigné à titre temporaire avant l'entrée en vigueur du présent décret dans l'enseignement officiel subventionné dans une fonction de promotion autre que celle de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, en vertu des conditions de désignation à titre temporaire pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret, qui compte dans cette dernière une ancienneté de fonction de 600 jours au moins à la date d'entrée en vigueur du présent décret, est nommé dans l'emploi qu'il occupe dès qu'il remplit les conditions de nomination à titre définitif pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 3. Le membre du personnel qui a été désigné à titre temporaire dans une fonction de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, dans une autre fonction de promotion ou dans une fonction de sélection avant l'entrée en vigueur du présent décret, en vertu de l'article 42, § 6 et 50, § 6 du décret du 6 juin 1994, bénéficie des dispositions des paragraphes précédents et est réputé remplir la condition de l'article 40, alinéa 1^{er} 1^o ou 49, alinéa 1^{er} 1^o, dudit décret dès qu'il atteint six ans d'ancienneté dans la fonction à dater de sa désignation à titre temporaire.

Art. 136. § 1^{er}. Par dérogation aux dispositions du présent décret, le membre du personnel engagé à titre temporaire avant l'entrée en vigueur du présent décret dans l'enseignement libre subventionné dans une fonction de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, en vertu des conditions d'engagement à titre temporaire pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret, qui compte dans cette dernière une ancienneté de fonction de 720 jours au moins acquise dans l'enseignement de plein exercice et/ou dans l'enseignement de promotion sociale à la date d'entrée en vigueur du présent décret, est engagé à titre définitif dans l'emploi qu'il occupe dès qu'il remplit les conditions d'engagement à titre définitif pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Par dérogation aux dispositions du décret du 1^{er} février 1993 précité, telles que modifiées par le présent décret, le membre du personnel engagé à titre temporaire avant l'entrée en vigueur du présent décret dans l'enseignement libre subventionné dans une fonction de sélection avant l'entrée en vigueur du présent décret, en vertu des conditions d'engagement à titre temporaire pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret, qui compte dans cette dernière une ancienneté de fonction de 720 jours au moins à la date d'entrée en vigueur du présent décret, est engagé à titre définitif dans l'emploi qu'il occupe dès qu'il remplit les conditions d'engagement à titre définitif pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Pour la fonction de chef d'atelier dans l'enseignement de promotion sociale le membre du personnel visé à l'alinéa qui précède bénéficie également de cette disposition s'il répond aux conditions de titre visées à l'article 101 du présent décret.

Par dérogation aux dispositions du décret du 1^{er} février 1993 précité, telles que modifiées par le présent décret, le membre du personnel engagé à titre temporaire avant l'entrée en vigueur du présent décret dans l'enseignement libre subventionné dans une fonction de promotion autre que celle de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, en vertu des conditions d'engagement à titre temporaire pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret, qui compte dans cette dernière une ancienneté de fonction de 720 jours au moins à la date d'entrée en vigueur du présent décret, est engagé à titre définitif dans l'emploi qu'il occupe dès qu'il remplit les conditions d'engagement à titre définitif pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 137. Dans l'enseignement officiel subventionné, les membres du personnel détenteurs d'une attestation de fréquentation en rapport avec une des fonctions de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, délivrée avant l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés, au plus tard 2 ans à dater de l'obtention de ladite attestation de fréquentation, détenteurs de l'attestation de réussite relative aux épreuves visées à l'article 21, § 1^{er} du présent décret pour la fonction considérée.

Art. 138. Les membres du personnel qui, depuis le 25 février 1999, auraient encore été désignés ou engagés à titre temporaire ou nommés ou engagés à titre définitif, dans une ancienne fonction de sélection ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou en alternance ou de promotion sociale, sur la base des dispositions applicables avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, sont réputés l'avoir été dans la fonction, définie par les articles 4 et 5 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, et correspondante ainsi qu'il résulte des articles 43 à 45 du même décret.

Art. 139. Les membres du personnel visés aux articles 134, 135, 136 et 138 conservent l'échelle de traitement dont ils bénéficiaient avant l'entrée en vigueur du présent décret, sauf si le Gouvernement fixe une nouvelle échelle applicable auxdits membres du personnel.

Art. 140. § 1^{er}. D'ici la délivrance des premières attestations de réussite permettant l'application des articles 57, alinéa 1^{er}, 5^o et 80, alinéa 1^{er}, 4^o, peuvent être admis au stage, ou en cas de non vacance d'emploi peuvent être désignés ou engagés à titre temporaire, dans une fonction de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, des membres du personnel qui répondent à l'ensemble des autres conditions respectivement des articles 57 à 59 et 80 à 82 du présent décret.

Peuvent également être admis au stage, ou en cas de non vacance d'emploi peuvent être désignés ou engagés à titre temporaire, dans une fonction de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, les membres du personnel qui exercent à titre temporaire une fonction de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret et qui ne peuvent bénéficier des dispositions respectivement des articles 135, § 1^{er} et 136, § 1^{er}, et qui ont été désignés ou engagés à titre temporaire en vertu des conditions de désignation ou d'engagement à titre temporaire pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret. Ces membres du personnel pourront être nommés ou engagés à titre définitif dès qu'ils rempliront l'ensemble des conditions de nomination ou d'engagement à titre définitif pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret et à condition d'avoir obtenu les 5 attestations de réussite visées aux articles 20 et 21 du présent décret à l'issue de deux ans de stage.

§ 2 Au plus tard d'ici le 1^{er} janvier 2008, peuvent être désignés ou engagés à titre temporaire dans une fonction de sélection ou une autre fonction de promotion que celle de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, des membres du personnel qui répondent aux conditions respectivement des articles 40 à 44 ou 49 à 52 du décret du 6 juin 1994 ou des articles 50bis à 54bis ou des articles 58bis à 61bis du décret du 1^{er} février 1993, à l'exception de l'exigence de certificat de fréquentation, qu'ils doivent détenir dans un délai maximum de deux ans à dater de leur désignation ou engagement à titre temporaire.

Les membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire dans une fonction de sélection ou une autre fonction de promotion que celle de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, avant l'entrée en vigueur du présent décret et qui ne peuvent bénéficier des dispositions respectivement des articles 135, § 2, et 136, § 2, et qui ont été désignés ou engagés à titre temporaire en vertu des conditions de désignation ou d'engagement à titre temporaire pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret pourront être nommés ou engagés à titre définitif, dès qu'ils rempliront l'ensemble des conditions de nomination ou d'engagement à titre définitif pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret et à condition d'avoir obtenu le certificat de fréquentation visé respectivement aux articles 40 ou 49 du décret du 6 juin 1994 et aux articles 51 et 59 du décret du 1^{er} février 1993, dans un délai de deux ans à dater de leur désignation ou de leur engagement à titre temporaire.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 141. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2007, sauf le titre I^{er}, les chapitres I^{er} et II du titre II, la section 2 du chapitre I^{er} du titre III, le titre V et le présent article, qui entrent en vigueur à la date de la publication.

Tableau I

1. Fonction de sélection.	2. Fonction(s) exercée(s)	3. Titre(s) de capacité.
Sous-directeur de l'enseignement secondaire inférieur	Fonction de recrutement, de sélection, ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire du degré inférieur.	Un des titres suivants : - AESI ; - AESS ; - titre du niveau supérieur du 1er degré au moins, complété par un titre pédagogique ; Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à la colonne 2.
Proviseur ou sous-directeur	<p>a) Fonction de recrutement, de sélection, ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, du degré supérieur ou de l'un et l'autre degrés respectivement dans l'enseignement de plein exercice ou de promotion sociale, ou dans l'enseignement supérieur de promotion sociale pour ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale.</p> <p>b) Pour l'enseignement de plein exercice, soit une fonction de recrutement, de sélection, ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement de promotion sociale, soit une fonction de rang 1 ou de rang 2 dans une Haute Ecole, à condition d'avoir répondu, dans le cadre de sa carrière dans l'enseignement secondaire de plein exercice, à l'ensemble des conditions d'accès au stage pour la fonction de préfet des études ou directeur</p> <p>c) Pour l'enseignement de promotion sociale, soit une fonction de recrutement, de sélection, ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire de plein exercice, soit une fonction de rang 1 ou de rang 2 dans une Haute Ecole, à condition d'avoir répondu, dans le cadre de sa carrière dans l'enseignement de promotion sociale, à l'ensemble des conditions d'accès au stage pour la fonction de préfet des études ou directeur.</p>	<p>a) Un des titres suivants : - AESI ; - AESS ; - titre du niveau supérieur du 1er degré au moins, complété par un titre pédagogique. Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à la colonne 2.</p> <p>b) un titre requis ou un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à la colonne 2, point a).</p> <p>c) un titre requis ou un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à la colonne 2, point a).</p>
Sous-directeur de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit	Fonction de recrutement du personnel enseignant dans l'enseignement secondaire Artistique à horaire réduit	Un des titres requis pour une des fonctions visées à la colonne 2.
Chef d'atelier	1) Une des fonctions suivantes dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, du degré supérieur ou de l'un et	Un des titres suivants : - AESI ;

	l'autre degré respectivement dans l'enseignement de plein exercice ou de promotion sociale, ou dans l'enseignement supérieur de promotion sociale pour ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale : Professeur de cours techniques, Professeur de pratique professionnelle , Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle 2) Accompagnateur au secondaire inférieur dans un centre d'éducation et de formation en alternance. Accompagnateur au secondaire supérieur dans un centre d'éducation et de formation en alternance.	- AESS ; - un autre titre, du niveau secondaire supérieur au moins, complété par un titre pédagogique. Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées au point 1 de la colonne 2.
Educateur-économe	Fonction de recrutement de surveillant-éducateur.	Un des titres requis ou un des titres jugés suffisants du groupe A pour la fonction de surveillant-éducateur;
Secrétaire de direction	Fonction de recrutement de surveillant-éducateur.	Un des titres requis ou un des titres jugés suffisants du groupe A pour la fonction de surveillant-éducateur;
Coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance	Fonction de recrutement, de sélection, ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, du degré supérieur ou de l'un et l'autre degrés.	Un des titres suivants : - AESI ; - AESS ; - titre du niveau supérieur du 1er degré au moins, complété par un titre pédagogique. Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à la colonne 2.

Tableau II

1. Fonction de promotion.	2.Fonction(s) exercée(s)	3.Titre(s) de capacité.
Directeur d'école maternelle	Instituteur maternel	Diplôme d'instituteur maternel
Directeur d'école primaire	a) Instituteur primaire b) Maître de cours spéciaux (éducation physique, seconde langue, morale, religion)	a) Diplôme d'instituteur primaire ou AESI b) Diplôme d'instituteur primaire ou AESI Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à la colonne 2.
Directeur d'école fondamentale	a) Instituteur maternel, Instituteur primaire	a) Un des titres suivants : Diplôme d'instituteur maternel Diplôme d'instituteur primaire

	b) Maître de cours spéciaux (éducation physique, seconde langue, morale, religion)	b) Diplôme d'instituteur primaire ou diplôme d'instituteur maternel ou AESI Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à la colonne 2.
Directeur de l'enseignement secondaire inférieur	a) Fonction de recrutement, de sélection, ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, b) Fonction de recrutement, de sélection, ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire spécialisé du degré inférieur,	a) Un des titres suivants : - AESI ; - AESS - titre du niveau supérieur du 1er degré au moins, complété par un titre pédagogique ; Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à la colonne 2. b) Un des titres suivants : - AESI ; - AESS ; - titre du niveau supérieur du 1er degré au moins, complété par un titre pédagogique ; - diplôme d'instituteur primaire Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à la colonne 2.
Préfet des études ou directeur	a) Fonction de recrutement, de sélection, ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, du degré supérieur ou de l'un et l'autre degrés respectivement dans l'enseignement de plein exercice ou de promotion sociale, ou dans l'enseignement supérieur de promotion sociale pour ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale	a) Soit un des titres suivants : - AESS ; - titre du niveau supérieur du 3ème degré, complété par un titre pédagogique ; - AESI et avoir exercé, pendant 900 jours au moins calculés conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité ou à l'article 29bis du 1er février 1993 précité, la fonction de sous-directeur de l'enseignement secondaire inférieur, de proviseur ou sous-directeur, ou de directeur de l'enseignement secondaire inférieur, dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur ; Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées au point 1 de la colonne 2. Soit un titre du niveau supérieur du 2ème degré, ou un diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du 1er degré ou un diplôme d'enseignement artistique supérieur du 1er degré, complété chacun par un titre pédagogique, et avoir exercé, pendant 900 jours au moins calculés conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité ou à l'article 29bis du 1er février 1993 précité, la fonction de sous-directeur de l'enseignement secondaire inférieur, de proviseur ou sous-directeur, ou de directeur de l'enseignement secondaire inférieur dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur b) un titre requis ou un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à

	<p>b) Pour l'enseignement de plein exercice, soit une fonction de recrutement, de sélection, ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement de promotion sociale, soit une fonction de rang 1 ou de rang 2 dans une Haute Ecole, à condition d'avoir répondu, dans le cadre de sa carrière dans l'enseignement secondaire de plein exercice, à l'ensemble des conditions d'accès au stage pour la fonction de préfet des études ou directeur</p> <p>c) Pour l'enseignement de promotion sociale, soit une fonction de recrutement, de sélection, ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire de plein exercice, soit une fonction de rang 1 ou de rang 2 dans une Haute Ecole, à condition d'avoir répondu, dans le cadre de sa carrière dans l'enseignement de promotion sociale, à l'ensemble des conditions d'accès au stage pour la fonction de préfet des études ou directeur.</p>	<p>la colonne 2, point a).</p> <p>c) un titre requis ou un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées à la colonne 2, point a).</p>
Directeur de l'enseignement secondaire Artistique à horaire réduit	Fonction de recrutement ou de sélection du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit	Un des titres requis pour une des fonctions visées à la colonne 2.
Chef de travaux d'atelier	<p>1) Professeur de cours techniques dans l'enseignement secondaire du degré inférieur,</p> <p>Professeur de cours techniques dans l'enseignement secondaire du degré supérieur,</p> <p>Professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur ;</p> <p>Professeur de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur ;</p> <p>Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur,</p> <p>Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur ;</p> <p>2) Accompagnateur au secondaire inférieur dans un centre d'éducation et de formation en alternance. Accompagnateur au secondaire supérieur dans un centre d'éducation et de formation en alternance.</p>	<p>Soit un des titres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - AESI ; - AESS ; - titre du niveau supérieur du 1er degré au moins, complété par un titre pédagogique ; Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour une des fonctions visées au point 1 de la colonne 2. <p>Soit avoir exercé, pendant 900 jours au moins calculés selon les modalités fixées à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité ou à l'article 29bis du 1er février 1993 précité, la fonction de chef d'atelier dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur.</p>

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 2 février 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

—
Note

Session 2006-2007.

Documents du Conseil. Projet de décret, n° 339-1. — Amendements de commission, n° 339-2. — Rapport, n° 339-3.
Amendements de séance, n° 339-4

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du mardi 23 janvier 2007.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 1974

[2007/201245]

2 FEBRUARI 2007. — Decreet tot vaststelling van het statuut van de directeurs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op het kleuteronderwijs, het lager onderwijs, het basisonderwijs, het secundair onderwijs, het gewoon onderwijs en het gespecialiseerd onderwijs, het onderwijs met volledig leerplan of het alternerend onderwijs, het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan of het onderwijs voor sociale promotie, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, met uitzondering van de afdelingen 4 en 5 van de hoofdstukken I, II en III van titel III.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit decreet, dient te worden verstaan onder :

1° « directeur » : het personeelslid dat, in welke hoedanigheid dan ook, titularis is van het bevorderingsambt van directeur van een kleuterschool, directeur van een lagere school, directeur van een basisschool, directeur in het lager secundair onderwijs, studieprefect of directeur, zoals opgesomd in de artikelen 3 en 4, 1° en 2°, van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, directeur van een inrichting voor sociale promotie, zoals bedoeld in artikel 6 ter, 6° a) van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstsonderwijs en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, of van directeur van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan zoals bepaald in artikel 50, 2° van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstsonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2° « opvoedingsteam » : het geheel van de personeelsleden die het geheel of en deel van hun ambt(en) in éénzelfde inrichting of éénzelfde vestiging uitoefenen, met uitsluiting van het administratief personeel, en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel.

§ 2. Het gebruik in dit decreet van de mannelijke namen voor de verschillende titels en ambten is gemeenschluchtig met het oog op een betere leesbaarheid van de tekst, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

TITEL II. — Bepalingen die de directeurs van alle netten gemeen zijn

HOOFDSTUK I. — Opdrachten van de directeur

Afdeling I. — Algemene bepaling

Art. 3. § 1. In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, oefent de directeur zijn algemene opdracht en zijn specifieke opdrachten uit overeenkomstig de inhoud van het opdrachtenblad bedoeld in hoofdstuk III van deze titel.

In het gesubsidieerd onderwijs, oefent de directeur zijn algemene opdracht en zijn specifieke opdrachten uit volgens het mandaat dat hem door de inrichtende macht wordt toegekend. Dit wordt bepaald in het opdrachtenblad bedoeld in hoofdstuk III van deze titel.

§ 2. De directeur moet alles in het werk stellen om de in dit hoofdstuk bedoelde opdrachten zo goed mogelijk uit te oefenen met inachtneming van het hem toegewezen opdrachtenblad en binnen de perken van de middelen die hem ter beschikking worden gesteld.

Afdeling II. — Algemene opdracht

Art. 4. De directeur voert binnen de inrichting het pedagogisch project van zijn inrichtende macht uit binnen het kader van het onderwijsbeleid van de Franse Gemeenschap.

In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, is de directeur de geschikte contactpersoon en medewerker van de diensten van de Regering en van de algemene inspectiedienst.

In het gesubsidieerd onderwijs is de directeur de vertegenwoordiger van de inrichtende macht bij de diensten van de Regering en de algemene inspectiedienst.

Art. 5. De directeur heeft de algemene bevoegdheid voor de organisatie van de inrichting.

Hij onderzoekt regelmatig de toestand van de inrichting en zorgt voor de nodige aanpassingen.

Art. 6. In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, oefent de directeur van een verbonden kleuter-, lagere of basisschool, zijn opdrachten uit onverminderd de opdrachten die toegewezen zijn aan de directeur van de inrichting waarmee zijn school verbonden is.

*Afdeling III. — Specifieke opdrachten**Onderafdeling I. — Relationale zaken*

Art. 7. De directeur neemt het beheer en de coördinatie van het opvoedingsteam waar.

In dit kader organiseert hij inzonderheid de diensten van het geheel van het personeel, coördineert zijn werk en wijst hem doelstellingen toe op grond van zijn bevoegdheid en van de teksten die zijn opdrachten regelen.

Daartoe wekt hij ploeggeest op, zorgt hij voor de ontwikkeling van communicatie en dialoog met het geheel van de actoren van de schoolinrichting en beheert hij de conflicten. Hij zorgt eveneens voor het onthaal en de integratie van de nieuwe personeelsleden, alsook voor de begeleiding van de personeelsleden die moeilijkheden ondervinden.

Hij moedigt de deelneming van de personeelsleden aan de verplichte of vrijwillige opleiding gedurende de loopbaan aan en beheert die.

Art. 8. De directeur is verantwoordelijk voor de betrekkingen van de schoolinrichting met de leerlingen, de ouders en derden.

In dit opzicht zorgt de directeur er inzonderheid voor het onthaal en de dialoog ten aanzien van de leerlingen, de ouders en derden te ontwikkelen.

Hij beoogt de integratie van alle leerlingen, werkt hun goede oriëntatie in de hand en moedigt de ontwikkeling van hun uiting als burger aan.

Hij doet het huishoudelijk reglement van de schoolinrichting naleven, en treft, in voorkomend geval, de nodige maatregelen.

Art. 9. De directeur vertegenwoordigt zijn inrichting in het kader van haar externe betrekkingen.

Daartoe probeert hij, binnen de perken van zijn mogelijkheden, die betrekkingen te onderhouden en aan te moedigen, en neemt hij de public relations van zijn school waar. Hij zorgt voor de coördinatie van de acties die te voeren zijn met inzonderheid de psycho-medische-sociale centra en kan partnerschapsverbanden ontwikkelen.

Hij kan ook contacten met de plaatselijke economische en sociaal-culturele wereld aanknopen, eveneens met instellingen voor jeugdbescherming, hulpverlening aan het kind en de jeugd.

In het onderwijs voor sociale promotie kan hij verzocht worden om samen te werken met het geïntegreerde stelsel voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces, om overeenkomsten te sluiten met partners en deel te nemen aan de werkzaamheden van de instanties bedoeld bij het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

Onderafdeling II. — Administratieve, materiële en financiële zaken

Art. 10. De directeur legt de dienstregelingen en de bevoegdheden van de personeelsleden vast in het kader van de bestaande wetgeving. Hij beheert de dossiers van de leerlingen en van de personeelsleden.

Hij zorgt, in voorkomend geval, voor de goede werking van de overlegorganen en de klassenraden bepaald bij de wetten, decreten en verordeningen.

De directeur beheert de materiële en financiële middelen van de inrichting.

In het gesubsidieerd onderwijs doet hij dit naar gelang van de omvang van het mandaat dat hem door de inrichtende macht wordt toevertrouwd.

Hij staat bovendien in voor de toepassing van de veiligheids- en hygiënemaatregelen binnen de inrichting.

Onderafdeling III. — De pedagogische en educatieve zaken

Art. 11. De directeur beheert de schoolinrichting op pedagogisch en educatief vlak.

Daartoe voert hij het pedagogisch en educatief beleid van de inrichting en kijkt hij na of de leden van het opvoedingsteam de gepaste gedragingen, methoden en middelen aanwenden. Hij past het inrichtingsproject toe, stuurt en werkt het bij.

De directeur vergewist zich van de overeenstemming tussen de leervakken, het referentiesysteem voor de basisvaardigheden, de eindvaardigheden, de opleidingsprofielen en de pedagogische programma's of dossiers. Hij zorgt voor de goede organisatie van de evaluaties die met een getuigschrift worden bekrachtigd en van de externe evaluaties binnen de school.

Met eerbiediging van de vrijheid inzake pedagogische methoden, werkt de directeur met de algemene inspectiedienst en de andere pedagogische diensten mee.

*HOOFDSTUK II. — Eerste opleiding van directeurs**Afdeling I. — Doel van de eerste opleiding van de directeurs*

Art. 12. De eerste opleiding van de directeur heeft tot doel hem de mogelijkheid te verschaffen om de bevoegdheden te verwerven die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de in hoofdstuk I bepaalde opdrachten.

Art. 13. Voor de uitoefening van de relatieopdrachten, heeft de opleiding van de directeur tot doel bij hem relatievaardigheden te ontwikkelen, inzonderheid het Human Resources Management.

Art. 14. Voor de uitoefening van de opdrachten in verband met de administratieve, materiële en financiële zaken, heeft de opleiding van de directeur tot doel hem de mogelijkheid te verschaffen om de bekwaamheid tot het beheersen van de wetgevings- en verordeningzaken en tot het administratief, logistiek en financieel beheer van de school of de inrichting te ontwikkelen.

Art. 15. Voor de uitoefening van de opdrachten in verband met de pedagogische en educatieve zaken, heeft de opleiding van de directeur die zijn opdrachten in het leerplichtonderwijs uitoefent, tot doel, hem de mogelijkheid te bieden om de pedagogische vaardigheden te ontwikkelen, en heeft inzonderheid betrekking op de algemene doelstellingen van het onderwijs, de uitvoering ervan, het referentiesysteem voor de basisvaardigheden, de eindvaardigheden, de opleidingsprofielen, de transversale bevoegdheden, de gedifferentieerde pedagogie, de opleidingsevaluatie en de evaluatie die met een getuigschrift wordt bekrachtigd, de bekrachtiging van de studies, alsook op de huidige stromingen inzake pedagogie, het gespecialiseerd onderwijs en het onderwijs met beperkt leerplan, de positieve discriminatie, het voorkomen van geweld, de problematiek van meerderjarige leerlingen, de evaluatie van een pedagogische actie en van de efficiëntie van de personeelsleden.

De inhoud en de thema's van de opleiding worden aangepast, volgens het onderwijsniveau van het betrokken ambt van directeur.

Voor de uitoefening van de opdrachten in verband met de pedagogische en educatieve zaken, heeft de opleiding van de directeur die zijn ambt in het onderwijs voor sociale promotie uitoefent, tot doel hem de mogelijkheid te bieden om pedagogische vaardigheden te verwerven, en heeft inzonderheid betrekking op de algemene doelstellingen van het onderwijs voor sociale promotie, de uitvoering ervan, het referentiesysteem voor de basisvaardigheden, de transversale bevoegdheden, de aan de volwassenen aangepaste pedagogie (andragogie), de kennis van de psychologie van de jonge volwassene en van de volwassene, de positieve discriminatie, het voorkomen van geweld, de evaluatie van een pedagogische actie en de kennis van het arbeidsproces en van de beroepen.

Voor de uitoefening van de opdrachten in verband met de pedagogische en educatieve zaken, heeft de opleiding van de directeur die zijn ambt in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan uitoefent, tot doel hem de mogelijkheid te bieden om pedagogische vaardigheden te verwerven, en heeft inzonderheid betrekking op de doelstellingen van het kunstonderwijs, de uitvoering ervan, het referentiesysteem voor de basisvaardigheden, de transversale bevoegdheden, de evaluaties, de huidige stromingen van de pedagogie en van de kunstcreatie, multidisciplinariteit, transdisciplinariteit, kunstgeschiedenis, kunstfilosofie, ethiek, de kennis van de psychologie van het kind, de adolescent en de volwassene, de positieve discriminatie, het voorkomen van geweld en de evaluatie van een pedagogische actie en het al dan niet doeltreffend zijn van de personeelsleden.

Afdeling II. — Organisatie van de opleiding van de directeurs en uitreiking van de getuigschriften ter bekrachtiging ervan

Onderafdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 16. De eerste opleiding van de directeurs omvat twee luiken :

1° een luik dat alle netten gemeen is;

2° een luik dat eigen is aan elk net of aan elke inrichtende macht, indien deze niet toetreedt tot een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten.

Art. 17. § 1. De opleiding die betrekking heeft op het luik dat alle netten gemeen is, telt 60 uren. Ze bestaat uit drie modules voor de verwerving van :

a) de bevoegdheden in verband met de relationele zaken, zoals bedoeld in artikel 13;

b) de bevoegdheden in verband met de administratieve, materiële en financiële zaken die alle netten gemeen zijn, bedoeld in artikel 14;

c) de bevoegdheden in verband met de pedagogische en educatieve zaken die alle netten gemeen zijn, dit zijn, voor het leerplichtonderwijs, inzonderheid het beheer van de rubrieken bepaald in de artikelen 6 tot 11, en in de artikelen 12 tot 16, 21 tot 24, 30, 34, 40 tot 42, 53, 54, 59 en 67 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, voor het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid de beheersing van de opdrachten die eigen zijn aan het onderwijs voor sociale promotie, zoals bepaald bij het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, en, voor het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, inzonderheid de beheersing van de opdrachten en doelstellingen die behoren tot dat onderwijs, zoals bepaald in artikel 3 en in de §§ 2 en 3 van artikel 4 van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De module bedoeld bij het eerste lid, punt c) omvat tussen 30 en 40 uren.

§ 2. Op grond van een voorstel gedaan door het « Institut de la formation en cours de carrière » (Instituut voor de opleiding gedurende de loopbaan), bepaalt de Regering een opleidingsplan voor het luik dat alle netten gemeen is, houdende inzonderheid de volgende punten :

a) de inhoud en de doelstellingen van de opleiding en de te verwerven bevoegdheden;

b) de verdeling over de drie modules van het aantal opleidingsuren.

Art. 18. § 1. De opleiding in verband met het luik dat eigen is aan elk net of elke inrichtende macht, indien deze niet toetreedt tot een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten, omvat 60 uren. Ze bestaat uit twee modules voor de verwerving van :

a) de bevoegdheden in verband met de administratieve, materiële en financiële zaken die specifiek zijn voor elk net of elke inrichtende macht, indien deze niet toetreedt tot een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten, bedoeld in artikel 14;

b) de bevoegdheden in verband met de pedagogische en educatieve zaken bedoeld in artikel 15, als aanvulling van deze die bedoeld zijn in artikel 17, § 1, c), inzonderheid bevoegdheden die verband houden met de uitvoering van de educatieve en pedagogische projecten van de inrichtende macht of van het net waaronder ze ressorteert.

De module bedoeld in het eerste lid, punt b) omvat tussen 30 en 40 uren.

§ 2. De vaste commissie bedoeld in artikel 22 van het decreet van 4 januari 1999, en elk vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten of elke niet aangesloten inrichtende macht bepalen elk een opleidingsplan betreffende het luik bedoeld in § 1, dat de volgende punten vastlegt :

a) de inhoud en de doelstellingen van de opleiding en de te verwerven bevoegdheden;

b) de verdeling over de twee modules van het aantal opleidingsuren;

c) de basiscriteria voor het uitreiken van de attesten ter bekrachtiging van de opleiding overeenkomstig artikel 21, § 1.

Elk in deze paragraaf bedoelde opleidingsplan wordt, volgens door de Regering nader te bepalen regels, haar ter goedkeuring voorgelegd.

Art. 19. De eerste opleiding van de directeur is kosteloos. Behalve als dit door haar inhoud vereist is, wordt ze buiten de normale werkingsuren van de schoolinrichtingen georganiseerd. De personeelsleden die een opleiding volgen, worden geacht als in dienstactiviteit zijnde.

Art. 20. § 1. Elke opleidingsmodule bedoeld in de artikelen 17 en 18 wordt afgesloten met een proef die door een slaagattest wordt bekrachtigd.

§ 2. Niemand mag zich voor één van de opleidingsmodules inschrijven indien hij op de datum van indiening van zijn aanvraag om deelneming niet of niet meer voldoet aan alle voorwaarden die vermeld zijn :

a) naar gelang van het geval, in artikel 8, eerste lid, met uitsluiting van punt 6° van het voormelde decreet van 4 januari 1999, of in artikel 97, eerste lid, met uitzondering van punt 8° van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, voor de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap. De vereiste dienstanciënniteit, bedoeld in artikel 8, eerste lid, 2° van het voormelde decreet van 4 januari 1999, of in artikel 97, eerste lid, 3° van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, voor de inschrijving voor één van de opleidingsmodules, wordt echter vastgesteld op respectievelijk zes jaar of 1200 dagen;

b) in artikel 57, 1° tot 3° van dit decreet, voor de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs. De vereiste dienstanciënniteit, bedoeld in artikel 57, 1°, voor de inschrijving voor één van de opleidingsmodules, wordt echter vastgesteld op 5 jaar.

c) in artikel 80, 1° tot 3° van dit decreet, voor de personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs. De vereiste dienstanciënniteit, bedoeld in artikel 80, 1°, voor de inschrijving voor één van de opleidingsmodules, wordt echter vastgesteld op vijf jaar.

§ 3. Alle kandidaten die een opleidingsmodule hebben gevolgd, krijgen een attest van deelname aan de lessen. Alleen de kandidaten die een attest voorleggen dat bewijst dat ze ten minste 75 % van de duur van de module hebben gevolgd, worden toegelaten tot de proef die deze bekrachtigt.

§ 4. De opleidingsmodule in verband met de relationele zaken en de proef ter bekrachtiging ervan worden gezamenlijk georganiseerd voor het geheel van de ambten van directeur bedoeld in artikel 2.

De opleidingsmodules in verband met de administratieve, materiële en financiële zaken en met de pedagogische zaken en de proeven ter bekrachtiging ervan worden gezamenlijk georganiseerd voor de ambten van :

1° studiefprefect, directeur en directeur in het secundair onderwijs van de lagere graad;

2° directeur van een kleuterschool, directeur van een lagere school en directeur van een basisschool;

3° directeur van een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie.

4° directeur in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan.

Art. 21. § 1. Voor wat het luik betreft dat eigen is aan elk net of elke inrichtende macht, als deze niet toetreedt tot een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten, worden de opleidingsmodules bedoeld in artikel 18 § 1 respectievelijk bekrachtigd door de volgende proeven :

a) een gesprek met betrekking tot de verwerving van de bevoegdheden in verband met de pedagogische en educatieve zaken bedoeld in artikel 15 als aanvulling van deze die bedoeld zijn bij artikel 17, § 1, c), en een mondelinge kritiek op een les. Voor de ambten van studiefprefect, directeur, directeur in het secundair onderwijs van de lagere graad, directeur van een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie en directeur van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, heeft de mondelinge kritiek op een les betrekking op een vak buiten de specialiteit van de kandidaat.

b) een schriftelijke proef met een open boek voor de oplossing van concrete gevallen, met betrekking op de verwerving van bevoegdheden die specifiek zijn voor elk net of elke inrichtende macht, indien deze niet toetreedt tot een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten, voor de administratieve, materiële en financiële zaken bedoeld in artikel 14.

§ 2. Voor elke proef worden de kandidaten ofwel toegelaten, ofwel afgewezen. Er wordt geen rangschikking opgemaakt.

§ 3. De attesten tot bekrachtiging van het slagen voor de proeven bedoeld in artikel 20, § 1, hebben een geldigheidsduur van tien jaar.

Onderafdeling II. — Organisatie en uitreiking van getuigschriften

Art. 22. § 1. De opleiding die alle netten gemeen is, wordt georganiseerd en met een getuigschrift bekrachtigd, op grond van het opleidingsplan dat door de Regering wordt opgemaakt op de voordracht van het « Institut de la formation en cours de carrière » (Instituut voor de opleiding gedurende de loopbaan van de Franse Gemeenschap) bedoeld in artikel 17, § 2, door de :

1° universiteiten;

2° hogescholen;

3° inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie.

§ 2. De opleiding die specifiek is voor elk net of elke inrichtende macht, indien deze niet toetreedt tot een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten, en de proeven tot bekrachtiging van de opleidingsmodules worden, op grond van het opleidingsplan dat door de Regering in artikel 18 § 2 wordt goedgekeurd, georganiseerd :

a) door de Diensten van de Regering, op de voordracht van de vaste commissie bedoeld in artikel 22 van het voormelde decreet van 4 januari 1999, voor de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs;

b) door de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten of door elke inrichtende macht die niet aangesloten is bij één van die organen, voor de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs.

Elk vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten kan zijn bevoegdheid voor de organisatie en de bekrachtiging met een getuigschrift van de bij deze paragraaf bedoelde opleiding delegeren aan één of meer bij dat orgaan aangesloten inrichtende macht(en). In dat geval neemt(nemen) de betrokken inrichtende macht(en) de in de volgende artikelen beschreven verplichtingen over van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten.

Art. 23. § 1. Voor de organisatie van de opleiding die eigen is aan elk net of aan elke inrichtende macht, indien deze niet toetreedt tot een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten, kan de Regering de volgende opleidingsoperatoren erkennen :

1. het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;
2. het Algemeen Bestuur Onderwijspersoneel;
3. de universiteiten;
4. de hogescholen;
5. de pedagogische scholen en hogere instituten;
6. de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie;
7. de opleidingscentra van de netten;

§ 2. De Regering stelt de voorwaarden vast waaraan de opleidingsoperatoren bedoeld in § 1, 7. bovendien moeten voldoen, om hun bekwaamheid tot het verstrekken van opleidingen na te kijken. Die voorwaarden hebben inzonderheid betrekking op de ervaring van de operator, de opleidingen die het reeds heeft verstrekt, de professionele en financiële waarborgen die het biedt.

§ 3. Een personeelslid dat zijn ambt uitoefent bij een hogeschool of bij een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie kan geen opleidingsluik volgen binnen die.

Art. 24. De proeven die aanleiding geven tot het uitreiken van getuigschriften ter bekrachtiging van de opleidingsmodules worden ten minste één keer om de twee jaar georganiseerd.

Art. 25. § 1. Voor wat het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs betreft :

a) voor de opleidingen georganiseerd door de opleidingsoperatoren bedoeld in artikel 23, § 1, punten 1. en 2., worden de attesten tot bekrachtiging van de proeven bedoeld in artikel 21, § 1 uitgereikt door examencommissies waarvan de samenstelling en de werking door de Regering worden vastgesteld.

b) de opleidingen georganiseerd door de opleidingsoperatoren bedoeld in artikel 23, § 1, punten 3. tot 6. worden bekrachtigd door middel van getuigschriften uitgereikt door die opleidingsoperatoren.

c) de personeelsleden die de slaagattesten behalen in verband met de vijf proeven van de modules bedoeld in de artikelen 17, § 1 en 18, § 1, zijn houder van het brevet in verband met het ambt zoals bedoeld in artikel 8, eerste lid, 6° van het voormelde decreet van 4 januari 1999.

§ 2. Voor wat het gesubsidieerd onderwijs betreft,

a) de opleidingen die eigen zijn aan elk net of elke inrichtende macht, indien deze niet toetreedt tot een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten georganiseerd door de opleidingsoperatoren bedoeld in artikel 23, § 1, punten 3. tot 6., worden bekrachtigd door getuigschriften uitgereikt door die opleidingsoperatoren.

b) voor de opleidingen die eigen zijn aan elk net of aan elke inrichtende macht, indien deze niet toetreedt tot een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten georganiseerd door de opleidingsoperatoren bedoeld in artikel 23, § 1, 7., stelt de Regering de voorwaarden vast en bepaalt de nadere regels volgens welke die opleidingsoperatoren de slaagattesten uitreiken.

c) de personeelsleden die de slaagattesten behalen in verband met de vijf proeven van de modules bedoeld in de artikelen 17, § 1 en 18, § 1, zijn houder van het brevet in verband met het ambt, bestaande uit 5 slaagattesten die vereist zijn overeenkomstig de bepalingen van Titel III en van Titel VI, Hoofdstuk III van dit decreet.

Art. 26. § 1. Om rekening te houden met het geheel van de bevoegdheden die de kandidaten hebben, kunnen de organen die getuigschriften uitreiken bedoeld in artikel 22, § 1, ze vrijstellen van het volgen van één of meer module(s) van het gemeenschappelijke luik en de proeven in verband daarmee :

1° ofwel als zij houder zijn van een ander brevet betreffende een selectieambt of en bevorderingsambt;

2° ofwel als zij het bewijs leveren dat zij gelijkwaardige opleidingen hebben gevolgd en, in voorkomend geval, ervoor zijn geslaagd.

De personeelsleden die benoemd zijn in het ambt van provisor of onderdirecteur, directeur van het lager secundair onderwijs, onderdirecteur van het lager secundair onderwijs, werkplaatsleider of bestuurder, of die dat ambt tijdelijk hebben uitgeoefend gedurende 600 dagen, verdeeld over ten minste drie schooljaren, die houder zijn van het brevet dat georganiseerd wordt overeenkomstig het voormelde decreet van 4 januari 1999 in verband met dat ambt, en die kandidaat zijn voor het ambt van studiereprefect of directeur, worden geacht geslaagd te zijn voor het gemeenschappelijke luik van de opleiding, zoals bedoeld in artikel 17, § 1, a).

§ 2. De in artikel 23, § 1 bedoelde opleidingsoperatoren, alsook de Regering op de voordracht van de vaste commissie bedoeld in artikel 22 van het decreet van 4 januari 1999, kunnen, volgens de in § 1 bedoelde voorwaarden, de kandidaten vrijstellen van het volgen van één of meer modules van het luik dat eigen is aan elk net en van de proeven in verband daarmee.

Art. 27. De algemene inspectiedienst en de verificatiediensten worden, elk afzonderlijk, belast met de controle, volgens door de Regering nader te bepalen regels, op de uitwerking en toepassing, met inachtneming van de bepalingen van dit hoofdstuk, van de in de artikelen 17 en 18 bedoelde opleidingsplannen.

Art. 28. Het « Institut de la formation en cours de carrière » (Instituut voor de opleiding gedurende de loopbaan van de Franse Gemeenschap), de vaste commissie bedoeld in artikel 22 van het decreet van 4 januari 1999, de in artikel 22, § 1 bedoelde organen die met het uitreiken van getuigschriften belast worden, elk vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten en elke inrichtende macht die niet aangesloten is bij één van die organen, ieder afzonderlijk, brengen, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, adviezen uit over de toepassing van de artikelen houdende organisatie van de opleidingen en proeven ter bekrachtiging ervan overeenkomstig dit hoofdstuk.

Art. 29. Elk jaar zenden het « Institut de la formation en cours de carrière » (Instituut voor de opleiding gedurende de loopbaan van de Franse Gemeenschap), de vaste commissie bedoeld in artikel 22 van het decreet van 4 januari 1999, elk vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten en elke inrichtende macht die niet aangesloten is bij één van die organen, elk afzonderlijk, aan de sturingscommissie opgericht bij het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap een evaluatieverslag over het organiseren van de eerste opleiding van de directeurs en het uitreiken van getuigschriften ter bekrachtiging ervan overeenkomstig dit hoofdstuk.

De sturingscommissie kan, in haar jaarverslag, een advies uitbrengen of voorstellen doen aan de Regering betreffende de coherentie bij het organiseren van de eerste opleiding van de directeurs en het uitreiken van getuigschriften ter bekrachtiging ervan overeenkomstig dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK III. — *Opdrachtenblad*

Art. 30. § 1. Zodra de directeur in dienst is getreden, wijst de Regering of de inrichtende macht hem een opdrachtenblad toe.

De Regering, op de voordracht van de commissie voor de evaluatie van de directeurs bedoeld in artikel 37, of de inrichtende macht, bepaalt er de opdrachten van de directeur en de prioriteiten die hem worden toegewezen, op grond van de behoeften van de inrichting waarin de directeur aangewezen is.

Voordat het opdrachtenblad wordt opgesteld, raadpleegt de evaluatiecommissie, door toedoen van één van zijn leden dat daartoe wordt aangesteld, het basisoverlegcomité in het net van de Franse Gemeenschap, raadpleegt de inrichtende macht de plaatselijke paritaire commissie in het gesubsidieerd officieel onderwijs, de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, de plaatselijke overleginstantie of, bij ontstentenis daarvan, de vakbondsafvaardiging in het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Het ontwerp van opdrachtenblad dat na die raadplegingen wordt opgesteld, wordt iedere kandidaat-directeur voorgesteld of, bij ontstentenis daarvan, aan het voorafgaande advies van de directeur onderworpen.

§ 2. In het gesubsidieerd onderwijs omvat het opdrachtenblad een luik dat specifiek is voor de afvaardigingen van de inrichtende macht.

Art. 31. § 1. De duur van het opdrachtenblad bedraagt 6 jaar.

§ 2. De inhoud van het opdrachtenblad kan inzonderheid worden gewijzigd, op grond van de evolutie van de werking of van de behoeften van de inrichting vóór het einde van de geldigheidsduur ervan, ten vroegste na twee jaar, door de Regering of de inrichtende macht, ofwel op eigen initiatief, ofwel op aanvraag van de directeur.

In afwijking van het eerste lid, kan de inhoud van het opdrachtenblad van de stagedoende directeurs ten vroegste na 6 maanden worden gewijzigd.

In afwijking van hetzelfde lid, kan de inhoud van het opdrachtenblad vóór het einde van zijn geldigheidsduur worden gewijzigd, in onderlinge overeenstemming tussen de directeur en de Regering of de inrichtende macht.

§ 3. Voor elk nieuw opdrachtenblad of elke wijziging ervan, moet de overlegprocedure bedoeld in artikel 30, § 1, derde lid, worden nageleefd.

Art. 32. § 1. In afwijking van artikel 30, § 1, eerste lid, kan de Regering of de inrichtende macht, als dit nodig is, een opdrachtenblad toewijzen aan het personeelslid dat in het ambt van directeur tijdelijk wordt aangesteld.

De Regering of de inrichtende macht wijst van ambtswege een opdrachtenblad toe aan het personeelslid dat tijdelijk in het ambt van directeur wordt aangesteld voor een duur die gelijk is aan of hoger is dan één jaar, of wanneer de duur van de aanstelling ten minste één jaar bedraagt.

§ 2. Het in dit artikel bedoelde opdrachtenblad kan tot doel hebben het opdrachtenblad van de directeur die wordt vervangen te bevestigen of een nieuw document op te stellen.

Als de Regering of de inrichtende macht meent dat het niet noodzakelijk is een nieuw opdrachtenblad toe te wijzen aan het personeelslid dat tijdelijk in het ambt van directeur wordt aangesteld voor een duur die korter is dan één jaar, wordt het aan de directeur toegewezen opdrachtenblad als bevestigd geacht.

§ 3. De in artikel 30, § 1, derde en vierde leden bedoelde procedure moet worden nageleefd als er een nieuw opdrachtenblad wordt opgesteld overeenkomstig dit artikel. Artikel 31 is van overeenkomstig toepassing op dit laatste.

HOOFDSTUK IV. — *Verloop van de stage van de directeurs*

Art. 33. § 1. Onverminderd § 3, duurt de stage van een directeur twee jaar.

De toelating tot de stage voor het ambt van directeur kan enkel plaatsvinden als de betrekking van het toe te kennen ambt vacant is.

Gedurende de periode van de stage, blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het in vast verband benoemd of aangeworven is, in voorkomend geval, bij zijn oorspronkelijke inrichtende macht. Tenzij anders is bepaald, wordt het tot de stage toegelaten personeelslid gelijkgesteld met een personeelslid dat in vast verband in het ambt van directeur benoemd of aangeworven is.

Gedurende de periode van zijn stage is de opleidingsverplichting die aan het personeelslid opgelegd wordt krachtens ofwel het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, ofwel het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, ofwel het decreet van 30 juni 1998 met betrekking tot de bijscholing van de leden van de bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulp personeel in het onderwijs voor sociale promotie, ofwel het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het onderwijzend hulp personeel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, specifiek gericht op zijn hoedanigheid van stagedoende directeur.

§ 2. Op het einde van het eerste stagejaar evalueert de evaluatiecommissie bedoeld in artikel 37, of de inrichtende macht, de stagedoende directeur.

Voor de toepassing van het eerste lid, kan de inrichtende macht zich door deskundigen laten begeleiden.

De evaluatie steunt op de uitvoering van het in hoofdstuk III bedoelde opdrachtenblad en op de toepassing in de praktijk van de bevoegdheden verworven in het kader van de artikelen 13, 14 en 15.

Voor de evaluatie wordt rekening gehouden met de globale context waarin de stagedoende directeur moet werken en met de middelen die hem ter beschikking worden gesteld.

De Regering bepaalt de nadere regels volgens welke de evaluatie verloopt en stelt het model van het evaluatieverslag vast.

De evaluatie leidt tot de toekenning van één van de volgende vermeldingen :

1° « gunstig »;

2° « met voorbehoud »;

3° « ongunstig ».

Wanneer de evaluatie leidt tot de toekenning van de vermelding « met voorbehoud », is de vermelding die naar aanleiding van de volgende evaluatie wordt toegekend, ofwel « gunstig » ofwel « ongunstig ».

De aan de stagedoende directeur toegekende vermelding wordt ter kennis van deze gebracht ofwel bij een aangetekend schrijven ofwel door de overhandiging van een schrijven met ontvangstbewijs.

§ 3. *a)* De stagedoende directeur die de vermelding « gunstig » heeft gekregen op het einde van het eerste stagejaar, wordt opnieuw geëvalueerd op het einde van het tweede stagejaar, volgens dezelfde nadere regels als in § 2.

De directeur wordt in vast verband benoemd als het de vermelding « gunstig » krijgt op het einde van die tweede evaluatie. Op aanvraag van de directeur kan de stage in dat geval met één jaar worden verlengd door de Regering of de inrichtende macht.

Er wordt van ambtswege een einde gemaakt aan de stage indien de directeur de vermelding « ongunstig » krijgt op het einde van die tweede evaluatie.

De stage van de directeur wordt met zes maanden verlengd indien de directeur de vermelding « met voorbehoud » krijgt op het einde van de tweede evaluatie. In dat geval heeft een tweede evaluatie plaats op het einde van die periode.

De directeur wordt in vast verband benoemd of aangeworven indien het de vermelding « gunstig » krijgt op het einde van die laatste evaluatie. In dat geval kan de stage, op aanvraag van de directeur, echter met één jaar verlengd worden door de Regering of de inrichtende macht.

Er wordt van ambtswege een einde aan de stage gemaakt indien de directeur de vermelding « ongunstig » krijgt op het einde van die laatste evaluatie.

b) De stagedoende directeur die de vermelding « met voorbehoud » heeft gekregen op het einde van het eerste stagejaar, wordt opnieuw geëvalueerd op het einde van het tweede stagejaar, volgens dezelfde nadere regels als in § 2.

De directeur wordt in vast verband benoemd of aangeworven indien hij de vermelding « gunstig » krijgt op het einde van die tweede evaluatie. In dat geval kan de stage echter, op aanvraag van de directeur, met één jaar verlengd worden door de Regering of de inrichtende macht.

Er wordt van ambtswege een einde gemaakt aan de stage indien de directeur de vermelding « ongunstig » krijgt op het einde van die tweede evaluatie.

c) Er wordt van ambtswege een einde gemaakt aan de stage van de stagedoende directeur die de vermelding « ongunstig » heeft gekregen op het einde van het eerste stagejaar.

§ 4. De toekenning van een vermelding « met voorbehoud » gedurende de stage kan de Regering of de inrichtende macht ertoe leiden het opdrachtenblad aan te passen en de directeur opnieuw te wijzen op haar verwachtingen.

§ 5. De stagedoende directeur die een vermelding « ongunstig » toegekend krijgt, kan bij een aangetekend schrijven een bezwaarschrift indienen tegen die vermelding binnen de tien dagen na de kennisgeving ervan, naar gelang van het geval bij de raad van beroep die respectievelijk werd opgericht door :

a) hoofdstuk IX, afdeling 2, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen; naar gelang van het geval wordt de stagedoende directeur gehoord door het 5e, 7e, 9e of 14e comité bedoeld in artikel 136 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969;

b) hoofdstuk X van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

c) hoofdstuk IX, afdeling 3 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs dient het personeelslid zijn beroep langs de hiërarchische weg in. In het gesubsidieerd onderwijs, geeft het de inrichtende macht onmiddellijk kennis van zijn beroep.

De procedure- en werkingsregels bedoeld bij die bepalingen zijn van toepassing op het beroep georganiseerd krachtens deze paragraaf. Een lid van de raad van beroep mag niet deelnemen aan de werkzaamheden van deze laatste voor het onderzoek van een beroep ingesteld door de stagedoende directeur belast met de directie van de inrichting waarvoor het bestemd is. In dat geval wordt het, voor het onderzoek van dat beroep, vervangen door zijn plaatsvervanger.

De in het eerste lid, *a)*, *b)*, of *c)* bedoelde raad van beroep brengt zijn advies respectief aan de Regering of aan de inrichtende macht uit binnen een maximumtermijn van één maand vanaf de datum van ontvangst van het beroep. De Regering of de inrichtende macht neemt haar beslissing en kent de evaluatievermelding aan de stagedoende directeur toe binnen een maximumtermijn van één maand te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het advies.

§ 6. In het gesubsidieerd vrij onderwijs, geeft de inrichtende macht de redenen voor het toekennen van een vermelding « ongunstig » aan de stagedoende directeur in de zin van artikel 3, § 11 van het voormelde decreet van 1 februari 1993.

§ 7. Onverminderd dit artikel, wordt het personeelslid niet als directeur in vast verband benoemd of aangeworven indien het uiterlijk op het einde van zijn stage geen titularis is van de vijf attesten voor het slagen voor de proeven bedoeld in artikel 20, § 1. In dat geval neemt het personeelslid zijn oorspronkelijke ambt en zijn oorspronkelijke affectatie definitief opnieuw waar.

In de inrichtingen die minder dan 51 leerlingen tellen, indien het personeelslid op het einde van zijn stage niet houder is van de vijf attesten voor het slagen voor de proeven bedoeld in artikel 20, § 1, wordt de stage met hoogstens één jaar verlengd. Onverminderd de andere voorwaarden voor de benoeming of aanwerving in vast verband, kan het personeelslid als directeur in vast verband worden benoemd of aangeworven zodra het houder is van de vijf slaagattesten.

Art. 34. § 1. In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, kan ieder personeelslid dat tot de stage wordt toegelaten of tijdelijk wordt aangeworven in een ambt van directeur, overeenkomstig artikel 35 te allen tijde van zijn aanwijzing afzien. In dat geval neemt het personeelslid zijn oorspronkelijke ambt en zijn oorspronkelijke affectatie definitief opnieuw waar en, behalve in behoorlijk met redenen omklede uitzonderlijke omstandigheden, pas voor een nieuwe affectatie worden aangesteld nadat het geantwoord heeft op een nieuwe oproep gedaan overeenkomstig artikel 35, § 1.

In het gesubsidieerd onderwijs, kan te allen tijde een einde worden gemaakt aan de stage van de directeur op zijn aanvraag. In dat geval neemt het personeelslid zijn oorspronkelijke ambt en zijn oorspronkelijke affectatie definitief opnieuw waar.

Indien de Regering of de inrichtende macht binnen de 30 kalenderdagen vanaf de datum van de aanvraag van het personeelslid niet gereageerd heeft, wordt die aanvraag als aanvaard geacht.

§ 2. De Regering of de inrichtende macht kan, met het oog op de continuïteit van het leidend ambt of om de stabiliteit van de pedagogische teams niet in het gedrang te brengen, het herstellen van het personeelslid in zijn oorspronkelijke ambt en oorspronkelijke affectatie uitstellen met hoogstens 6 maanden vanaf de datum van de aanvraag van het personeelslid of de beëindiging van ambtswege van de stage. Gedurende die termijn blijft de stagedoende directeur zijn ambt als directeur uitoefenen.

§ 3. In het gesubsidieerd vrij onderwijs, is dit hoofdstuk van toepassing onverminderd de bepalingen van hoofdstuk VIII van het voormelde decreet van 1 februari 1993.

TITEL III. — Bepalingen die specifiek zijn voor elk net

HOOFDSTUK I. — Door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs

Afdeling I. — Algemene voorwaarden voor de toegang tot en de toekenning van de betrekkingen van directeur

Art. 35. Ten minste om de twee jaar verzoekt de Regering de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van artikel 8, eerste lid, 1° tot 4°, van het voormelde decreet van 4 januari 1999, en, naar gelang van het betrokken ambt, aan de voorwaarden van artikel 9, 13 of 15 van hetzelfde decreet, om hun kandidatuur in te dienen, met vermelding van de inrichtingen waarvoor zij wensen geaffecteerd te worden.

De bij het eerste lid bedoelde personeelsleden moeten houder zijn van ten minste 3 attesten voor het slagen voor de opleidingsmodules bedoeld in de artikelen 17, § 1 en 18, § 1.

Het verzoekt eveneens, voor het onderwijs voor sociale promotie, de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van artikel 97 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, om hun kandidatuur in te dienen met vermelding van de inrichtingen waarvoor zij wensen te worden geaffecteerd.

Voor elke gekozen inrichting, worden die kandidaten gerangschikt volgens het aantal slaagattesten waarvan zij houder zijn, dan volgens hun dienstanciënniteit. Ze worden, in de volgorde van die rangschikking, eerst in de vacante betrekkingen, en, bij ontstentenis daarvan, in andere beschikbare betrekkingen aangesteld. De kandidaten mogen geen prioriteiten aangeven onder de inrichtingen waarvoor ze wensen te worden geaffecteerd.

Worden eveneens verzocht om te antwoorden op die oproep tot kandidaten, de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van artikel 8, eerste lid, 1° tot 4°, van het voormelde decreet van 4 januari 1999 en niet aan de voorwaarden van het tweede lid van dit artikel en, naar gelang van het betrokken ambt, aan de voorwaarden van artikel 9, 13 of 15 van het voormelde decreet van 4 januari 1999 of, voor het onderwijs voor sociale promotie, aan de voorwaarden van artikel 97 van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, met uitzondering van het eerste lid, 8°.

De personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van het 5de lid dienen hun kandidatuur in met vermelding van de inrichtingen waarvoor ze moeten worden geaffecteerd. Ze mogen geen prioriteiten aangeven onder de inrichtingen waarvoor ze wensen te worden geaffecteerd.

§ 2. Wanneer geen personeelslid dat voldoet aan de voorwaarden van § 1, eerste en tweede leden, of, voor het onderwijs voor sociale promotie, aan artikel 97, eerste lid, 8° van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, zich kandidaat heeft gesteld voor een betrekking van het betrokken ambt in een inrichting, wijst de Regering een personeelslid aan onder de kandidaten bedoeld in § 1, vijfde lid. Die kandidaten worden, voor elke gekozen inrichting, gerangschikt volgens hun dienstanciënniteit. Ze worden, volgens de volgorde van die rangschikking, eerst in de vacante betrekkingen, en, bij ontstentenis daarvan, in andere beschikbare betrekkingen aangesteld.

Bij gebrek aan kandidaten die voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in § 1, vijfde lid, wijst de Regering een personeelslid van een inrichting van de Franse Gemeenschap aan dat voldoet aan de andere voorwaarden bedoeld in artikel 8, eerste lid, 1° tot 4° van het voormelde decreet van 4 januari 1999 of, voor het onderwijs voor sociale promotie, aan de andere voorwaarden van artikel 97 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969.

Het overeenkomstig deze paragraaf aangewezen personeelslid krijgt de voorrang boven iedere andere kandidaat voor het ambt van directeur voor de betrokken inrichting wanneer het houder van het brevet wordt en voor zover de betrekking niet intussen toegekend werd door middel van re-affectatie, wederoproeping in actieve dienst, verandering van affectatie of aanstelling van een kandidaat die houder is van het brevet in verband met het ambt. Het personeelslid bedoeld in § 3, eerste lid, heeft voorrang boven het personeelslid bedoeld bij deze paragraaf.

§ 3. Wanneer de betrekking die bekleed wordt door een personeelslid dat houder is van het brevet toegekend wordt door middel van re-affectatie, wederoproeping in actieve dienst of verandering van affectatie, of wanneer de titularis van de betrekking zijn ambt opnieuw uitoefent, wordt het betrokken personeelslid opnieuw geaffecteerd voor een betrekking waarvoor het zich kandidaat had gesteld, met voorrang boven iedere andere kandidaat.

Als verscheidene houders van het brevet die een onderbreking van hun affectatie hebben ondergaan overeenkomstig de bepalingen van het eerste lid, zich kandidaat stellen voor eenzelfde betrekking, worden ze in de volgorde van hun dienstanciënniteit aangewezen.

Art. 36. § 1. Het bij artikel 35 bedoelde personeelslid dat houder is van ten minste 3 attesten voor het slagen voor de opleidingsmodules bedoeld in de artikelen 17, § 1 en 18, § 1, wordt op 1 januari tot de stage toegelaten in de betrekking die het bekleedt als deze vacant is, onder voorbehoud dat het beschikbaar was voor een re-affectatie of een verandering van affectatie in vast verband in het kader van de procedure die in de vorige maand oktober werd ingesteld.

Het bij artikel 35 bedoelde personeelslid dat houder is van ten minste 3 attesten voor het slagen voor de opleidingsmodules bedoeld bij de artikelen 17, § 1, en 18, § 1 en dat niet tot de stage kan worden toegelaten in de betrekking die het bekleedt, kan zijn toelating tot de stage aanvragen in een andere vacante betrekking dan die waarvoor het geaffecteerd is, voor zover die betrekking niet is toegekend door middel van re-affectatie of verandering van affectatie of niet reeds is toegekend aan een andere titularis van het brevet.

§ 2. In afwijking van § 1, wordt het personeelslid dat in de zin van artikel 35, § 2, derde lid, prioritair is op de datum van 1 januari, op die datum benoemd in de betrekking die het bekleedt, als deze vacant is, onder voorbehoud dat het beschikbaar is geweest voor een re-affectatie of een verandering van affectatie in vast verband in het kader van de procedure die in de vorige maand oktober werd ingesteld, op voorwaarde dat :

1° het tijdelijk sedert ten minste 2 jaar ononderbroken aangesteld is op de datum van 1 januari in het betrokken ambt;

2° het ten minste twee evaluaties heeft gekregen, waarvan de laatste tot de toekenning van de vermelding « gunstig » heeft geleid. Daartoe, en onverminderd artikel 40, wordt het personeelslid dat prioritair is in de zin van artikel 35, § 2, derde lid, van ambtswege een eerste keer geëvalueerd op het einde van één jaar vanaf de datum van zijn

aanstelling, en een tweede keer vóór de bij het eerste lid bedoelde datum van 1 januari, met toepassing van de regels die bepaald zijn in artikel 33, § 2 tot § 5;

3° het houder is van de 5 attesten voor het slagen voor de opleidingsmodules bedoeld in de artikelen 17, § 1, en 18, § 1.

Het personeelslid dat voldoet aan de voorwaarden vastgesteld in het eerste lid dat niet kan worden benoemd in de betrekking die het bekleedt, kan zijn benoeming aanvragen in een andere vacante betrekking dan de betrekking waarvoor het geaffecteerd is, voor zover die betrekking niet toegekend is door middel van re-affectatie of verandering van affectatie of reeds toegekend is aan een andere houder van het brevet.

Het bij deze paragraaf bedoelde personeelslid kan echter, op zijn aanvraag, worden toegelaten tot de stage in de vacante betrekking bedoeld in het eerste lid of het tweede lid. In dat geval duurt de stage één jaar.

Het bij deze paragraaf bedoelde personeelslid wordt echter van ambtswege tot de stage toegelaten in de vacante betrekking bedoeld bij het eerste lid of bij het tweede lid indien het vóór zijn laatste evaluatie één keer de vermelding « met voorbehoud » heeft gekregen. In dat geval duurt de stage één jaar. Daarna heeft een laatste evaluatie plaats. Het personeelslid wordt benoemd in de vacante betrekking bedoeld in het eerste lid of in het tweede lid indien het de vermelding « gunstig » heeft gekregen bij die laatste evaluatie.

§ 3. In afwijking van § 1, wordt het personeelslid dat tijdelijk aangesteld is in een niet vacante betrekking voor een periode van meer dan 15 weken met inachtneming van artikel 35, benoemd in de betrekking die het bekleedt, indien deze betrekking vacant wordt, onder voorbehoud dat het beschikbaar is geweest voor een verandering van affectatie in vast verband in het kader van de procedure die in de vorige maand oktober werd ingesteld, op voorwaarde dat :

1° het tijdelijk ononderbroken is aangesteld sedert ten minste twee jaar op de datum van 1 januari in de betrokken betrekking :

2° het ten minste twee evaluaties heeft gekregen, waarvan de laatste tot de toekenning van de vermelding « gunstig » heeft geleid. Daartoe, en onverminderd artikel 40, wordt het personeelslid van ambtswege een eerste keer geëvalueerd op het einde van één jaar vanaf de datum van zijn aanstelling, en een tweede keer vóór de bij het eerste lid bedoelde datum van 1 januari één jaar na die eerste evaluatie, met toepassing van de regels die bepaald zijn in artikel 33, § 2 tot § 5;

3° het houder is van het brevet.

Het bij deze paragraaf bedoelde personeelslid kan echter, op zijn aanvraag, tot de stage worden toegelaten in de bij het eerste lid bedoelde betrekking. In dat geval duurt de stage één jaar.

Het bij deze paragraaf bedoelde personeelslid wordt echter van ambtswege tot de stage toegelaten in de vacante betrekking bedoeld bij het eerste lid indien het vóór zijn laatste evaluatie één keer de vermelding « met voorbehoud » heeft gekregen. In dat geval duurt de stage één jaar. Daarna heeft een laatste evaluatie plaats. Het personeelslid wordt benoemd in de vacante betrekking bedoeld in het eerste lid of in het tweede lid indien het de vermelding « gunstig » heeft gekregen bij die laatste evaluatie.

Afdeling II. — Commissie voor de evaluatie van de directeurs

Art. 37. § 1. Er wordt een commissie voor de evaluatie van de directeurs opgericht, hierna « de commissie » genoemd.

De commissie is samengesteld als volgt :

1° 4 ambtenaren-generaal of hun afgevaardigden;

2° een inspecteur-generaal of zijn afgevaardigde;

3° a) 3 opdrachthouders, belast met het coördineren van de zone, onder wie die van de betrokken zone, aangesteld door de Regering, wanneer de Commissie haar opdrachten uitvoert in verband met een personeelslid van het secundair onderwijs;

b) 3 voorzitters van zones van het basisonderwijs onder wie die van de betrokken zone, aangesteld door de Regering, wanneer de Commissie haar opdrachten uitvoert in verband met een personeelslid van het basisonderwijs.

Wanneer de commissie haar opdrachten uitvoert in verband met de voorzitter van een zone, stelt de Regering een andere zonevoorzitter tot lid van de commissie aan.

De afgevaardigden van de ambtenaren-generaal bedoeld in punt 1° van het tweede lid zijn ambtenaren van ten minste rang 12. De afgevaardigde van de inspecteur-generaal bedoeld in punt 2° is een inspecteur die een ambt van directeur heeft uitgeoefend, behalve bij verhindering.

c) 3 zonevoorzitters van het onderwijs voor sociale promotie, onder wie die van de betrokken zone, aangesteld door de Regering, wanneer de commissie haar opdrachten in verband met een personeelslid van het onderwijs voor sociale promotie uitvoert.

§ 2. De Regering stelt de leden van de Commissie bedoeld in de punten 2° en 3° aan op de voordracht van de ambtenaar-generaal die ze aanwijst.

§ 3. De Commissie wordt voorgezeten door een ambtenaar-generaal die door de Regering wordt aangesteld. Bij afwezigheid wijst de voorzitter één van de andere ambtenaren-generaal bedoeld in § 1, 1° aan, om hem te vervangen.

§ 4. De Commissie wordt door een secretariaat bijgestaan, dat wordt waargenomen door één of verschillende personeelsleden van de Diensten van de Regering.

§ 5. De Commissie neemt haar beslissingen bij meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen, is die van de voorzitter beslissend.

§ 6. Op de voordracht van de commissie, stelt de Regering de andere nadere regels voor haar werking alsook haar huishoudelijk reglement vast.

§ 7. Wanneer de commissie zich uitspreekt over het dossier van een directeur die zijn ambt in het onderwijs voor sociale promotie uitvoert, is één van de ambtenaren-generaal bedoeld in § 1, 1° een vertegenwoordiger van het onderwijs voor sociale promotie, terwijl de coördinerende inspecteur de inspecteur-generaal of diens afgevaardigde bedoeld in § 1, 5° vervangt.

Art. 38. De Commissie is bevoegd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs :

a) om een voorstel van opdrachtenblad op te stellen en aan de Regering over te zenden, overeenkomstig artikel 30;

b) om de stagedoende directeurs te evalueren, overeenkomstig artikel 33;

c) om de evaluatie uit te voeren van de benoemde directeurs en van de personeelsleden die tijdelijk aangesteld zijn in een ambt van directeur voor een periode die gelijk is aan of langer is dan één jaar, of waarvan de aanstellingsduur ten minste één jaar heeft bereikt, overeenkomstig afdeling 3 van dit hoofdstuk;

d) voor de voorafgaande goedkeuring van het opdrachtenblad dat, overeenkomstig artikel 28 ter van het voormelde decreet van 4 januari 1999, toegewezen wordt aan de personeelsleden bedoeld in artikel 28bis van hetzelfde decreet.

Afdeling III. — Evaluatie van de opleiding van de directeurs

Art. 39. Die afdeling is van toepassing op de in vast verband benoemde directeurs.

Ze is eveneens van toepassing op het personeelslid dat tijdelijk aangesteld is in het ambt van directeur voor een periode die gelijk is aan of langer is dan één jaar, of voor een aanstelling waarvan de duur ten minste één jaar bereikt. De benaming « directeur » bedoeld bij deze afdeling geldt ook voor dat personeelslid.

Art. 40. Om de vijf jaar, vanaf de datum van zijn benoeming in vast verband of van zijn aanstelling in tijdelijk verband, wordt iedere directeur geëvalueerd door de commissie voor de evaluatie van de directeurs bedoeld in artikel 37.

Als de Regering dit nuttig acht, kan zij de commissie opdracht geven de directeur vroeger te evalueren.

De directeur mag echter niet meer dan twee keer per periode van tien jaar worden geëvalueerd.

Art. 41. De evaluatie steunt op de uitvoering van het opdrachtenblad bedoeld in hoofdstuk III van titel I en, in voorkomend geval, op de praktische toepassing van de bevoegdheden verworven in het kader van de artikelen 13, 14 en 15.

Ze houdt rekening met de globale context waarin de directeur moet werken en met de middelen die hem ter beschikking worden gesteld.

De evaluatiecommissie houdt inzonderheid rekening met de bepalingen van het voormelde decreet van 24 juli 1997 voor het leerplichtonderwijs en van het voormelde decreet van 16 april 1991 voor het onderwijs voor sociale promotie, met het opvoedingsproject, het pedagogisch project en het inrichtingsproject.

Art. 42. Op grond van die evaluatie, beslist de Regering in onderlinge overeenstemming met de directeur, op de voordracht van de commissie voor de evaluatie van de directeurs na het evaluatiegesprek, over de aan te brengen verbeteringen.

Art. 43. Met een opzeggingstermijn van veertien dagen kan de Regering een einde maken aan de aanstelling van een personeelslid dat tijdelijk aangesteld is in een ambt van directeur.

Voordat de Regering een beslissing neemt, moet het personeelslid uitgenodigd zijn om zich te laten horen door de administrateur-generaal van het bestuur onderwijs en wetenschappelijk onderzoek of diens afgevaardigde.

Van de oproeping voor de hoorzitting alsook van de redenen waarom de Regering van plan is om een einde te maken aan de aanstelling van het personeelslid, wordt hem ten minste vijf werkdagen vóór de hoorzitting kennis gegeven ofwel bij een ter post aangetekend schrijven ofwel door de overhandiging van een schrijven met ontvangstbewijs. Bij de hoorzitting, kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen uit de personeelsleden die in actieve dienst of in ruste gesteld zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of door een vertegenwoordiger van een vakorganisatie die de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigt en aangesloten is bij organisaties die in de Nationale Arbeidsraad zitting hebben. Van de hoorzitting wordt een proces-verbaal opgemaakt. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het behoorlijk opgeroepen personeelslid zich niet bij de hoorzitting aanmeldt of er niet vertegenwoordigd wordt.

De Regering neemt haar beslissing binnen de tien dagen na de overzending van het proces-verbaal dat opgemaakt is door de administrateur-generaal van het bestuur onderwijs en wetenschappelijk onderzoek of diens afgevaardigde.

Afdeling IV. — Overgang tussen bevorderingsambten, selectieambten en wervingsambten

Art. 44. In artikel 14ter, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2001, wordt een punt 7° toegevoegd, luidend als volgt :

« 9° inzake nieuwe affectatie, overeenkomstig artikel 50, § 2, b), § 3 en § 4. ».

Art. 45. In artikel 14quater, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2001, wordt een punt 6° toegevoegd, luidend als volgt :

« 6° inzake nieuwe affectatie, overeenkomstig artikel 50, § 2, a), § 4 en § 5, a). ».

Art. 46. In artikel 46, § 3 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993, wordt het volgende lid toegevoegd :

« Er mag geen nieuwe affectatie in een wervingsambt overeenkomstig artikel 50 worden toegekend in een betrekking die door een prioritaire tijdelijke wordt bekleed. ».

Art. 47. Artikel 49 van hetzelfde besluit, opgeheven door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993 en weder ingevoerd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 1994, wordt aangevuld met de volgende woorden : « en op het personeelslid bedoeld in artikel 50, § 5, a) ».

Art. 48. Art. 50 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993, wordt weder ingevoerd en ingevoegd in een nieuwe afdeling 3 bis, luidend als volgt :

« Afdeling 3bis. — Overgang tussen wervingsambten, selectieambten en bevorderingsambten

Art. 50. § 1. Een personeelslid dat in vast verband benoemd is in een selectieambt of een bevorderingsambt kan, op zijn aanvraag, een nieuwe affectatie krijgen in een vacante betrekking van een wervingsambt, een selectieambt of een bevorderingsambt dat toegang verleent tot zijn huidige ambt.

Het personeelslid dat dit stelsel geniet, kan zich niet meer kandidaat stellen voor de uitoefening van het ambt dat het heeft verlaten, behoudens afwijking verantwoord door uitzonderlijke omstandigheden en toegekend door de Regering, gedurende een termijn van 10 jaar te rekenen vanaf de dag waarop zijn in § 2 bepaalde aanvraag wordt ingediend.

§ 2. a) Het personeelslid dat een nieuwe affectatie overeenkomstig § 1 wenst te bekomen in een wervingsambt of een selectieambt, in een inrichting van de zone waarin het geaffecteerd is, dient, bij aangetekend schrijven, een met uitzonderlijke redenen omklede aanvraag in bij de Regering in de loop van de maand januari. Het zendt er een afschrift van aan de voorzitter van de bevoegde zonale affectatiecommissie over.

De Regering kent de nieuwe affectatie toe indien het personeelslid alle voorwaarden voor de toegang tot het betrokken ambt vervult en na het gunstig advies van voornoemde commissie te hebben ingewonnen.

Die nieuwe affectatie is geldig vanaf 1 juli eerstkomende.

b) Het personeelslid dat een nieuwe affectatie overeenkomstig § 1 wenst te bekomen in een wervingsambt of een selectieambt, in een inrichting van een andere zone, dient, bij aangetekend schrijven, een met uitzonderlijke redenen omklede aanvraag in bij de Regering in de loop van de maand januari. Het zendt er een afschrift van aan de voorzitter van de bevoegde interzonale affectatiecommissie over.

De Regering kent de nieuwe affectatie toe indien het personeelslid alle voorwaarden voor de toegang tot het betrokken ambt vervult en na het gunstig advies van voornoemde commissie te hebben ingewonnen.

Die nieuwe affectatie is geldig vanaf 1 juli eerstkomende.

c) Het bij deze paragraaf bedoelde personeelslid aan wie de Regering een nieuwe affectatie in een wervingsambt overeenkomstig § 1 toekent, wordt in dienst geroepen, alvorens als prioritaire tijdelijke te worden aangesteld, zoals bepaald in artikel 37.

§ 3. Het personeelslid dat overeenkomstig paragraaf 1 een nieuwe affectatie wenst te bekomen in een ander bevorderingsambt dan dat waarin het in vast verband benoemd is in een inrichting van dezelfde zone of van een andere zone, dient, bij aangetekend schrijven, een met uitzonderlijke redenen omklede aanvraag in bij de Regering in de loop van de maand oktober. Het zendt er een afschrift van aan de voorzitter van de bevoegde interzonale affectatiecommissie.

De Regering kent de nieuwe affectatie toe indien het personeelslid alle voorwaarden voor de toegang tot het betrokken ambt vervult en na het gunstig advies van voornoemde commissie te hebben gekregen.

Die nieuwe affectatie is geldig vanaf 1 januari eerstkomende.

Deze paragraaf is niet van toepassing op het personeel van de inspectiedienst.

§ 4. Een nieuwe affectatie overeenkomstig § 1 kan voorlopig worden uitgevoerd in een niet vacante betrekking, indien die betrekking wordt vrijgemaakt voor ten minste één schooljaar.

De nieuwe affectatie in een niet vacante betrekking wordt uitgevoerd volgens de regels die respectievelijk in § 2 en in § 3 nader bepaald zijn.

§ 5. Het personeelslid dat de toepassing van § 4 heeft genoten, wordt binnen de inrichting definitief geaffecteerd in een vacante betrekking van het ambt :

a) op 1 september die volgt op de kennisgeving bedoeld in artikel 17bis, voor zover de zonale affectatiecommissie en de interzonale affectatiecommissie vergaderd zijn tussen de datum van voormelde kennisgeving en 1 september, indien de nieuwe affectatie in een wervingsambt plaatsvindt;

b) op de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving bedoeld in artikel 17bis, indien de nieuwe affectatie in een selectieambt of een bevorderingsambt plaatsvindt.

§ 6. De betrekking waarvan een overeenkomstig § 4 geaffecteerd personeelslid titularis was, is vacant, indien dat lid die betrekking niet na twee opeenvolgende schooljaren opnieuw bekleedt. Van de vacantverklaring wordt overeenkomstig artikel 17 bis opnieuw kennis gegeven.

Artikel 50. Het personeelslid bedoeld in artikel 50 krijgt de weddeschaal toegekend van het ambt waarin het overeenkomstig die bepaling geaffecteerd is.

Het personeelslid bedoeld in artikel 50, dat gedurende ten minste 10 jaar het selectieambt of het bevorderingsambt dat het verlaat, heeft uitgeoefend, geniet echter een degressief weddeschaalstelsel, om, vanaf het derde jaar, de weddeschaal te genieten van het ambt waarin het overeenkomstig artikel 50 geaffecteerd is, die vastgesteld is als volgt :

a) in de loop van het eerste jaar volgend op zijn nieuwe affectatie, geniet het personeelslid de weddeschaal van het ambt waarin het geaffecteerd is, vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan 66 % van het verschil tussen, enerzijds, de weddeschaal die het in het ambt dat het heeft verlaten, genoot, en, anderzijds, de weddeschaal van het ambt waarin het geaffecteerd is;

b) in de loop van het tweede jaar volgend op zijn nieuwe affectatie, geniet het personeelslid de weddeschaal van het ambt waarin het geaffecteerd is, vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan 33 % van het verschil tussen, enerzijds, de weddeschaal die het in het ambt dat het heeft verlaten, genoot, en, anderzijds, de weddeschaal van het ambt waarin het geaffecteerd is. »

Art. 49. Artikel 78, derde lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende woorden : « of met toepassing van artikel 50. ».

Art. 50. Artikel 92, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende woorden : « of bij toepassing van artikel 50. »

Afdeling V. — Wijzigingsbepalingen

Art. 51. In het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) artikel 78, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 februari 1983, bij het besluit van de Executieve van 24 augustus 1992 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993, wordt aangevuld met de volgende leden :

« Mits een opzeggingstermijn van veertien dagen, kan de Regering, ofwel op voorstel van de directeur, ofwel op eigen initiatief, een einde maken aan de tijdelijke aanstelling van een personeelslid dat een selectieambt uitoefent.

Vóór elke beslissing van de Regering, moet het personeelslid uitgenodigd worden zich te laten horen door de ambtenaar-generaal die door de Regering of zijn afgevaardigde wordt aangewezen, wanneer de beslissing op eigen initiatief wordt genomen, door de directeur, wanneer deze het initiatief voor dat voorstel heeft genomen.

Van de oproeping voor de hoorzitting, alsook van de redenen waarom de Regering van plan is een einde te maken aan de aanstelling van het personeelslid of waarom de directeur daar een voorstel van aan de Regering wenst te richten, wordt hem ten minste vijf werkdagen vóór de hoorzitting kennis gegeven ofwel bij een ter post aangetekend schrijven, ofwel bij overhandiging van een brief met ontvangstbewijs. Bij de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen uit de personeelsleden die in actieve dienst zijn of in ruste gesteld zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of door een vertegenwoordiger van een vakvereniging die de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigt en aangesloten is bij organisaties die zitting hebben in de Nationale Arbeidsraad. Van de hoorzitting wordt een proces-verbaal opgemaakt. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het behoorlijk opgeroepen personeelslid zich niet bij de hoorzitting aanmeldt of er niet vertegenwoordigd wordt.

Wanneer het voorstel door de directeur wordt gedaan, wordt het gelijktijdig aan het personeelslid voorgelegd. Het voorstel wordt door dat personeelslid geïseerd en gedateerd. Het bezorgt het op dezelfde dag terug. Als het meent dat het voorstel niet gegrond is, viseert het dat voorstel dienovereenkomstig, dateert het en bezorgt het binnen dezelfde termijn terug. De directeur zendt het voorstel op dezelfde dag aan de Regering over.

De Regering neemt haar beslissing binnen de 10 dagen na die verzending of na de verzending van het proces-verbaal dat opgemaakt wordt door de administrateur-generaal van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek of diens afgevaardigde. »

b) Het eerste lid van artikel 83, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, wordt gewijzigd als volgt :

1. in 3^obis, worden de woorden « 3 000 dagen » vervangen door de woorden « 1 800 dagen »;

2. in 4^o, worden de woorden « 1 800 dagen » vervangen door de woorden « 600 dagen ».

c) De artikelen 78 tot 91 van hoofdstuk VII, zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van 10 juni 1993, maken een afdeling uit waarvan het opschrift « Afdeling 1 - Algemene bepalingen » luidt.

d) Tussen artikel 91 en artikel 92 wordt een afdeling 2, met als opschrift « Afdeling 2. — Opdrachtenblad en evaluatie van sommige selectieambten van het onderwijs voor sociale promotie » ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 2. — Opdrachtenblad en evaluatie van sommige selectieambten van het onderwijs voor sociale promotie.

Artikel 91bis. § 1. Deze afdeling is van toepassing op de personeelsleden die titularis zijn van een selectieambt zoals bedoeld in artikel 6 ter, 6^o, b, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen in het onderwijs met volledig leerplan.

§ 2. Voor de toepassing van deze afdeling, dient onder « directeur » te worden verstaan, het personeelslid dat, in welke hoedanigheid ook, titularis is van het bevorderingsambt van directeur van een inrichting voor sociale promotie zoals bepaald in artikel 6 ter, 6^o, a van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen in het onderwijs met volledig leerplan.

Onderafdeling I. — Opdrachtenblad

Artikel 91ter. Zodra het personeelslid bedoeld in artikel 91 bis van dit besluit in dienst is getreden, wijst de directeur hem een opdrachtenblad toe, dat door de evaluatiecommissie bedoeld in artikel 37 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs vooraf wordt goedgekeurd.

De directeur bepaalt er de opdrachten van het personeelslid bedoeld in artikel 91bis en de prioriteiten die hem worden toegewezen, op grond van de behoeften van de inrichting waarin het wordt geaffecteerd en op grond van de doelstellingen die vervat zijn in het opdrachtenblad dat deze laatste zelf heeft gekregen, overeenkomstig hoofdstuk III van titel II van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Artikel 91 quater. § 1. Het opdrachtenblad heeft een geldigheidsduur van zes jaar.

§ 2. De inhoud van het opdrachtenblad kan vóór het einde van die termijn, ten vroegste na twee jaar, worden gewijzigd door de directeur, op grond van de evolutie van de behoeften en de werking van de inrichting.

In afwijking van artikel 1, kan de inhoud van het opdrachtenblad vóór het einde van zijn geldigheidsduur worden gewijzigd, in onderlinge overeenstemming tussen de directeur en het personeelslid bedoeld in artikel 91bis.

Artikel 91quinquies. § 1. In afwijking van artikel 91ter, eerste lid, kan de directeur, in voorkomend geval, een opdrachtenblad toewijzen aan het personeelslid dat tijdelijk is aangesteld voor de uitoefening van een ambt bedoeld in artikel 91bis van dit decreet.

De directeur wijst van ambtswege een opdrachtenblad toe aan het personeelslid dat tijdelijk is aangesteld voor de uitoefening van een ambt bedoeld in artikel 91bis voor een periode die langer is dan of gelijk is aan één jaar, of waarvan de aanstellingsduur ten minste één jaar heeft bedragen.

§ 2. Het in dit artikel bedoelde opdrachtenblad kan tot doel hebben het opdrachtenblad te bevestigen van het in artikel 91bis bedoelde personeelslid dat wordt vervangen of een nieuw document op te stellen.

Onderafdeling II. — Opleidingsevaluatie

Artikel 91sexies. Deze afdeling is van toepassing op het in vast verband benoemde personeelslid.

Ze is eveneens van toepassing op het personeelslid dat tijdelijk wordt aangesteld bij de uitoefening van een ambt bedoeld in artikel 91bis voor een periode die gelijk is aan of langer is dan één jaar, of waarvan de aanstellingsduur ten minste één jaar heeft bedragen. De benaming « personeelslid » bedoeld in deze afdeling geldt ook voor dat personeelslid.

Artikel 91septies. Om de vijf jaar vanaf zijn benoeming in vast verband of zijn aanstelling in tijdelijk verband, wordt ieder personeelslid gezamenlijk geëvalueerd door de directeur en de evaluatiecommissie bedoeld in artikel 37 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Als deze dit nuttig acht, kan hij het personeelslid vroeger evalueren.

Onverminderd artikel 91octies, kan het personeelslid echter niet meer dan twee keer per periode van tien jaar worden geëvalueerd.

Artikel 91octies. De evaluatie berust op de uitvoering van het opdrachtenblad bedoeld in afdeling I van dit hoofdstuk en, in voorkomend geval, op de praktische toepassing van de bevoegdheden verworven in het kader van de bij dit besluit bedoelde opleidingen.

Bij die evaluatie wordt rekening gehouden met de globale context waarin het personeelslid moet werken en met de middelen die ter beschikking worden gesteld.

Artikel 91novies. Op grond van die evaluatie beslist de directeur in onderlinge overeenstemming met het personeelslid over de aan te brengen verbeteringen. »

a) Artikel 92, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 februari 1983, bij het besluit van de Executieve van 24 augustus 1992 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1993 wordt aangevuld als volgt :

« Mits een opzeggingstermijn van 14 dagen, kan de Regering een einde maken aan de aanstelling van een tijdelijk aangesteld personeelslid dat een bevorderingsambt uitoefent.

Voordat de Regering een beslissing neemt, moet het personeelslid worden uitgenodigd zich te laten horen door de ambtenaar-generaal die door de Regering of diens afgevaardigde wordt aangesteld.

Van de oproeping voor de hoorzitting, alsook van de redenen waarom de directeur van plan is een einde te maken aan de aanstelling van het personeelslid, wordt hem ten minste vijf werkdagen vóór de hoorzitting kennis gegeven ofwel bij een ter post aangetekend schrijven, ofwel bij overhandiging van een brief met ontvangstbewijs. Bij de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen uit de personeelsleden die in actieve dienst zijn of in ruste gesteld zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of door een vertegenwoordiger van een vakvereniging die de personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigt en aangesloten is bij organisaties die zitting hebben in de Nationale Arbeidsraad. Van de hoorzitting wordt een proces-verbaal opgemaakt. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het behoorlijk opgeroepen personeelslid zich niet bij de hoorzitting aanmeldt of er niet vertegenwoordigd wordt.

De Regering neemt haar beslissing binnen de tien dagen na de overzending van het proces-verbaal dat werd opgesteld door de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal, of diens afgevaardigde. »

b) In artikel 94, § 1, zoals gewijzigd bij het decreet van 1 januari 2005, wordt een nieuw tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het vorige lid, kan het personeelslid dat titularis is van een bevorderingsambt een verandering van affectatie pas aanvragen nadat het zijn ambt in de betrekking die het bekleedt, gedurende een periode van drie jaar heeft uitgeoefend. »

c) Artikel 97, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, wordt gewijzigd als volgt :

— in het eerste lid, 3^o, worden de woorden « 3 000 dagen » vervangen door de woorden « 2 400 dagen »;

— in het eerste lid, 8^o, worden de woorden « of wat betreft de personeelsleden die in vast dienstverband benoemd werden in het onderwijs met volledig leerplan bedoeld in het derde lid, van het brevet van prefectstudie en van directeur » geschrapt;

— het derde lid wordt geschrapt.

Art. 52. In het voormelde decreet van 4 januari 1999 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) artikel 7 wordt opgeheven;

b) in het eerste lid van artikel 8, worden de woorden « houder van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het ambt waarvoor het benoemd is » vervangen door de woorden « houder van een bekwaamheidsbewijs vereist voor de uitoefening van een ambt dat toegang verschaft tot het betrokken bevorderingsambt of selectieambt. »;

c) artikel 8, eerste lid, 1^o, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1^o een ambt uitoefenen waarin ten minste de helft van het minimum aantal uren zijn begrepen vereist om een ambt met volledige dagtaak te vormen »

d) artikel 8, eerste lid, 2^o, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2^o de volgende dienstanciënniteit en ambtsanciënniteit tellen :

— voor de toegang tot een selectieambt, respectievelijk zes jaar en twee jaar;

— voor de toegang tot een bevorderingsambt, respectievelijk acht jaar en zes jaar. »

e) In artikel 10, eerste lid, 2^o, worden de woorden « houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor dit wervingsambt » vervangen door de woorden « houder van een bekwaamheidsbewijs vereist voor de uitoefening van een wervingsambt bedoeld in 1^o »;

f) In artikel 11, 2^o, worden de woorden « houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor dit wervingsambt » vervangen door de woorden « houder van een bekwaamheidsbewijs vereist voor de uitoefening van een wervingsambt bedoeld in 1^o »;

g) In artikel 12, 2^o, worden de woorden « houder van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het in 1^o bedoelde ambt » vervangen door de woorden « houder van een bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van een ambt bedoeld in 1^o »;

h) In artikel 12 bis, 2^o, worden de woorden « houder van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het in 1^o bedoelde ambt » vervangen door de woorden « houder van een bekwaamheidsbewijs vereist voor de uitoefening van een ambt bedoeld in 1^o »;

i) In artikel 13, eerste lid, 2^o, worden de woorden « houder van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het in 1^o bedoelde ambt » vervangen door de woorden « houder van een bekwaamheidsbewijs vereist voor de uitoefening van een ambt bedoeld in 1^o »;

j) In artikel 13, tweede lid, worden de woorden « van het bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs of van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de tweede graad » vervangen door de woorden « van een bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau »;

k) In artikel 14, 2^o, worden de woorden « houder van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het in 1^o bedoelde ambt » vervangen door de woorden « houder van een bekwaamheidsbewijs vereist voor de uitoefening van een ambt bedoeld in 1^o »;

l) In artikel 15, 2^o, worden de woorden « houder van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het in 1^o bedoelde ambt » vervangen door de woorden « houder van een bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van een ambt bedoeld in 1^o »;

m) In artikel 15, 3^o, worden de woorden « van de tweede graad of van het bekwaamheidsbewijs van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs » geschrapt;

n) artikel 18 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Dit artikel is niet van toepassing op de ambten van directeur zoals bedoeld in artikel 2, § 1, 1^o van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs. ».

o) In artikel 19, eerste lid, worden de woorden « van directeur van een kleuterschool, directeur van een lagere

school, directeur van een basisschool », « van studieprefect of directeur » en « van directeur in het lager secundair onderwijs » geschrapt.

p) In artikel 22, wordt een § 5 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 5. De vaste commissie vervult eveneens de functies die haar worden toegewezen overeenkomstig hoofdstuk II van Titel II van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs ».

q) In artikel 23, wordt het vierde lid vervangen door de volgende bepaling :

« Ieder personeelslid wordt toegelaten tot de opleiding waarvoor het wenst zich in te schrijven, behalve als de betrokkene, op de datum van de indiening van zijn aanvraag om deelneming, niet of niet meer voldoet aan alle voorwaarden opgesomd in artikel 8, eerste lid, met uitzondering van punt 6°, of in het tweede lid, 1° en 2° van hetzelfde artikel. De in artikel 8, eerste lid, 2° bedoelde dienstanciënniteit vereist voor de toelating tot de opleiding is vier jaar voor de opleidingen die toegang verschaffen tot een selectieambt en 6 jaar voor de opleidingen die toegang verschaffen tot een bevorderingsambt. »

r) In artikel 24, zesde lid, worden de woorden « van niveau 1 » vervangen door de woorden « van ten minste niveau 2 »;

s) In artikel 25, worden de eerste en tweede leden geschrapt;

t) Artikel 26 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De personeelsleden die voor de drie proeven slagen, zijn houder van het brevet in verband met het ambt ».

u) In artikel 28, § 1, worden de woorden « bij artikel 27 » vervangen door de woorden « bij de artikelen 9, 13, 15 en 27 ».

v) Artikel 28, § 1, zesde lid wordt aangevuld als volgt : « De Regering kan, om de continuïteit in het selectieambt of het bevorderingsambt te verzekeren of om de stabiliteit van de pedagogische teams niet in het gedrang te brengen, de reïntegratie van het personeelslid in zijn oorspronkelijke ambt met hoogstens 6 maanden uitstellen vanaf de datum van de indiening van de aanvraag van het personeelslid. »

w) Er wordt een hoofdstuk IV bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk IVbis. — Opdrachtenblad en evaluatie van sommige bevorderingsambten en selectieambten

Artikel 28bis. § 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op de personeelsleden die titularis zijn van een bevorderingsambt of een selectieambt zoals bedoeld in artikel 4, 3° en in artikel 5, 1° en 2° van dit decreet alsook in artikel 5, 1° en 2° van dit decreet alsook in artikel 7, c, 12° van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- onderwijs en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen in het onderwijs met volledig leerplan.

§ 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient onder « directeur » te worden verstaan, het personeelslid dat, in welke hoedanigheid dan ook, titularis is van het bevorderingsambt van directeur van een kleuterschool, directeur van een lagere school, directeur van een basisschool, directeur van het lager secundair onderwijs, of studieprefect, of directeur, zoals opgesomd in de artikelen 3 en 4, 1° en 2° van dit decreet.

§ 3. Voor de toepassing van dit hoofdstuk op de bestuurders, dient onder « commissie » te worden verstaan, de evaluatiecommissie bedoeld in artikel 37 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, met uitzondering van artikel 28ter, waarin er, onder directeur, moet worden verstaan, de Regering van de Franse Gemeenschap, op voorstel van de evaluatiecommissie

Afdeling I. — Opdrachtenblad

Artikel 28ter. Zodra het personeelslid bedoeld in artikel 28bis van dit decreet in dienst treedt, wijst de directeur hem een opdrachtenblad toe, vooraf goedgekeurd door de evaluatiecommissie bedoeld in artikel 37 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

De directeur bepaalt er de opdrachten van het personeelslid bedoeld in artikel 28bis en de prioriteiten die hem worden toegewezen, rekening houdend met de opleidingsprofielen vermeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 2002 tot bepaling van de bevoegdheden en ambtsprofielen van de titularissen van een bevorderings- en selectieambt bij toepassing van artikel 18 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten volgens de behoeften van de inrichting waarin het aangesteld is en de doelstellingen die vervat zijn in het opdrachtenblad dat het gekregen heeft, overeenkomstig hoofdstuk III van titel II van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Artikel 28quater. § 1. Het opdrachtenblad heeft een geldigheidsduur van zes jaar.

§ 2. De inhoud van het opdrachtenblad kan vóór het einde van zijn geldigheidsduur, ten vroegste na twee jaar, worden gewijzigd door de directeur op grond van de evolutie van de behoeften en van de werking van de inrichting.

In afwijking van het eerste lid, kan de inhoud van het opdrachtenblad vóór het einde van zijn geldigheidsduur, in onderlinge overeenstemming tussen de directeur en het personeelslid bedoeld in artikel 28bis, worden gewijzigd.

Artikel 28quinquies. § 1. In afwijking van artikel 28ter, eerste lid, kan de directeur, in voorkomend geval, een opdrachtenblad toewijzen aan het personeelslid dat tijdelijk wordt aangesteld voor de uitoefening van een ambt bedoeld in artikel 28bis van dit decreet.

De directeur wijst van ambtswege een opdrachtenblad toe aan het personeelslid dat tijdelijk aangesteld wordt voor de uitoefening van een ambt bedoeld in artikel 28bis voor een periode die gelijk is aan of langer is dan één jaar, of wiens aanstellingsduur ten minste één jaar heeft bereikt.

§ 2. Het opdrachtenblad bedoeld bij dit artikel kan tot doel hebben het opdrachtenblad van het vervangen personeelslid bedoeld in artikel 28bis te bevestigen of een nieuw document op te stellen.

Afdeling II. — Opleidingsevaluatie

Artikel 28sexies. Deze afdeling is van toepassing op het in vast verband benoemde personeelslid.

Ze is eveneens van toepassing op het personeelslid dat in tijdelijk verband wordt aangesteld voor de uitoefening van een ambt bedoeld in artikel 28bis voor een periode die gelijk is aan of langer is dan één jaar, of wiens aanstellingsduur ten minste één jaar heeft bereikt. De benaming « personeelslid » bedoeld in deze afdeling geldt eveneens voor dat personeelslid.

Artikel 28septies. Om de vijf jaar, te rekenen vanaf de datum van zijn benoeming in vast verband of van zijn tijdelijke aanstelling, wordt ieder personeelslid gezamenlijk geëvalueerd door de directeur en de evaluatiecommissie bedoeld in artikel 37 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Als deze dit nuttig acht, kan hij het personeelslid vroeger evalueren.

Onverminderd artikel 28 octies kan het personeelslid echter niet meer dan twee keer per periode van tien jaar worden geëvalueerd.

Artikel 28 octies

De evaluatie steunt op de uitvoering van het opdrachtenblad bedoeld in afdeling I van dit hoofdstuk en, in voorkomend geval, op de praktische toepassing van de bevoegdheden verworven in het kader van de opleidingen bedoeld bij dit decreet.

Bij die evaluatie wordt rekening gehouden met de globale context waarin het personeelslid moet werken en met de middelen die ter beschikking worden gesteld.

Artikel 28*noviesæ* Op grond van die evaluatie, beslist de directeur in onderlinge overeenstemming met het personeelslid over de aan te brengen verbeteringen. »

x) Artikel 43 wordt aangevuld als volgt :

« De personeelsleden die in tijdelijk verband aangesteld of aangeworven zijn op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, in het secundair onderwijs van de lagere graad of in het secundair onderwijs van de hogere graad, in het ambt van werkmeester of in het ambt van werkplaatsleider, worden, op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, geacht tijdelijk aangesteld of aangeworven te zijn in het ambt van werkmeester of werkplaatsleider. »

Art. 53. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 april 1999, genomen ter uitvoering van artikel 8 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, wordt opgeheven.

Art. 54. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 juli 2002 tot bepaling van de bevoegdheden en ambtsprofielen van de titularissen van een bevorderings- en selectieambt bij toepassing van artikel 18 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, worden de artikelen 1 en 2 alsook de bijlagen 1 en 2 opgeheven.

Art. 55. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2002 houdende organisatie van de vormingen van de verscheidene sessies betreffende de in de artikelen 19, 20 en 21 bedoelde bevorderings- en selectieambten, tot toekenning van vrijstellingen en tot organisatie van de proeven die de vormingen bekrachtigen, bij toepassing van de artikelen 23, 24 en 25 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten en tot oprichting van de verschillende examencommissies belast met het uitreiken van de betrokken brevetten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in artikel 1, § 3, eerste lid, worden de woorden « van studieprefect of directeur of directeur in het lager secundair onderwijs » en de woorden « directeur in het kleuter-, lager of basisonderwijs » geschrapt;

b) in artikel 1, § 3, tweede lid, worden de woorden « van studieprefect of directeur of directeur in het lager secundair onderwijs » en « van directeur in het kleuter-, lager of basisonderwijs » geschrapt :

c) in artikel 4, § 1, wordt het eerste streepje geschrapt;

d) in artikel 6, worden de § 3 en § 4, 1^o en 2^o geschrapt;

e) in artikel 9, 2^o, worden de punten a) en b) geschrapt;

f) in artikel 10, § 2, worden de punten 1^o en 2^o geschrapt;

g) in artikel 13, worden de punten 1 en 5 geschrapt.

HOOFDSTUK II. — *Het gesubsidieerd officieel onderwijs*

Afdeling I. — Algemene voorwaarden voor de toegang tot de stage en de toekenning van de betrekkingen van directeur

Art. 56. § 1. De inrichtende macht die tot de stage in het bevorderingsambt van directeur moet toelaten :

1^o raadpleegt de plaatselijke paritaire commissie over het profiel van het toe te kennen ambt van directeur;

2^o wint van de personeelsleden elke informatie in die volgens deze haar nuttig moeten worden meegedeeld met het oog op de toelating tot de stage.

§ 2. De inrichtende macht, na toepassing van § 1 :

1^o stelt het profiel vast van het toe te kennen ambt van directeur. In dat kader, kan de inrichtende macht aanvullende criteria toevoegen aan de voorwaarden voor de toegang tot de stage bedoeld in artikel 57 van dit decreet;

2^o doet een oproep tot kandidaten volgens door de Regering nader te bepalen regels, op de voordracht van de centrale paritaire commissie.

Art. 57. Niemand kan tot de stage worden toegelaten in het bevorderingsambt van directeur, als hij, op het ogenblik van de toelating tot de stage, niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

1^o een dienstanciënniteit van zeven jaar binnen de inrichtende macht hebben verworven in één van de wervings-, selectie- of bevorderingsambten van de betrokken categorie, berekend volgens de nadere regels bepaald in artikel 34 van het voormelde decreet van 6 juni 1994;

2^o in vast verband titularis zijn van een ambt dat ten minste de helft van het minimumaantal uren telt dat vereist is om een ambt met volledig leerplan uit te maken in het door de betrokken inrichtende macht georganiseerde onderwijs;

3^o in vast verband één of meer ambten uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen ambt van directeur en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van dit decreet;

4^o hebben geantwoord op de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 56, § 2, 2^o;

5^o vooraf de attesten van slagen vóór ten minste drie modules hebben gekregen bedoeld in de artikelen 17, § 1, en 18, § 1, van dit decreet.

In het basisonderwijs, moet de in het eerste lid, 1^o bedoelde anciënniteit verworven zijn op basisniveau.

In afwijking van het eerste lid, 2^o, in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, wordt de voorwaarde inzake de uitoefening van een ambt dat ten minste een halve opdracht omvat, vervuld, als dit gepresteerd wordt in het onderwijs georganiseerd binnen één of meer inrichtende machten.

Art. 58. § 1. Iedere inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is om een personeelslid tot de stage toe te laten overeenkomstig artikel 57, kan de volgende personeelsleden tot de stage toelaten :

a) ofwel een in vast verband benoemd lid van zijn personeel dat de voorwaarden bedoeld in artikel 57, 1^o tot 3^o vervult.

Dat personeelslid wordt bij voorrang toegelaten tot de verschillende opleidingsmodules.

b) ofwel een in vast verband benoemd personeelslid dat onder een andere gesubsidieerde officiële inrichtende macht ressorteert en dat binnen deze, aan alle voorwaarden bedoeld in artikel 57, 1° tot 3° en 5° voldoet.

§ 2. Elke inrichtende macht die bewijst dat zij enkel één kandidaat voor de toelating tot de stage heeft die aan de voorwaarden van artikel 57 voldoet, kan zijn kandidatuur laten concurreren met die van personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van § 1 van dit artikel. In dat geval doet het een oproep tot kandidaten bij de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van § 1 van dit artikel, behalve als die personeelsleden reeds bij de oorspronkelijke oproep tot kandidaten bedoeld waren.

Art. 59. § 1. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is om een personeelslid tot de stage toe te laten overeenkomstig artikel 57 of artikel 58, kan een in vast verband benoemd lid van zijn personeel tot de stage toelaten dat voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° titularis zijn, in vast verband, van een ambt dat ten minste de helft van het minimumaantal uren telt dat vereist is om een ambt met volledig leerplan uit te maken in het door de betrokken inrichtende macht georganiseerde onderwijs;

2° in vast verband één of meer ambten uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen ambt van directeur en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van dit decreet.

Elke inrichtende macht die bewijst dat zij geen personeelslid tot de stage kan toelaten overeenkomstig artikel 57 en dat zij enkel één kandidaat voor de toelating tot de stage heeft die aan de voorwaarden van artikel 58 voldoet, kan zijn kandidatuur laten concurreren met die van personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van het eerste lid. In dat geval doet het een nieuwe oproep tot kandidaten bij de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van het eerste lid, behalve als die personeelsleden reeds bij de oorspronkelijke oproep tot kandidaten bedoeld waren.

§ 2. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is om een personeelslid tot de stage toe te laten overeenkomstig artikel 57 of artikel 58 of § 1 van dit artikel, kan de volgende personeelsleden tot de stage toelaten :

a) ofwel een prioritair tijdelijk lid van zijn personeel dat voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° in tijdelijk verband titularis zijn van een ambt dat ten minste de helft van het minimumaantal uren telt dat vereist is om een ambt met volledig leerplan in het door de betrokken inrichtende macht georganiseerde onderwijs uit te maken;

2° in tijdelijk verband één of meer ambten uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen ambt van directeur en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van dit decreet.

De stage van het in het eerste lid bedoelde personeelslid dat, op het einde van zijn stage, niet voldoet aan de in artikel 57, eerste lid vereiste voorwaarde, wordt verlengd totdat het aan die voorwaarde voldoet.

Het in het eerste lid bedoelde personeelslid wordt geacht in zijn oorspronkelijke wervingsambt, selectieambt of bevorderingsambt benoemd te worden, zodra het in zijn ambt van directeur benoemd wordt.

b) ofwel een in vast verband benoemd personeelslid dat onder een andere gesubsidieerde officiële inrichtende macht ressorteert en dat voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° binnen die andere inrichtende macht een ambt uitoefenen dat ten minste de helft van het minimumaantal uren telt dat vereist is om een ambt met volledig leerplan in het onderwijs uit te maken;

2° in vast verband één of meer ambt(en) uitoefenen dat(die) toegang geven tot het toe te kennen ambt van directeur en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs, overeenkomstig artikel 102 van dit decreet.

Elke inrichtende macht die bewijst dat zij geen personeelslid tot de stage kan toelaten overeenkomstig artikel 57 en artikel 58 en dat zij enkel één kandidaat voor de toelating tot de stage heeft die aan de voorwaarden van § 1 van dit artikel voldoet, kan zijn kandidatuur laten concurreren met die van personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van het eerste lid. In dat geval doet het een nieuwe oproep tot kandidaten bij de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van het eerste lid, behalve als die personeelsleden reeds bij de oorspronkelijke oproep tot kandidaten bedoeld waren.

§ 3. Elke inrichtende macht die bewijst dat zij geen personeelslid tot de stage kan toelaten overeenkomstig artikel 57, artikel 58 of de §§ 1 en 2 van dit artikel, kan een lid van zijn tijdelijk personeel tot de stage toelaten die voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° in tijdelijk verband titularis zijn van een ambt dat ten minste de helft van het minimumaantal uren telt dat vereist is om een ambt met volledig leerplan in het door de betrokken inrichtende macht georganiseerde onderwijs uit te maken;

2° in tijdelijk verband één of meer ambten uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen ambt van directeur en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van dit decreet.

De stage van het in het eerste lid bedoelde personeelslid dat, op het einde van zijn stage, niet aan de in artikel 57, eerste lid, 1° vereiste voorwaarden voldoet, wordt verlengd totdat het aan die voorwaarde voldoet.

Het in het eerste lid bedoelde personeelslid wordt geacht in zijn oorspronkelijke wervingsambt, selectieambt of bevorderingsambt benoemd te worden, zodra het in zijn ambt van directeur wordt benoemd.

Elke inrichtende macht die bewijst dat zij geen personeelslid tot de stage kan toelaten overeenkomstig artikel 57 en artikel 58 en § 1 van dit artikel en dat zij enkel één kandidaat voor de toelating tot de stage heeft die aan de voorwaarden van § 2 van dit artikel voldoet, kan zijn kandidatuur laten concurreren met die van personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van het eerste lid. In dat geval doet het een nieuwe oproep tot kandidaten bij de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van het eerste lid, behalve als die personeelsleden reeds bij de oorspronkelijke oproep tot kandidaten bedoeld waren.

§ 4. Iedere inrichtende macht die bewijst dat zij geen personeelslid tot de stage kan toelaten in een ambt van directeur van een kleuter-, lagere of basisschool, overeenkomstig artikel 57, artikel 58 of de §§ 1 tot 3 van dit artikel, kan tot de stage in dat ambt een personeelslid toelaten dat voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° een dienstanciënniteit van zeven jaar binnen de inrichtende macht hebben verworven in één van de wervingsambten, selectieambten of bevorderingsambten van de betrokken categorie, berekend volgens de nadere regels vastgelegd in artikel 34 van het voormelde decreet van 6 juni 1994;

2° in vast verband titularis zijn van een ambt dat ten minste de helft van het minimumaantal uren telt dat vereist is om een ambt met volledig leerplan in het door de betrokken inrichtende macht georganiseerde onderwijs uit te maken;

3° in vast verband één of meer ambten in het secundair onderwijs van de lagere graad uitoefenen en houder zijn van een diploma van GLSO, voor zover het gaat om een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs van groep A voor het uitgeoefende ambt;

4° op de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 56 § 2, 2° hebben geantwoord;

5° vooraf de attesten van slagen vóór ten minste drie opleidingsmodules bedoeld in de artikelen 17, § 1, en 18, § 1 van dit decreet hebben gekregen.

Elke inrichtende macht die bewijst dat zij geen personeelslid tot de stage kan toelaten overeenkomstig artikel 57 en artikel 58 en de §§ 1 en 2 van dit artikel en dat zij enkel één kandidaat voor de toelating tot de stage heeft die aan de voorwaarden van § 3 van dit artikel voldoet, kan zijn kandidatuur laten concurreren met die van personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van het eerste lid. In dat geval doet het een nieuwe oproep tot kandidaten bij de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van het eerste lid, behalve als die personeelsleden reeds bij de oorspronkelijke oproep tot kandidaten bedoeld waren.

§ 5. Elke inrichtende macht die bewijst dat zij geen personeelslid tot de stage kan toelaten in een ambt van directeur van een inrichting voor sociale promotie, overeenkomstig artikel 57, artikel 58 of de §§ 1 tot 3 van dit artikel, kan tot de stage in dat ambt een personeelslid toelaten dat voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° een dienstanciënniteit van zeven jaar binnen de inrichtende macht hebben verworven in een wervingsambt, selectieambt of bevorderingsambt van de betrokken categorie, berekend volgens de nadere regels vastgelegd in artikel 4 van het voormelde decreet van 6 juni 1994;

2° in vast verband titularis zijn van één of meer ambten die ten minste de helft van het minimumaantal uren telt dat vereist is om een ambt met volledig leerplan in het door de betrokken inrichtende macht georganiseerde onderwijs uit te maken;

3° in vast verband één of meer ambten in het secundair onderwijs en/of in een hogeschool uitoefenen, en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van dit decreet;

4° op de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 56, § 2, 2° hebben geantwoord;

5° vooraf de attesten van slagen vóór ten minste drie opleidingsmodules bedoeld in de artikelen 17 § 1, en 18 § 1 van dit decreet hebben behaald.

Elke inrichtende macht die bewijst dat zij geen personeelslid tot de stage kan toelaten overeenkomstig artikel 57 en artikel 58 en de §§ 1 en 2 van dit artikel en dat zij enkel één kandidaat voor de toelating tot de stage heeft die aan de voorwaarden van § 3 van dit artikel voldoet, kan zijn kandidatuur laten concurreren met die van personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van het eerste lid. In dat geval doet het een nieuwe oproep tot kandidaten bij de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden van het eerste lid, behalve als die personeelsleden reeds bij de oorspronkelijke oproep tot kandidaten bedoeld waren.

§ 6. In afwijking van artikel 20, § 2, wordt het personeelslid dat tot de stage wordt toegelaten overeenkomstig dit artikel, bij voorrang toegelaten tot de verschillende opleidingsformules.

Afdeling II. — Tijdelijke aanstelling in een betrekking van directeur

Art. 60. § 1. Het ambt van directeur kan tijdelijk worden toegewezen aan een personeelslid dat aan alle in artikel 57 bedoelde voorwaarden voldoet :

1° indien de titularis van het ambt tijdelijk afwezig is;

2° in het geval bedoeld in artikel 47 van het voormelde decreet van 6 juni 1994.

Gedurende die periode blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het in vast verband benoemd is.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, voor elke aanstelling die een geldigheidsduur heeft die gelijk is aan of lager is dan vijftien weken, zijn de voorwaarden bedoeld in artikel 57, 4° en 5° niet vereist. De autoriteiten bedoeld in artikel 27bis van het voormelde decreet van 6 juni 1994 worden ertoe gemachtigd die aanstellingen met een geldigheidsduur die gelijk is aan of lager is dan vijftien weken uit te voeren.

In afwijking van § 1, eerste lid, kan het ambt van directeur aan een personeelslid tijdelijk worden toegewezen onder de voorwaarden van het eerste lid, bij overlijden van de directeur die titularis van het ambt is, gedurende de periode die noodzakelijk is voor de toelating tot de stage van een stagedoende directeur in het kader van de procedure bedoeld in afdeling 1 van dit hoofdstuk. Die aanstelling eindigt van ambtswege op de datum van de toelating tot de stage die plaatsvindt op het einde van die procedure, uiterlijk na vijftien weken.

§ 3. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is om het bevorderingsambt van directeur tijdelijk toe te wijzen aan een lid van haar personeel dat aan de voorwaarden van artikel 57 voldoet, kan het bevorderingsambt van directeur tijdelijk toewijzen aan een lid van haar personeel met inachtneming van de artikelen 58 en 59.

§ 4. In afwijking van artikel 57 wordt het personeelslid dat in een niet-vacante betrekking tijdelijk is aangesteld voor een periode van meer dan 15 weken, wordt benoemd in de betrekking die het bekleedt, als deze vacant wordt, met inachtneming van de bepalingen vervat in artikel 37 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, op voorwaarde dat :

1° het tijdelijk ononderbroken sedert ten minste twee jaar vanaf de datum waarop de betrekking vacant is geworden, aangesteld is;

2° het ten minste twee keer is geëvalueerd, waarbij de tweede evaluatie geleid heeft tot de toekenning van de vermelding « gunstig ». Daartoe, onverminderd artikel 63, wordt het in deze paragraaf bedoelde personeelslid geëvalueerd met toepassing van de regels vervat in artikel 33, § 2 tot § 5.

Het in deze paragraaf bedoelde personeelslid kan echter, op eigen aanvraag, tot de stage worden toegelaten in de vacante betrekking bedoeld in het eerste lid. In dat geval duurt de stage één jaar.

Het in deze paragraaf bedoelde personeelslid wordt van ambtswege tot de stage toegelaten in de vacante betrekking bedoeld in het eerste lid, indien het vóór zijn laatste evaluatie één keer de vermelding « met voorbehoud » heeft gekregen. In dat geval duurt de stage één jaar; op het einde van dat jaar vindt een laatste evaluatie plaats. Het personeelslid wordt benoemd in de vacante betrekking bedoeld in het eerste lid, indien het de vermelding « gunstig » krijgt bij die laatste evaluatie.

Art. 61. § 1. Elke tijdelijke aanstelling in een ambt van directeur wordt schriftelijk vastgesteld, met vermelding van de bepalingen bedoeld in artikel 21 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, met uitzondering van 7°.

§ 2. De inrichtende macht kan geen tijdelijke aanstelling in een betrekking van directeur uitvoeren als zij verplicht wordt, bij de bepalingen in verband met de reffectatie, die betrekking toe te kennen aan een personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld bij ontstentenis van betrekking.

§ 3. Een tijdelijke aanstelling in een betrekking van directeur eindigt :

a) in onderlinge overeenstemming;

b) bij beslissing van de inrichtende macht :

— als gevolg van de procedure bedoeld in § 4 van dit artikel voor het personeelslid dat tijdelijk is aangesteld in een ambt van directeur voor een duur van minder dan één jaar

c) of bij toepassing van artikel 22, eerste lid van het voormelde decreet van 6 juni 1994.

Het einde van het schooljaar heeft geen gevolg op de tijdelijke aanstelling in een betrekking van directeur.

§ 4. Met inachtneming van een opzeggingstermijn van viertien dagen, kan de inrichtende macht de aanstelling van een personeelslid beëindigen dat tijdelijk is aangesteld in een ambt van directeur.

Vóór de kennisgeving van elke beslissing tot aanstellingsbeëindiging, moet het personeelslid uitgenodigd zijn zich door de inrichtende macht te laten horen.

Van de oproeping voor de hoorzitting alsook van de redenen waarom de Regering van plan is om een einde te maken aan de aanstelling van het personeelslid, wordt hem ten minste vijf werkdagen vóór de hoorzitting kennis gegeven ofwel bij een ter post aangetekend schrijven ofwel door de overhandiging van een schrijven met ontvangstbewijs. Bij de hoorzitting, kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen uit de personeelsleden die in actieve dienst of in ruste gesteld zijn in het gesubsidieerd officieel onderwijs of door een vertegenwoordiger van een vakorganisatie die de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs vertegenwoordigt en aangesloten is bij organisaties die in de Nationale Arbeidsraad zitting hebben. Van de hoorzitting wordt een proces-verbaal opgemaakt. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het behoorlijk opgeroepen personeelslid zich niet bij de hoorzitting aanmeldt of er niet vertegenwoordigd wordt.

Afdeling III. — Evaluatie van de opleiding van de directeurs die benoemd zijn of tijdelijk aangesteld zijn voor een periode die gelijk is aan of langer is dan één jaar of wier aanstelling ten minste één jaar heeft geduurd

Art. 62. Deze afdeling is van toepassing op de in vast verband benoemde directeurs.

Ze is eveneens van toepassing op het personeelslid dat in het ambt van directeur tijdelijk wordt aangesteld voor een periode die gelijk is aan of langer is dan één jaar of wiens aanstelling ten minste één jaar heeft geduurd. De bij deze afdeling bedoelde benaming « directeur » geldt ook voor dat personeelslid.

Art. 63. Om de vijf jaar, vanaf de datum van zijn benoeming in vast verband of zijn aanstelling in tijdelijk verband, wordt iedere directeur door de inrichtende macht geëvalueerd.

Voor de toepassing van het eerste lid, kan de inrichtende macht zich door deskundigen laten bijstaan.

Indien de inrichtende macht dit nuttig acht, kan zij de directeur vroeger evalueren.

De directeur kan echter niet meer dan twee keer per periode van tien jaar worden geëvalueerd.

Art. 64. De evaluatie steunt op de uitvoering van het opdrachtenblad bedoeld in hoofdstuk III van titel II en op de praktische toepassing van de bevoegdheden verworven in het kader van de artikelen 13, 14 en 15.

Daarbij wordt rekening gehouden met de globale context waarin de directeur moet werken en met de middelen die hem ter beschikking worden gesteld.

Daartoe houdt de inrichtende macht inzonderheid rekening met de bepalingen van het voormelde decreet van 24 juli 1997 voor het leerplichtonderwijs, van het voormelde decreet van 16 april 1991 voor het onderwijs voor sociale promotie en voor het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, met het voormelde decreet van 2 juni 1998, met het opvoedingsproject, het pedagogisch project en het inrichtingsproject.

Art. 65. Op grond van die evaluatie beslist de inrichtende macht in onderlinge overeenstemming met de directeur over de aan te brengen verbeteringen.

Afdeling IV. — Overgang tussen de bevorderingsambten, de selectieambten en de wervingsambten

Art. 66. In artikel 22, eerste lid, 2^o, van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, worden de punten *cbis*) en *cter*) toegevoegd, luidend als volgt :

« *cbis*) bij toepassing van artikel 29*bis*, § 1;

cter) bij toepassing van artikel 29*bis*, § 2; ».

Art. 67. In artikel 28 van hetzelfde decreet, wordt een punt 3^o toegevoegd, luidend als volgt :

« 3^o indien zij de betrekking reeds heeft toegekend overeenkomstig de bepalingen bedoeld bij artikel 29*bis*. »

Art. 68. In hetzelfde decreet worden een artikel 29*bis* en een artikel 29*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 29*bis*. § 1. Een personeelslid dat in vast verband benoemd is in een selectieambt of een bevorderingsambt bij een inrichtende macht kan, als het dit aanvraagt en met de toestemming van de inrichtende macht, in een definitief vacant geworden betrekking van een wervingsambt, een selectieambt of een bevorderingsambt in vast verband benoemd worden door een inrichtende macht waarbij het reeds een benoeming in vast verband heeft genoten in een wervingsambt, een selectieambt of een bevorderingsambt dat toegang verschaft tot zijn huidige ambt.

De overgang van de ene betrekking naar een andere overeenkomstig deze paragraaf moet zonder onderbreking plaatsvinden.

De nadere regels voor de benoeming krachtens deze paragraaf worden overigens door de plaatselijke paritaire commissies vastgesteld.

§ 2. Een personeelslid dat in vast verband benoemd is in een selectieambt of een bevorderingsambt bij een inrichtende macht kan, als het dit aanvraagt en met de toestemming van de inrichtende macht, in een definitief vacant geworden betrekking van een wervingsambt, een selectieambt of een bevorderingsambt in vast verband benoemd worden door een andere inrichtende macht dan deze die bedoeld zijn in § 1, indien geen lid van deze inrichtende macht prioritair is.

Het personeelslid dat de toepassing van deze paragraaf geniet, moet ontslag nemen bij de inrichtende macht die het verlaat voor het selectieambt of bevorderingsambt dat het daar uitoefent.

De overgang van de ene betrekking naar een andere overeenkomstig deze paragraaf moet zonder onderbreking plaatsvinden.

De nadere regels voor de benoeming krachtens deze paragraaf zijn overigens vastgesteld door de plaatselijke paritaire commissie die opgericht is binnen de inrichtende macht die het personeelslid ontvangt.

§ 3. Voor de toepassing van § 1 en § 2, onverminderd artikel 28, 1°, kan de benoeming in vast verband op ongeacht welke datum plaatsvinden. Ze kan enkel worden toegekend voor zover het personeelslid voldoet aan alle voorwaarden die, naar gelang van het geval, bepaald zijn in :

- a) artikel 30, met uitzondering van 8°, 9°, wat de ambtsanciënniteit betreft, en 10° en 11°;
- b) artikel 40, eerste lid, met uitzondering van 5°;
- c) artikel 49, eerste lid, met uitzondering van 4°;

d) in artikel 57 van het decreet van 3 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, met uitzondering van 4°.

Voor de toepassing van de punten b), c) en d) van het eerste lid, wordt het vereiste inzake opvolging van de opleiding in verband met een bepaald ambt van ambtswege als vervuld geacht indien het personeelslid titularis van dat ambt in vast verband is geweest vóór de uitoefening van zijn huidige ambt.

Artikel 29ter. Het in artikel 29bis bedoelde personeelslid krijgt de weddeschaal toegekend van het ambt waarin het overeenkomstig die bepaling in vast verband benoemd is.

Het in artikel 29bis bedoelde personeelslid, dat gedurende ten minste tien jaar in vast verband het selectieambt of het bevorderingsambt dat het verlaat, heeft uitgeoefend, geniet een degressief weddeschaalstelsel, en krijgt vanaf het derde jaar de weddeschaal toegekend van het ambt waarin het overeenkomstig artikel 29bis benoemd is, vastgesteld als volgt :

a) In de loop van het eerste jaar dat op zijn nieuwe affectatie volgt, geniet het personeelslid de weddeschaal van het ambt waarin het geaffecteerd is, vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan 66 % van het verschil tussen, enerzijds, de weddeschaal die het genoot in het ambt dat het verliet, en anderzijds, de weddeschaal van het ambt waarin het geaffecteerd is;

b) In de loop van het tweede jaar dat op zijn nieuwe affectatie volgt, geniet het personeelslid de weddeschaal van het ambt waarin het geaffecteerd is, vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan 33 % van het verschil tussen, enerzijds, de weddeschaal die het genoot in het ambt dat het verliet, en anderzijds, de weddeschaal van het ambt waarin het geaffecteerd is. »

Art. 69. In artikel 37 van hetzelfde decreet wordt een punt 3° toegevoegd, luidend als volgt :

« 3° indien ze de betrekking reeds heeft toegewezen bij toepassing van de bepalingen bedoeld in artikel 29bis. »

Art. 70. In artikel 45 van hetzelfde decreet wordt een punt 3° toegevoegd, luidend als volgt :

« 3° indien ze de betrekking reeds heeft toegewezen bij toepassing van de bepalingen bedoeld in artikel 29bis. »

Afdeling V. — Wijzigingsbepalingen

Art. 71. In het voornoemde decreet van 6 juni 1994 wordt een artikel 39bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 39bis, § 1. De inrichtende macht die een personeelslid in een selectieambt in vast verband moet benoemen :

1° raadpleegt de plaatselijke paritaire commissie over het profiel van het toe te kennen selectieambt;

2° ontvangt van de personeelsleden alle informatie die deze nuttig achten (om) hem mee te delen met het oog op de benoeming in vast verband.

§ 2. De inrichtende macht, na toepassing van § 1 :

1° bepaalt het profiel van het toe te kennen selectieambt. In dit kader kan de inrichtende macht bijkomende criteria toevoegen aan de voorwaarden voor de benoeming in vast verband bedoeld in artikel 40;

2° doet een oproep tot kandidaten volgens de vormen vastgesteld door de Regering, op voorstel van de centrale paritaire commissie. »

Art. 72. In artikel 40 van het voornoemde decreet van 6 juni 1994 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) onder punt 2° van het eerste lid, worden de woorden « sinds ten minste twee jaar » geschrapt.

b) punt 3° van het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« 3° titularis zijn, in vast verband, van een ambt met ten minste de helft van het minimaal aantal uren vereist om een ambt met volledige prestatie te vormen in het onderwijs georganiseerd door de betrokken inrichtende macht; »

c) punt 4° van het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« 4° één of meer ambten, in vast verband, binnen de inrichtende macht uitoefenen, die toegang geven tot het toe te kennen selectieambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 101 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs; »

d) punt 5° van het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« 5° gevolg geven aan een oproep waarvan de vorm door de Regering zal worden bepaald, op voorstel van de plaatselijke paritaire commissie. »

e) het derde lid wordt vervangen als volgt :

« In afwijking van het eerste lid, 3°, wordt in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan aan de voorwaarde voor de uitoefening van een ambt naar rata van ten minste een halve opdracht beantwoord als deze vervuld is in het onderwijs georganiseerd binnen één of meer inrichtende machten. »

Art. 73. De artikelen 42 tot 44 van hetzelfde decreet worden vervangen als volgt :

« Artikel 42, § 1. Een selectieambt kan tijdelijk aan een personeelslid toevertrouwd worden dat aan alle voorwaarden van artikel 40 beantwoordt :

1° indien de titularis van het ambt tijdelijk afwezig is;

2° in de veronderstelling bedoeld in artikel 39.

Tijdens deze periode blijft het personeelslid titularis van het ambt waarin het in vast verband benoemd is.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, voor elke aanstelling van een duur die gelijk is aan of korter is dan vijftien weken, worden de voorwaarden bedoeld in artikel 40, 5° en 6° niet vereist.

Artikel 43. Een selectieambt kan tijdelijk aan een personeelslid toevertrouwd worden dat aan alle voorwaarden bedoeld in artikel 40 beantwoordt in afwachting van een benoeming in vast verband.

Tijdens deze periode blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het in vast verband benoemd is.

Het personeelslid bedoeld in het eerste lid wordt uiterlijk na een termijn van twee jaar in vast verband benoemd in het selectieambt indien de inrichtende macht hem ervan niet heeft ontlast.

Artikel 44. § 1. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een selectieambt tijdelijk aan een personeelslid toe te vertrouwen dat aan de voorwaarden bedoeld in artikel 4 beantwoordt, kan tijdelijk het selectieambt toevertrouwen aan een personeelslid dat in vast verband benoemd is en dat aan de volgende voorwaarden beantwoordt :

1° titularis zijn, in vast verband, van een ambt met ten minste de helft van het minimaal aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen in het onderwijs georganiseerd door de betrokken inrichtende macht;

2° één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen selectieambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 101 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Tijdens de periode waarin het personeelslid tijdelijk het selectieambt uitoefent, blijft het titularis van de betrekking waarin het in vast verband benoemd is.

Elke inrichtende macht die bewijst dat zij slechts één personeelslid heeft dat aan de voorwaarden van artikel 40 beantwoordt, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid voldoen, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

De toepassing van het eerste lid of van het derde lid ontslaat de inrichtende macht er niet van een oproep te doen tot kandidaten voor een vaste benoeming in het selectieambt tijdens de drie dienstjaren die volgen op dat waarin het selectieambt het voorwerp was van een tijdelijke aanstelling met toepassing van het eerste lid.

Nochtans, indien na de drie dienstjaren bedoeld in het vorige lid, het personeelslid dat tijdelijk een selectieambt toegewezen kreeg met toepassing van het eerste lid, de voorwaarde bedoeld in artikel 40, eerste lid, 6° nog niet vervuld, moet de inrichtende macht elk jaar een oproep doen tot kandidaten voor de vaste benoeming in het selectieambt.

Het personeelslid dat tijdelijk een selectieambt toegewezen kreeg met toepassing van deze paragraaf, kan door de inrichtende macht uit het bovenvermelde ambt ontheven worden.

De bepalingen van het derde lid en het vierde lid zijn niet van toepassing in de gevallen bedoeld in artikel 42, § 1, 1° en 2°.

§ 2. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een selectieambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid in vast verband overeenkomstig de bepalingen die voorafgaan, kan het bovenvermelde ambt toevertrouwen aan een prioritair tijdelijk personeelslid dat aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° titularis zijn, in tijdelijk verband, van een ambt met ten minste de helft van het minimum aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen in het onderwijs georganiseerd door de betrokken inrichtende macht;

2° één of meer ambten, in tijdelijk verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen selectieambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 101 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een selectieambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat aan de voorwaarden van artikel 40 voldoet en dat zij slechts één personeelslid heeft dat aan de voorwaarden van § 1 voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid voldoen, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

De toepassing van het eerste lid of van het tweede lid ontslaat de inrichtende macht er niet van elk jaar een oproep te doen tot kandidaten voor een vaste benoeming in het selectieambt.

Het personeelslid dat tijdelijk en prioritair wordt aangesteld overeenkomstig dit artikel, wordt geacht aan de in artikel 40, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde voorwaarde te voldoen na het verstrijken van een termijn van zes jaar als tijdelijke in het selectieambt.

Het personeelslid dat tijdelijk een selectieambt toegewezen kreeg met toepassing van deze paragraaf, kan door de inrichtende macht uit het bovenvermelde ambt ontheven worden.

§ 3. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een selectieambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid in vast verband of prioritair tijdelijk personeelslid overeenkomstig de bepalingen die voorafgaan, kan een beroep doen op een personeelslid in vast verband dat tot een andere gesubsidieerde officiële inrichtende macht behoort en dat aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° titularis zijn, in vast verband, binnen deze andere inrichtende macht van een ambt met ten minste de helft van het minimaal aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen;

2° één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen selectieambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 101 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Tijdens de periode waarin het tijdelijk het selectieambt uitoefent, blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het binnen zijn oorspronkelijke inrichtende macht in vast verband benoemd is.

Het personeelslid dat tijdelijk in een selectieambt is aangesteld overeenkomstig deze paragraaf, wordt in dit bovenvermelde ambt in vast verband benoemd na een termijn van zes jaar indien het op dat ogenblik de voorwaarden bedoeld in artikel 40, eerste lid, 5° en 6° vervult, en indien de inrichtende macht hem niet ontlast heeft.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een selectieambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat aan de voorwaarden van artikel 40 en van § 1 van dit artikel voldoet, en dat ze slechts een personeelslid heeft dat aan de voorwaarden van § 2 beantwoordt, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid voldoen, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

De toepassing van het eerste lid of van het vierde lid ontslaat de inrichtende macht er niet van elk jaar een oproep te doen tot kandidaten voor een vaste benoeming in het selectieambt tijdens de drie dienstjaren die volgen op dat waarin het selectieambt het voorwerp was van een tijdelijke aanstelling met toepassing van het eerste lid.

Het personeelslid dat tijdelijk een selectieambt toegewezen kreeg met toepassing van deze paragraaf, kan door de inrichtende macht uit het bovenvermelde ambt ontheven worden.

De bepalingen van het derde lid en het vierde lid zijn niet van toepassing in de gevallen bedoeld in artikel 42, § 1, 1° en 2°.

§ 4. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een selectieambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid overeenkomstig de bepalingen die voorafgaan, kan het bovenvermelde ambt tijdelijk toevertrouwen aan een tijdelijk personeelslid dat aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° titularis zijn, in tijdelijk verband, van een ambt met ten minste de helft van het minimaal aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen in het onderwijs georganiseerd door de betrokken inrichtende macht;

2° één of meer ambten, in tijdelijk verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen selectieambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 101 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een selectieambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat aan de voorwaarden van artikel 40, van § 1 en § 2 van dit artikel beantwoordt en dat ze slechts één personeelslid heeft dat aan de voorwaarden van § 3 voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid voldoen, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

De toepassing van het eerste lid of het tweede lid ontslaat de inrichtende macht er niet van elk jaar een oproep te doen tot kandidaten voor een vaste benoeming in het selectieambt.

Het personeelslid dat tijdelijk aangesteld is overeenkomstig dit artikel, wordt geacht aan de in artikel 40, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde voorwaarde te voldoen na het verstrijken van een termijn van zes jaar als tijdelijke in het selectieambt.

Het personeelslid dat tijdelijk een selectieambt toegewezen kreeg met toepassing van deze paragraaf, kan door de inrichtende macht uit het bovenvermelde ambt ontheven worden.

Artikel 44bis, § 1. Elke tijdelijke aanstelling in het selectieambt wordt schriftelijk vastgesteld en worden de meldingen zoals bedoeld in artikel 21, met uitzondering van 7°, erin opgenomen.

§ 2. De inrichtende macht mag niet overgaan tot een tijdelijke aanstelling in een selectiebetrekking als zij, krachtens de bepalingen betreffende de reffectatie, verplicht is deze betrekking toe te kennen aan een personeelslid dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking.

§ 3. Een tijdelijke aanstelling in een selectiebetrekking loopt ten einde :

a) in onderlinge overeenstemming;

b) bij beslissing van de inrichtende macht ten gevolge van de procedure bedoeld in § 4 van dit artikel of voor wat betreft het personeelslid van het onderwijs met volledig leerplan ten gevolge van de toepassing van de bepalingen van hoofdstuk Vbis;

c) of met toepassing van artikel 22, eerste lid.

Nochtans heeft het einde van het schooljaar geen gevolg op de tijdelijke aanstelling in een selectiebetrekking.

§ 4. Mits een opzeggingstermijn van vijftien dagen kan de inrichtende macht ofwel op voorstel van de directeur, ofwel op eigen initiatief, een einde maken aan de aanstelling van een personeelslid dat tijdelijk is aangesteld in een selectieambt.

Voorafgaandelijk aan de mededeling van elke beslissing betreffende het einde van de aanstelling moet het personeelslid de gelegenheid gekregen hebben om door de inrichtende macht te worden verhoord.

De oproeping tot de hoorzitting, alsook de motieven waarom de inrichtende macht overweegt een einde te maken aan de aanstelling van het personeelslid, moeten hem kenbaar worden gemaakt vijf werkdagen voor de hoorzitting, hetzij bij een ter post aangetekende brief, hetzij door persoonlijke overhandiging met ontvangstbewijs. Tijdens de hoorzitting mag het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de personeelsleden, in actieve dienst of gepensioneerd van het gesubsidieerd officieel onderwijs, of door een vertegenwoordiger van een vakorganisatie die de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs vertegenwoordigt, aangesloten bij de organisaties die zetelen binnen de Nationale Arbeidsraad. Er wordt een proces-verbaal van de hoorzitting opgemaakt. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het personeelslid, dat volgens de regels is opgeroepen, niet verschijnt op de hoorzitting of er niet vertegenwoordigd is.

Artikel 44ter. Elk personeelslid mag krachtens artikel 40 van zijn benoeming afzien binnen de 600 dagen die volgen op zijn eerste toetreding tot het selectieambt. In dit geval reïntegreert het personeelslid definitief zijn ambt van afkomst.

De inrichtende macht kan, met het oog op de continuïteit van het selectieambt of om de stabiliteit van de pedagogische teams niet in het gedrang te brengen, het herstellen van het personeelslid in zijn oorspronkelijke ambt uitstellen met hoogstens 6 maanden vanaf de datum van de aanvraag van het personeelslid.

Art. 74. In artikel 46 van hetzelfde decreet, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het vorige lid kan het personeelslid dat titularis is van een bevorderingsambt slechts een verandering van affectatie aanvragen nadat het zijn ambten uitgeoefend heeft in een betrekking die het tijdens een termijn van drie jaar bekleedt ».

Art. 75. In hetzelfde decreet wordt een artikel 48bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 48bis, § 1. De inrichtende macht die een personeelslid in een bevorderingsambt in vast verband moet benoemen :

1° raadpleegt de plaatselijke paritaire commissie over het profiel van het toe te kennen bevorderingsambt;

2° ontvangt van de personeelsleden alle informatie die deze nuttig achten (om) hem mee te delen met het oog op de vaste benoeming.

§ 2. De inrichtende macht, na toepassing van § 1 :

1° bepaalt het profiel van het toe te kennen bevorderingsambt. In dit kader kan de inrichtende macht bijkomende criteria toevoegen aan de voorwaarden voor de vaste benoeming bedoeld in artikel 49;

2° doet een oproep tot kandidaten volgens de vormen vastgesteld door de Regering, op voorstel van de centrale paritaire commissie. »

Art. 76. In artikel 49 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) onder punt 1° van het eerste lid, worden de woorden « zes jaar dienstanciënniteit definitief verworven hebben » vervangen door de woorden « zeven jaar dienstanciënniteit verworven hebben »;

b) punt 2° van het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« 2° titularis zijn, in vast verband, van een ambt met ten minste de helft van het minimaal aantal uren vereist om een ambt met volledige prestatie te vormen in het onderwijs georganiseerd door de betrokken inrichtende macht »;

c) punt 3° van het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« 3° één of meer ambten binnen de inrichtende macht uitoefenen, die toegang geven tot het toe te kennen bevorderingsambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs. »

d) punt 4° van het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« 4° gevolg geven aan een oproep waarvan de vorm door de Regering zal worden bepaald, op voorstel van de plaatselijke paritaire commissie. »

e) het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« In afwijking van het eerste lid, 3°, wordt in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan aan de voorwaarde voor de uitoefening van een ambt naar rata van ten minste een halve opdracht beantwoord als deze vervuld is in het onderwijs georganiseerd binnen één of meer inrichtende machten. »

Art. 77. De artikelen 50 tot 52 van hetzelfde decreet worden vervangen als volgt :

« Artikel 50, § 1. Een bevorderingsambt kan tijdelijk toevertrouwd worden aan een personeelslid dat aan alle voorwaarden van artikel 49 voldoet :

1° indien de titularis van het ambt tijdelijk afwezig is;

2° in het geval bedoeld in artikel 47.

Tijdens deze periode blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het in vast verband benoemd is.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, voor elke aanstelling van een duur die gelijk is aan of korter is dan vijftien weken, worden de voorwaarden bedoeld in artikel 49, 4° en 5° niet vereist. De inrichtende macht stelt, na raadpleging van de plaatselijke paritaire commissie, de procedure tot aanstelling vast.

Artikel 51. Een bevorderingsambt kan tijdelijk toevertrouwd worden aan een personeelslid dat aan alle voorwaarden bedoeld in artikel 49 voldoet, in afwachting van een benoeming in vast verband.

Tijdens deze periode blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het in vast verband benoemd is.

Het personeelslid bedoeld in het eerste lid wordt uiterlijk na een termijn van twee jaar in vast verband benoemd in het bevorderingsambt indien de inrichtende macht hem ervan niet heeft ontlast.

Artikel 52. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een bevorderingsambt tijdelijk aan een personeelslid toe te vertrouwen dat aan de voorwaarden bedoeld in artikel 49 beantwoordt, kan tijdelijk het bevorderingsambt toevertrouwen aan een personeelslid dat in vast verband benoemd is en dat aan de volgende voorwaarden beantwoordt :

1° titularis zijn, in vast verband, van een ambt met ten minste de helft van het minimaal aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen in het onderwijs georganiseerd door de betrokken inrichtende macht;

2° één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen bevorderingsambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Tijdens de periode waarin het personeelslid tijdelijk het bevorderingsambt uitoefent, blijft het titularis van de betrekking waarin het in vast verband benoemd is.

Elke inrichtende macht die bewijst dat zij slechts één personeelslid heeft dat aan de voorwaarden van artikel 49 beantwoordt, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid voldoen, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

De toepassing van het eerste lid of van het derde lid ontslaat de inrichtende macht er niet van een oproep te doen tot kandidaten voor een vaste benoeming in het bevorderingsambt tijdens de drie dienstjaren die volgen op dat waarin het bevorderingsambt het voorwerp was van een tijdelijke aanstelling met toepassing van het eerste lid.

Als na drie dienstjaren bedoeld in het vorige lid, het personeelslid dat tijdelijk een bevorderingsambt toegewezen kreeg met toepassing van het eerste lid, de voorwaarde bedoeld in artikel 49, eerste lid, 5°, nog niet vervuld, moet de inrichtende macht elk jaar een oproep doen tot kandidaten voor de vaste benoeming in het bevorderingsambt.

Het personeelslid dat tijdelijk een bevorderingsambt toegewezen kreeg met toepassing van deze paragraaf, kan door de inrichtende macht uit het bovenvermelde ambt ontheven worden.

De bepalingen van het derde lid en het vierde lid zijn niet van toepassing in de gevallen bedoeld in artikel 50, § 1, 1° en 2°.

§ 2. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een bevorderingsambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat in vast verband benoemd is overeenkomstig de bepalingen die voorafgaan, kan het bovenvermelde ambt tijdelijk toevertrouwen aan een prioritair tijdelijk personeelslid dat aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° titularis zijn, in tijdelijk verband, van een ambt met ten minste de helft van het minimum aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen in het onderwijs georganiseerd door de betrokken inrichtende macht;

2° één of meer ambten, in tijdelijk verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen bevorderingsambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 101 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een bevorderingsambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat aan de voorwaarden van artikel 49 voldoet en dat zij slechts één personeelslid heeft dat aan de voorwaarden van § 1 voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet ze een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid voldoen, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

De toepassing van het eerste lid of het tweede lid ontslaat de inrichtende macht er niet van elk jaar een oproep te doen tot kandidaten voor een vaste benoeming in het bevorderingsambt.

Het personeelslid dat tijdelijk een prioritair is aangesteld overeenkomstig dit artikel, wordt geacht aan de in artikel 49, eerste lid, 1°, bedoelde voorwaarde te voldoen na het verstrijken van een termijn van zes jaar als tijdelijke in het bevorderingsambt.

Het personeelslid dat tijdelijk een bevorderingsambt toegewezen kreeg met toepassing van deze paragraaf, kan door de inrichtende macht uit het bovenvermelde ambt ontheven worden.

§ 3. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een bevorderingsambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid in vast verband of aan een prioritair tijdelijk personeelslid overeenkomstig de bepalingen die voorafgaan, kan een beroep doen op een personeelslid in vast verband dat tot een andere gesubsidieerde officiële inrichtende macht behoort en dat aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° titularis zijn, in vast verband, binnen deze andere inrichtende macht van een ambt met ten minste de helft van het minimum aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen;

2° één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen bevorderingsambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Tijdens de periode waarin het tijdelijk het bevorderingsambt uitoefent, blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het binnen zijn oorspronkelijke inrichtende macht in vast verband benoemd is.

Het personeelslid dat tijdelijk is aangesteld in een bevorderingsambt overeenkomstig deze paragraaf, wordt in dit bovenvermelde ambt in vast verband benoemd na een termijn van zes jaar indien het op dat ogenblik de voorwaarden bedoeld in artikel 49, eerste lid, 4° en 5° vervult, en indien de inrichtende macht hem niet ontlast heeft.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een bevorderingsambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat aan de voorwaarden van artikel 49 en van § 1 van dit artikel voldoet en dat zij slechts één personeelslid heeft dat aan de voorwaarden van § 2 voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid voldoen, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

De toepassing van het eerste lid of van het vierde lid ontslaat de inrichtende macht er niet van elk jaar een oproep te doen tot kandidaten voor een vaste benoeming in het bevorderingsambt tijdens de drie dienstjaren die volgen op dat waarin het bevorderingsambt het voorwerp was van een tijdelijke aanstelling met toepassing van het eerste lid.

Het personeelslid dat tijdelijk een bevorderingsambt toegewezen kreeg met toepassing van deze paragraaf, kan door de inrichtende macht uit het bovenvermelde ambt ontheven worden.

De bepalingen van het tweede lid en het derde lid zijn niet van toepassing in de gevallen bedoeld in artikel 50, § 1, 1° en 2°.

§ 4. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een bevorderingsambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid overeenkomstig de bepalingen die voorafgaan, kan het bovenvermelde ambt tijdelijk toevertrouwen aan een tijdelijk personeelslid dat aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° titularis zijn, in tijdelijk verband, van een ambt met ten minste de helft van het minimaal aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen in het onderwijs georganiseerd door de betrokken inrichtende macht;

2° één of meer ambten, in tijdelijk verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen bevorderingsambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een bevorderingsambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat aan de voorwaarden van artikel 49, van § 1 en van § 2 van dit artikel beantwoordt, en dat ze slechts één personeelslid heeft dat aan de voorwaarden van § 3 voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid voldoen, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

De toepassing van het eerste lid of het tweede lid ontslaat de inrichtende macht er niet van elk jaar een oproep te doen tot kandidaten voor een vaste benoeming in het bevorderingsambt.

Het personeelslid dat tijdelijk aangesteld is overeenkomstig dit artikel, wordt geacht aan de in artikel 40, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde voorwaarde te voldoen na het verstrijken van een termijn van zes jaar als tijdelijke in het bevorderingsambt.

Het personeelslid dat tijdelijk een bevorderingsambt toegewezen kreeg met toepassing van deze paragraaf, kan door inrichtende macht uit het bovenvermelde ambt ontheven worden.

§ 5. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een bevorderingsambt in een inrichting voor sociale promotie tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid overeenkomstig de bepalingen die voorafgaan, kan het bovenvermelde ambt tijdelijk toevertrouwen aan een personeelslid dat aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° een dienstanciënniteit van zeven jaar binnen de inrichtende macht hebben verworven in één van de wervings-, selectie- of bevorderingsambten van de betrokken categorie, berekend volgens de nadere regels bepaald in artikel 34 van het voornoemde decreet van 6 juni 1994;

2° titularis zijn, in vast verband, van één of meer ambten met ten minste de helft van het minimaal aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen in het onderwijs georganiseerd door de betrokken inrichtende macht;

3° één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen in het secundair onderwijs en/of in een hogeschool, en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een bevorderingsambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat aan de voorwaarden van artikel 49, van § 1 en van § 2 van dit artikel, en dat ze slechts één personeelslid heeft dat aan de voorwaarden van § 3 voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid voldoen, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden. »

Artikel 52bis, § 1. Elke tijdelijke aanstelling in het bevorderingsambt wordt schriftelijk vastgesteld en worden de vermeldingen zoals bedoeld in artikel 21, met uitzondering van 7°, erin opgenomen.

§ 2. De inrichtende macht mag niet overgaan tot een tijdelijke aanstelling in een betrekking van bevordering als zij, krachtens de bepalingen betreffende de reffectatie, verplicht is deze betrekking toe te kennen aan een personeelslid dat ter beschikking is gesteld bij ontstentenis van betrekking.

§ 3. Een tijdelijke aanstelling in een bevorderingsbetrekking loopt ten einde :

a) in onderlinge overeenstemming;

b) bij beslissing van de inrichtende macht ten gevolge van de procedure bedoeld in § 4 van dit artikel of ten gevolge van de toepassing van de bepalingen van hoofdstuk *Vbis*;

c) of met toepassing van artikel 22, eerste lid.

Nochtans heeft het einde van het schooljaar geen gevolg op de tijdelijke aanstelling in een bevorderingsbetrekking.

§ 4. Mits een opzeggingstermijn van 15 dagen kan de inrichtende macht een einde maken aan de aanstelling van een personeelslid dat tijdelijk werd aangesteld in een bevorderingsambt.

Voorafgaandelijk aan de mededeling van elke beslissing betreffende het einde van de aanstelling moet het personeelslid de gelegenheid gekregen hebben om door de inrichtende macht te worden verhoord.

De oproeping tot de hoorzitting, alsook de motieven waarom de inrichtende macht overweegt een einde te maken aan de aanstelling van het personeelslid, moeten hem kenbaar worden gemaakt vijf werkdagen voor de hoorzitting, hetzij bij een ter post aangetekende brief, hetzij door persoonlijke overhandiging met ontvangstbewijs. Tijdens de hoorzitting mag het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de personeelsleden, in actieve dienst of gepensioneerd van het gesubsidieerd officieel onderwijs, of door een vertegenwoordiger van een vakorganisatie die de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs vertegenwoordigt, aangesloten bij de organisaties die zetelen binnen de Nationale Arbeidsraad. Er wordt een proces-verbaal van de hoorzitting opgemaakt. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het personeelslid, dat volgens de regels is opgeroepen, niet verschijnt op de hoorzitting of er niet vertegenwoordigd is.

Artikel 52ter. Elk personeelslid mag krachtens artikel 49 van zijn benoeming afzien binnen de 600 dagen die volgen op zijn eerste toetreding tot het bevorderingsambt. In dit geval reïntegreert het personeelslid definitief zijn ambt van afkomst.

De inrichtende macht kan, met het oog op de continuïteit van het bevorderingsambt of om de stabiliteit van de pedagogische teams niet in het gedrang te brengen, het herstellen van het personeelslid in zijn oorspronkelijke ambt uitstellen met hoogstens 6 maanden na de aanvraag van het personeelslid.

Artikel 52quater. De artikelen 49 tot 52ter zijn niet van toepassing op de bevorderingsambten van directeur van een kleuterschool, directeur van een lagere school, directeur van een basisschool, directeur van het lager secundair onderwijs of van studieprefect of directeur, bepaald door het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs. »

Art. 78. In hetzelfde decreet wordt een Hoofdstuk V bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk *Vbis*. — Opdrachtenblad, evaluatie en einde van de uitoefening van sommige bevorderings- en selectieambten.

Artikel 52quinquies, § 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op de personeelsleden die titularis zijn van een bevorderingsambt of een selectieambt, zoals bedoeld in de artikelen 4, 3^o en 5, 1^o en 2^o van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten in het onderwijs met volledig leerplan, en op artikel 50 van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Het is ook van toepassing op de personeelsleden die titularis zijn van een selectieambt, zoals bedoeld in artikel 6ter, 6^o, b) van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen in het onderwijs met volledig leerplan.

§ 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder « directeur » het personeelslid dat titularis is, in welke hoedanigheid dan ook, van het bevorderingsambt van directeur van een kleuterschool, directeur van een lagere school, directeur van een basisschool, directeur van het lager secundair onderwijs of van studieprefect of directeur, zoals opgesomd in de artikelen 3 en 4, 1^o en 2^o van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten of van het bevorderingsambt van directeur van een inrichting voor sociale promotie, zoals bedoeld in artikel 6ter, 6^o, a van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen in het onderwijs met volledig leerplan.

Afdeling I. — Het opdrachtenblad

Artikel 52sexies. Bij de indiensttreding van het personeelslid bedoeld in artikel 52quinquies van dit decreet wijst de directeur hem een opdrachtenblad toe dat voorafgaandelijk goedgekeurd werd door de inrichtende macht.

Dit bovenvermelde blad bepaalt de opdrachten van het personeelslid bedoeld in artikel 52quinquies en de prioriteiten die hem worden toegewezen, in functie van de behoeften van de inrichting waarin het geaffecteerd wordt en in functie van de doelstellingen opgenomen in het opdrachtenblad dat de directeur zelf heeft gekregen overeenkomstig hoofdstuk III van titel II van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Artikel 52septies, § 1. De duur van het opdrachtenblad bedraagt zes jaar.

§ 2. De inhoud van het opdrachtenblad kan gewijzigd worden, op grond van de evolutie van de behoeften en van de werking van de inrichting vóór het einde van de geldigheidsduur ervan ten vroegste na twee jaar door de directeur.

In afwijking van het eerste lid kan de inhoud van het opdrachtenblad vóór zijn geldigheidsduur gewijzigd worden, in onderlinge overeenstemming tussen de directeur en het personeelslid bedoeld in artikel 52quinquies.

Het gewijzigde opdrachtenblad wordt ter goedkeuring aan de inrichtende macht voorgelegd.

Artikel 52octies, § 1. In afwijking van artikel 52sexies, § 1, eerste lid, kan de directeur, indien nodig en mits voorafgaande goedkeuring van de inrichtende macht, een opdrachtenblad toevertrouwen aan het personeelslid dat tijdelijk wordt aangesteld in de uitoefening van een ambt bedoeld in artikel 52quinquies van dit decreet.

De directeur wijst van ambtswege een opdrachtenblad dat voorafgaandelijk werd goedgekeurd door de inrichtende macht, aan het personeelslid toe dat tijdelijk wordt aangesteld in de uitoefening van een ambt bedoeld in

artikel 52^{quinquies} voor een duur die gelijk is aan of langer is dan één jaar, of wanneer de duur van de aanstelling ten minste één jaar bedraagt.

§ 2. Het opdrachtenblad bedoeld in dit artikel kan tot doel hebben het opdrachtenblad van het personeelslid bedoeld in artikel 52^{quinquies} dat vervangen wordt te bevestigen of in een nieuw document op te stellen.

Afdeling II. — De opleidingsevaluatie

Artikel 52^{novies}. Deze afdeling is van toepassing op het in vast verband benoemde personeelslid.

Ze is ook van toepassing op het personeelslid dat tijdelijk wordt aangesteld in de uitoefening van een ambt bedoeld in artikel 52^{quinquies} voor een duur die gelijk is aan of langer is dan één jaar, of wanneer de aanstelling ten minste één jaar bedraagt. De benaming "personeelslid" bedoeld in deze afdeling heeft ook betrekking op dit personeelslid.

Artikel 52^{decies}. Om de vijf jaar na zijn benoeming in vast verband of zijn tijdelijke aanstelling moet het personeelslid een evaluatie ondergaan die gezamenlijk gebeurt door de inrichtende macht en de directeur.

Indien deze laatste het nuttig achten, kunnen ze het personeelslid vroeger evalueren.

Nochtans mag het personeelslid niet meer dan twee keer geëvalueerd worden over een periode van tien jaar.

Artikel 52^{undecies}. De evaluatie baseert zich op de uitvoering van het opdrachtenblad bedoeld in afdeling I van dit hoofdstuk en op de praktische toepassing van de bevoegdheden verworven in het kader van de opleidingen bedoeld in artikel 40, 6° van dit decreet wat betreft de selectieambten en in artikel 49, 5° van dit decreet voor de bevorderingsambten.

Ze houdt rekening met de globale context waarin het personeelslid evolueert en met de middelen die hem ter beschikking worden gesteld.

Artikel 52^{duodecies}. In functie van deze evaluatie komen de inrichtende macht en de directeur overeen met het personeelslid over de verbeteringen die moeten aangebracht worden.

Afdeling 3. — Het einde van de uitoefening van sommige bevorderingsambten en selectieambten door de tijdelijke onderwijzende personeelsleden.

Artikel 52^{terdecies}. Mits een opzeggingstermijn van 15 dagen kan de inrichtende macht, ofwel op voorstel van de directeur, ofwel op eigen initiatief, een einde maken aan de aanstelling van een personeelslid bedoeld in artikel 52^{quinquies} dat tijdelijk werd aangesteld.

Voorafgaandelijk aan de mededeling van elke beslissing betreffende het einde van de aanstelling moet het personeelslid de gelegenheid gekregen hebben om door de inrichtende macht te worden verhoord.

De oproeping tot de hoorzitting, alsook de motieven waarom de inrichtende macht overweegt een einde te maken aan de aanstelling van het personeelslid of waarom de directeur overweegt een voorstel ervan te maken aan de inrichtende macht, moeten hem kenbaar worden gemaakt vijf werkdagen voor de hoorzitting, hetzij bij een ter post aangetekende brief, hetzij door persoonlijke overhandiging met ontvangstbewijs, die uitwerking heeft met ingang van de datum opgenomen op dit ontvangstbewijs. Tijdens de hoorzitting mag het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen onder de personeelsleden, in actieve dienst of gepensioneerd van het gesubsidieerd officieel onderwijs, of door een vertegenwoordiger van een vakorganisatie die de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs vertegenwoordigt, aangesloten bij de organisaties die zetelen binnen de Nationale Arbeidsraad. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het personeelslid, dat volgens de regels is opgeroepen, niet verschijnt op de hoorzitting of er niet vertegenwoordigd is.

HOOFDSTUK III. — *Het gesubsidieerd vrij onderwijs*

Afdeling I. — Algemene voorwaarden voor de toegang tot de stage en voor de toekenning van betrekkingen van directeur

Art. 79. § 1. De inrichtende macht die een personeelslid moet toelaten tot de stage in het bevorderingsambt van directeur :

1° raadpleegt, volgens het geval, de ondernemingsraad, de plaatselijke overleginstantie, of bij gebreke hiervan, de vakorganisatie, over het profiel van het toe te kennen ambt van directeur;

2° ontvangt van de personeelsleden alle informatie die deze nuttig achten (om) hem mee te delen met het oog op de toelating tot de stage.

§ 2. De inrichtende macht, na toepassing van § 1 :

1° bepaalt het profiel van het toe te kennen ambt van directeur. In dit kader kan de inrichtende macht bijkomende criteria toevoegen aan de voorwaarden voor de toelating tot de stage bedoeld in artikel 80 van dit decreet;

2° doet een oproep tot kandidaten volgens de vormen vastgesteld door de Regering op voorstel van de centrale paritaire commissie. »

§ 3. De inrichtende macht deelt aan de kandidaten de motieven mee van haar keuze van de stagedoende directeur, gelet op de criteria vastgesteld in het profiel van het bepaalde ambt overeenkomstig dit artikel.

Art. 80. Niemand kan tot de stage worden toegelaten in het bevorderingsambt van directeur indien hij niet op het ogenblik van de toelating tot de stage aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° titularis zijn sinds ten minste zeven jaar binnen het gesubsidieerd vrij onderwijs van de betrokken aard van één van de wervingsambten, selectieambten of bevorderingsambten van de betrokken categorie. Deze anciënniteit wordt berekend volgens de nadere regels bepaald in artikel 29 bis of 29 ter van het voornoemde decreet van 1 februari 1993;

2° titularis zijn, in vast verband, vóór de toelating tot de stage, van een ambt met ten minste de helft van het minimaal aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen in het gesubsidieerd vrij onderwijs van de betrokken aard;

3° één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen ambt van directeur en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van dit decreet;

4° voorafgaandelijk de slaagattesten hebben bekomen voor ten minste drie opleidingsmodules bedoeld in de artikelen 17, § 1 en 18, § 1 van dit decreet.

5° gevolg hebben gegeven aan de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 79, § 2, 2°.

In het basisonderwijs moet de anciënniteit bedoeld in het eerste lid, 1° op het basisoniveau verworven zijn.

In afwijking van het eerste lid, 2°, wordt in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan aan de voorwaarde voor de uitoefening van een ambt naar rata van ten minste een halve opdracht beantwoord als deze vervuld is in het onderwijs georganiseerd binnen één of meer inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs. »

Art. 81. § 1. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een personeelslid tot de stage toe te laten overeenkomstig artikel 80, kan tot de stage toelaten :

a) ofwel een personeelslid dat aan alle voorwaarden van artikel 80 voldoet behalve aan deze bedoeld in het eerste lid, 4^o en 5^o.

Dit personeelslid wordt bij voorkeur toegelaten tot de verschillende opleidingsmodules.

b) ofwel een personeelslid dat aan de volgende voorwaarden voldoet :

1^o titularis zijn sinds ten minste zeven jaar in het gesubsidieerd onderwijs van één van de wervingsambten, selectieambten of bevorderingsambten van de betrokken categorie. Deze anciënniteit wordt berekend volgens de nadere regels bepaald in artikel 29*bis* of 29*ter* van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

2^o titularis zijn, in vast verband, vóór de toelating tot de stage, van een ambt met ten minste de helft van het minimum aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen in het gesubsidieerd onderwijs;

3^o één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen ambt van directeur en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van dit decreet;

4^o voorafgaandelijk slaagattesten te hebben bekomen voor ten minste drie opleidingsmodules bedoeld in de artikelen 17, § 1 en 18, § 1 van dit decreet.

In het basisonderwijs moet de anciënniteit bedoeld in het eerste lid, *b)*, 1^o op het basisonderwijs verworven zijn.

§ 2. Elke inrichtende macht die bewijst dat ze slechts één kandidaat heeft voor de toelating tot de stage die aan de voorwaarden van artikel 80 voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van § 1 van dit artikel beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van § 1 van dit artikel beantwoorden, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

Art. 82. § 1. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een personeelslid tot de stage toe te laten overeenkomstig artikel 80 of artikel 81, kan een personeelslid in vast verband tot de stage toelaten dat aan de volgende voorwaarden voldoet :

1^o titularis zijn, in vast verband, vóór de toelating tot de stage, van een ambt met ten minste de helft van het minimum aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen in het gesubsidieerd vrij onderwijs van de betrokken aard;

2^o één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen ambt van directeur en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van dit decreet.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een personeelslid tot de stage toe te laten overeenkomstig artikel 80 en dat ze slechts één kandidaat heeft voor de toelating tot de stage die aan de voorwaarden van artikel 81 voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden, behalve als de oorspronkelijke oproep al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

§ 2. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een personeelslid tot de stage toe te laten overeenkomstig artikel 80, artikel 81 of § 1 van dit artikel, kan tot de stage toelaten :

a) ofwel een prioritair tijdelijk personeelslid in de zin van artikel 34, § 1 van het voornoemde decreet van 1 februari 1993, dat aan de volgende voorwaarden voldoet :

1^o titularis zijn, in tijdelijk verband, vóór de toelating tot de stage, van een ambt met ten minste de helft van het minimum aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen in het gesubsidieerd vrij onderwijs van de betrokken aard;

2^o één of meer ambten, in tijdelijk verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen ambt van directeur en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van dit decreet.

De stage van het personeelslid bedoeld in het eerste lid dat, na zijn stage, niet aan de voorwaarde vereist in artikel 80, eerste lid, 1^o voldoet, wordt verlengd totdat het aan de bovenvermelde voorwaarde beantwoordt.

Het personeelslid bedoeld in het eerste lid wordt geacht benoemd te zijn in zijn oorspronkelijke wervingsambt, selectieambt of bevorderingsambt vanaf het ogenblik dat het in zijn ambt van directeur benoemd is.

b) ofwel een in vast verband aangeworven personeelslid dat aan de volgende voorwaarden voldoet :

1^o titularis zijn, in vast verband, vóór de toelating tot de stage, van een ambt met ten minste de helft van het minimum aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen in het gesubsidieerd onderwijs;

2^o één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen ambt van directeur en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van dit decreet.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een personeelslid tot de stage toe te laten overeenkomstig de artikelen 80 en 81 en dat ze slechts één kandidaat heeft voor de toelating tot de stage die aan de voorwaarden van § 1 van dit artikel voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot de kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

§ 3. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een personeelslid tot de stage toe te laten overeenkomstig artikel 80, artikel 81 of §§ 1 en 2 van dit artikel, kan tot de stage toelaten :

a) ofwel een tijdelijk personeelslid dat aan de volgende voorwaarden voldoet :

1^o titularis zijn, in tijdelijk verband, vóór de toelating tot de stage, van een ambt met ten minste de helft van het minimaal aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties uit te oefenen in het gesubsidieerd vrij onderwijs van de betrokken aard;

2^o één of meer ambten, in tijdelijk verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen ambt van directeur en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van dit decreet.

Het personeelslid bedoeld in het eerste lid dat, na zijn stage, aan de voorwaarde vereist in artikel 80, eerste lid, 1^o, niet voldoet, zal zijn stage moeten verlengen totdat het aan de bovenvermelde voorwaarde beantwoordt.

Het personeelslid bedoeld in het eerste lid wordt geacht benoemd te zijn in zijn oorspronkelijke wervingsambt, selectieambt of bevorderingsambt vanaf het ogenblik dat het in zijn ambt van directeur benoemd is.

b) ofwel een personeelslid dat ten minste zes jaar in vast verband titularis is van een wervingsambt of selectieambt

met ten minste een halve opdracht in een gesubsidieerd psycho-medisch-sociaal centrum voor zover het houder is van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van dit decreet.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een personeelslid tot de stage toe te laten overeenkomstig de artikelen 80, 81 en van § 1 van dit artikel, en dat ze slechts één kandidaat heeft voor de toelating tot de stage die aan de voorwaarden van § 2 van dit artikel voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet ze een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid voldaan, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

§ 4. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een personeelslid tot de stage toe te laten in een ambt van directeur van een kleuter-, lager of basisonderwijs overeenkomstig artikel 80, artikel 81 of §§ 1 tot 3 van dit artikel, kan tot de stage in het bovenvermelde ambt een personeelslid toelaten dat aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° sinds ten minste zeven jaar titularis zijn binnen het gesubsidieerd vrij onderwijs van de betrokken aard, van één van de wervingsambten, selectieambten of bevorderingsambten van de betrokken categorie. Deze anciënniteit wordt berekend volgens de nadere regels bepaald in artikel 29bis van het voornoemde decreet van 1 februari 1993;

2° titularis zijn, in vast verband, vóór de toelating tot de stage, van een ambt met ten minste de helft van het minimaal aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen in het gesubsidieerd vrij onderwijs van de betrokken aard;

3° één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen in het secundair onderwijs van de lagere graad en houder zijn van een diploma van GLSO, voor zover het gaat om een verworven bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A voor het uitgeoefende ambt;

4° voorafgaandelijk slaagattesten hebben bekomen voor ten minste drie opleidingsmodules bedoeld in de artikelen 17, § 1 en 18, § 1 van dit decreet;

5° gevolg hebben gegeven aan de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 79, § 2, 2°.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een personeelslid tot de stage toe te laten overeenkomstig de artikelen 80, 81 en §§ 1 en 2 van dit artikel, en dat ze slechts één kandidaat heeft voor de toelating van de stage die aan de voorwaarden van § 3 van dit artikel voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid voldoen, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

§ 5. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een personeelslid tot de stage toe te laten in een ambt van directeur van een inrichting voor sociale promotie, overeenkomstig de artikelen 80 en 81 of §§ 1 tot 3 van dit artikel, kan in het bovenvermelde ambt een personeelslid tot de stage toelaten dat aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° sinds ten minste zeven jaar titularis zijn, binnen het gesubsidieerd vrij onderwijs van de betrokken aard, van één van de wervingsambten, selectieambten en bevorderingsambten van de betrokken categorie. Deze anciënniteit wordt berekend volgens de nadere regels bepaald in artikel 29bis van het voornoemde decreet van 1 februari 1993;

2° titularis zijn, in vast verband, vóór de toelating tot de stage, van één of meer ambten met ten minste de helft van het minimaal aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen in het gesubsidieerd vrij onderwijs van de betrokken aard;

3° één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen in het secundair onderwijs en/of in een hogeschool en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van dit decreet;

4° voorafgaandelijk de slaagattesten hebben bekomen voor ten minste drie opleidingsmodules bedoeld in de artikelen 17, § 1 en 18, § 1 van dit decreet;

5° gevolg hebben gegeven aan de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 79, § 2, 2°.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een personeelslid tot de stage toe te laten overeenkomstig de artikelen 83, 84 en §§ 1 en 2 van dit artikel, en dat ze slechts één kandidaat heeft voor de toelating tot de stage die aan de voorwaarden van § 3 van dit artikel voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

§ 6. In afwijking van artikel 20, § 2 wordt het personeelslid dat overeenkomstig dit artikel tot de stage wordt toegelaten, bij voorrang toegelaten tot de verschillende opleidingsmodules.

Afdeling II. — De tijdelijke aanwerving in een betrekking van directeur

Art. 83. § 1. Het ambt van directeur kan tijdelijk toevertrouwd worden aan een personeelslid dat aan alle voorwaarden bedoeld in artikel 80 voldoet :

1° indien de titularis van het ambt tijdelijk afwezig is;

2° in het geval bedoeld in artikel 57 van het voornoemde decreet van 1 februari 1993;

Tijdens deze periode blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het in vast verband wordt aangeworven.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, voor elke aanwerving van een duur die gelijk is aan of korter is dan 15 weken, wordt de voorwaarde bedoeld in artikel 80, eerste lid, 4° en 5° niet vereist.

In afwijking van § 1, eerste lid, kan het ambt van directeur tijdelijk toevertrouwd worden aan een personeelslid onder de voorwaarden van het eerste lid bij overlijden van de directeur die titularis is van de betrekking, tijdens de tijd die nodig is voor de toelating tot de stage van een stagedoende directeur in het kader van de procedure bedoeld in afdeling 1 van dit hoofdstuk. Deze aanstelling loopt van ambtswege ten einde op de datum van de toelating tot de stage die plaats vindt na deze procedure en uiterlijk na vijftien weken.

§ 3. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is het bevorderingsambt van directeur tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat in vast verband is aangeworven en dat aan alle voorwaarden bedoeld in artikel 80 voldoet, kan het bevorderingsambt van directeur tijdelijk aan een personeelslid toevertrouwen met inachtneming van de artikelen 81 en 82.

§ 4. In afwijking van artikel 80 wordt het personeelslid dat tijdelijk wordt aangesteld in een niet-vacante betrekking voor een duur van meer dan 15 weken, in vast verband aangeworven in de betrekking die het bekleedt als deze vacant wordt met inachtneming van de bepalingen van artikel 55 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, op voorwaarde :

1° dat het sinds ten minste 2 jaar ononderbroken tijdelijk aangesteld is op de datum waarop de betrekking vacant is geworden;

2° dat het ten minste twee evaluaties heeft gekregen waarvan de laatste aanleiding heeft gegeven tot de toekenning van de vermelding « gunstig ». Daartoe en onverminderd artikel 86 wordt het personeelslid bedoeld in deze paragraaf van ambtswege een eerste keer geëvalueerd na één jaar vanaf zijn aanstelling, alsook een tweede keer één jaar na deze eerste evaluatie, met toepassing van de regels bedoeld in artikel 33, § 2 tot § 5.

Het personeelslid bedoeld in deze paragraaf kan, nochtans, op zijn aanvraag, toegelaten worden tot de stage in de vacante betrekking bedoeld in het eerste lid. In dit geval duurt de stage één jaar.

Nochtans wordt het personeelslid bedoeld in deze paragraaf van ambtswege tot de stage toegelaten in de vacante betrekking bedoeld in het eerste lid indien het voorafgaandelijk aan zijn laatste evaluatie één keer de vermelding « met voorbehoud » heeft gekregen. In dit geval duurt de stage één jaar; op het einde van dat jaar vindt een laatste evaluatie plaats. Het personeelslid wordt aangeworven in de vacante betrekking bedoeld in het eerste lid indien het de vermelding « gunstig » krijgt bij deze laatste evaluatie.

Art. 84. § 1. Elke tijdelijke aanwerving in een betrekking van directeur wordt schriftelijk vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 31 van het voornoemde decreet van 1 februari 1993, met uitzondering van 8°.

§ 2. De tijdelijke aanwerving in een betrekking van directeur is slechts mogelijk na de toepassing door de inrichtende macht van de bepaling van artikel 55, 1° van het voornoemde decreet van 1 februari 1993.

§ 3. Een tijdelijke aanwerving in een betrekking van directeur loopt ten einde overeenkomstig artikel 71*nonies* van het voornoemde decreet van 1 februari 1993.

Het einde van het schooljaar heeft geen gevolg voor de tijdelijke aanwerving in een betrekking van directeur.

Afdeling III. — De opleidingsevaluatie van directeurs aangeworven in vast verband of aangesteld in tijdelijk verband voor een duur die gelijk is aan of langer is dan één jaar, of wanneer de aanstelling ten minste één jaar bedraagt

Art. 85. Deze afdeling is van toepassing op de in vast verband aangeworven directeurs.

Ze is ook van toepassing op het personeelslid aan wie een ambt van directeur tijdelijk wordt toevertrouwd voor een duur die gelijk is aan of langer is dan een jaar, of wanneer de aanstelling ten minste één jaar bedraagt. De benaming « directeur » bedoeld in deze afdeling heeft ook betrekking op dit personeelslid.

Art. 86. Om de vijf jaar na zijn benoeming in vast verband of zijn tijdelijke aanstelling wordt elke directeur door de inrichtende macht geëvalueerd.

Voor de toepassing van het eerste lid kan de inrichtende macht zich door deskundigen laten begeleiden.

Indien de inrichtende macht het nuttig acht, kan zij de directeur vroeger evalueren.

Nochtans mag de directeur over een periode van tien jaar niet meer dan twee keer geëvalueerd worden.

Art. 87. De evaluatie baseert zich op de uitvoering van het opdrachtenblad bedoeld in hoofdstuk III van Titel II en op de toepassing van de bevoegdheden verworven in het kader van de artikelen 12, 13 en 14.

Ze houdt rekening met de globale context waarin de directeur moet evolueren en met de middelen die hem ter beschikking worden gesteld.

In dit kader houdt de inrichtende macht inzonderheid rekening met de bepalingen van het voornoemde decreet van 24 juli 1997 voor het leerplichtonderwijs, van het voornoemde decreet van 16 april 1991 voor het onderwijs voor sociale promotie en voor het secundair kunstonderwijs met beperkte leerplan, het voornoemde decreet van 2 juni 1998 voor het educatief project, het pedagogisch project en het inrichtingsproject.

Art. 88. In functie van deze evaluatie komen de inrichtende macht en de directeur overeen over de verbeteringen die moeten aangebracht worden.

Afdeling IV. — Overgang tussen bevorderingsambten, selectieambten en wervingsambten

Art. 89. Artikel 41*ter* van het decreet van 1 februari 1993, ingevoegd bij het decreet van 10 april 1995 en gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 41*ter*. Een personeelslid dat definitief aangeworven is in een selectieambt of bevorderingsambt bij een inrichtende macht kan, indien het hierom verzoekt en met de toestemming van de inrichtende macht, definitief aangeworven worden in een definitief vacante betrekking van een wervingsambt, een selectieambt of een bevorderingsambt dat aanleiding geeft tot zijn huidige ambt door een inrichtende macht waar het reeds een definitieve aanwerving in een wervingsambt, een selectieambt of een bevorderingsambt heeft genoten, overeenkomstig de bepalingen van artikel 29*quater*, 1°.

Een personeelslid dat definitief aangeworven is in een selectieambt of bevorderingsambt bij een inrichtende macht kan, indien het hierom verzoekt en met de toestemming van de inrichtende macht, definitief aangeworven worden in een definitief vacant geworden betrekking van een wervingsambt, een selectieambt of een bevorderingsambt dat aanleiding geeft tot zijn huidige ambt door een andere inrichtende macht dan deze bedoeld in het eerste lid, overeenkomstig de bepalingen van artikel 29*quater*, 3°.

Voor de toepassing van het eerste lid en tweede lid en onverminderd artikel 29*quinquies*, kan de aanwerving plaatsvinden, ongeacht de datum. Ze kan slechts worden toegewezen als het lid voldoet aan alle voorwaarden bepaald, naar gelang van het geval :

a) in artikel 42, § 1, met uitzondering van 8° wat betreft de ambtsanciënniteit en van 10° en 12°;

b) in artikel 51 moeten de voorwaarden worden vervuld in het gesubsidieerd onderwijs;

c) in artikel 59 moeten de voorwaarden worden vervuld in het gesubsidieerd onderwijs;

d) in artikel 80 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van directeurs, moeten de voorwaarden worden vervuld in het gesubsidieerd onderwijs.

Voor de toepassing van de punten b), c) en d) van het derde lid wordt de eis om de opleiding betreffende een bepaald ambt op te volgen, geacht van ambtswege bereikt te zijn indien het personeelslid titularis in vast verband van dit ambt is geweest vóór de uitoefening van zijn huidige ambt.

Het personeelslid bedoeld in dit artikel krijgt een weddeschaal van het ambt waarin het in vast verband werd aangeworven overeenkomstig deze bepaling.

Nochtans geniet het personeelslid bedoeld in dit artikel, dat tijdens ten minste tien jaar het selectieambt of het bevorderingsambt in vast verband, dat het verlaat, uitgeoefend heeft, een degressief weddeschaalstelsel om vanaf het derde jaar de weddeschaal te hebben van het ambt waarin het in vast verband is aangeworven overeenkomstig dit artikel, dat vastgesteld is als volgt :

a) tijdens het eerste jaar dat volgt op zijn nieuwe affectatie geniet het personeelslid een weddeschaal van het ambt waarin het geaffecteerd is, vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan 66 % van het verschil tussen, enerzijds, de weddeschaal die het genoot in het ambt dat het verlaten heeft en, anderzijds, de weddeschaal van het ambt waarin het geaffecteerd is;

b) tijdens het tweede jaar dat volgt op zijn nieuwe affectatie geniet het personeelslid de weddeschaal van het ambt waarin het geaffecteerd is, vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan 33 % van het verschil tussen, enerzijds, de weddeschaal die het genoot in het ambt dat het verlaten heeft en, anderzijds, de weddeschaal van het ambt waarin het geaffecteerd is. »

Art. 90. Punt 2° van artikel 48 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt : « of is aangesteld in deze betrekking overeenkomstig artikel 41ter. »

Art. 91. Punt 2° van artikel 55 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt : « of is aangesteld in deze betrekking overeenkomstig artikel 41ter. »

Afdeling V. — Wijzigingsbepalingen

Art. 92. In het voornoemde decreet van 1 februari 1993 wordt een artikel 50bis toegevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 50bis, § 1. De inrichtende macht die een personeelslid in vast verband moet aanwerven in een selectieambt :

1° raadpleegt de directeur van de inrichting alsook, volgens het geval, de ondernemingsraad, de plaatselijke overleginstantie, of bij gebreke hiervan, de vakvereniging, over het profiel van het toe te kennen selectieambt;

2° ontvangt van alle personeelsleden alle informatie die deze nuttig achten (om) hem mee te delen met het oog op de vaste benoeming.

§ 2. De inrichtende macht, na toepassing van § 1 :

1° bepaalt het profiel van het toe te kennen selectieambt. In dit kader kan de inrichtende macht bijkomende criteria toevoegen aan de voorwaarden voor de vaste benoeming bedoeld in artikel 51;

2° doet een oproep tot kandidaten volgens de vormen vastgesteld door de Regering. »

§ 3. De inrichtende macht deelt aan de kandidaten de motieven mee van haar keuze van het personeelslid dat aangeworven is in vast verband in het selectieambt, gelet op de criteria vastgesteld in het profiel van het ambt bepaald overeenkomstig dit artikel. »

Art. 93. Artikel 51 van het voornoemde decreet van 1 februari 1993 wordt vervangen als volgt :

« Artikel 51. Niemand kan in vast verband worden aangeworven in een selectieambt indien hij niet op het ogenblik van de aanwerving aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° een dienstanciënniteit van ten minste zes jaar binnen het gesubsidieerd onderwijs te hebben verworven in één van de wervings-, selectie- of bevorderingsambten van de betrokken categorie, berekend volgens de nadere regels bepaald in artikel 29bis;

2° aangeworven zijn, in vast verband, in één van deze ambten in het gesubsidieerd vrij onderwijs van de betrokken aard;

3° titularis zijn, in vast verband, vóór deze aanwerving, van één ambt met ten minste een halve opdracht in het gesubsidieerd vrij onderwijs van de betrokken aard;

4° één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen selectieambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 101 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs;

5° voorafgaandelijk een specifieke opleiding hebben gevolgd die bekrachtigd wordt door een getuigschrift dat bewijst dat hij de opleiding heeft gevolgd;

6° gevolg hebben gegeven aan de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 50bis ».

Art. 94. De artikelen 53 tot 54 van hetzelfde decreet worden vervangen als volgt :

« Artikel 53, § 1. Een selectieambt kan tijdelijk toevertrouwd worden aan een personeelslid dat alle voorwaarden van artikel 51 vervult op het ogenblik van de aanwerving :

1° indien de titularis van het ambt tijdelijk afwezig is;

2° in het geval bedoeld in artikel 50.

Tijdens deze periode blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het in vast verband is aangeworven, in voorkomend geval, bij zijn oorspronkelijke inrichtende macht.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, voor elke aanwerving van een duur die gelijk is aan of korter is dan 15 weken, worden de voorwaarden bedoeld in artikel 51, 5° en 6° niet vereist.

Artikel 54. Een selectieambt kan tijdelijk toevertrouwd worden aan een personeelslid dat alle voorwaarden van artikel 51 vervult in afwachting van een aanwerving in vast verband.

Tijdens deze periode blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het in vast verband aangeworven is, in voorkomend geval, bij zijn oorspronkelijke inrichtende macht.

Het personeelslid bedoeld in het eerste lid wordt in vast verband aangeworven in het selectieambt en dit, uiterlijk na een termijn van twee jaar indien de inrichtende macht hem niet uit zijn selectieambt ontheven heeft overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VIII.

Artikel 54bis, § 1. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is het selectieambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat alle voorwaarden bedoeld in artikel 51 vervult voor de toegang tot het selectieambt, kan het selectieambt tijdelijk toevertrouwen aan een personeelslid dat in vast verband aangeworven is en dat de volgende voorwaarden vervult :

1° titularis zijn, in vast verband, vóór deze aanwerving, van een ambt met ten minste een halve opdracht in een inrichtende macht van het gesubsidieerd onderwijs van de betrokken aard;

2° één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen selectieambt en houder

zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 101 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Tijdens de periode waarin het tijdelijk het selectieambt uitoefent, blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het in vast verband aangeworven is, in voorkomend geval, bij zijn oorspronkelijke inrichtende macht.

Elke inrichtende macht die bewijst dat zij slechts één kandidaat heeft voor de toelating tot de stage, die aan de voorwaarden van artikel 51 voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die de voorwaarden van het eerste lid vervullen. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid voldoen, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

Het personeelslid dat tijdelijk een selectieambt toegewezen kreeg met toepassing van deze paragraaf, kan uit dit ambt ontheven worden door de inrichtende macht overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VIII.

§ 2. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een selectieambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat in vast verband aangeworven is overeenkomstig de bepalingen die voorafgaan, kan het bovenvermelde ambt tijdelijk toevertrouwen aan een prioritair tijdelijk personeelslid van het gesubsidieerd onderwijs van de betrokken aard dat de volgende voorwaarden vervult :

1° titularis zijn, in tijdelijk verband, vóór de aanwerving van een ambt met ten minste een halve opdracht in een inrichtende macht van het gesubsidieerd onderwijs van de betrokken aard;

2° één of meer ambten, in tijdelijk verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen selectieambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 101 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een selectieambt tijdelijk toe te vertrouwen aan één personeelslid dat de voorwaarden van artikel 51 vervult en dat zij slechts één kandidaat heeft voor de toelating tot de stage die aan de voorwaarden van § 1 voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid voldoen, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

Het personeelslid bedoeld in het eerste lid of het derde lid, wordt geacht aan de in artikel 51, 1° en 2°, bedoelde voorwaarde te voldoen na het verstrijken van een termijn van zes jaar als tijdelijke in het selectieambt.

Het personeelslid dat tijdelijk een selectieambt toegewezen kreeg met toepassing van deze paragraaf kan door de inrichtende macht uit het bovenvermelde ambt ontheven worden overeenkomstig hoofdstuk VIII.

§ 3. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een selectieambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid in vast verband of een prioritair tijdelijke overeenkomstig de bepalingen die voorafgaan, kan een beroep doen op een personeelslid in vast verband in het gesubsidieerd onderwijs en dat de volgende voorwaarden vervult :

1° titularis zijn, in vast verband, vóór deze aanwerving, van een ambt met ten minste een halve opdracht in het gesubsidieerd onderwijs;

2° één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen selectieambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 101 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Tijdens de periode waarin het tijdelijk het selectieambt uitoefent, blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het in vast verband aangeworven is binnen zijn oorspronkelijke inrichtende macht.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een selectieambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat de voorwaarden van artikel 51 en van § 1 van dit artikel vervult, en dat ze slechts één kandidaat heeft voor de toelating tot de stage die aan de voorwaarden van § 2 voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die de voorwaarden van het eerste lid vervullen, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

Het personeelslid dat tijdelijk aangesteld wordt in een selectieambt overeenkomstig deze paragraaf, wordt in vast verband aangeworven in het bovenvermelde ambt na een termijn van zes jaar indien het op dat ogenblik de voorwaarde bedoeld in artikel 51, 5° vervult, en indien de inrichtende macht hem niet uit dit selectieambt ontheven heeft overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk VIII.

Het personeelslid dat tijdelijk een selectieambt toegewezen kreeg met toepassing van deze paragraaf, kan door de inrichtende macht uit het bovenvermelde ambt ontheven worden overeenkomstig hoofdstuk VIII.

§ 4. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een selectieambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid overeenkomstig de bepalingen die voorafgaan, kan het bovenvermelde ambt tijdelijk toevertrouwen :

a) ofwel aan een tijdelijk personeelslid dat de volgende voorwaarden vervult :

1° titularis zijn, in tijdelijk verband, vóór deze aanwerving, van een ambt met ten minste een halve opdracht in een inrichtende macht van het gesubsidieerd onderwijs van de betrokken aard;

2° één of meer ambten, in tijdelijk verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen selectieambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 101 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

b) ofwel aan een personeelslid dat sinds ten minste zes jaar titularis is, in vast verband, van een wervings- of selectieambt met ten minste een halve opdracht in een gesubsidieerd psycho-medisch-sociaal centrum en dat houder is van één van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 51, 4°.

Het personeelslid bedoeld in het eerste lid, punt a), wordt geacht aan de in artikel 51, 1° en 2°, bedoelde voorwaarde te voldoen na het verstrijken van een termijn van zes jaar als tijdelijke in het selectieambt.

Het personeelslid dat tijdelijk een selectieambt toegewezen kreeg met toepassing van deze paragraaf, kan door de inrichtende macht uit het bovenvermelde ambt ontheven worden overeenkomstig hoofdstuk VIII.

Tijdens de periode waarin het tijdelijk het selectieambt uitoefent, blijft het personeelslid bedoeld in het eerste lid, punt b) titularis van zijn oorspronkelijke betrekking waarin het in vast verband is aangeworven.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een selectieambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat de voorwaarden van artikel 51, van § 1 en § 2 van dit artikel vervult, en dat zij slechts één personeelslid heeft dat aan de voorwaarden van § 3 voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die de voorwaarden van het eerste lid vervullen, behalve als de oorspronkelijke

oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

Het personeelslid dat tijdelijk aangesteld wordt in een selectieambt overeenkomstig het eerste lid, punt *b*), wordt in vast verband aangeworven in het bovenvermelde ambt na een termijn van vier jaar indien het op dat ogenblik de voorwaarde bedoeld in artikel 51, 5° vervult, en indien de inrichtende macht hem niet uit dit selectieambt ontheven heeft overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VIII.

Artikel 54^{ter}. Elke tijdelijke aanwerving in een selectiebetrekking wordt schriftelijk vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 31, met uitzondering van 8°.

Een tijdelijke aanwerving in een selectiebetrekking loopt ten einde in onderlinge overeenstemming, bij beslissing van de inrichtende macht, of bij toepassing van hoofdstuk VIII. Nochtans heeft het einde van het schooljaar geen gevolg op de tijdelijke aanwerving in een selectiebetrekking.

De tijdelijke aanwerving in een selectiebetrekking is slechts mogelijk na de toepassing door de inrichtende macht van de bepaling van artikel 48, 1°.

Artikel 54^{quater}. Elk personeelslid mag krachtens artikel 51 van zijn vaste benoeming afzien binnen de 720 dagen die volgen op zijn eerste toetreding tot een selectieambt. In dit geval reïntegreert het personeelslid definitief zijn ambt van afkomst.

De inrichtende macht kan, met het oog op de continuïteit van het selectieambt of om de stabiliteit van de pedagogische teams niet in het gedrang te brengen, het herstellen van het personeelslid in zijn oorspronkelijke ambt uitstellen met hoogstens 6 maanden na de aanvraag van het personeelslid.

Art. 95. In artikel 56 van hetzelfde decreet, wordt een nieuw derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van de vorige leden kan het personeelslid dat titularis is van een bevorderingsambt slechts een overplaatsing of een wijziging van affectatie vragen nadat het zijn ambten uitgeoefend heeft in een betrekking die het tijdens een termijn van drie jaar bekleedt ».

Art. 96. In het voornoemde decreet van 1 februari 1993 wordt een artikel 58^{bis} toegevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 58^{bis}, § 1. De inrichtende macht die een personeelslid in vast verband moet aanwerven in een bevorderingsambt :

1° raadpleegt de directeur van de inrichting alsook, volgens het geval, de ondernemingsraad, de plaatselijke overleginstantie, of bij gebreke hiervan, de vakorganisatie over het profiel van het toe te kennen bevorderingsambt;

2° ontvangt van de personeelsleden alle informatie die deze nuttig achten (om) hem mee te delen met het oog op de aanwerving in vast verband.

§ 2. De inrichtende macht, na de toepassing van § 1 :

1° bepaalt het profiel van het toe te kennen bevorderingsambt. In dit kader kan de inrichtende macht bijkomende criteria toevoegen aan de voorwaarden voor de vaste benoeming bedoeld in artikel 59;

2° doet een oproep tot kandidaten volgens de vormen vastgesteld door de Regering, op voorstel van de centrale paritaire commissie.

§ 3. De inrichtende macht deelt aan de kandidaten de motieven mee van haar keuze van het personeelslid dat in vast verband wordt aangeworven in het bevorderingsambt, gelet op de criteria vastgesteld in het profiel van het bepaalde ambt overeenkomstig dit artikel. »

Art. 97. De artikelen 59 tot 61 van hetzelfde decreet worden vervangen als volgt :

« Artikel 59. Niemand kan in vast verband aangeworven worden in een bevorderingsambt indien hij op het ogenblik van de aanwerving niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° titularis zijn, sinds ten minste zeven jaar in het gesubsidieerd onderwijs van de betrokken aard, van één van de wervings-, selectie- of bevorderingsambten van de betrokken categorie. Deze anciënniteit wordt berekend overeenkomstig artikel 29^{bis};

2° titularis zijn, in vast verband, vóór deze aanwerving, van een ambt met ten minste een halve opdracht in het gesubsidieerd onderwijs van de betrokken aard;

3° één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen bevorderingsambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

4° voorafgaandelijk een specifieke opleiding hebben gevolgd die bekrachtigd werd door een attest dat bewijst dat hij die opleiding heeft gevolgd;

5° gevolg hebben gegeven aan de oproep tot kandidaten bedoeld in artikel 58^{bis}.

De voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 1°, 2°, 3° voor wat betreft de anciënniteit verworven in vast verband, 4° en 5°, worden niet vereist voor het ambt van werkplaatsleider.

Artikel 60, § 1. Een bevorderingsambt kan tijdelijk toevertrouwd worden aan een personeelslid dat alle voorwaarden van artikel 59 vervult :

1° indien de titularis van het ambt tijdelijk afwezig is;

2° in het geval bedoeld in artikel 57.

Tijdens deze periode blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het in vast verband aangeworven is.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, voor elke aanwerving van een duur die gelijk is aan of korter is dan 15 weken, wordt de voorwaarde bedoeld in artikel 59, eerste lid, 4° en 5° niet vereist.

Artikel 61. Een bevorderingsambt kan tijdelijk toevertrouwd worden aan een personeelslid dat alle voorwaarden van artikel 59 vervult in afwachting van een vaste benoeming.

Tijdens deze periode blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het in vast verband is aangeworven.

Het personeelslid bedoeld in het eerste lid wordt in vast verband aangeworven in het bevorderingsambt en dit, uiterlijk na een termijn van twee jaar indien de inrichtende macht hem niet uit dit bevorderingsambt ontheven heeft overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VIII.

Artikel 61bis, § 1. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een bevorderingsambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat alle voorwaarden vervult voor de toegang tot het bevorderingsambt bedoeld in artikel 59, kan het bevorderingsambt tijdelijk toevertrouwen aan een personeelslid in vast verband dat de volgende voorwaarden vervult :

1° titularis zijn, in vast verband, vóór deze aanwerving, van een ambt met ten minste een halve opdracht in het gesubsidieerd onderwijs van de betrokken aard;

2° één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen bevorderingsambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Tijdens de periode waarin het tijdelijk het bevorderingsambt uitoefent, blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het in vast verband aangeworven is, in voorkomend geval, bij de oorspronkelijke inrichtende macht.

Elke inrichtende macht die bewijst dat ze slechts één personeelslid heeft dat de voorwaarden van artikel 59 vervult, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die de voorwaarden van het eerste lid vervullen, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

Het personeelslid dat tijdelijk een bevorderingsambt toegewezen kreeg met toepassing van deze paragraaf, kan door de inrichtende macht uit het bovenvermelde ambt ontheven worden overeenkomstig Hoofdstuk VIII.

§ 2. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een bevorderingsambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid in vast verband overeenkomstig de bepalingen die voorafgaan, kan het bovenvermelde ambt tijdelijk toevertrouwen aan een prioritair tijdelijk personeelslid dat de volgende voorwaarden vervult :

1° titularis zijn, in tijdelijk verband, vóór deze aanwerving, van een ambt met ten minste een halve opdracht in het gesubsidieerd onderwijs van de betrokken aard;

2° één of meer ambten, in tijdelijk verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen bevorderingsambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een bevorderingsambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat de voorwaarden van artikel 59 vervult en dat zij slechts één personeelslid heeft dat aan de voorwaarden van § 1 voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die de voorwaarden van het eerste lid vervullen, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

Het personeelslid bedoeld in het eerste lid of in het tweede lid wordt geacht aan de in artikel 59, eerste lid, 1° bedoelde voorwaarde te voldoen na het verstrijken van een termijn van zes jaar als tijdelijke in het bevorderingsambt.

Het personeelslid dat tijdelijk een bevorderingsambt toegewezen kreeg met toepassing van deze paragraaf, kan door de inrichtende macht uit het bovenvermelde ambt ontheven worden overeenkomstig hoofdstuk VIII.

§ 3. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een bevorderingsambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid in vast verband of aan een prioritair tijdelijke overeenkomstig de bepalingen die voorafgaan, kan een beroep doen op een personeelslid dat in vast verband aangeworven is in het gesubsidieerd onderwijs en dat de volgende voorwaarden vervult :

1° titularis zijn, in vast verband, vóór deze aanwerving, van een ambt met ten minste een halve opdracht in het gesubsidieerd onderwijs;

2° één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen bevorderingsambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Tijdens de periode waarin het het bevorderingsambt tijdelijk uitoefent, blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het in vast verband aangeworven is binnen zijn oorspronkelijke inrichtende macht.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een bevorderingsambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat de voorwaarden van artikel 59 en van § 1 van dit artikel vervult, en dat ze slechts één personeelslid heeft dat aan de voorwaarden van § 2 voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die de voorwaarden van het eerste lid vervullen, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

Het personeelslid dat tijdelijk aangesteld wordt in een bevorderingsambt overeenkomstig deze paragraaf, wordt aangesteld in vast verband in het bovenvermelde ambt na een termijn van zes jaar indien het op dat ogenblik de voorwaarde bedoeld in artikel 59, eerste lid, 4° vervult, en indien de inrichtende macht hem niet uit dit ambt ontheven heeft overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VIII.

Het personeelslid dat tijdelijk een bevorderingsambt toegewezen kreeg met toepassing van deze paragraaf, kan door de inrichtende macht uit het bovenvermelde ambt ontheven worden overeenkomstig hoofdstuk VIII.

§ 4. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een bevorderingsambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid overeenkomstig de bepalingen die voorafgaan, kan het bovenvermelde ambt tijdelijk toevertrouwen :

a) ofwel aan een tijdelijk personeelslid dat de volgende voorwaarden vervult :

1° titularis zijn, in tijdelijk verband, vóór de aanwerving, van een ambt met ten minste een halve opdracht in het gesubsidieerd onderwijs van de betrokken aard;

2° één of meer ambten, in tijdelijk verband, uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen bevorderingsambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

b) ofwel aan een personeelslid dat titularis is in vast verband sinds ten minste zes jaar van een wervings- of selectieambt met ten minste een halve opdracht in een gesubsidieerd psycho-medisch-sociaal centrum en dat houder is van één van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 59, eerste lid, 3°.

Het tijdelijk personeelslid dat aangesteld is overeenkomstig het eerste lid, punt a), wordt geacht aan de in artikel 51, eerste lid, 1° en 2° bedoelde voorwaarde te voldoen na het verstrijken van een termijn van zes jaar als tijdelijke in het bevorderingsambt.

Het personeelslid dat tijdelijk een bevorderingsambt toegewezen kreeg met toepassing van deze paragraaf, kan door de inrichtende macht uit het bovenvermelde ambt ontheven worden.

Tijdens de periode waarin het het bevorderingsambt tijdelijk uitoefent, blijft het personeelslid bedoeld in het eerste lid, punt *b*) titularis van zijn oorspronkelijke betrekking waarin het in vast verband is aangeworven.

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een bevorderingsambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat de voorwaarden van artikel 59, van § 1 en 2 van dit artikel vervult, en dat ze slechts één personeelslid heeft dat aan de voorwaarden van § 3 voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die de voorwaarden van het eerste lid vervullen. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die aan de voorwaarden van het eerste lid beantwoorden, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

Het personeelslid dat tijdelijk aangesteld wordt in een bevorderingsambt overeenkomstig het eerste lid, punt *b*), wordt aangesteld in vast verband in het bovenvermelde ambt na een termijn van vier jaar indien het op dat ogenblik de voorwaarde bedoeld in artikel 59, eerste lid, 4°, vervult en indien het niet door de inrichtende macht uit dit bevorderingsambt ontheven wordt overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VIII.

§ 5. Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een ambt van directeur van een inrichting voor sociale promotie tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid overeenkomstig de bepalingen die voorafgaan, kan het bovenvermelde ambt tijdelijk toevertrouwen aan een personeelslid dat de volgende voorwaarden vervult :

1° titularis zijn, sinds ten minste zeven jaar in het gesubsidieerd vrij onderwijs van de betrokken aard, van één van de wervings- selectie- of bevorderingsambten van de betrokken categorie. Deze anciënniteit wordt berekend volgens de nadere regels vastgesteld in artikel 29*bis* van het voornoemde decreet van 1 februari 1993;

2° titularis zijn, in vast verband, vóór de toelating tot de stage, van één of meer ambten met ten minste de helft van het minimaal aantal uren vereist om een ambt met volledige prestaties te vormen in het gesubsidieerd vrij onderwijs van de betrokken aard;

3° één of meer ambten, in vast verband, uitoefenen in het secundair onderwijs en/of in een hogeschool, en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 102 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs;

Elke inrichtende macht die bewijst dat het onmogelijk is een bevorderingsambt tijdelijk toe te vertrouwen aan een personeelslid dat de voorwaarden van artikel 59, van § 1 en van § 2 van dit artikel vervult, en dat zij slechts één personeelslid heeft dat aan de voorwaarden van § 3 voldoet, kan zijn kandidatuur in concurrentie stellen met deze van de personeelsleden die de voorwaarden van het eerste lid vervullen. In dit geval doet zij een nieuwe oproep tot kandidaten voor de personeelsleden die de voorwaarden van het eerste lid vervullen, behalve als de oorspronkelijke oproep tot kandidaten al gericht was op de bovenvermelde personeelsleden.

Artikel 61*ter*. Elke tijdelijke aanwerving in een bevorderingsbetrekking wordt schriftelijk vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 31, met uitzondering van 8°.

Een tijdelijke aanwerving in een bevorderingsbetrekking loopt ten einde in onderlinge overeenstemming, bij beslissing van de inrichtende macht, of bij toepassing van hoofdstuk VIII. Nochtans heeft het einde van het schooljaar geen gevolg op de tijdelijke aanwerving in een bevorderingsbetrekking.

De tijdelijke aanwerving in een bevorderingsbetrekking is slechts mogelijk na de toepassing door de inrichtende macht van de bepaling van artikel 55, 1°.

Artikel 61*quater*. Elk personeelslid kan krachtens artikel 59 van zijn benoeming afzien binnen de 720 dagen die volgen op zijn eerste toetreding tot het selectieambt. In dit geval reïntegreert het personeelslid definitief zijn ambt van afkomst.

De inrichtende macht kan, met het oog op de continuïteit van het bevorderingsambt of om de stabiliteit van de pedagogische teams niet in het gedrang te brengen, het herstellen van het personeelslid in zijn oorspronkelijke ambt uitstellen met hoogstens zes maanden na de aanvraag van het personeelslid.

Artikel 61*quinquies*. De artikelen 58*bis* tot 61*quater* zijn niet van toepassing op de bevorderingsambten van directeur van een kleuterschool, directeur van een lagere school, directeur van een basisschool, directeur van het lager secundair onderwijs of van studiefprefect of directeur, bepaald door het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs. »

Art. 98. Er wordt een Hoofdstuk V bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk V*bis* — Het opdrachtenblad en de evaluatie van sommige bevoordegingsambten en selectieambten

Artikel 61*sexies*, § 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op de personeelsleden die titularis zijn van een bevorderings- of selectieambt, zoals bedoeld in artikel 4, 3° en artikel 5, 1° en 2° van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten in het onderwijs met volledig leerplan.

Het is ook van toepassing op de personeelsleden die titularis zijn van een selectieambt, zoals bedoeld in artikel 6*ter*, 6°, *b*) van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen in het onderwijs met volledig leerplan.

§ 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder « directeur » het personeelslid dat titularis is, in welke hoedanigheid dan ook, van het bevorderingsambt van directeur van een kleuterschool, directeur van een lagere school, directeur van een basisschool, directeur van het lager secundair onderwijs of van studiefprefect of directeur, zoals opgesomd in de artikelen 3 en 4, 1° en 2° van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten of van het bevorderingsambt van directeur van een inrichting voor sociale promotie, zoals bedoeld in artikel 6*ter*, 6°, *a* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen in het onderwijs met volledig leerplan.

Afdeling I. — Het opdrachtenblad

Artikel 61septies. Bij de indiensttreding van het personeelslid bedoeld in artikel 61sexies van dit decreet wijst de directeur hem een opdrachtenblad toe dat voorafgaandelijk goedgekeurd werd door de inrichtende macht.

Dit bovenvermelde blad bepaalt de opdrachten van het personeelslid bedoeld in artikel 61sexies en de prioriteiten die hem worden toegewezen, in functie van de behoeften van de inrichting waarin het geaffecteerd wordt en in functie van de doelstellingen opgenomen in het opdrachtenblad dat de directeur zelf heeft gekregen overeenkomstig hoofdstuk III van titel II van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Artikel 61octies, § 1. De duur van het opdrachtenblad bedraagt zes jaar.

§ 2. De inhoud van het opdrachtenblad kan gewijzigd worden, op grond van de evolutie van de behoeften en van de werking van de inrichting, vóór het einde van de geldigheidsduur ervan, ten vroegste na twee jaar, door de directeur.

In afwijking van het eerste lid kan de inhoud van het opdrachtenblad vóór het einde van de geldigheidsduur gewijzigd worden, in onderlinge overeenstemming tussen de directeur en het personeelslid bedoeld in artikel 61sexies.

Het gewijzigde opdrachtenblad wordt ter goedkeuring van de inrichtende macht voorgelegd.

Artikel 61nonies, § 1. In afwijking van artikel 61septies, eerste lid, kan de directeur, indien nodig en mits voorafgaande goedkeuring van de inrichtende macht, een opdrachtenblad toewijzen aan het personeelslid dat tijdelijk wordt aangesteld in de uitoefening van een ambt bedoeld in artikel 61sexies van dit decreet.

De directeur wijst van ambtswege een opdrachtenblad dat voorafgaandelijk werd goedgekeurd door de inrichtende macht, aan het personeelslid toe dat tijdelijk wordt aangesteld in de uitoefening van een ambt bedoeld in artikel 61sexies voor een duur die gelijk is aan of langer is dan één jaar, of wanneer de aanstelling ten minste één jaar bedraagt.

§ 2. Het opdrachtenblad bedoeld in dit artikel kan tot doel hebben het opdrachtenblad van het personeelslid bedoeld in artikel 61sexies dat vervangen wordt te bevestigen of in een nieuw document op te stellen.

Afdeling II. — De opleidingsevaluatie

Artikel 61decies. Deze afdeling is van toepassing op het in vast verband aangeworven personeelslid.

Ze is ook van toepassing op het personeelslid dat tijdelijk wordt aangesteld in de uitoefening van een ambt bedoeld in artikel 61sexies voor een duur die gelijk is aan of langer is dan één jaar. De benaming "personeelslid" bedoeld in deze afdeling heeft ook betrekking op dit personeelslid.

Artikel 61undecies. Om de vijf jaar na zijn aanwerving in vast verband of zijn tijdelijke aanwerving moet het personeelslid een evaluatie ondergaan die gezamenlijk uitgevoerd wordt door de inrichtende macht en de directeur.

Indien deze laatste het nuttig achten, kunnen ze het personeelslid vroeger evalueren.

Nochtans, onverminderd artikel 61terdecies, mag het personeelslid niet meer dan twee keer geëvalueerd worden over een periode van tien jaar.

Artikel 61duodecies. De evaluatie baseert zich op de uitvoering van het opdrachtenblad bedoeld in afdeling I van dit hoofdstuk en op de toepassing van de bevoegdheden verworven in het kader van de opleidingen bedoeld in artikel 51, § 1, 5° van dit decreet wat betreft de selectieambten en in artikel 59, § 1, 4° van dit decreet voor de bevorderingsambten.

Ze houdt rekening met de globale context waarin het personeelslid evolueert en met de middelen die hem ter beschikking worden gesteld.

De directeur motiveert zijn beslissing in de zin van artikel 3, § 11 van dit decreet.

Artikel 61terdecies. In functie van deze evaluatie komen de inrichtende macht en de directeur overeen met het personeelslid over de verbeteringen die moeten aangebracht worden.

TITEL IV. — De toegang tot de selectieambten en de bevorderingsambten in het gesubsidieerd onderwijs

Art. 99. Voor de toepassing van deze titel worden de hierbij vermelde niveaus van bekwaamheidsbewijzen bepaald met verwijzing naar de artikelen 2 en 3 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurspersoneel en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, kunstonderwijs en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen.

De bekwaamheidsbewijzen van het hoger niveau van de eerste graad, van kandidaat, van de middelbare technische normaalleergangen, van onderwijzer van het lager onderwijs, van kleuteronderwijzer, van voorschoolse onderwijzer en gespecialiseerd opvoeder bedoeld in artikel 2, punt 3, b), c), e), h), i) en j) van het bovenvermelde besluit komen nochtans slechts in aanmerking voor zover ze specifiek vermeld zijn.

Art. 100. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder « pedagogisch bekwaamheidsbewijs » de volgende bekwaamheidsbewijzen :

- a) bachelor - voorschoolse onderwijzer of diploma kleuteronderwijzer of voorschoolse onderwijzer;
- b) bachelor - lager onderwijzer of diploma van lager onderwijzer;
- c) bachelor - geaggregeerde van het lager secundair onderwijs (GLSO) of diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs (GLSO);
- d) bachelor - geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs (GHSO) of diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs (GHSO);
- e) getuigschrift van pedagogische bekwaamheid (GPB);
- f) diploma van pedagogische bekwaamheid of diploma van pedagogische bekwaamheden (DPB);
- g) getuigschrift van middelbare technische normaalleergangen (GMTN);
- h) getuigschrift van normaalleergangen van bekwaamheid voor het gespecialiseerd onderwijs;
- i) getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs (GPBHO);
- j) getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs (GPBO);
- k) diploma van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs (DPBO).

Art. 101. De bekwaamheidsbewijzen en de ambten bedoeld in artikel 40, eerste lid, 4°, en in artikel 44, § 1, eerste lid, 2°, en § 3, eerste lid, 2° van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, voor het selectieambt opgenomen in kolom 1 van de hiernavolgende tabel (tabel I) zijn deze die opgenomen zijn naast het bovenvermelde ambt in de kolommen 2 en 3 van dezelfde tabel.

De bekwaamheidsbewijzen en de ambten bedoeld in artikel 51, 4°, en in artikel 54bis, § 1, eerste lid, 2°, en § 3, eerste lid, 2° van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, voor het selectieambt opgenomen in kolom 1 van de hiernavolgende tabel (zie tabel I) zijn deze die opgenomen zijn naast het bovenvermelde ambt in de kolommen 2 en 3 van dezelfde tabel.

Art. 102. De bekwaamheidsbewijzen en de ambten bedoeld in artikel 57, eerste lid, 3°, in artikel 59, § 1, 2°, in artikel 59, § 2, eerste lid, a), 2° en b), 2°, en in artikel 59, § 3, eerste lid, 2°, van dit decreet en in artikel 49, eerste lid, 3°, in artikel 52, § 1, eerste lid, 2°, en § 3, eerste lid, 2° van het voornoemde decreet van 6 juni 1994, voor het bevorderingsambt opgenomen in kolom 1 van de hiernavolgende tabel (zie tabel II) zijn deze die opgenomen zijn naast het bovenvermelde ambt in de kolommen 2 en 3 van dezelfde tabel.

De bekwaamheidsbewijzen en de ambten bedoeld in artikel 80, eerste lid, 3°, in artikel 81, eerste lid, b), 3°, in artikel 82, § 1, 2°, in artikel 82, § 2, eerste lid, a), 2° en b), 2°, en in artikel 83, § 3, a), 2° en b) van dit decreet en in artikel 59, eerste lid, 3°, in artikel 61bis, § 1, eerste lid, 2° en § 3, eerste lid, 2° van het voornoemde decreet van 1 februari 1993, voor het bevorderingsambt opgenomen in kolom 1 van de hiernavolgende tabel (zie tabel II), zijn deze die opgenomen zijn naast het bovenvermelde ambt in de kolommen 2 en 3 in dezelfde tabel.

Art. 103. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 17 maart 1967 tot vaststelling van de bevoegdheidsbewijzen die voldoende geacht werden voor de leden van het personeel der vrije inrichtingen voor middelbaar en normaal-onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) onder punt 1, a), worden de woorden « directeur, onderdirecteur en » geschrapt;

b) onder punt 3, worden de woorden « directeur, onderdirecteur en » geschrapt.

Art. 104. In het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De afdeling II van hoofdstuk II wordt geschrapt.

2° § 1 van artikel 13 wordt vervangen als volgt :

« De weddesubsidie van het personeelslid dat een bevorderingsambt uitoefent, wordt berekend volgens de nadere regels vastgesteld in deze afdeling. »

3° § 2 van artikel 13 wordt geschrapt.

Art. 105. De artikelen 12, § 1 en 13, § 1 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, worden geschrapt.

Art. 106. De artikelen 12, § 1 en 13, § 1 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, worden geschrapt.

Art. 107. De artikelen 12, § 1 en 13, § 1 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar, worden geschrapt.

TITEL V. — Specifieke hulpverlening aan de directies van kleuterscholen, lagere scholen en basisscholen van het gewoon en gespecialiseerd onderwijs

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en definities van de specifieke hulpverlening aan de directies van kleuterscholen, lagere scholen en basisscholen

Art. 108. De bepalingen van deze titel zijn van toepassing op het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 109. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder :

1° specifieke hulpverlening aan de directies van kleuterscholen, lagere scholen en basisscholen : elke vorm van ondersteuning in het kader van het beheer van een schoolinrichting met uitzondering van de pedagogische taken.

2° school in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap : onafhankelijke of verbonden school.

HOOFDSTUK II. — Toekenning en aanwending van de middelen toegekend voor de specifieke hulpverlening aan de directies van kleuterscholen, lagere scholen en basisscholen zonder klasse

Afdeling I. — Toekenning van middelen

Art. 110, § 1. De Regering kent, per leerling die regelmatig ingeschreven is in een inrichting voor het gewoon kleuteronderwijs, lager onderwijs en basisonderwijs met ten minste 180 leerlingen of in een inrichting voor het gespecialiseerde kleuteronderwijs, lager onderwijs en basisonderwijs met ten minste 60 leerlingen op 15 januari 2007, ten minste de volgende middelen toe voor de organisatie van de specifieke hulpverlening aan de directies van kleuterscholen, lagere scholen en basisscholen :

— voor het schooljaar 2007-2008 : 2,08 euro;

— voor het schooljaar 2008-2009 : 12,80 euro;

— vanaf het schooljaar 2009-2010 : 20,78 euro.

Deze bedragen worden, elk kalenderjaar, binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, geïndexeerd op het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen, en dit vanaf 1 januari.

§ 2. De middelen bedoeld in de vorige paragraaf kunnen slechts aangewend worden in het kader van artikel 109. Bij gebreke hiervan worden de bedragen die onregelmatig geïnvesteerd worden, door de Franse Gemeenschap teruggevorderd.

§ 3. De telling van het aantal leerlingen uitgevoerd op 15 januari 2007 geldt voor een periode van 6 jaar vanaf 1 september 2007. Een nieuwe telling zal op 15 januari 2013 uitgevoerd worden voor een nieuwe periode van 6 jaar te rekenen vanaf 1 september 2013, enz.

§ 4. In afwijking van § 3, komen de inrichting voor het gewoon kleuteronderwijs, lager onderwijs of basisonderwijs waarvan het aantal leerlingen op 15 januari lager is dan 180 tijdens de periode van zes jaar, en de inrichting voor het

gespecialiseerd kleuteronderwijs, lager onderwijs en basisonderwijs waarvan het aantal leerlingen op 15 januari lager is dan 60 leerlingen tijdens de periode van zes jaar, niet in aanmerking voor de middelen bedoeld in deze afdeling en dit vanaf de eerste september eerstkomende.

§ 5. In afwijking van § 3 komen de inrichting voor het gewoon kleuteronderwijs, lager onderwijs of basisonderwijs waarvan het aantal leerlingen op 15 januari hoger is dan 180 tijdens de periode van zes jaar, en de inrichting voor het gespecialiseerd kleuteronderwijs, lager onderwijs en basisonderwijs waarvan het aantal leerlingen op 15 januari hoger is dan 60 leerlingen tijdens de periode van 6 jaar, in aanmerking voor de middelen bedoeld in deze afdeling en dit vanaf de eerste september eerstkomende, tot het einde van de lopende periode van zes jaar.

Art. 111. Voor wat betreft het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, worden de middelen bedoeld in artikel 110, § 1 aan elke inrichting toegekend.

Art. 112, § 1. Voor wat betreft het gesubsidieerd onderwijs worden de middelen bedoeld in artikel 110, § 1 aan elke inrichtende macht toegekend.

§ 2. Elk vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten, elk wat hem betreft, kan solidariteitsmechanismen bepalen tussen de niveaus van het basisonderwijs en het secundair onderwijs om deze middelen aan te vullen.

Een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan waarbij geen inrichtende machten aangesloten zijn die de schoolinrichtingen van het secundair onderwijs organiseren, kan met een ander vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van hetzelfde net de nadere regels bepalen voor zulke solidariteitsmechanismen.

Het komt elke inrichtende macht toe te bepalen of zij tot de ingevoerde solidariteitsmechanismen toetreden.

Afdeling II. — Aanwending van de toegekende bedragen

Art. 113, § 1. Elk inrichtingshoofd voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap en elke inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs, bepalen na de betrokken directies te hebben geraadpleegd, de vorm van de specifieke hulpverlening aan de directies van de kleuterscholen, de lagere scholen en de basisscholen van het gewoon en gespecialiseerd onderwijs.

§ 2. De Regering, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en elke inrichtende macht, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bepalen de nadere regels voor de aanwending van de middelen die toegekend worden volgens de vorm die de specifieke hulpverlening aanneemt, zoals bedoeld in § 1.

§ 3. In het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap wordt het basis overlegcomité ingelicht over de nadere regels voor de aanwending van de middelen bedoeld in artikel 110, § 1 binnen de inrichting.

In het gesubsidieerd officieel onderwijs wordt de plaatselijke paritaire commissie ingelicht over de nadere regels voor de aanwending van de middelen bedoeld in artikel 110, § 1 binnen de inrichtingen die haar betreffen.

In het gesubsidieerd vrij onderwijs wordt (worden) de ondernemingsraad of, bij gebreke hieraan, het comité voor preventie en bescherming op het werk of, bij gebreke hieraan, de plaatselijke overleginstantie of, bij gebreke hieraan, de vakverenigingen ingelicht over de nadere regels voor de aanwending van de middelen bedoeld in artikel 110, § 1 binnen de inrichting(en) die hem/ze betreft (ffen).

HOOFDSTUK III. — *Beheerscentra*

Afdeling I. — Oprichting

Art. 114, § 1. Om de aanwending van de middelen te optimaliseren die toegekend worden aan elke inrichtende macht of aan elke directie van de onafhankelijke of verbonden inrichting georganiseerd door de Franse Gemeenschap in het kader van dit decreet, kan een partnerschap op vrijwillige basis plaatsvinden tussen de inrichtende machten in het gesubsidieerd onderwijs, of tussen de inrichtingen, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap. Dit partnerschap heeft ten doel de beschikbare middelen op een efficiëntere manier te beheren en voor een beter beheer van de schoolinrichtingen te zorgen.

§ 2. Elke inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs, elk inrichtingshoofd voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap beslist over de toetreding van haar/zijn inrichting(en) tot een beheerscentrum, met dien verstande dat de inrichtingen die behoren tot eenzelfde inrichtende macht of tot eenzelfde inrichtingshoofd verbonden zijn door de beslissing om al dan niet toe te treden tot het beheerscentrum.

Art. 115, § 1. Een beheerscentrum wordt opgericht bij overeenkomst :

1° voor het gesubsidieerd onderwijs, tussen de verschillende inrichtende machten die behoren tot eenzelfde onderwijsnet binnen eenzelfde eenheid, zoals opgericht bij artikel 10 van het decreet van 14 maart 1995 tot bevordering van het welslagen in de basisscholen, met dien verstande dat een beheerscentrum ten minste zowel het kleuteronderwijs als het lager onderwijs omvat;

2° voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap tussen de verschillende inrichtingshoofden die behoren tot dit onderwijsnet binnen eenzelfde zone, zoals opgericht bij artikel 13 van het voornoemde decreet van 14 maart 1995, met dien verstande dat een beheerscentrum ten minste zowel het kleuteronderwijs als het lager onderwijs omvat;

§ 2. De overeenkomst regelt de organisatie en de werking van het beheerscentrum en bepaalt inzonderheid de inrichtende macht of het inrichtingshoofd belast met de coördinatie van het beheerscentrum.

§ 3. De overeenkomst treedt in werking op 1 september en heeft telkens betrekking op een periode van zes schooljaren. De eerste periode van 6 schooljaren begint op 1 september 2007. Elke volgende periode van 6 schooljaren begint 6 jaar of een veelvoud van 6 jaar na 1 september 2007.

§ 4. In afwijking van § 3 lopen de overeenkomsten die tijdens een periode van 6 schooljaren in werking treden, zoals bedoeld in § 3, ten einde na de zes schooljaren in kwestie.

§ 5. De overeenkomst met onder andere de lijst van de verschillende inrichtende machten of de inrichtingen van de Franse Gemeenschap, wordt ter informatie aan het Algemeen Bestuur leerplichtonderwijs vóór 15 juni gestuurd voorafgaandelijk aan de datum van haar inwerkingtreding.

Art. 116, § 1. Een inrichtende macht of een inrichtingshoofd die/dat niet tot een beheerscentrum is toetreden, mag tot één van deze toetreden en dit, op elk ogenblik tijdens de periode van 6 jaar waarop de overeenkomst betrekking heeft. Nochtans kan de toetreding van een nieuwe inrichtende macht geen aanleiding geven tot een nieuwe onderhandeling van de overeenkomst.

In dit geval moet slechts de lijst met de verschillende inrichtende machten of inrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, die bijgewerkt wordt door het toevoegen van de inrichtende macht of de inrichting van de Franse Gemeenschap, aan het Bestuur gestuurd worden en dit, vóór 15 juni van elk jaar.

§ 2. Een inrichtende macht of een directie van de inrichting die tot een beheerscentrum toegetreden is, moet tijdens de periode waarop de overeenkomst slaat, met het centrum solidair blijven.

Afdeling II. — Criteria voor de oprichting van de beheerscentra

Art. 117, § 1. Elk beheerscentrum telt ten minste 1000 leerlingen op 15 januari voorafgaandelijk aan het opstarten van het beheerscentrum, waarbij elke leerling voor een tellingseenheid telt.

§ 2. De telling uitgevoerd om de oprichtingsnorm voor het beheerscentrum te bereiken, geldt voor een periode van zes schooljaren.

§ 3. In afwijking van § 2, wanneer een inrichtende macht of een inrichtingshoofd tot een beheerscentrum toetreedt volgens de nadere regel bedoeld in artikel 116, § 1, wordt het aantal leerlingen van de inrichting(en) van deze inrichtende macht of van de directie van de inrichting, op 15 januari voorafgaandelijk aan de inwerkingtreding van de overeenkomst voor de bepaalde periode, aan dat van het beheerscentrum toegevoegd.

§ 4. In afwijking van § 2 voor wat betreft de overeenkomsten of beslissingen die in werking treden tijdens een periode van 6 schooljaren, zoals bedoeld in artikel 115, § 4, is de telling uitgevoerd voor het bereiken van de norm voor de oprichting van het beheerscentrum geldig tot het einde van de 6 schooljaren.

Art. 118, § 1. In afwijking van artikel 115, § 1, 1° en 2°, indien het niet mogelijk is om een beheerscentrum op te richten van 1 000 leerlingen binnen eenzelfde eenheid voor het gesubsidieerd onderwijs of eenzelfde zone voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, kan het beheerscentrum inrichtingen van de inrichtende machten van verschillende eenheden of inrichtingen van de directie van inrichtingen van verschillende zones verenigen.

§ 2. In afwijking van artikel 115, § 1, 1° en 2° kunnen de inrichtende machten van de nabijheidseenheden ook beslissen om samen een beheerscentrum op te richten voor zover het aantal leerlingen dat in aanmerking wordt genomen, niet 10 000 overschrijden, behoudens afwijking goedgekeurd door de Regering.

Afdeling III. — Bevoegdheden van het beheerscentrum

Art. 119, § 1. In afwijking van artikel 113, § 1, wanneer de inrichtende machten of de inrichtingshoofden tot een beheerscentrum zijn toegetreden, bepaalt de overeenkomst de vorm van de specifieke hulpverlening aan de directies van kleuterscholen, lagere scholen en basisscholen.

§ 2. In afwijking van artikel 113, § 2, bepalen de Regering, voor de overeenkomsten van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en elke groep van inrichtende machten gebonden door een overeenkomst, voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de nadere regels voor de aanwending van de middelen toegekend volgens de vorm die de specifieke hulpverlening neemt, zoals bedoeld in § 1.

Art. 120. De inrichtende machten of de inrichtingshoofden die tot een beheerscentrum zijn toegetreden, kunnen hem bijkomende bevoegdheden toekennen, behoudens uitdrukkelijke bepaling. De toegekende bijkomende bevoegdheden zijn opgenomen in de overeenkomst.

Afdeling IV. — Aanwending van de toegekende middelen

Art. 121. In afwijking van de artikelen 112 en 113, wanneer de inrichtende machten of de inrichtingshoofden tot een beheerscentrum zijn toegetreden, worden de middelen toegekend aan de inrichtende macht of aan het inrichtingshoofd belast met de coördinatie van het beheerscentrum met inachtneming van de nadere regels opgenomen in de overeenkomst bedoeld in artikel 115, § 1 van dit decreet.

Art. 122. Elk inrichtingshoofd en elke inrichtende macht die tot een beheerscentrum zijn toegetreden, lichten de respectievelijke overlegorganen in over de nadere regels voor de aanwending van de middelen bedoeld in artikel 110 van dit decreet.

TITEL VI. — Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 123. Het evaluatiemechanisme bedoeld in de artikelen 33, 40, 63 en 86 van dit decreet en 28septies van het voornoemde decreet van 4 januari 1999, 52decies van het voornoemde decreet van 6 juni 1994 en 61duodecies van het voornoemde decreet van 1 februari 1993, zal tijdens het vierde jaar dat volgt op de inwerkingtreding van dit decreet geëvalueerd worden.

Art. 124. In het gesubsidieerd onderwijs komt een school slechts in aanmerking voor subsidies als het personeelslid dat daarvan de leiding heeft in de zin van artikel 2 van dit decreet, een personeelslid is dat gesubsidieerd en bezoldigd wordt door een weddesubsidie.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingsbepalingen

Art. 125. In artikel 9 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen met toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 mei 2003, wordt littera *b*) vervangen als volgt :

« *b*) om een stage te lopen in een andere betrekking van de Staat, een Gemeenschap, een Gewest, provincies, gemeentes, een gelijkgestelde openbare instelling, een onderwijsinrichting georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en dit, voor een periode die overeenstemt met de normale duur van de voorgeschreven stage; ».

Art. 126, § 1. In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 21*quater*, ingevoegd bij het decreet van 2 april 1996, en gewijzigd bij de decreten van 24 juli 1997 en van 4 januari 1999, wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De betrekkingen van onderdirecteur kunnen aan twee personeelsleden toevertrouwd worden die elk belast zijn met een halve opdracht, na voorafgaandelijk advies, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd, van de plaatselijke paritaire commissie, en in het vrij onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd, van de ondernemingsraad of, bij ontstentenis hiervan, de vakvereniging, met evocatierecht van het verzoeningsbureau bij afkeuring. »

2° in artikel 21*quinquies*, ingevoegd bij het decreet van 4 januari 1999, wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5. De betrekkingen van werkleider kunnen aan twee personeelsleden toevertrouwd worden die elk belast zijn met een halve opdracht, na voorafgaandelijk advies, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd, van de plaatselijke paritaire commissie, en in het vrij onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd, van de ondernemingsraad of, bij ontstentenis hiervan, van de vakvereniging, met evocatierecht van het verzoeningsbureau bij afkeuring. »

§ 2. In artikel 55 van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De betrekkingen van onderdirecteur kunnen aan twee personeelsleden toevertrouwd worden die elk belast zijn met een halve opdracht, na voorafgaandelijk advies, in het officieel onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd, van de plaatselijke paritaire commissie, en in het vrij onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd, van de ondernemingsraad of, bij ontstentenis hiervan, van de vakvereniging, met evocatierecht van het verzoeningsbureau bij afkeuring. »

Art. 127. Het eerste lid van § 1 van artikel 45 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra, wordt vervangen als volgt :

« Elke inrichtende macht die kan bewijzen dat het onmogelijk is om een kandidaat aan te stellen die alle voorwaarden vervult voor de toegang tot het bevorderingsambt van directeur bedoeld in artikel 42, kan tijdelijk het bevorderingsambt van directeur toevertrouwen aan een technisch personeelslid dat in vast verband benoemd is en dat houder is van het bekwaamheidsbewijs vereist om het wervingsambt van psycho-pedagogische adviseur uit te oefenen ».

Art. 128. In het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) artikel 47 wordt vervangen als volgt :

« Art. 47. Elke inrichtende macht die kan bewijzen dat het onmogelijk is om een kandidaat, dat lid is van het technisch personeel, aan te werven, dat de voorwaarden van artikel 43 vervult, kan, op zijn aanvraag, een lid van het technisch personeel van een centrum van dezelfde aard aanwerven die aan de voorwaarden van artikel 43 voldoet, met uitzondering van 8° en 10° ».

b) het eerste lid van § 1 van artikel 57 wordt vervangen als volgt :

« Elke inrichtende macht die kan bewijzen dat het onmogelijk is om een kandidaat aan te stellen die alle voorwaarden vervult voor de toegang tot het bevorderingsambt van directeur bedoeld in artikel 54, kan het bevorderingsambt van directeur tijdelijk toevertrouwen aan een lid van het technisch personeel dat in vast verband aangeworven is en dat houder is van het vereiste bekwaamheidsbewijs om het wervingsambt van psycho-pedagogische adviseur uit te oefenen. Tijdens de periode waarin het tijdelijk het bevorderingsambt van directeur uitoefent, blijft het lid van het technisch personeel titularis van de betrekking waarin het in vast verband is aangeworven ».

Art. 129. In artikel 26, § 1 van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

Onder punt 7° worden de volgende woorden toegevoegd « met uitzondering van de ambten van directeur, zoals bedoeld in artikel 2, § 1, 1° van het decreet van 2 februari 2007 betreffende het statuut van de directeurs. »

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepalingen*

Afdeling I. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 130. De personeelsleden die in vast verband benoemd of aangeworven zijn in de hoedanigheid van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1° van dit decreet, of in een selectie- of bevorderingsambt, zoals bedoeld in artikel 4, 3° en in artikel 5, 1° en 2° van het voornoemde decreet van 4 januari 1999 alsook in artikel 7, c, 12° van het bovenvermelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, worden geacht in vast verband benoemd of aangeworven te zijn overeenkomstig de bepalingen opgenomen in dit decreet.

Art. 131. § 1. Voor de directeurs die in vast verband benoemd of aangeworven worden en de personeelsleden die in tijdelijk verband aangesteld of aangeworven worden in een ambt van directeur voor een duur die gelijk is aan of langer is dan één jaar bij de inwerkingtreding van dit decreet, stelt de Regering of de inrichtende macht een opdrachtenblad op overeenkomstig artikel 30.

§ 2. Voor de personeelsleden die in vast verband benoemd of aangeworven worden in een selectie- of bevorderingsambt, zoals bedoeld in artikel 4, 3° en in artikel 5, 1° en 2° van het voornoemde decreet van 4 januari 1999 alsook in artikel 7, c, 12° van het bovenvermelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 en de personeelsleden die tijdelijk worden aangesteld of aangeworven in een selectie- of bevorderingsambt, zoals bedoeld in artikel 4, 3° en in artikel 5, 1° en 2° van het voornoemde decreet van 4 januari 1999 alsook in artikel 7, c, 12° van het bovenvermelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 oktober 1968 voor een duur die gelijk is aan of langer is dan één jaar bij de inwerkingtreding van het decreet, bedoeld in de afdeling I van hoofdstuk IV*bis* van het voornoemde decreet van 4 januari 1999, in de afdeling I van hoofdstuk V*bis* van het voornoemde decreet van 6 juni 1994 en in de afdeling I van hoofdstuk V*bis* van het voornoemde decreet van 1 februari 1993, stelt de directeur een opdrachtenblad op overeenkomstig deze bepalingen. In dit geval wordt het ontwerp van opdrachtenblad ter goedkeuring aan respectievelijk de Evaluatiecommissie of de inrichtende macht voorgelegd.

Afdeling II. — Het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap

Art. 132. De personeelsleden die titularis zijn van een brevet in verband met één van de ambten van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1°, uitgereikt vóór de inwerkingtreding van dit decreet, worden geacht houder te zijn van slaagattesten betreffende de vijf opleidingsmodules bedoeld in artikel 20 van dit decreet voor het betrokken ambt.

Art. 133. Het personeelslid dat tijdelijk wordt aangesteld in een ambt van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1°, vóór de inwerkingtreding van dit decreet met toepassing van artikel 28, § 1, tweede lid van het voornoemde decreet

van 4 januari 1999 en dat prioritair is overeenkomstig § 1, derde lid van hetzelfde artikel, wordt geacht prioritair te zijn in de zin van artikel 35, § 2, derde lid van dit decreet.

Het personeelslid bedoeld in het eerste lid, dat tijdelijk sedert ten minste twee jaar ononderbroken aangesteld is op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet, wordt geacht twee evaluaties te hebben ondergaan waarvan de laatste aanleiding geeft tot de vermelding « gunstig ».

Het personeelslid bedoeld in het eerste lid, dat tijdelijk sedert ten minste één jaar ononderbroken aangesteld is op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet, wordt geacht één evaluatie te hebben ondergaan die aanleiding heeft gegeven tot de vermelding « gunstig ». Het wordt ambtshalve een tweede keer geëvalueerd na twee jaar vanaf zijn oorspronkelijke aanstelling in tijdelijk verband.

Voor het personeelslid bedoeld in het eerste lid dat tijdelijk sedert ten minste één jaar ononderbroken aangesteld is op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet, gebeurt de eerste evaluatie bedoeld in artikel 36, § 2, na één jaar vanaf zijn oorspronkelijke aanstelling in tijdelijk verband.

Afdeling III. — Het gesubsidieerd onderwijs

Art. 134. De personeelsleden die tijdelijk aangesteld of aangeworven worden in een bevorderings- of selectieambt vóór de inwerkingtreding van dit decreet en die niet in aanmerking komen voor de bepalingen bedoeld in de artikelen 135 en 136, kunnen de uitoefening van hun tijdelijke aanstelling of aanwerving blijven genieten.

Art. 135. § 1. In afwijking van de bepalingen van dit decreet wordt het personeelslid dat tijdelijk wordt aangesteld, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, in het gesubsidieerd officieel onderwijs in een ambt van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, overeenkomstig de voorwaarden voor de tijdelijke aanstelling voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet, dat in dat ambt een ambtsanciënniteit van ten minste 600 dagen verworven in het onderwijs met volledig leerplan en/of in het onderwijs voor sociale promotie op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet telt, benoemd in de betrekking die het bekleedt zodra het de voorwaarden voor de vaste benoeming vervult voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van het voornoemde decreet van 6 juni 1994, zoals gewijzigd bij dit decreet, wordt het personeelslid dat tijdelijk wordt aangesteld vóór de inwerkingtreding van dit decreet, in het gesubsidieerd officieel onderwijs in een selectieambt overeenkomstig de voorwaarden voor de tijdelijke aanstelling voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet, dat in dit laatste een ambtsanciënniteit van ten minste 600 dagen telt op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet, in de betrekking benoemd die het bekleedt zodra het de voorwaarden voor de vaste benoeming vervult voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Voor het ambt van werkleider in het onderwijs voor sociale promotie komt het personeelslid bedoeld in het lid dat voorafgaat ook in aanmerking voor deze bepaling indien het aan de voorwaarden van het bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 101 van dit decreet voldoet.

In afwijking van de bepalingen van het voornoemde decreet van 6 juni 1994, zoals gewijzigd bij dit decreet, wordt het personeelslid dat tijdelijk wordt aangesteld vóór de inwerkingtreding van dit decreet in het gesubsidieerd officieel onderwijs in een ander bevorderingsambt dan dit van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, overeenkomstig de voorwaarden voor de tijdelijke aanstelling voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet, dat in dit laatste een ambtsanciënniteit van ten minste 600 dagen telt op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet, benoemd in de betrekking die het bekleedt zodra het de voorwaarden voor de vaste benoeming vervult voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

§ 3. Het personeelslid dat tijdelijk werd aangesteld in een ambt van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, in een ander bevorderingsambt of in een selectieambt vóór de inwerkingtreding van dit decreet, krachtens de artikelen 42, § 6 en 50, § 6 van het decreet van 6 juni 1994, komt in aanmerking voor de bepalingen van de vorige paragrafen en wordt geacht de voorwaarde te vervullen van de artikelen 40, eerste lid of 49, eerste lid, 1^o van het bovenvermelde decreet zodra het zes jaar anciënniteit telt in het ambt vanaf zijn tijdelijke aanstelling.

Art. 136. § 1. In afwijking van de bepalingen van dit decreet, wordt het personeelslid dat tijdelijk aangesteld wordt vóór de inwerkingtreding van dit decreet in het gesubsidieerd vrij onderwijs in een ambt van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, krachtens de voorwaarden voor de tijdelijke aanwerving voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet, dat in dit laatste een ambtsanciënniteit van ten minste 720 dagen telt, verworven in het onderwijs met volledig leerplan en/of in het onderwijs voor sociale promotie op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet, in vast verband aangeworven in de betrekking die het bekleedt zodra het de voorwaarden voor de aanwerving in vast verband vervult voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van het voornoemde decreet van 1 februari 1993, zoals gewijzigd bij dit decreet, wordt het personeelslid dat tijdelijk wordt aangeworven vóór de inwerkingtreding van dit decreet in het gesubsidieerd vrij onderwijs in een selectieambt vóór de inwerkingtreding van dit decreet, overeenkomstig de voorwaarden voor de tijdelijke aanwerving voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet, dat in dit laatste een ambtsanciënniteit van ten minste 720 dagen telt op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet, aangeworven in vast verband in de betrekking die het bekleedt zodra het de voorwaarden vervult voor de vaste aanwerving voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Voor het ambt van werkleider in het onderwijs voor sociale promotie komt het personeelslid bedoeld in het lid dat voorafgaat ook in aanmerking voor deze bepaling indien het de voorwaarden voor het bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 101 van dit decreet vervult.

In afwijking van de bepalingen van het voornoemde decreet van 1 februari 1993, zoals gewijzigd bij dit decreet, wordt het personeelslid dat tijdelijk aangesteld wordt vóór de inwerkingtreding van dit decreet in het gesubsidieerd vrij onderwijs in een ander bevorderingsambt dan dit van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, overeenkomstig de voorwaarden voor de tijdelijke aanwerving voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet, dat in dit laatste een ambtsanciënniteit van ten minste 720 dagen telt op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet, in vast verband aangeworven in de betrekking die het bekleedt zodra het de voorwaarden vervult voor de vaste aanwerving voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 137. In het gesubsidieerd officieel onderwijs worden de personeelsleden die houder zijn van een attest dat bewijst dat de opleiding werd gevolgd in verband met één van de ambten van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, uitgereikt vóór de inwerkingtreding van dit decreet, geacht, uiterlijk op 2 jaar vanaf het behalen van het bovenvermelde attest, houder te zijn van het slaagattest betreffende de proeven bedoeld in artikel 21, § 1 van dit decreet voor het betrokken ambt.

Art. 138. De personeelsleden die sinds 25 februari 1999 nog tijdelijk aangesteld of aangeworven zouden zijn geweest of die in vast verband benoemd of aangesteld zouden zijn geweest in een vorig selectie- of bevorderingsambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het secundair onderwijs met volledig leerplan of het alternerend onderwijs of het onderwijs voor sociale promotie, op basis van de bepalingen die van toepassing zijn vóór de inwerkingtreding van dit decreet, worden geacht aangesteld of benoemd te zijn geweest in het ambt, bedoeld in de artikelen 4 en 5 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten en overeenstemmende zoals voortvloeit uit de artikelen 43 tot 45 van hetzelfde decreet.

Art. 139. De personeelsleden bedoeld in de artikelen 134, 135, 136 en 138 behouden de weddeschaal die ze genoten vóór de inwerkingtreding van dit decreet, behalve als de Regering een nieuwe schaal vaststelt die van toepassing is op de bovenvermelde personeelsleden.

Art. 140. § 1. Totdat de eerste slaagattesten worden uitgereikt waarbij de toepassing van de artikelen 57, eerste lid, 5^o en 80, eerste lid, 4^o mogelijk wordt gemaakt, kunnen tot de stage toegelaten worden, of bij gebrek aan een vacante betrekking, kunnen tijdelijk aangesteld of aangeworven worden in een ambt van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, personeelsleden die beantwoorden aan het geheel van de andere voorwaarden van respectievelijk de artikelen 57 tot 59 en 80 tot 82 van dit decreet.

Kunnen ook tot de stage worden toegelaten, of bij gebrek aan een vacante betrekking, kunnen tijdelijk aangesteld of aangeworven worden, in een ambt van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, de personeelsleden die tijdelijk een ambt van directeur uitoefenen in de zin van artikel 2, § 1, 1^o de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet en die niet in aanmerking kunnen komen voor de bepalingen van respectievelijk de artikelen 135, § 1 en 136, § 1 en die tijdelijk aangesteld of aangeworven werden overeenkomstig de voorwaarden voor de aanstelling of de aanwerving in tijdelijk verband voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet. Deze personeelsleden zullen in vast verband benoemd of aangesteld kunnen worden zodra ze aan het geheel van de voorwaarden beantwoorden voor de benoeming of aanstelling in vast verband voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet en op voorwaarde dat ze de 5 slaagattesten hebben behaald zoals bedoeld in de artikelen 20 en 21 van dit decreet na een stage van twee jaar.

§ 2. Uiterlijk vóór 1 januari 2008 kunnen tijdelijk aangesteld of aangeworven worden in een selectieambt of in een ander bevorderingsambt dan dat van de directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, personeelsleden die de voorwaarden vervullen van respectievelijk de artikelen 40 tot 44 of 49 tot 52 van het decreet van 6 juni 1994 of de artikelen 50bis tot 54bis of de artikelen 58bis tot 61bis van het decreet van 1 februari 1993, met uitzondering van het eis van het attest dat bewijst dat de opleiding werd gevolgd, dat ze moeten behalen binnen een termijn van hoogstens 2 jaar vanaf hun tijdelijke aanstelling of aanwerving.

De personeelsleden die tijdelijk aangesteld of aangeworven zijn in een selectieambt of een ander bevorderingsambt dan dat van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, vóór de inwerkingtreding van dit decreet en die niet in aanmerking komen voor de bepalingen respectievelijk van de artikelen 135, § 2 en 136, § 2 en die tijdelijk aangesteld of aangeworven werden overeenkomstig de voorwaarden voor de tijdelijke aanstelling of aanwerving voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet, zullen in vast verband kunnen worden benoemd en aangeworven zodra ze aan het geheel van de voorwaarden beantwoorden voor de benoeming en de aanstelling in vast verband voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet en op voorwaarde dat ze het attest dat bewijst dat de opleiding werd gevolgd hebben behaald zoals bedoeld respectievelijk in de artikelen 40 of 49 van het decreet van 6 juni 1994 en in de artikelen 51 en 59 van het decreet van 1 februari 1993 binnen een termijn van 2 jaar vanaf hun tijdelijke aanstelling of aanwerving.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepaling

Art. 141. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2007, behalve titel I, de hoofdstukken I en II van titel II, afdeling 2 van hoofdstuk I van titel III, titel V en dit artikel, die in werking treden de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 februari 2007.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

Tabel I

1. Selectieambt	2. Uitgeoefend (e) ambt(en)	3. Bekwaamheidsbewijs(zen)
Onderdirecteur in het lager secundair onderwijs	Wervingsambt, selectieambt of bevorderingsambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het lager secundair onderwijs	Eén van de volgende bekwaamheidsbewijzen : - GLSO; - GHSO; - Bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de 1ste graad ten minste, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs; Voor zover het gaat om een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A voor één van de ambten bedoeld in kolom 2.
Provisor of onderdirecteur	<p>a) Wervingsambt, selectieambt of bevorderingsambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het secundair onderwijs van de lagere graad, de hogere graad of van één of andere graden respectievelijk in het onderwijs met volledig leerplan of in het onderwijs voor sociale promotie, of in het hoger onderwijs voor sociale promotie voor wat betreft het onderwijs voor sociale promotie</p> <p>b) Voor het onderwijs met volledig leerplan, ofwel een wervingsambt, een selectieambt of een bevorderingsambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het onderwijs voor sociale promotie, ofwel een ambt van rang 1 of van rang 2 in een Hogeschool op voorwaarde dat, in het kader van de loopbaan in het secundair onderwijs met volledig leerplan, aan het geheel van de voorwaarden beantwoord werd voor de toegang tot de stage voor het ambt van studiefprefect of directeur</p> <p>c) Voor het onderwijs voor sociale promotie, ofwel een wervingsambt, een selectieambt of een bevorderingsambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het secundair onderwijs met volledig leerplan, ofwel een ambt van rang 1 of rang 2 in een Hogeschool, op voorwaarde dat, in het kader van de loopbaan in het onderwijs voor sociale promotie, aan het geheel van de voorwaarden beantwoord werd voor de toegang tot de stage voor het ambt van studiefprefect of directeur</p>	<p>a) één van de volgende bekwaamheidsbewijzen : - GLSO; - GHSO; - Bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de 1ste graad ten minste, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs. Voor zover het gaat om een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A voor één van de ambten bedoeld in kolom 2.</p> <p>b) een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A voor één van de ambten bedoeld in kolom 2, punt a).</p> <p>c) een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A voor één van de ambten bedoeld in kolom 2, punt a).</p>

Onderdirecteur van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan	Wervingsambt van het onderwijzend personeel in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan	Één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen voor één van de ambten bedoeld in kolom 2.
Werkplaatsleider	<p>1) één de van de volgende ambten in het secundair onderwijs van de lagere graad, van de hogere graad of van één of andere graden respectievelijk in het onderwijs met volledig leerplan of het onderwijs voor sociale promotie, of in het hoger onderwijs voor sociale promotie voor wat betreft het onderwijs voor sociale promotie :</p> <p>Leraar/hoogleraar technische cursussen, Leraar/hoogleraar beroepspraktijk, Leraar/hoogleraar technische cursussen en beroepspraktijk</p> <p>2) Begeleider in het lager secundair onderwijs in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming. Begeleider in het hoger onderwijs in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming</p>	<p>Één van de volgende bekwaamheidsbewijzen :</p> <ul style="list-style-type: none"> - GLSO; - GHSO; - Een ander bekwaamheidsbewijs van het hoger secundair onderwijs ten minste, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs. <p>Voor zover het gaat om een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A voor één van de ambten bedoeld onder punt 1 van kolom 2.</p>
Opvoeder-huismeester	Wervingsambt van studiemeester-opvoeder	Één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen of één van de bekwaamheidsbewijzen die voldoende worden geacht van groep A voor het ambt van studiemeester-opvoeder
Directiesecretaris	Wervingsambt van studiemeester-opvoeder	Één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen of één van de bekwaamheidsbewijzen die voldoende worden geacht van groep A voor het ambt van studiemeester-opvoeder
Coördinator van een centrum voor alternerend onderwijs en vorming	Wervingsambt, selectieambt of bevorderingsambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het secundair onderwijs van de lagere graad, de hogere graad of van één of andere graden	<p>Één van de volgende bekwaamheidsbewijzen :</p> <p>GLSO; GHSO;</p> <p>Bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de 1ste graad ten minste, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs.</p> <p>Voor zover het gaat om een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A voor één van de ambten bedoeld in kolom 2.</p>

Tabel II

1. Bevorderingsambt	2. uitgeoefend (e) ambt (en)	3. bekwaamheidsbewijs (zen)
Directeur van een kleuterschool	Kleuteronderwijzer	Diploma van kleuteronderwijzer
Directeur van een lagere school	a) onderwijzer b) leermeester bijzondere vakken (lichamelijke opvoeding, tweede taal, zedenleer, godsdienst)	a) diploma van onderwijzer of GLSO b) diploma van onderwijzer of GLSO Voor zover het gaat om een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A voor één van de ambten bedoeld in kolom 2
Directeur van een basisschool	a) kleuteronderwijzer, onderwijzer b) leermeester bijzondere vakken (lichamelijke opvoeding, tweede taal, zedenleer, godsdienst)	a) één van de volgende bekwaamheidsbewijzen : diploma van kleuteronderwijzer diploma van onderwijzer b) diploma van onderwijzer of diploma van kleuteronderwijzer of GLSO Voor zover het gaat om een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A voor één van de ambten bedoeld in kolom 2
Directeur van het lager secundair onderwijs	a) Wervingsambt, selectieambt of bevorderingsambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het secundair onderwijs van de lagere graad b) wervingsambt, selectieambt of bevorderingsambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het gespecialiseerd secundair onderwijs van de lagere graad	a) één van de volgende bekwaamheidsbewijzen : - GLSO; - GHSO; - Bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de 1 ^{ste} graad ten minste, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs; Voor zover het gaat om een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A voor één van de ambten bedoeld in kolom 2. b) één van de volgende bekwaamheidsbewijzen : - GLSO; - GHSO; - Bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de 1 ^{ste} graad ten minste, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs - Diploma van onderwijzer Voor zover het gaat om een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A voor één van de ambten bedoeld in kolom 2.
Studieprefect of directeur	a) wervingsambt, selectieambt of bevorderingsambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het secundair onderwijs van de lagere graad, de hogere graad of van één of de andere graden respectievelijk in het onderwijs met volledig leerplan of in het onderwijs voor sociale promotie, of in het hoger onderwijs voor sociale promotie voor wat betreft het onderwijs voor sociale	a) ofwel één van de volgende bekwaamheidsbewijzen : - GLSO; - Bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de 3 ^{de} graad, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs; - GLSO en tijdens 900 dagen ten minste, berekend overeenkomstig artikel 34 van het voornoemde

	<p>promotie</p> <p>b) Voor het onderwijs met volledig leerplan, ofwel een wervingsambt, een selectieambt of een bevorderingsambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het onderwijs voor sociale promotie, ofwel een ambt van rang 1 of rang 2 in een hogeschool, op voorwaarde dat in het kader van zijn loopbaan in het secundair onderwijs met volledig leerplan beantwoord werd aan het geheel van de voorwaarden voor de toegang tot de stage voor het ambt van studiefprefect of directeur</p> <p>c) voor het onderwijs voor sociale promotie, ofwel een wervingsambt, een selectieambt of een bevorderingsambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het secundair onderwijs met volledig leerplan, ofwel een ambt van rang 1 of rang 2 in een hogeschool, op voorwaarde dat in het kader van zijn loopbaan in het onderwijs voor sociale promotie, beantwoord werd aan het geheel van de voorwaarden voor de toegang tot de stage voor het ambt van studiefprefect of directeur</p>	<p>decreet van 6 juni 1994 of artikel 29bis van het voornoemde decreet van 1 februari 1993, het ambt van onderdirecteur van het lager secundair onderwijs, van provisor of onderdirecteur of directeur van het lager secundair onderwijs in het onderwijs georganiseerd door de inrichtende macht hebben uitgeoefend;</p> <p>Voor zover het gaat om een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A voor één van de ambten bedoeld onder punt A van kolom 2.</p> <p>Ofwel een bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de 2^{de} graad, of een diploma van de school of van de hogere technische cursussen van de 1^{ste} graad of een diploma van het hoger kunstonderwijs van de 1^{ste} graad of een diploma van het hoger kunstonderwijs van de 1^{ste} graad, elk aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs, en tijdens 900 dagen ten minste, berekend overeenkomstig artikel 34 van het voornoemde decreet van 6 juni 1994 of artikel 29bis van 1 februari 1993 het ambt van onderdirecteur van het lager secundair onderwijs, van provisor of onderdirecteur of van directeur van het lager secundair onderwijs in het onderwijs georganiseerd door de inrichtende macht te hebben uitgeoefend.</p> <p>b) een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A voor één van de ambten bedoeld in kolom 2, punt a).</p> <p>c) een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A voor één van de ambten bedoeld in kolom 2, punt a)</p>
Directeur in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan	Wervingsambt of selectieambt van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan	Één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen voor één van de ambten bedoeld in kolom 2
Werkplaatsleider	<p>1) leraar technische vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad,</p> <p>leraar technische vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad,</p> <p>leraar beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad,</p>	<p>Ofwel één van de volgende bekwaamheidsbewijzen :</p> <ul style="list-style-type: none"> - GLSO; - GHSO; - Bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de 1^{ste} graad ten minste, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs; <p>Voor zover het gaat om een vereist</p>

	leraar beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad, leraar technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad, leraar technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad, 2)Begeleider in het lager secundair onderwijs in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming Begeleider in het hoger secundair onderwijs in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming	bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A voor één van de ambten bedoeld onder punt 1 van kolom 2. Ofwel tijdens 900 dagen ten minste, berekend volgens de nadere regels bedoeld in artikel 34 van het voornoemde decreet van 6 juni 1994 of in artikel 29bis van 1 februari 1993, het ambt van werkplaatsleider hebben uitgeoefend in het onderwijs georganiseerd door de inrichtende macht
--	--	--

Zitting 2006-2007.

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 339-1. — Commissieamendementen, nr. 339-2. — Verslag, nr. 339-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 339-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 23 januari 2007.